



Retraites : Bardella rompt avec Marine Le Pen

► Le président du Rassemblement national (RN) a défendu jeudi sur LCI une réforme des retraites différente de celle promue par la députée du Pas-de-Calais

► Assumant sa propre vision, il suggère de supprimer tout âge légal de départ à la retraite, et plaide pour une possible part de capitalisation

► Si la retraite à 62 ans, voire à 60 ans, reste un totem pour Marine Le Pen, Jordan Bardella se veut à l'écoute des patrons hostiles à cette proposition

► La question sera tranchée après le 7 juillet, avec l'éventuelle inéligibilité de Marine Le Pen pour l'élection présidentielle de 2027 après son procès en appel

► « C'est le dossier inflammable », estime un cadre du RN, et les proches de la députée s'agacent de voir cette réforme rediscutée

PAGE 9



Edgar Morin Agitateur d'idées

► Mort vendredi 29 mai à l'âge de 104 ans, le sociologue n'aura cessé de penser les événements de l'histoire dans un corps-à-corps haletant avec le siècle

PAGES 14-17

A Paris, en 2005.
JEAN-LUC BERTINI/PASCO&CO

L'OTAN cherche une défense adaptée à l'incursion des drones

VENDREDI 29 MAI dans la nuit, les habitants de Galati, en Roumanie, ont été réveillés par un message d'alerte sur leur téléphone, puis par le moteur d'un drone qui passait au-dessus de cette ville de 217 000 habitants au bord du Danube, à proximité de l'Ukraine. L'engin est tombé et a explosé sur le toit d'un immeuble de dix étages, provoquant un incendie dans un appartement. Deux personnes ont été légèrement blessées, un adolescent de

14 ans et sa mère, tandis que 70 habitants ont été évacués.

Si Bucarest juge que cette incursion ne peut pas être considérée comme une « attaque contre la Roumanie », les pays de l'OTAN, encore largement démunis en la matière, ont engagé de multiples travaux, essais et commandes pour se doter de moyens antidrones abordables et adéquats face à une menace qui ne cesse d'évoluer.

PAGE 2 ET ÉDITORIAL PAGE 31

Politique A La Rochelle, Villepin déjà en campagne

En déplacement jeudi en Charente-Maritime, l'ancien premier ministre ne fait plus mystère de son intention de se lancer dans la course pour la présidentielle, même s'il repousse à plus tard sa déclaration officielle

PAGE 8

Bloc central Duel risqué entre Gabriel Attal et Edouard Philippe

Les deux anciens premiers ministres estiment que leurs candidatures peuvent coexister jusqu'au début de 2027, et tentent d'imprimer leurs différences. Une rivalité qui inquiète nombre d'élus du centre

PAGE 6

Fontainebleau La forêt menacée de surfréquentation

C'EST UN HAVRE VERT, à une quarantaine de minutes de Paris. La forêt de Fontainebleau (Seine-et-Marne) est un haut lieu touristique depuis la fin du XIX^e siècle. Mais, dans la dernière décennie, la fréquentation du massif a augmenté de plus de 25 %, une ten-

dance à la hausse due notamment à l'essor des activités de plein air : escalade, trail, VTT...

Ces évolutions représentent un défi pour la préservation de l'un des écosystèmes parmi les plus riches d'Europe en matière de biodiversité. « Il faut se demander

quelle place doit prendre l'homme dans l'environnement, et jusqu'où il faut aménager le territoire pour répondre à la demande », note Sophie David, responsable de l'accueil du public pour l'Office national des forêts.

PAGE 5

Budget L'apprentissage et la recherche touchés par le plan d'économies

PAGE 8

Géopolitique La Moldavie rêve d'union avec la Roumanie pour s'ancrer dans l'Europe

PAGES 18-19

Opéra « Ercole amante » dirigé par Leonardo Garcia-Alarcon

PAGE 22

Satellites

Bruxelles veut favoriser les constellations européennes

L'UE entend garder des fréquences de communication directes entre les satellites et les smartphones aux acteurs européens

PAGE 11

Canicule

La surveillance des baignades en question

Au moins huit morts par noyade ont été comptabilisées ces derniers jours. Un défi pour les communes vu le nombre de lieux concernés et le manque de maîtres-nageurs sauveteurs

PAGE 10

Rencontre

Nora Hamzawi : « J'ai été éduquée à ne compter que sur moi-même »

L'humoriste et comédienne, en tournée pour son troisième spectacle, évoque une enfance triste, devenue moteur d'émancipation

PAGE 26



HAMLET

SHAKESPEARE

EXCLUSIVEMENT AU CINÉMA

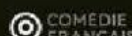
DIMANCHE 7 JUIN | 15H

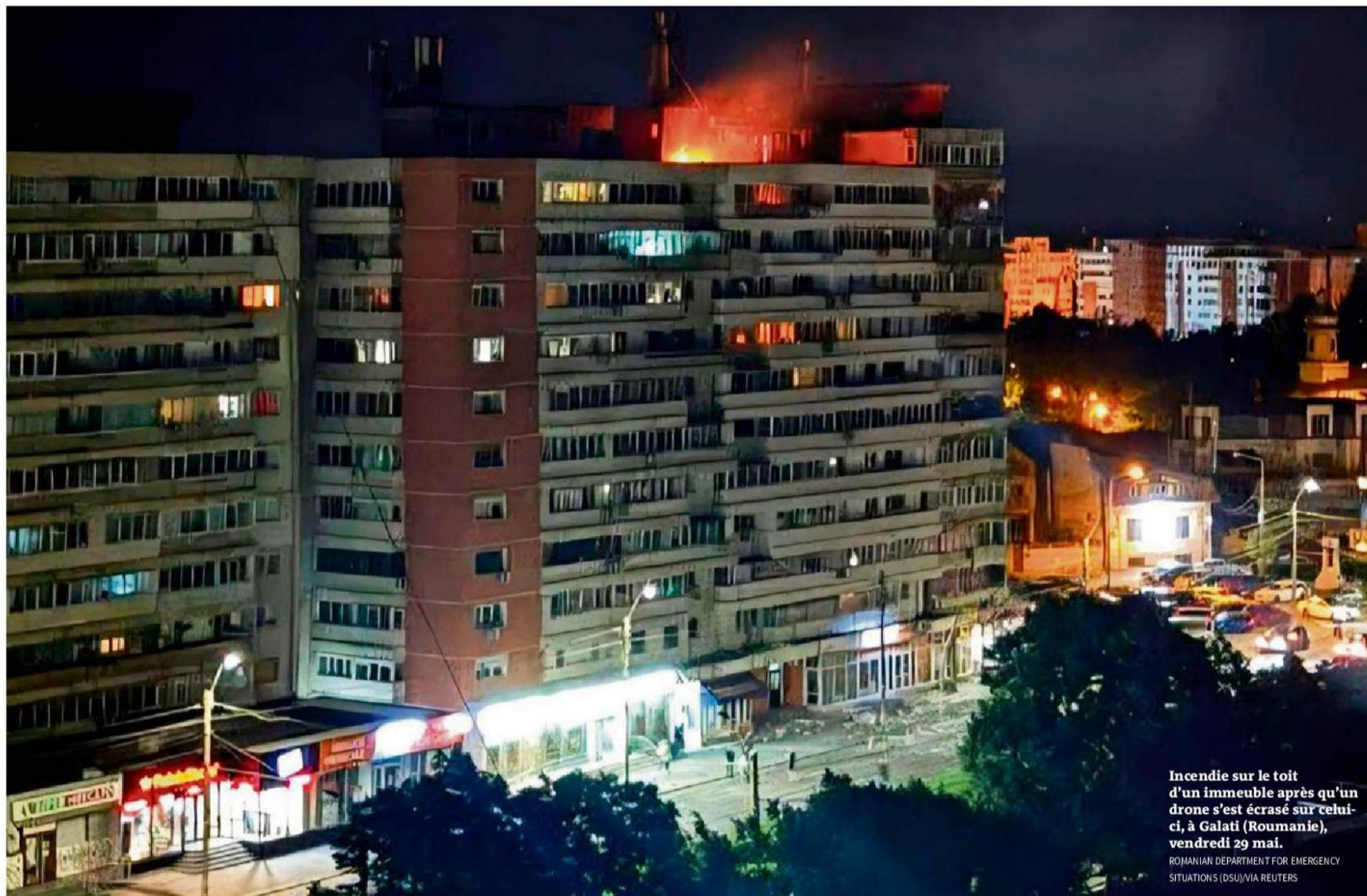
MISE EN SCÈNE IVO VAN HAN VEE AVEC LA TROUPE DE LA COMÉDIE FRANÇAISE



Le Monde

LACOMEDIEFRANCAISEAUCINEMA.COM





Incendie sur le toit d'un immeuble après qu'un drone s'est écrasé sur celui-ci, à Galati (Roumanie), vendredi 29 mai.

ROMANIAN DEPARTMENT FOR EMERGENCY SITUATIONS (DSU)/VIA REUTERS

L'OTAN en quête de solutions face aux drones

La Roumanie juge que l'incursion russe, vendredi, à Galati, ne peut pas être considérée comme une « attaque »

BRUXELLES, BUCAREST - bureau européen et correspondance

Les habitants de Galati ont été réveillés en pleine nuit, vendredi 29 mai, par un message d'alerte sur leur téléphone, puis par le moteur d'un drone qui passait au-dessus de cette ville roumaine de 217 000 habitants située au bord du Danube, à proximité de l'Ukraine. L'engin est tombé et a explosé sur le toit d'un immeuble de dix étages, provoquant un incendie dans un appartement. Deux personnes ont été légèrement blessées, un adolescent de 14 ans et sa mère, tandis que 70 habitants ont été évacués.

Ce type d'événement était redouté en Roumanie, pays membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et de l'Union européenne (UE), depuis que la Russie a commencé, en 2023, à attaquer les ports ukrainiens du Danube, près de la frontière. Depuis, 28 incursions de drones ont eu lieu dans l'espace aérien roumain, dont 15 en 2026. L'un d'eux, armé d'explosifs, est tombé sur un atelier à Galati, le 25 avril, sans détoner, provoquant l'évacuation de plus de 200 personnes. Vendredi, c'est la première fois qu'un drone, identifié comme étant un Gueran-2 de fabrication russe, s'est écrasé sur des habitations et a touché des civils.

Le président, Nicusor Dan, a déclaré sur X que cet événement nécessite « une réponse ferme, coordonnée et proportionnée » avec les alliés de son pays. Il a convoqué, vendredi matin, le Conseil suprême de la défense nationale, qui a décidé de fermer le consulat général de Russie dans la ville portuaire de Constanta. Le consul général a été déclaré persona non

« J'ai réaffirmé que l'OTAN est prête à défendre chaque pouce du territoire des alliés »

MARK RUTTE
secrétaire général
de l'Alliance transatlantique

grata. Moscou a répondu en promettant des « mesures de riposte ». La ministre des affaires étrangères, Oana Toiu, a dénoncé une « escalade grave et irresponsable », qui justifierait d'invoquer – ce qui n'a pas été fait jusqu'à présent – l'article 4 du traité de l'OTAN, qui prévoit des consultations en urgence entre Etats membres lorsque l'un d'entre eux estime que son intégrité territoriale ou sa sécurité sont menacées.

« La Roumanie est en paix »

« Le comportement irresponsable de la Russie est un danger pour nous tous, a, quant à lui, écrit sur X le secrétaire général de l'Alliance transatlantique, Mark Rutte. J'ai réaffirmé que l'OTAN est prête à défendre chaque pouce du territoire des alliés. Nous continuerons à renforcer notre préparation pour dissuader et nous défendre contre toute menace, y compris celles provenant de drones. » « Tout en continuant à renforcer notre sécurité et notre capacité de dissuasion, en particulier à notre frontière orientale, nous continuerons à intensifier la pression sur la Russie. Nous préparons actuellement un 2^e train de sanctions », a déclaré Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne.

Le ministère de la défense roumain affirme que la chute du drone russe ne peut pas être considérée comme une « attaque contre la Roumanie », mais comme une conséquence de la guerre en Ukraine qui a suivi l'invasion à grande échelle du pays par la Russie, le 24 février 2022. Deux avions de chasse F-16 ont été déployés, mais ils n'ont pas tiré sur la cible. Le 19 mai pourtant, un F-16 roumain, dans le cadre d'une mission de l'OTAN, avait abattu un drone ukrainien, dévié par la Russie, qui s'était introduit en Estonie.

Le général Gheorghe Maxim, commandant adjoint des forces interarmées, a déclaré que, dans le cas de Galati, la cible a été détectée et suivie, mais que l'armée n'a pas pu intervenir dans un temps réduit de « quatre minutes » avant que le drone échappe aux radars, « à la fois pour des raisons opérationnelles et [en raison] de certaines limitations légales ».

Le général a aussi mis en avant le fait que son pays, étant en paix, ne pouvait pas tirer des projectiles qui risqueraient de violer l'espace aérien de l'Ukraine en guerre. Derrière cette position, il y a aussi la crainte que la Russie se serve d'un tel tir comme prétexte à un début d'escalade. « L'Ukraine est en guerre, mais la Roumanie est en paix », a-t-il souligné.

Pour expliquer l'insuffisance des systèmes de défense antiaériens, le militaire a mis en avant le droit roumain. « La propriété privée est protégée par la loi. Lorsque nous avons reçu le consentement nécessaire [des propriétaires], nous avons installé ces systèmes [de défense] », a déclaré Gheorghe Maxim. Nicusor Dan a ajouté que la décision de ne pas engager la cible a été « prise parce que les conditions permettant sa destruction

comportaient le risque d'une mise en péril accrue de la sécurité de la population civile ».

Le président roumain a demandé à ses alliés de déployer sur son territoire « des capacités antidrones supplémentaires, pour renforcer notre défense et celle du flanc est de l'Alliance ». Même si les pays de l'OTAN ont engagé de multiples travaux, essais et commandes pour se doter de moyens antidrones abordables et adéquats face à une menace qui ne cesse d'évoluer, ils restent encore largement démunis en la matière.

Même les Etats les plus avancés restent très vulnérables. L'incursion de plusieurs drones ukrainiens, réorientés électroniquement par la Russie vers la Lettonie, a entraîné la chute, début mai, du gouvernement à Riga. En septembre 2025, après l'intrusion de 19 drones russes, de type Shahed/Gueran en Pologne, puis dans les pays baltes, l'Alliance atlantique avait lancé la mission Eastern Sentry (« Sentinelle de l'Est ») pour accentuer sa lutte contre les drones.

Outre une meilleure coordination de la surveillance du ciel et l'envoi régulier d'avions de combat, à l'image des F-16 déployés contre l'incursion du drone russe à Galati, les Européens cherchent les solutions les plus abordables et les plus efficaces pour détecter, identifier et neutraliser ces engins

Depuis 2023, 28 incursions de drones ont eu lieu dans l'espace aérien roumain, dont 15 en 2026

autonomes, souvent en coopération avec l'Ukraine, devenue spécialiste de ces technologies, par la force des choses.

Dans le cadre d'Eastern Sentry, le 24 avril, l'Alliance a ainsi organisé, à Capu Midia, en Roumanie, le test en conditions réelles et sur une quinzaine de jours de plus de 215 systèmes antidrones, développés par une vingtaine d'entreprises, de la détection et de l'identification à la destruction de drones. Des prochains tests sont annoncés en Finlande, aux Pays-Bas et en Lettonie, en octobre.

Solutions « peu chères »

Pour l'OTAN, le défi n'est pas simplement « d'identifier des technologies prometteuses, mais de déterminer comment différents systèmes pourraient fonctionner ensemble, en intégrant les dimensions civile et militaire, dans des conditions réalistes, rappelle un haut gradé de l'Alliance. C'est un défi complexe. Au-delà de la détection et de l'identification, il faut savoir comment neutraliser ces engins, surtout dans des milieux urbains ». « Autre défi, ajoute cette source, est de répondre à l'évolution rapide de la menace en matière de drones. Depuis septembre 2025 et la précédente incursion en Pologne, les logiciels des drones ont été modifiés quatre à cinq fois. L'ennemi ne cesse de s'adapter, et nous courons toujours derrière la menace... »

Alors que la Commission européenne défend le développement d'un système antidrone paneuropéen et d'une alliance UE-Ukraine sur le sujet, certains alliés réfléchissent de manière coordonnée mais hors de l'Union. L'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et les pays baltes disposent de systèmes antidrones, fonctionnant par brouillage électronique allié à l'in-

telligence artificielle, ou de systèmes de destruction, avec des mitraillettes lourdes à l'image de Sky-nex, développé par Rheinmetall, ou grâce à la transformation d'hélicoptères ou d'avions en intercepteurs à bas coût. « L'ambition, aujourd'hui, et d'éviter l'utilisation de missiles, hors de prix, et de trouver des solutions adaptées, peu chères et en masse, pour détruire des drones de quelques milliers d'euros », précise-t-on à l'OTAN.

Le 20 février, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne se sont, par ailleurs, associés pour développer des plateformes de défense aérienne à bas coût, avec l'ambition d'obtenir de premiers résultats dès 2027. Dans le même temps, la Roumanie a annoncé sa volonté de se doter de systèmes antidrones Merops, développés par la start-up américaine Project Eagle – propriété de l'ex-patron de Google Eric Schmidt – et déjà utilisés en Ukraine. Bucarest a aussi prévu de se doter d'hélicoptères Airbus pour lutter contre les intrusions de drones.

Vendredi matin, Nicusor Dan a rappelé qu'un partenariat avait aussi été signé avec l'Ukraine, en mars, pour « coproduire des drones » sur le territoire roumain. Toutes ces acquisitions sont financées par le prêt européen SAFE, qui permet à Bucarest d'emprunter quelque 16,7 milliards d'euros à moindre coût. La Roumanie fait cependant face à une crise politique depuis la chute du gouvernement, le 5 mai. Cette crise a retardé la signature de plusieurs des contrats SAFE, ces derniers risquant d'être compromis s'ils ne sont pas conclus d'ici au 30 mai, selon une ordonnance d'urgence prise en mars par le gouvernement. ■

PHILIPPE JACQUÉ
ET MARINE LEDUC

L'UE débloque 16 milliards d'euros pour Budapest

Le dégel des fonds sera conditionné aux réformes mises en place par le gouvernement de Péter Magyar

BRUXELLES - bureau européen

Si à chaque fois que je viens ici, je repars avec une telle somme, je viendrai plus souvent.» Péter Magyar, le nouveau premier ministre hongrois, ne boudait pas son plaisir, vendredi 29 mai, après une réunion, à Bruxelles, avec Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Il faut dire que le déplacement pourrait rapporter à la Hongrie la coquette somme de 16,4 milliards d'euros. Soit «13 % du budget hongrois», a-t-il souligné.

Durant la campagne électorale, à l'issue de laquelle il a remporté, le 12 avril, une large victoire contre Viktor Orban, Péter Magyar avait promis d'obtenir le déblocage des 17 milliards d'euros de fonds européens qui ont été gelés, ces dernières années, au nom des manquements répétés de Budapest à l'Etat de droit. Il n'a pas encore obtenu gain de cause, mais son gouvernement pro-européen a désormais une feuille de route pour y parvenir.

«Un gros travail nous attend»

Bruxelles et Budapest ont arrêté une liste de réformes et d'investissements qui doivent permettre, une fois mis en œuvre, c'est-à-dire adoptés par le Parlement hongrois quand cela s'avère nécessaire, de débloquent les fonds. «C'est sur cette liste que nous nous sommes entendus, pas sur le déboursement des fonds», insiste un haut fonctionnaire européen. «Nous nous sommes mis d'accord sur un cadre solide visant à garantir que la Hongrie s'attaque aux problèmes liés à la corruption et à l'Etat de droit», a déclaré Ursula von der Leyen.

La Hongrie doit notamment mettre en place des dispositifs efficaces pour lutter contre la corruption, afin de garantir que les fonds européens soient utilisés au mieux. A cet effet, elle s'engage à rejoindre le parquet européen, à garantir l'indépendance de la justice, à mieux défendre la liberté de la presse ou encore à revoir ses règles d'attribution des marchés publics, qui ont, par le passé, largement profité aux proches de Viktor Orban.

Vendredi, Péter Magyar a également détaillé des projets d'investissements dans les réseaux électriques, l'achat de trains, la numérisation de l'économie ou encore la recherche et l'enseignement supérieur, qui doivent permettre à son pays, dont le déficit pourrait atteindre 7 % du produit intérieur brut en 2026, de renouer avec une croissance plus dynamique.

La Commission européenne s'est montrée arrangeante avec Budapest. Elle a renoncé à demander certaines réformes, comme celle des retraites, qu'elle jugeait pourtant nécessaire il y a peu. Elle a aussi accepté que, dans certains cas, l'argent européen finance des dépenses qui étaient déjà inscrites dans le budget hongrois. Il faut dire que le calendrier est serré. Sur les 16,4 milliards d'euros de fonds à débloquent, les 10 milliards qui relèvent du plan de relance post-Covid-19 de 2020 seront perdus si la Hongrie ne remplit pas les conditions préalables à leur libération avant le 31 août.

«Nous sentons déjà un fort vent de changement qui souffle à travers la Hongrie», a salué Ursula von der Leyen, qui se veut confiante. Dans les prochains jours, Budapest présentera à Bruxelles un plan d'action détaillé, sur lequel les Etats membres se prononceront en juillet et qui devra être opérationnel en Hongrie d'ici au 31 août. La Commission devra ensuite le valider, avant de débloquer les fonds d'ici à la fin de l'année. «Un gros travail nous attend», a reconnu Péter Magyar. Son gouvernement, a-t-il rappelé, dispose d'une «majorité robuste» au Parlement hongrois, qui devrait lui permettre de dérouler son programme sans problème.

Le 12 avril, «les Hongrois ont choisi l'Europe, les Hongrois ont choisi la démocratie», s'est félicitée Ursula von der Leyen. Après seize années de relations houleuses entre l'Union européenne (UE) et la Hongrie, marquées par

les menaces de veto à répétition d'un Viktor Orban revendiquant aussi bien sa proximité avec Moscou que son hostilité à la construction communautaire, elle se réjouit de l'arrivée au pouvoir d'un homme qui a été élu pour rétablir l'Etat de droit dans son pays et veut jouer le jeu européen.



Péter Magyar et Ursula von der Leyen, à Bruxelles, le 29 mai. VIRGINIA MAYO/AP

«Magyar sera très ferme» Mais Bruxelles ne peut pas donner son blanc-seing à Budapest sur la seule assurance de sa bonne foi. Ce serait donner des arguments au Fidesz de Viktor Orban et, plus largement, aux eurosceptiques qui l'accusent d'avoir une utilisation idéologique de l'Etat de droit. Ce serait aussi s'exposer à de sérieux revers judiciaires, qui feraient autant de mal à la Hongrie qu'aux institutions européennes.

En décembre 2023, la Commission avait déjà débloquent 10 milliards d'euros pour la Hongrie, sans garantie sérieuse en contrepartie. Quelques jours plus tard, le premier ministre hongrois levait son veto à la candidature de l'Ukraine à l'UE. Depuis, la Cour de justice de l'UE a été saisie et, le 12 février, l'avocate générale a donné tort à la Commission, qui a dégelé ces fonds «sans aucune explication». Si les juges de Luxembourg devaient suivre son avis et s'ils devaient exiger que la Hongrie rende cet argent, ce serait un sérieux désaveu pour Ursula von der Leyen et un coup dur pour la Hongrie.

Vendredi, Ursula von der Leyen comme Péter Magyar ont répété que l'issue de leurs négociations était totalement indépendante d'autres dossiers, à commencer par celui de l'Ukraine, dont Viktor Orban bloquait l'ouverture des négociations d'adhésion. «Jamais la Commission ne fera de lien entre le dégel des fonds pour la Hongrie

et la probable ouverture des négociations d'adhésion de l'Ukraine. Mais cela fait clairement partie d'une relance de la relation avec la Hongrie», commente un diplomate européen, alors que les discussions entre Kiev et Budapest avancent sur le sort de la minorité hongroise en Ukraine. Ursula von

Ursula von der Leyen a annoncé que les étudiants hongrois auraient de nouveau accès, à partir de septembre, aux échanges Erasmus

der Leyen a par ailleurs annoncé qu'à la rentrée universitaire de septembre, les étudiants hongrois auraient de nouveau accès aux échanges Erasmus, dès lors que Péter Magyar s'est engagé à œuvrer pour un enseignement supérieur qui ne serait plus à la solde du pouvoir, comme il l'était sous Viktor Orban.

«Sur l'élargissement à l'Ukraine, la migration, ou encore le pacte vert, Magyar sera très ferme, peut-être même plus qu'Orban», confie un diplomate européen. A ce stade, il ne s'est pas engagé à respecter la législation européenne en matière de migration, ce qui lui vaut le gel de 30 millions d'euros de fonds européens et une amende de 1 million d'euros par jour, ni celle contre les discriminations envers la communauté LGBTQIA+, se privant ainsi de 500 millions d'euros bloqués. ■

VIRGINIE MALINGRE

En Allemagne, Friedrich Merz plus impopulaire que jamais

Un an après son entrée en fonctions, le chef du gouvernement fédéral, affaibli, doit faire face à des rumeurs sur son départ anticipé

BERLIN - correspondant

C'est le mot-clé qui circule ces jours-ci à Berlin: «Kanzlerwechsel», autrement dit «changement de chancelier». Quelques semaines à peine après avoir soufflé sa première bougie à la chancellerie, le 6 mai, le conservateur Friedrich Merz apparaît fragilisé par des rumeurs insistantes selon lesquelles un petit groupe au sein de son parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), ferait campagne en faveur d'un changement à la tête du gouvernement.

Le dirigeant atteint des records d'impopularité et la coalition «noir-rouge» qu'il a formée avec les sociaux-démocrates du SPD à l'issue des élections législatives en 2025 semble de fait paralysée par les divergences internes, tandis que son parti est devancé de façon récurrente par l'extrême droite dans les sondages. Cette situation génère de profondes inquiétudes, alors que l'économie du pays est frappée de plein fouet par le double effet de l'inflation de

l'énergie et de la concurrence chinoise, qui menace des pans entiers de l'industrie allemande.

Jusqu'ici, pourtant, aucun élu ou figure du parti n'a publiquement appelé à un changement de chancelier, donnant à la supposée fronde interne un caractère sourd et diffus. Le nom du centriste Hendrik Wüst, actuel ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Land le plus peuplé du pays, circule à demi-mot comme un possible chancelier de réserve, plus jeune et plus populaire que Friedrich Merz, sans que l'intéressé ait manifesté le moindre intérêt. Il doit lui-même affronter des élections régionales en avril 2027.

«Déception»

«Cette affaire est surtout un signe de la faiblesse du chancelier», décrypte un député CDU. Les dirigeants de la coalition ont en effet échoué jusqu'ici à faire taire cette petite musique qui déstabilise le monde politique. «Le gouvernement fédéral et le chancelier se concentrent sur le processus de

réformes, qui est au cœur de leur travail. Tous les autres sujets sont sans importance», a répété le porte-parole du gouvernement allemand, Stefan Kornelius, vendredi 29 mai.

«La déception est telle au sein de la CDU que c'est ainsi qu'elle s'exprime, résume un membre du gouvernement. Elle est perceptible à la fois chez les jeunes députés qui favorisent des réformes structurelles fortes, dans l'aile sociale, qui les craint, chez les anti-Merkel, qui trouvent Merz trop mou, et chez les militants et députés qui ont peur de la montée de l'extrême droite mais en tirent des conclusions divergentes...» Ce responsable ne croit pas à la stratégie personnelle d'un concurrent qui souhaiterait remplacer Friedrich Merz. Un changement de dirigeant supposerait une démission du chancelier ou un vote de défiance au Bundestag, lequel devrait ensuite élire à la majorité un nouveau dirigeant. Un scénario périlleux, la coalition actuelle ne disposant que d'une fragile majorité de 12 voix.

Le nom du centriste Hendrik Wüst circule à demi-mot comme un possible chancelier de réserve

«Le problème est que Merz a déçu ses propres partisans, qui le perçoivent comme trop dépendant des sociaux-démocrates, juge l'historien Andreas Rödter, proche de la CDU. Il a promis un changement de cap, puis a décidé de son propre chef de faire autre chose que ce qu'il avait annoncé, à savoir cette réforme constitutionnelle qui permet de s'endetter. Il n'a plus aucun moyen de pression sur le SPD.» Le gouvernement a promis de présenter un ambitieux agenda de réformes au plus tard le 30 juin, à l'occasion d'un comité de coalition et avant la pause esti-

vale au Bundestag. Une nouvelle date butoir incertaine, après avoir annoncé un «automne des réformes» en 2025, puis un «printemps des réformes» cette année. Or les deux partis au pouvoir s'opposent depuis des semaines sur la quasi-totalité des grands sujets de réformes, qu'il s'agisse des impôts, des économies à réaliser dans le budget, des retraites et des prestations sociales, ou du système de santé.

Les mêmes critiques en boucle

Ces derniers jours, plusieurs figures du parti ont apporté leur soutien au chancelier, dont Hendrik Wüst, qui a affirmé que Friedrich Merz avait son «soutien total dans son important travail pour l'Allemagne», tandis que le ministre-président de Hesse, Boris Rhein, a assuré que le pays n'avait «pas besoin de moins de Merz (...), mais de plus de Merz».

Mais en coulisses les mêmes critiques reviennent en boucle. Friedrich Merz est jugé maladroit et peu à l'écoute de ses troupes, comme l'a montré le veto un-

nime, le 8 mai, de l'intégralité des ministres-présidents issus de la CDU au Conseil fédéral (Bundesrat, qui représente les Länder) contre le projet de prime du gouvernement, qui visait à soutenir les ménages face aux prix de l'énergie.

«Aucune solution n'est possible sans débat. Or, aujourd'hui, le débat est systématiquement qualifié de "conflit"», a innocemment déclaré l'ancienne chancelière Angela Merkel (2005-2021) dans un entretien au magazine Focus le 14 mai. Des propos immédiatement lus comme une critique en creux à l'encontre de Friedrich Merz, son rival historique.

Pour le chancelier, ce sont toutefois les trois élections régionales de septembre qui font planer le plus grand risque. Dans deux des trois scrutins, le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) pourrait obtenir une majorité, voire une majorité absolue. «Si la coalition venait à se rompre, pronostique un député CDU, ce serait après les élections régionales.» ■

ELSA CONESA



L'ambassadrice des Philippines au Japon, Mylene Garcia-Albano, et l'ambassadeur du Japon aux Philippines, Kazuya Endo, face au président philippin, Ferdinand Marcos Jr, et à la première ministre japonaise, Sanae Takaichi, à Tokyo le 28 mai. RODRIGO REYES MARIN/REUTERS

Le Japon et les Philippines resserrent leurs liens militaires

Inquiets des ambitions chinoises, les deux pays négocient des échanges dans le renseignement et la vente d'armements à Manille

TOKYO - correspondance

Rencontre avec l'empereur Naruhito, banquet au palais impérial, remise du prestigieux grand cordon de l'ordre suprême du Chrysanthème. Le traitement de faveur réservé au président philippin, Ferdinand Marcos Jr, au cours de sa visite d'Etat de quatre jours, du 26 au 29 mai, au Japon, révèle l'importance prise par Manille à Tokyo, dans un contexte de tensions croissantes avec la Chine et d'incertitudes sur l'attitude du traditionnel allié américain. Ce rapprochement intervient alors que le Japon et les Philippines célèbrent les 70 ans de leurs relations diplomatiques et que les Philippines président l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean).

Lors d'une conférence de presse le 28 mai, M. Marcos a parlé du renforcement des liens bilatéraux comme d'un « jalon important » qui « repose sur les fondements de l'amitié et des valeurs communes en matière de paix, de diplomatie et de respect du droit international ». Son hôte, la première ministre japonaise, Sanae Takaichi, a souligné la volonté nipponne de « renforcer sa coopération avec les Philippines dans un environnement stratégique de plus en plus tendu dans la région ». Des négocia-

tiations ont été lancées en vue de conclure un accord de partage de renseignements militaires à même d'améliorer la communication et de renforcer la coopération trilatérale avec les Etats-Unis, leur allié commun. « Les Philippines et le Japon s'apprêtent à élever leurs relations au rang de partenariat stratégique global, le niveau le plus élevé de leur cadre diplomatique », s'est félicité M. Marcos.

Les Etats-Unis inquiètent aussi

Les deux dirigeants sont convenus d'accélérer les négociations pour la vente à Manille de navires d'escorte japonais de classe Abukuma et d'avions d'entraînement TC-90. La partie philippine est aussi intéressée par les missiles mer-sol de type 88, de conception nipponne. Manille souhaite ainsi profiter de la levée de l'interdiction des exportations des armes létales, décidée en avril par le Japon, « non par volonté de provocation ou de déstabilisation de la région, mais pour contrer toute tentative unilatérale de modification du statu quo et renforcer la stabilité de la région », a précisé le ministère de la défense philippin.

Cette stabilité est considérée comme menacée par la Chine, ses activités maritimes et le renforcement de ses bases militaires aménagées sur des récifs et îlots, dont certains se situent dans ce que les

Manille souhaite profiter de la fin de l'interdiction des exportations d'armes létales par Tokyo

Philippines considèrent comme leur zone économique exclusive. Pékin impose sa présence dans la région avec, entre autres, des visées stratégiques sur Taïwan. Les accrochages avec la marine philippine sont fréquents.

Tokyo et Manille s'inquiètent aussi de l'attitude de Washington. La visite de M. Marcos suit la rencontre, mi-mai, du président américain avec son homologue chinois, Xi Jinping. Donald Trump a annoncé par la suite la suspension d'un contrat d'armement avec Taïwan. Rush Doshi, du Conseil des relations étrangères, un cercle de réflexion, voit dans cette décision « une preuve supplémentaire que la position américaine envers la Chine est résolument conciliante ». L'annonce de la Maison Blanche a inquiété les alliés asiatiques des Américains.

Ce contexte a poussé le président « Bongbong » Marcos, élu en 2022, à renforcer les liens militaires avec les Etats-Unis, en élar-

gissant l'accès des troupes américaines à quatre nouvelles bases, et de plus en plus avec le Japon, « l'un des partenaires les plus fiables des Philippines ». Manille a été parmi les premiers à bénéficier de l'assistance ciblée en matière de défense, appelée Official Security Assistance (OSA, « aide officielle à la sécurité »), mise en place par le Japon en 2022 et qui comprend la fourniture de patrouilleurs, de systèmes de surveillance et la formation des gardes-côtes.

En 2024, les deux pays ont conclu un accord d'accès réciproque qui permet aux forces japonaises d'autodéfense et aux militaires philippins d'opérer sur leur territoire réciproque. Depuis, 1400 soldats nippons ont participé à des exercices aux Philippines. Le Japon a joué pour la première fois un rôle opérationnel significatif lors de l'exercice Balikatan 2026.

Le sommet nippo-philippin consolide un peu plus leur coopération sécuritaire, ce qui n'a pas manqué de faire réagir la Chine. *Global Times*, quotidien proche du pouvoir, déplorait, le 28 mai, une « coopération de type bloc qui va à l'encontre des efforts de la région en faveur de la stabilité et du développement, risque d'attiser les rivalités géopolitiques dans le Pacifique occidental et pourrait compromettre la sécurité régionale ». ■

PHILIPPE MESMER

Dans l'est de la RDC, les djihadistes multiplient les attaques meurtrières

Les Forces démocratiques alliées ont tué au moins 32 civils en Ituri entre les 22 et 24 mai, selon un bilan de l'ONG Protection Plus

Dans le village de Malindi, des cadavres gisant au sol, en état de putréfaction, certains déjà rongés par des rapaces. Dans celui de Ntombilo, d'autres corps, démembrés, disposés sur des chaises en plastique... Dans la province congolaise de l'Ituri, située dans le nord-est du pays, chaque journée ou presque offre son lot de mises en scène macabres, découvertes parfois le jour même, parfois plusieurs jours après.

Dans le territoire de Mambasa, particulièrement ciblé, des villages sont la cible de massacres et de pillages à répétition des djihadistes des Forces démocratiques alliées (ADF). « Ces dernières semaines, il ne se passe pas un jour sans une attaque des ADF sur un village », déplore John Vurevelyo, avocat et responsable de la branche locale de l'ONG congolaise de défense des droits humains Protection Plus.

Ce groupe, principalement composé d'anciens rebelles ougandais, opère dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) depuis plus de trente ans, et de manière résiduelle en Ouganda, pays qui compte une minorité musulmane. En 2017, les ADF ont prêté allégeance à l'organisation Etat islamique (EI) qui, dès lors, présente l'est congolais comme sa « province en Afrique centrale ». En octobre et novembre 2021, le groupe a perpétré une série d'attentats meurtriers sur le territoire de l'Ouganda, déclenchant en réponse une opération conjointe des armées ougandaise et congolaise. Celle-ci a eu pour effet de repousser les combattants des ADF plus profondément en territoire congolais.

« Abandonnés par les autorités »

Ces derniers mois, leurs attaques dans le territoire de Mambasa se sont multipliées. Selon Acléd, une ONG de collecte et d'analyse de données sur les conflits armés, les violences des ADF dans cette zone représentent désormais 50,4 % des actions du groupe, contre 14,2 % en 2025. Dans un communiqué publié le 24 mai, Acléd dresse un bilan provisoire des attaques menées par les ADF au cours des jours précédents : 17 corps découverts samedi dans le village de Kidini, 15 autres à proximité du village d'Alima... « C'est un bilan encore très provisoire à l'heure où je vous parle », explique John Vurevelyo. Plusieurs dépouilles se trouvent dans des zones difficiles d'accès pour l'ONG, en raison de l'insécurité persistante.

« Ici, les gens se sentent presque abandonnés par les autorités, confie l'avocat. La question de l'ADF/M23 [rébellion armée soutenue par le Rwanda] semble être prise

La province de l'Ituri est en outre le foyer de l'épidémie d'Ebola déclarée le 15 mai, avec un bilan provisoire de 220 décès

plus au sérieux car leur action touche directement les grandes villes, alors que les ADF attaquent généralement des chefferies d'agriculteurs. » Des positions de l'armée en Ituri ont ainsi été dégarnies pour renforcer les effectifs combattant l'ADF/M23. La province de l'Ituri est d'autant plus vulnérable qu'elle est le foyer de l'épidémie d'Ebola. Déclarée le 15 mai, la maladie continue de se propager dans l'est de la RDC et en Ouganda, avec un bilan provisoire de 220 décès soupçonnés d'être liés au virus. La présence des groupes armés complique la réponse sanitaire.

En avril, l'ONG Protection Plus a également signalé dans un courrier adressé aux autorités congolaises la prise d'otages civils. Les familles sont sommées, sur WhatsApp, de payer des rançons s'élevant à quelque 10 000 dollars (8600 euros) par otage. Ceux-ci sont fréquemment torturés. Rien que sur le territoire de Mambasa et ses sept chefferies, le bilan humain provisoire s'élève à 424 civils enlevés et 103 tués durant le mois de mars, selon les chiffres les plus récents d'Ebuteli, un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence. « A l'échelle mondiale, les ADF sont considérées comme l'un des groupes les plus violents envers les civils, explique Ladd Serwat, spécialiste de l'Afrique et chercheur à Acléd. Plus de la moitié de leurs actes de violence visent des civils. » Enlèvements, tortures, assassinats et pillages des populations civiles sont perpétrés sans réelle opposition armée.

Dans les zones forestières de l'Ituri où ils ont pris leur quartier, les différents groupes de combattants de l'organisation sont « mieux abrités des drones de l'armée » et « bénéficient de grandes étendues vierges et isolées dans lesquelles ils peuvent reconstruire leurs maquis », explique Henry-Pacifique Mayala, chercheur à Ebuteli. Sans compter les mines d'or contrôlées par les rebelles, dont une bonne partie des activités s'apparente à de la criminalité organisée. Les populations sur place, organisées en petites localités, sont aussi beaucoup plus vulnérables et exposées. ■

KENZA BELAKHDAR

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
par Julien Nény



INVITÉ
ROLAND LESCURE
Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique.



franceinfo:
TV canal 16

avec Alix Bouilhaguet et Françoise Fressoz

Le Monde

La forêt de Fontainebleau doit gérer son succès

Les gestionnaires du massif francilien réfléchissent à la manière de faire face à l'afflux croissant de visiteurs

Il s'agit de chaussures de randonnée au pied, un gros matelas rectangulaire d'escalade sur le dos ou un vélo à la main : en ce matin de jour férié ensoleillé, une foule de tous âges a pris place dans un train, bondé comme un métro à l'heure de pointe, direction Fontainebleau (Seine-et-Marne). A une quarantaine de minutes de Paris, le train stoppe au beau milieu de la forêt, l'arrêt ne figurant sur aucun plan. Les visiteurs s'éparpillent directement dans le massif. A ses abords, certains parkings sont saturés et débordent aux alentours, suscitant l'exaspération de riverains.

A l'entrée du parking Cailleau, Thierry Gille, chapeau de paille sur la tête, essaie de repérer comment rejoindre la zone de sable du massif des Trois Pignons, l'un des secteurs les plus fréquentés. Susie Devaris et Philippe Prément lui indiquent l'itinéraire : tous deux sont des « Chouettes », le nom donné par l'Office national des forêts (ONF) aux bénévoles qui accueillent le public dans le massif.

Avec leurs casquettes et gilets verts, ils sont aux premières loges pour constater l'explosion de la fréquentation. « On voit la forêt souffrir avec la chaleur, la sécheresse, les parasites... La surféquentation est une pression de plus », remarque Philippe Prément. Sur son bras droit, Susie Devaris s'est fait tatouer une fougère, un pin, une bruyère, un champignon et un rocher. « On essaie de sensibiliser les gens, par exemple au fait que leurs chiens peuvent déranger la faune pendant la période de nidification, mais c'est difficile », admet-elle.

500 000 grimpeurs par an

A une soixantaine de kilomètres au sud de Paris, le plus grand massif forestier d'Ile-de-France, exceptionnel en raison de la diversité de ses paysages, est un haut lieu touristique depuis les peintres de Barbizon et l'arrivée du train en 1849. Mais sa fréquentation bat de nouveaux records : + 25 % en une décennie pour atteindre 15 millions à 18 millions de visiteurs par an et la hausse se poursuit.

Observé depuis le confinement de 2020, l'engouement pour les activités de plein air ne s'est pas essouffé. La pratique de l'escalade est en plein essor mais aussi celle du trail, de la course à pied ou du VTT. Huit cents manifestations sont organisées chaque année et

Un défi nouveau pour préserver l'un des sites les plus riches d'Europe en matière de biodiversité

les milliers de dossards de l'Imperial Trail, prévu en septembre, sont partis en quelques heures.

Ces évolutions représentent un défi nouveau pour la préservation de l'un des écosystèmes parmi les plus riches d'Europe en termes de biodiversité, même si la question de la conciliation entre accueil du public et protection se pose depuis longtemps. « De nombreux sites sont confrontés aux mêmes enjeux mais pas dans les mêmes proportions », résume Sophie David, responsable de l'accueil du public pour l'ONF. *Disons que Fontainebleau coche toutes les cases !*

A l'ombre d'un arbre, Alex Verkennis et Arlan Schenkeveld ont accroché un hamac près de leurs tentes. Aux heures les plus chaudes de cette journée de mai, ils sont seuls sur l'un des trois sites de bivouac autorisés, complet à la belle saison pendant la nuit. Ils sont venus d'Utrecht (Pays-Bas), pour grimper pendant cinq jours.

Avec ses milliers de blocs de grès, « Bleau » – ou « Font » pour les étrangers – est connue pour être la Mecque de l'escalade de blocs. Le lieu est fréquenté par des grimpeurs de tous niveaux, dont les meilleurs du monde. En France, le nombre de salles d'escalade a triplé en quinze ans, faisant apparaître de nouveaux pratiquants dans le milieu naturel. Fontainebleau accueillera désormais quelque 500 000 grimpeurs par an, représentant entre 1,1 million et 1,3 million de journées d'escalade.

Cette fréquentation se concentre sur quelques sites. A l'Isatis, où les premiers blocs sont à une minute de marche du parking, l'érosion du sol est particulièrement visible : à certains endroits, le niveau du sable a baissé de plus d'un mètre en moins de dix ans, laissant de nombreuses racines apparentes. « Cela peut causer à terme la mort des arbres et déstabiliser certains rochers, qui risquent de basculer », souligne Sophie David. « Là où il y a le plus



Dans la forêt des Trois-Pignons, à Milly-la-Forêt (Essonne), le 26 mai. MICHAEL BUNEL/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

de passages, les sols sont agronomiquement morts », constate aussi Gaétane Potard, secrétaire de l'organisation Respect Bleau, qui œuvre pour une pratique de l'escalade durable.

La magnésie, une poudre utilisée pour ne pas transpirer, laisse de grandes traces blanches sur les rochers. « Si on faisait ça sur un monument historique, on serait en garde à vue », s'agace Pascal Villebeuf, président de l'association Sauvez la forêt de Fontainebleau. Des matelas trainés par terre, des sessions nocturnes avec des spots lumineux ou de la musique, du papier toilette abandonné... Les mauvaises pratiques de certains font débat au sein même de la communauté.

« Je grimpe depuis l'âge de 9 ans, à l'époque cela avait d'abord à voir avec la nature, raconte Alex Verkennis. Avec la très forte hausse du nombre de personnes qui font d'abord du bloc en salles, tout le monde n'a pas nécessairement reçu cette éducation. » L'ONF, des associations et des grimpeurs locaux

tendent de sensibiliser, organisent des chantiers anti-érosion ou des sessions de nettoyage.

Le nez sur un panneau d'affichage, Leeroy Elimbi, lui, compte les bosses qu'il lui reste à parcourir. Avec six amis venus d'Epinay-sur-Seine (Val-d'Oise), ils se sont élançés en milieu de journée sur le célèbre circuit des 25 bosses « pour se dépayser ». « On a eu l'idée de venir ici en voyant des vidéos sur TikTok. C'est la première fois qu'on reste aussi longtemps dans une forêt », explique le jeune homme.

Lutter contre l'érosion accélérée

Dans le groupe, certains commencent à tirer la langue alors que les gourdes sont vides. Créé par des alpinistes, le parcours de 17 kilomètres et 900 mètres de dénivelé est particulièrement exigeant. Emprunté par quelque 100 000 personnes par an, il est aussi victime de son succès : l'ONF a dû lancer un important chantier de restauration, qui s'étalera sur plusieurs années, pour lutter contre l'érosion accélérée.

« Il y a vingt ans, la stratégie consistait à inciter les visiteurs à se disperser dans la forêt mais ça n'a pas marché, constate Sophie David. Les gens recherchent un site dont ils ont entendu parler, un paysage en particulier. On ne sacrifie pas ces lieux où il y a du monde mais on essaie de davantage les aménager. » Des barrières en bois sont installées pour préserver ici un bloc recouvert d'une mousse rare, là une pelouse sèche. Elles servent aussi à canaliser les visiteurs sur les chemins balisés et à éviter l'apparition de sentes sauvages, qui multiplient les zones d'impact.

Les conséquences de la présence humaine sur la faune restent difficiles à quantifier. Dans la zone de landes niche une trentaine de couples de fauvelles pitchou et autant d'alouettes lulu, deux espèces considérées en danger dans la région. Le massif abrite aussi 18 des 22 espèces de chauves-souris présentes dans la région, plus de 5000 espèces d'insectes, 200 mares...

En 2023, une mesure forte a été prise pour limiter les dérange-

ments nocturnes et le risque incendie : il est désormais interdit de se garer sur les parkings entre 22 heures et 6 heures. Faut-il aller plus loin et restreindre certains accès ? Réduire la communication autour de Fontainebleau même si les visites entraînent des retombées économiques ? Créer de nouvelles places de stationnement pour désengorger certains sites, des pistes cyclables ? Installer des toilettes ou des poubelles ? Avec quels moyens pour les entretenir ?

Pour Pascal Villebeuf, davantage d'aménagements, ce sera plus de surtourisme. Gaétane Potard estime qu'il faut réussir à « organiser la fréquentation », pour qu'il y en ait moins ou qu'elle soit mieux répartie à certaines périodes. « C'est très bien que les gens aillent dans la nature, rappelle Sophie David. Mais il faut se demander quelle place doit prendre l'homme dans l'environnement, et jusqu'où il faut aménager le territoire pour répondre à la demande. Il y a un équilibre à trouver. » ■

PERRINE MOUTERDE

TotalEnergies accusé de lobbying mensonger auprès de Matignon

Plusieurs ONG ont saisi des autorités publiques indépendantes, sur la base de soupçons de « greenwashing climatique »

TotalEnergies communique-t-il de manière mensongère sur le climat ? Ces derniers jours, plusieurs ONG ont saisi deux autorités publiques indépendantes pour contester des communications du groupe pétrogazier, qui tenait son assemblée générale vendredi 29 mai. Transparency International France a adressé un signalement, le 7 mai, à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, tandis que Les Amis de la Terre France, ClientEarth et Notre affaire à tous ont saisi l'Autorité des marchés financiers, le 27 mai, pour des soupçons de « greenwashing climatique ».

Dans un courrier adressé au président de la Haute Autorité, que Le Monde a consulté, Transparency International France signale une « potentielle violation de l'obligation déontologique de sincérité » qui incombe à TotalEnergies dans le cadre de ses activités de lobbying – au titre de la loi Sapin 2 de 2016. L'association anticorruption

s'appuie sur des courriels obtenus via une demande d'accès aux documents administratifs adressée aux services du premier ministre.

Au cœur du signalement figure un courrier envoyé le 21 mai 2024 par Jean-Claude Mallet, alors directeur des affaires publiques de TotalEnergies, au conseiller énergie de Matignon et de l'Elysée de l'époque. Les documents joints à ce message détaillent un argumentaire pour prouver que la majorité est très investie dans le développement des énergies renouvelables. Le groupe y affirme avoir « l'ambition d'être un acteur majeur de la transition énergétique » et d'« atteindre le net zéro en 2050 ».

« Ces deux arguments sont mensongers », précise Kevin Garnier, responsable de plaidoyer à Transparency International France. En octobre 2025, le tribunal judiciaire de Paris a condamné TotalEnergies pour « pratiques commerciales trompeuses » en raison de la communication de l'entreprise sur ces deux allégations. Le tribu-

nal estimait alors que ces messages étaient « de nature à induire en erreur le consommateur » sur la portée réelle des engagements environnementaux du groupe – qui n'a pas fait appel. A rebours des préconisations des scientifiques, la major continue de développer de nouveaux projets dans les énergies fossiles, première cause du réchauffement. Ces dernières comptent pour 92 % de sa production d'énergie et près de 80 % de ses investissements.

« Le groupe a sans doute utilisé cet argumentaire pour obtenir des décisions publiques en son sens, notamment pour obtenir de l'argent pour développer de l'hydrogène ou des carburants aériens dits verts », poursuit Kevin Garnier. L'e-mail contient en effet une note avec des « messages et chiffres-clés » autour de la conversion de deux de ses raffineries pour y produire des agrocarburants.

Parmi la dizaine d'autres e-mails adressés par Jean-Claude Mallet aux services de Matignon en

2024, l'un montre comment TotalEnergies a argumenté contre la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. La major estime qu'elle impose trop d'obligations aux sociétés européennes. Transparency International France espère une mise en demeure de TotalEnergies.

« Ajout à la confusion »

Le député Jérémie Iordanoff (Ecologistes, Isère) a aussi fait un signalement au déontologue de l'Assemblée nationale pour dénoncer les deux mêmes allégations prononcées par un représentant de TotalEnergies lors d'auditions dans l'Hémicycle, en 2021. Le déontologue a rejeté cette demande, ne s'estimant pas compétent, dans la mesure où le rendez-vous était à l'initiative des parlementaires et non de l'entreprise. « La loi n'est pas adaptée pour contrôler l'ensemble des actions de lobbying », regrette Jérémie Iordanoff. En parallèle, Les Amis de la Terre

France, ClientEarth et Notre affaire à tous demandent à l'Autorité des marchés financiers d'examiner les communications de TotalEnergies auprès de ses investisseurs.

« Certaines allégations sont susceptibles d'être trompeuses et de créer un risque pour le système financier », indique Justine Ripoll, responsable des campagnes de Notre affaire à tous. *L'entreprise donne l'impression que ses objectifs à l'horizon 2030 sont alignés sur les cibles européennes et le scénario "Net Zero by 2050" de l'Agence internationale de l'énergie, ou encore que le gaz fossile entraîne des réductions substantielles d'émissions, ce qui est faux.* TotalEnergies prévoit d'augmenter sa production d'hydrocarbures d'environ 3 % par an sur la période 2026-2030.

L'entreprise cultive par ailleurs une « ambiguïté qui ajoute à la confusion », complète Justine Ripoll, en ayant affirmé que les « chemins vers notre ambition de neutralité carbone, ensemble avec la société, auront besoin d'être réé-

valués ». TotalEnergies répond que les ONG « déforment » son ambition climat et entend « réaffirmer et préciser son ambition de neutralité carbone ensemble avec la société » dans son dernier rapport climatique. Il poursuit une réduction nette des émissions liées à ses opérations de 40 % en 2030 comparativement à 2015 – ce qui n'inclut pas la majeure partie des émissions indirectes, notamment générées par l'usage de ses produits.

L'entreprise, qui se définit comme « l'un des plus grands producteurs renouvelables d'Europe et du monde », veut un taux de 20 % d'électricité dans sa production énergétique en 2030. « Les communications de TotalEnergies visées par les associations dans leurs lettres à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique et à l'Autorité des marchés financiers sont transparentes et précises, et conformes aux exigences applicables », conclut-elle. ■

AUDREY GARRIC

Attal-Philippe, un duel à haut risque

Les deux prétendants à l'Élysée se donnent jusqu'à début 2027 pour décider lequel se ralliera à l'autre

L'un est un amateur de boxe temporisant avant d'entrer dans le match, l'autre cherche à tout prix à le faire descendre sur le ring. Peu après l'entrée officielle de Gabriel Attal dans la campagne pour la présidentielle, le coup d'envoi de son duel avec Edouard Philippe a été donné. Une primaire à ciel ouvert qui ne dit pas son nom au sein du bloc central, au moins jusqu'à la fin de l'année.

En position de challenger, le secrétaire général de Renaissance s'élance dans une « campagne permanente » pour tenter de rattraper son écart avec le président d'Horizons, donné pour l'heure comme le mieux placé au centre et à droite. Il tient son premier meeting au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris, samedi 30 mai, avant qu'Edouard Philippe ne fasse de même le 5 juillet, à l'Adidas Arena.

Les deux anciens premiers ministres d'Emmanuel Macron se sont laissés jusqu'à février 2027 pour créer les « conditions d'un rassemblement » derrière le mieux placé dans les sondages, tout en ayant l'espoir que l'autre abandonne avant. Mais face au risque de leur effacement au second tour au profit d'un duel entre le Rassemblement national (RN) et La France insoumise (LFI), ils ont conscience de se disputer le même espace électoral.

Un « comité de liaison » entre leurs partis, le MoDem, l'Union des démocrates et indépendants et le Parti radical a donc été mis sur pied en avril afin de préparer les conditions d'un futur rassemblement. Ses membres doivent se retrouver à nouveau le 10 juin. Pendant ce temps, Gabriel Attal et Edouard Philippe se présentent non pas comme des adversaires mais comme des concurrents, plaidant pour une confrontation indirecte et apaisée. Pourtant, ces dernières semaines, les piques entre les candidats et leurs entourages se sont multipliées, témoignant de la tension qui pourrait monter ces prochains mois.

« Ne pas monter sur la table »
« Edouard n'a pas la niaque », « il fait rance et raide », « Gabriel est meilleur en campagne », ont répété en chœur les proches du député des Hauts-de-Seine de 37 ans sous le couvert de l'anonymat, espérant installer la comparaison avec le match Balladur-Chirac de 1995. Dans cette campagne, son équipe espère « ringardiser » le maire du Havre, en jouant le contraste

entre « une campagne positive et dynamique », et la supposée austérité et frilosité d'Edouard Philippe. « La question est de savoir si les Français préféreront un médecin anesthésiste ou un réanimateur », va jusqu'à déclarer l'un de ses proches conseillers.

De leur côté, les cadres d'Horizons ont feint l'indifférence ces dernières semaines à l'égard de Gabriel Attal, moquant sa propension à mettre en récit sa vie privée dans son livre – qu'aucun philippiste croisé n'a lu – et une « débauche en termes de communication ». Critiquée, aussi, sa déclaration de candidature depuis l'Aveyron, jugée hors sol et scénarisée.

Le duel s'est cristallisé autour d'une affaire de table, qui révèle la différence de personnalité entre les deux hommes et du style de campagne qu'ils comptent mener. Interrogé le 21 mai sur la déclaration de candidature de son cadet

« Cette phase de primaire sauvage, elle risque de laisser des traces indélébiles », met en garde une ministre

par *Le Parisien*, Edouard Philippe a riposté aux attaques du clan Attal en épousant volontiers l'étiquette de « candidat sérieux » qu'on lui accolait, affirmant « ne pas monter sur la table pour faire le malin ».

Disrupteur revendiqué, Gabriel Attal a tiré la réplique à son avantage en rétorquant sur France Inter : « C'est ma personnalité. Moi, je vais au contact, je ne me dérober pas. » Avant que sur la même an-

tenne deux jours plus tard, l'édile du Havre ne renvoie le chef de file de Renaissance dos à dos avec le patron des Républicains, Bruno Retailleau, en ironisant : « Il y a Gabriel qui veut monter sur la table, il y a Bruno qui veut la renverser. Il va falloir qu'ils se parlent. Parce que s'ils le font en même temps, il y en a un qui va se faire mal... »

Echéance trop tardive
Serait-ce le début d'une longue partie de ping-pong ? Le Normand de 55 ans n'a aucun intérêt à s'enfermer dans une logique de confrontation directe avec Gabriel Attal pour ne pas trop donner de crédit à sa candidature. Aussi préfère-t-il répéter qu'il mènera campagne « à [son] rythme ». Il souhaite plutôt mettre en exergue son tour de France mené depuis deux ans hors caméras et sa plus longue expérience du pouvoir, à Matignon comme au niveau local,

pour se distinguer du député francilien à la carrière éclair.

Edouard Philippe n'a pas pour l'heure plié le match, et a même été contraint d'accélérer au moment de l'entrée en lice de Gabriel Attal, alors que s'ouvrait une information judiciaire le visant dans l'affaire du Havre : présentation de son plan de lutte contre le trafic, déplacement en Ukraine, où il est le seul prétendant à l'Élysée à avoir été reçu par Volodymyr Zelensky, plaidoyer pour la panthéonisation de Samuel Paty...

Chacun compte désormais avancer ses propositions pour faire valoir sa différence sur le fond, même si on retrouve des idées similaires et une priorité donnée à l'école. Mais nombre d'élus et de cadres de l'ex-majorité présidentielle s'inquiètent d'une échéance fixée à début 2027 jugée trop tardive, faisant courir le risque de les voir s'enfermer dans une rivalité

fratricide. D'autant que Gabriel Attal affirme que cette union aura lieu « si le risque d'un second tour entre le RN et LFI est avéré »...

Mardi, sur Franceinfo, l'ancienne première ministre Elisabeth Borne a dit « ne pas croire » à la possibilité d'une « compétition apaisée », fustigeant le temps dépensé à se parler entre soi, « de l'énergie qu'on ne [dépense] pas pour proposer des réponses aux Français, et dénoncer les réponses des extrêmes ». « Cette phase de primaire sauvage, elle risque de laisser des traces indélébiles », met aussi en garde une ministre, signataire de la tribune appelant à une candidature unique du bloc central et LR. Au regard de la grande volatilité de leur électoral et de la fragmentation de l'offre de leur camp, ces cadres craignent qu'aucun candidat ne se démarque d'ici à la fin de l'année. ■

MARIE POUZADOUX



Edouard Philippe et Gabriel Attal, à Paris, le 11 février. GREGOIRE CAMPIONE/REA

Déficit de la « Sécu » : le dérapage sera difficile à corriger en 2026

Selon des prévisions, le solde entre les dépenses et les recettes de la Sécurité sociale pourrait être plus élevé qu'anticipé de 1 milliard d'euros

Un déséquilibre voué à s'amplifier ? Jeudi 28 mai, la commission des comptes de la Sécurité sociale a présenté un rapport dont le contenu confirme les craintes qui émergeaient depuis des semaines. D'après ce document, le déficit de notre système de solidarité, déjà considérable, pourrait se creuser en 2026, atteignant un niveau plus élevé que celui prévu, en raison du choc infligé à l'économie mondiale par la guerre en Iran. Le gouvernement tente de contenir le dérapage, mais ses marges de manœuvre sont contraintes.

Le budget de la « Sécu » pour 2026 tablait sur un solde entre les dépenses et les recettes de -19,4 milliards d'euros. Cette prévision risque fort d'être caduque, comme le montre le rapport dé-

voilé, jeudi après-midi, aux membres de la commission, composée de parlementaires, de hauts fonctionnaires, de représentants syndicaux et patronaux, etc. De nouvelles projections financières ont été calculées pour tenir compte de la détérioration de la conjoncture. Résultat : le déficit des régimes de base augmenterait, pour se hisser à 23,2 milliards d'euros, soit 3,8 milliards de plus que ce qui était prévu au départ.

Cependant, ce chiffrage ne prend pas en considération une mesure annoncée le 22 mai par l'exécutif pour limiter les dégâts : le barème des exonérations de cotisations va rester inchangé, malgré la revalorisation du smic à partir du 1^{er} juin. Cette décision évite une « perte de recettes » qui se serait produite si les allègements de charges

avaient suivi la progression du smic, explique-t-on au cabinet de David Amiel, le ministre de l'action et des comptes publics. Ainsi mise à jour, la prévision de déficit pour 2026 est de 20,4 milliards, ce qui signifie tout de même une dégradation de 1 milliard par rapport à la cible initiale. En outre, ce scénario est très fragile, du fait des incertitudes sur la durée de la guerre.

« Dépenses de "guichet" »
Jeudi après-midi, pendant la réunion de la commission des comptes de la « Sécu », M. Amiel n'a fourni aucune indication sur les pistes d'économies qui pourraient être envisagées afin d'éviter que le « trou » ne s'approfondisse en 2026. L'entourage du ministre, lui, se borne à dire que les « efforts » doivent s'accroître face

à l'« ampleur du déséquilibre » et à la « persistance de ses causes structurelles » – sans plus de précisions.

Ces éléments de langage un peu nébuleux montrent combien la gestation des arbitrages s'apparente à un casse-tête, d'abord parce qu'il est ardu d'infléchir en cours de route l'exécution d'un budget. « Beaucoup de dépenses relevant de la Sécurité sociale sont des dépenses obligatoires, dites "de guichet" », décrypte Thibault Bazin, député (Les Républicains) de Meurthe-et-Moselle et rapporteur général de la commission des affaires sociales de l'Assemblée. Autrement dit, il faut payer ce qui est dû aux assurés, en particulier tout ce qui a trait aux prestations.

Le gouvernement a toutefois la capacité d'agir par décret pour moduler la générosité de l'Etat-

providence dans certaines situations : ainsi en va-t-il, par exemple, des « franchises », ces sommes qui restent à la charge des personnes après un acte médical, comme le rappelle Elisabeth Doineau, sénatrice (Union centriste) de la Mayenne et rapporteuse générale de la commission des affaires sociales du Sénat. Un connaissance du dossier fait remarquer que des choix de cette nature sont délicats, car ils frappent au portefeuille des assurés. Et leur mise en œuvre prend du temps, si bien que le rendement sur 2026 serait limité.

La puissance publique dispose d'un autre levier pour juguler les coûts : le gel, voire la réduction, des dotations allouées aux branches de la « Sécu ». Ces crédits servent à financer des établissements de santé ou médico-sociaux. Les frais

de gestion des différents régimes peuvent aussi être mieux maîtrisés. Là encore, de telles solutions ne sont pas anodines, car elles touchent aux conditions de travail des agents et à la manière dont ils s'occupent des assurés.

Au-delà des corrections de court terme, la commission des comptes de la « Sécu » insiste, dans son rapport publié jeudi, sur la nécessité de replacer les régimes sur une trajectoire de redressement. L'accumulation des déficits provoque un gonflement de la dette sociale, dont une partie croissante est financée grâce à des emprunts sur les marchés de court terme. Une situation porteuse de « risques » pouvant se traduire par des taux d'intérêt prohibitifs pour certaines opérations. ■

BERTRAND BISSUEL

Les Français font leurs courses chez nous. Et nous, chez les producteurs français.



À l'occasion de la journée mondiale du lait, nous réaffirmons notre choix de garantir l'origine française du lait de nos produits laitiers U du rayon frais*. En achetant ces produits, vous participez au soutien des filières agricoles françaises et contribuez ainsi au soutien financier des producteurs français.

Des valeurs fortes et des prix bas.

Coopérative 

*Hors spécialités étrangères et fromages fondus. Coopérative U. SA coopérative à capital variable. Parc Icade - 20 rue d'Arcueil - CS10043 - 94533 Rungis. R.C.S. 304 602 956 CRÉTEIL - Année 2026 - AUSTRALIE

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE GRIGNOTER ENTRE LES REPAS. WWW.MANGERBOUGER.FR

Villepin, pas encore candidat à l'Élysée, mais déjà en campagne

L'ex-premier ministre ne cache plus son ambition, même s'il ne s'est pas formellement déclaré. Son mouvement a tenu un premier meeting à La Rochelle

LA ROCHELLE, LA TREMBLADE (CHARENTE-MARITIME) - envoyé spécial

Si ce n'est pas encore une campagne présidentielle, cela y ressemble beaucoup. Jamais candidat à rien, mais chiraquien dans l'âme, Dominique de Villepin a pris à l'ancien président de la République cette façon de saluer au loin d'un « bonjour » tonitruant doublé d'un grand geste du bras. « La notoriété, ce n'est pas un sujet pour lui, et puis la taille, ça aide à être reconnu même de loin », glisse un membre de son entourage. L'ancien diplomate est d'humeur légère, jeudi 28 mai, presque badine, dans les rues de La Rochelle.

La chaleur n'invite pas aux grandes envolées géopolitiques sur le détroit d'Ormuz. « Vous êtes du Nord ? Attention aux coups de soleil alors », conseille-t-il à des touristes. Une pause glace s'impose. Le patron recherche des jeunes motivés pour la haute saison. L'ancien premier ministre a bien une solution. « Un bon vieux CPE », lance-

t-il. En 2006, son contrat première embauche avait mis la jeunesse dans la rue, et été abandonné dans la foulée. Mais le temps est passé. L'autodérision est apparue aussi.

L'homme dit « prendre un plaisir fou » à aller à la rencontre des Français, lui dont la vie a été un éternel aller-retour entre Paris et l'étranger. Dominique de Villepin attend ce moment depuis vingt ans et son départ de Matignon. « Si je reviens, ce n'est pas parce que la politique m'a manqué, mais parce que l'amour de la France est blessé aujourd'hui », explique-t-il plus tard dans la soirée lors de la pre-

« Si je reviens, ce n'est pas parce que la politique m'a manqué, mais parce que l'amour de la France est blessé aujourd'hui »

mière réunion publique de son mouvement, La France humaniste, lancé en juin 2025. « A 72 ans, on a d'autres choses à faire que d'amuser les estrades, il faut que cela en vaille à la peine », confie-t-il aux 200 personnes réunies à Périgny, à la sortie de La Rochelle.

« César de carnaval »

La prochaine présidentielle, par exemple ? Son entourage n'en fait plus mystère, oui, il y aura « une candidature Villepin » en 2027. Mais l'annonce officielle attendra. Le spécialiste des batailles napoléoniennes laisse la première et la deuxième vague des candidats partir à l'attaque et s'épuiser. On devine un assaut sabre au clair juste après. Mais quand ? A l'automne ? « Ne me parlez pas de timing », coupe-t-il attablé pour le déjeuner dans une cabane ostréicole de La Tremblade.

Le long de la Seudre, les plateaux d'huîtres et fruits de mer défilent sous ses yeux, mais l'invité picore plus qu'il ne dévore. Peut-être a-t-il eu sa dose d'iode après une matinée passée au Salon de la conchyli-

culture de la commune. Il a aussi beaucoup à dire. Sur sa méthode déjà. Dominique de Villepin veut « rassembler ». Il le martèle. Quand les autres présidentiels s'accordent sur une dissolution inévitable après la présidentielle, lui veut créer un espace politique majoritaire avant le premier tour. « Le rassemblement est nécessaire avant, dit-il. C'est la seule chance de trouver une réponse à toute radicalité, en particulier celle d'une extrême droite aux portes du pouvoir, mais aussi pour sortir de l'impasse politique dans laquelle nous sommes. La dissolution ne résoudra rien. »

Mais le rassemblement selon Villepin reste encore un tableau impressionniste avec des touches de droite et de gauche. Le fondateur de La France humaniste échange avec « plusieurs cadres politiques nationaux, hors LFI [La France insoumise] et le RN [Rassemblement national] ». Il évoque ses discussions sur la dette avec François Bayrou, salue les intuitions de son ami Jean-Louis Borloo ou cite le travail de l'ancien socialiste Benoît Hamon sur l'économie solidaire.

Cet espace politique reste à définir. Un proche le voit peut-être courir des écologistes les plus modérés à une droite sociale incarnée par un Aurélien Pradié. En parfait admirateur de Jacques Chirac, le député du Lot (non inscrit) cite l'ancien premier ministre comme l'un de ces « pirates » capables de partir à l'assaut de l'Élysée. « On a besoin d'un président qui incarne la France à l'intérieur comme à l'extérieur », dit-il.

Dominique de Villepin se reconnaît volontiers dans ce portrait. « Les Français ont le droit d'avoir un président sérieux et préparé, et non pas un César de carnaval », lâche-t-il plus tard dans la soirée. La période l'incite à la métaphore tennistique. Pour la présidentielle à

Avec quel programme ? L'heure est encore aux analyses flamboyantes, au rappel des grands principes

venir, il compare les prétendants de la droite et du bloc central à « des classés 30 » arrivés par mégarde en finale de Roland-Garros : « Ils se rendent compte, alors, que leur coup droit n'est pas au niveau et que leur revers est faible. » Gabriel Attal, Edouard Philippe et Bruno Retailleau sont visés par cette comparaison avec des joueurs amateurs.

Refus d'obstacle en 2012

Le presque candidat voit les deux premiers emportés par le rصاص du macronisme malgré leurs efforts pour s'en détacher. Le troisième est renvoyé à « ses racines villiéristes » et croqué comme le représentant « d'une droite passée du côté de l'extrême droite » dont le ralliement au Rassemblement national serait inéluctable. Chez Les Républicains (LR), on voit dans ces attaques les gesticulations d'un « petit candidat » en mal d'audience. « Sa candidature, c'est surtout une mauvaise nouvelle pour les 2 % de [Nicolas] Dupont-Aignan », ironise un proche de Bruno Retailleau.

A la différence du fondateur de Debout la France, Dominique de Villepin avait échoué en 2012 devant la première haie : la récolte des 500 parrainages de maires. Un refus d'obstacle, à vrai dire. Toujours entre deux avions pour ses lucratives activités d'avocat

ou de conseiller, l'aspirant candidat avait laissé vivre son premier mouvement, La République solidaire. Cette fois, l'homme du monde jure avoir bien les pieds en France et soigne la logistique. La France humaniste revendique 800 cercles locaux chargés de labourer le terrain et plus de 100 personnes parties à la chasse aux parrainages.

Mais avec quel programme ? L'heure est encore aux analyses flamboyantes, au rappel des grands principes pour soit défendre le droit international, soit s'inquiéter des attaques contre l'Etat de droit en France ou encore s'afficher comme un « éco-gaulliste » soucieux des conséquences du dérèglement climatique. Dans la salle, une partie de l'assistance n'était pas née en 2003 lors de son célèbre discours au siège des Nations unies pour dénoncer la guerre en Irak. « Les jeunes l'étudiant à l'école, donc ils savent qui est Dominique de Villepin. Aucun autre ancien ministre ne peut en dire autant », souligne un de ses conseillers.

Après cette première réunion publique, une dizaine de ces jeunes accaparent le septuagénaire ravi de sa popularité. L'ambiance n'est pas à évoquer l'ouverture de l'enquête du Parquet national financier pour « recel de détournement de fonds publics et toutes infractions connexes » dans l'affaire des statuettes offertes par l'ancien lobbyiste de la Françafrique Robert Bourguin. Dominique de Villepin a concédé une « erreur » et rendu les objets. Pour afficher sa sérénité face aux attaques, les mots deviennent fleuris. « Je suis tout-terrain, vous savez. On peut me chier dessus matin, midi et soir, ça ne me fait rien », lâche-t-il. Du Chirac ou plutôt du Villepin dans le texte. ■

ALEXANDRE PEDRO

Budget : recherche et investissements d'avenir victimes du plan d'économies

Le gouvernement s'appête à annuler 954 millions d'euros de crédits pour contenir le déficit. Presque tous les ministères sont touchés

Ce n'est pas un coup de rabot aveugle. En quête d'économies pour tenir son budget 2026 malgré la guerre au Moyen-Orient qui percuté les finances publiques, le premier ministre, Sébastien Lecornu, a choisi de concentrer l'essentiel de l'effort sur un nombre restreint de ministères et de missions de l'Etat. En particulier la recherche, l'apprentissage et les investissements d'avenir. C'est ce que montrent les deux projets de décrets auxquels le ministre des comptes publics, David Amiel, vient de mettre la dernière main, et qui ont été transmis pour avis le 28 mai aux commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat. « Elles ont sept jours pour se prononcer, donc jusqu'à jeudi prochain », selon Bercy.

En avril, le premier ministre avait estimé à 6 milliards d'euros le coût pour les finances publiques du conflit ouvert par Israël et les Etats-Unis en Iran. Une facture liée à la hausse des intérêts à payer sur la dette, aux aides attribuées aux routiers, agriculteurs, etc. et plus généralement au ralentissement de l'économie entraîné par la guerre et l'envolée des prix des carburants.

Le plan « France 2030 » raboté Le gouvernement se prépare à revoir cette estimation à la hausse fin juin, d'autant que la France n'est pas à l'abri d'une récession. Mais en attendant, le ministère des comptes publics a commencé à dévoiler, le 28 mai, les coupes budgétaires jugées nécessaires pour éviter un dérapage du déficit public. Quelque 3,2 milliards d'euros de crédits votés dans le budget vont ainsi être gelés, tout

en restant susceptibles d'être utilisés plus tard si la situation s'améliore. D'autres vont être définitivement annulés. C'est l'objet des décrets en préparation.

Ces deux textes visent à annuler 847 millions d'euros d'autorisations d'engagement, qui incluent des dépenses susceptibles de s'échelonner sur plusieurs exercices, et 954 millions d'euros de crédits de paiement portant sur la seule année 2026. Pratiquement tous les ministères sont visés, à l'exception des armées et de la justice, dont les budgets sont sanctuarisés, et des outre-mer, déjà touchés par un « gel anticipé » en mars.

L'annulation la plus massive (200 millions d'euros) concerne les régimes de retraite de la SNCF et la RATP. Leurs besoins de financement par l'Etat se révélant plus faibles qu'attendu, Bercy compte annuler les crédits superflus « afin qu'ils ne soient pas recyclés pour d'autres dépenses ».

Au-delà de cette mesure d'ordre assez technique, les annulations ciblent surtout quelques missions, dont les crédits avaient souvent été déjà été amputés ces dernières années. Tel est le cas de France 2030, le grand plan d'investissement lancé par Emmanuel Macron après la pandémie de Covid-19 pour « rattraper le retard industriel français », « investir massivement dans les technologies innovantes » et « soutenir la transition écologique ».

En janvier, dans la dernière ligne droite du débat budgétaire, Sébastien Lecornu avait déjà rogné de 1,1 milliard d'euros les crédits de ce programme pour 2026. Les nouveaux décrets effacent 100 millions d'euros supplémen-

taires. Autre cible récurrente : le ministère du travail, qui se voit privé de 122 millions d'euros, essentiellement en matière d'accès et de retour à l'emploi. Les dotations de l'Etat aux régions au titre de l'apprentissage vont trinquer. Elles devaient déjà diminuer de 50 %. Elles seront en réalité réduites de 88 % en un an.

Assurer la continuité

Carole Delga, la présidente (Parti socialiste) de la région Occitanie et de l'association Régions de France, se dit « sidérée ». « Un très grand nombre de formations seront condamnées à la fermeture », s'alarme l'association, en réclamant au premier ministre « une réunion en urgence pour faire cesser ce matraquage budgétaire ».

Le ministère du travail tente de calmer le jeu : « C'est un effort important, mais qui ne compromet pas l'objectif de 800 000 apprentis, car cela représente moins de 1 % de l'effort de l'Etat pour l'apprentissage. »

Le ministère précise néanmoins avoir mis en place une « cellule de gestion de crise » pour assurer la continuité des parcours en cas de fermeture d'un centre de formation des apprentis (CFA) pour motif économique. « En cas de difficultés financières de CFA, aucun apprenti ne sera laissé pour compte », promet le cabinet de Jean-Pierre Farandou.

L'enseignement et la recherche sont également appelés à faire des économies notables, avec l'annulation d'un total de 182 millions d'euros de crédits, portant avant tout sur la recherche scientifique et spatiale ainsi que sur l'enseignement scolaire. ■

DENIS COSNARD

Le Monde

Pérégrination en Arménie

ENTRE HISTOIRE ET ACTUALITÉ

Du 15 au 22 septembre 2026



AVEC :
Annick COJEAN,
journaliste et grand reporter
du journal Le Monde

ITINÉRAIRE

Paris • Erevan •
Ashtarak • Gumri •
Haghbat • Fioletovo •
Dilidjan • Le lac Sevan •
Erevan • Paris

AU CARREFOUR DE L'ORIENT ET DE L'OCCIDENT

Aux côtés de notre invitée d'exception, explorez ce joyau du Caucase et analysez, à travers une série de rencontres, l'actualité de ce pays encore si confidentiel.



Réservez votre documentation gratuite auprès de notre partenaire :
ARTS ET VIE (réf. 67A901P), 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris
Au 01 40 43 20 21 ou à info@artsetvie.com
https://www.artsetvie.com/lemonde_armenie



Lc:IM07510169

Retraites : Jordan Bardella rompt avec Marine Le Pen

En proposant de supprimer l'âge légal de départ, le président du RN abandonne la ligne tenue jusque-là

Je ne comprends pas. Demandez aux équipes de Jordan. Le grand oral de Jordan Bardella sur la chaîne LCI, jeudi 28 mai, n'est pas passé inaperçu chez les proches de Marine Le Pen. A plusieurs reprises durant l'émission, le président du Rassemblement national (RN) a défendu une réforme des retraites différente de celle poussée par la députée du Pas-de-Calais, et repris à son compte le discours macroniste développé en 2023 pour justifier la réforme des retraites d'Elisabeth Borne : le système des retraites « n'est pas soutenable sur le plan économique », la démographie envoie le système par répartition dans le mur.

Autant d'arguments poussés par une partie des économistes et par les milieux patronaux, mais que le RN taillait en pièces, à l'époque, pour défendre sa réforme des retraites, prévoyant un âge légal de départ de 60 à 62 ans en fonction de l'entrée sur le marché du travail.

Mais Jordan Bardella n'est plus « simple » président de parti, ni porte-voix de Marine Le Pen : le 7 juillet, jour de l'issue du procès de l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national, il pourrait hériter du titre de candidat à l'élection présidentielle de 2027, si la peine d'inéligibilité de Marine Le Pen était confirmée en appel.

Or, cette réforme l'agace : il ne parvient pas à l'expliquer clairement, elle l'a déjà embarrassé sur des plateaux de télévision et, surtout, dans ses rencontres avec les milieux économiques, qui le pressent de l'abandonner. Alors il avance ses pions, assumant sa propre réforme, suggérant de supprimer tout âge légal de départ à la retraite.

« Paralyse interne »

« L'âge de départ ne veut rien dire, a argumenté, jeudi, celui qui n'est, pour l'heure, pas candidat désigné à l'élection présidentielle. Pour que le système soit beaucoup plus lisible et beaucoup plus juste, il faut regarder le nombre d'années cotisées. C'est cela qui fait foi. Je pense que l'on gagnerait à simplifier les choses et à bâtir un système qui mette davantage en avant la durée de cotisation. (...) Nous sommes en train de faire des projections budgétaires, nous aurons l'occasion de présenter un nouveau système et une réforme. »

Des projections budgétaires, un nouveau système ? Renaud Labaye, puissant bras droit de Marine Le Pen, s'étonne : « Je ne sais

pas qui travaille sur une autre réforme, sans âge légal de départ. Cela ressemble à la retraite à points d'Edouard Philippe que nous dénoncions, et qui fait des perdants : ceux qui ont des carrières hachées, et notamment les femmes. »

Au lendemain de l'interview de Jordan Bardella, les autres cadres du RN restaient bouche cousue, et pour cause. Comme le raconte un député influent, favorable à la suppression de l'âge légal de départ, « c'est le dossier inflammable au parti. Il y a une paralysie interne, aucune note ne circule, mais le dossier sera bientôt tranché : on saura le 7 juillet », une façon de confirmer que la réforme des retraites du RN changera en fonction du candidat.

Dans une discussion avec quelques médias, dont Le Monde, vendredi 29 mai, Jordan Bardella a également remis sur la table l'hypothèse d'une introduction d'une part de capitalisation dans le système de retraite français, que certains au parti pensaient enterrée. Le président du RN envisage que le capital soit celui d'un « futur fonds souverain », hypothèse fortement défendue par certains de ses conseillers et par son allié de l'Union des droites pour la République, Eric Ciotti, dont « l'avis et le regard vont compter » sur ce sujet, confirme Jordan Bardella.

Un système de retraite reposant uniquement sur la durée de cotisation et avec une part de capitalisation : dans ses grandes lignes, la réforme envisagée par Jordan

« L'abandon de l'âge légal, cela fait quatre ans que l'on cherche, et tous ceux qui ont travaillé dessus n'ont pas trouvé »

JEAN-PHILIPPE TANGUY
député RN de la Somme

Bardella ressemble à s'y méprendre à celle défendue par Gabriel Attal depuis novembre 2025. Au lendemain de son passage sur LCI, le président du RN a toutefois tenu à déminer le terrain, arguant que rien n'était tranché, mais que la réforme des retraites en vue de la présidentielle serait finalisée avant le 7 juillet.

Il faut dire que la pierre catapultée par Jordan Bardella dans le jardin de Marine Le Pen est d'autant plus voyante qu'elle-même a, en personne, rappelé la ligne, une semaine plus tôt, le 22 mai, sur RMC et BFM-TV. Le projet de réforme des retraites « est le même que celui de 2022, en l'état. (...) C'est une réforme juste et économiquement pertinente et performante. »

Contrairement à ce qu'a affirmé Jordan Bardella sur LCI, Marine Le Pen ne dit à aucun moment « étudier les pistes de financement » de sa réforme. Le seul autre envisagé à la réforme portée en 2022 puis 2024 concerne une incitation à

développer le cumul emploi-retraite des seniors. « Marine l'a toujours dit : c'est un choix de société et on accepte que [sa réforme] coûte un peu d'argent au début, avant que le besoin de financement des retraités baisse avec la disparition de la génération du baby-boom et que notre politique économique produise ses effets en termes de création de richesse », argue Renaud Labaye.

Un totem

Les interlocuteurs réguliers de Marine Le Pen en sont persuadés : la réforme des retraites, et la possibilité ouverte aux Français de partir à 62 ans, voire 60 ans, est un totem auquel elle ne laissera pas toucher, quand bien même Jordan Bardella serait candidat. « C'est l'un des marqueurs sur lequel elle ne voudra pas qu'il prenne une liberté totale, raison pour laquelle elle l'a bien recadré dans sa dernière émission », analyse une proche.

Jeudi matin, quelques heures avant l'interview de Jordan Bardella sur LCI, Jean-Philippe Tanguy rappela, sur Franceinfo, le dogme de l'âge légal de départ. Le député de la Somme, garant de la ligne populiste de Marine Le Pen et concepteur du programme économique du parti, se désolait récemment auprès du Monde que le dossier de la réforme des retraites du RN revienne sur la table, notamment par le biais d'une interview au Figaro du nouveau conseiller économique de Jordan Bardella, François Durvy, début avril.

« L'abandon de l'âge légal, cela fait quatre ans que l'on cherche, pour une question de simplification de notre réforme, et tous ceux qui ont travaillé dessus n'ont pas trouvé, constatait Jean-Philippe Tanguy. Cela peut fonctionner en théorie économique, vaguement en théorie politique, mais ça ne fonctionne pas dans la vraie vie des gens : ils ont tendance à vouloir partir en retraite plus tôt que de raison, avec une décote, avant de se rendre compte que la mutuelle coûte cher, vivre chez soi aussi, etc. Notre système a ses défauts mais aussi ses qualités. S'il y a ce double critère [l'âge légal de départ et le nombre de trimestres cotisés] dans tous les pays qui ressemblent au système français, il y a une raison. Même le privé [le système de retraite complémentaire Agirc-Arrco] a une double détente. »

Dans une tribune parue en décembre 2025 dans Le Monde, Gilbert Cette et Didier Blanchet, deux éminents spécialistes du système des retraites, rappelaient, de leur côté, que substituer au critère d'âge « une condition de durée minimale aboutirait à surpénaliser les carrières courtes et heurtées. (...) On voit mal comment se passer complètement d'un critère d'âge. Celui-ci est d'ailleurs présent, d'une façon ou d'une autre, dans les systèmes de retraite de tous les autres pays avancés, qu'ils soient par répartition ou capitalisation. »

CLÉMENT GUILLOU
ET CORENTIN LESUEUR

« Je pense que l'on gagnerait à simplifier les choses et à bâtir un système qui mette davantage en avant la durée de cotisation »

JORDAN BARDELLA
président du RN

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/26

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Neology, Ralph M, Jean Roche... depuis sa création, L'Espace Topper défend les couleurs du savoir-faire français dans le plus grand espace canapés et canapés-lits à Paris. **CONDITIONS EXCEPTIONNELLES**

French collection
LE BEAUBOURG PAR RALPH M



EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

Défenseur des savoir-faire français

Paris 15 • M° Charles Michels • 7j/7
63 rue de la Convention • 01 45 77 80 40
147 rue Saint-Charles • 01 45 75 02 81

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

ENSEMBLE ROYAL
FAUTEUIL INCLINABLE
ET SON POUF
2690€

L80 x P81 x H101 cm, pouf L38 x P51 x H39 cm, coque en bois noyer, cuir vachette fleur corrigée pigmentée, piètement alu. Fabriqué en Europe. Offre valable uniquement dans les coloris et cuir présentés. Ecopart incluse, prix hors livraison.



EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

Le plus grand espace fauteuils de relaxation à Paris

Plus de 40 modèles exposés, distributeur Himolla, Stressless®...

Paris 12 : 54 cours de Vincennes, 7J/7, M° Nation, 01 40 21 87 53
Paris 15 : 63 rue de la Convention, 7J/7, M° Charles Michels, 01 45 77 80 40

Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maison-charles-antique.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS
LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde // RUBRIQUE BONNES ADRESSES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

Professionnels ou particuliers,
Le Monde devient votre vitrine
stephane.pesque@mpublicite.fr

Surveiller les baignades, un défi pour les villes

Au moins huit personnes sont mortes noyées depuis le début de la vague de chaleur

Un premier épisode caniculaire d'une précocité inédite, six jours durant lesquels les températures s'envolent, et déjà au moins huit morts par noyade comptabilisés dans la presse : l'équation a de quoi inquiéter.

Rien que dans la journée du mercredi 27 mai, deux décès ont été annoncés – celui d'un père de famille de 38 ans sur une base de loisirs de Seine-Maritime et celui d'un homme de 24 ans au large d'une plage du littoral atlantique de la Gironde. Mardi 26, c'est un jeune de 18 ans qui a trouvé la mort, à Cergy (Val-d'Oise), alors qu'il se baignait avec des amis. La veille, en Seine-et-Marne, un adolescent de 17 ans se noyait dans la Marne, quarante-huit heures après le décès, dans le même département mais cette fois-ci dans la Seine, d'un autre garçon du même âge. Entre-temps, dimanche 24 mai, deux baigneurs (une quinquagénaire et un sexagénaire) étaient, eux, emportés par des courants de baïnes, sur le littoral atlantique. Ce même dimanche, une trentenaire se noyait dans un étang en Alsace, sous les yeux d'autres baigneurs.

La liste, non exhaustive, dont on peut craindre qu'elle évolue vite cette année, avec des vagues de chaleur amenées à se répéter, questionne, certes, les responsabilités individuelles – la prise de risques des plus jeunes, l'imprudence des plus âgés –, ainsi que la méconnaissance des dangers liés aux activités aquatiques, de surcroît dans des zones interdites à la baignade. Mais elle place aussi sous les projecteurs l'enjeu de la surveillance des baignades, alors que la saison estivale n'a pas encore commencé.

Faudrait-il que cette surveillance, à la charge des collectivités, démarre plus tôt, en amont des congés scolaires ? Que son périmètre soit élargi ? Quelques municipalités s'y essaient, mais beaucoup n'en ont pas la capacité, répond Noëlle Chenot, maire de Surzur (Morbihan) et coprésidente de la commission sport de l'Association des maires de France. « Vu le nombre de lieux concernés, des littoraux aux rivières en passant par les anciennes carrières, jusqu'à la moindre bassine connue par les jeunes locaux, vouloir tout surveiller relève du vœu pieux, avance-t-elle. Même sur les plages les plus fréquentées, la portion surveillée est souvent très réduite au regard de la fréquentation. »

L'élue insiste aussi sur les difficultés de recrutement de maîtres-nageurs sauveteurs. « Ceux que l'on mobilise l'été sont souvent ceux qui, en basse saison, exercent dans nos piscines. On peut faire appel à des CRS en renfort, à des contrats saisonniers, mais il faut pouvoir les loger. Les professionnels disponibles, formés, ne se bousculent pas. »

Axel Lamotte, membre du comité directeur de la Fédération française des maîtres-nageurs sauveteurs, estime qu'il manque

« Vu le nombre de lieux concernés, vouloir tout surveiller relève du vœu pieux »

NOËLLE CHENOT
de la commission sport
de l'Association
des maires de France



Sur les rives du canal Saint-Martin, à Paris, le 28 mai. TOM NICHOLSON/REUTERS

environ 5 000 maîtres-nageurs dans le pays, pour 12 000 à 15 000 en activité. Et ce n'est pas, selon lui, le seul défi à relever : il cite aussi le « manque d'intérêt des pouvoirs publics pour les questions de prévention », ou le « manque d'apprentissage du savoir nager », en France. « En pré-saison, l'attention se concentre sur les adolescents, qui vont fréquenter des points d'eau non sécurisés, mais aucune classe d'âge n'est épargnée par les noyades, souligne-t-il. Le sujet est encore trop souvent sous-estimé. »

« Pari coûteux »

Dans les rangs de Santé publique France (SPF), l'agence sanitaire qui assure la surveillance épidémiologique des noyades depuis vingt-cinq ans, on donne aussi l'alerte : « Avec l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur, la problématique des noyades accidentelles risque de se poser chaque année avec un peu plus d'acuité », relève Aymeric Ung, chargé de projets chez SPF. Durant l'été 2025, au troisième rang des étés les plus chauds (après ceux de 2022 et 2003), 409 personnes sont mortes par noyade, dont 57 enfants et adolescents, soit une hausse de 16 % par rapport à 2024, a recensé l'agence qui démarre, désormais, sa surveillance au 1^{er} mai.

L'augmentation entre 2024 et 2025 a concerné « principalement » les jeunes, insiste Aymeric Ung. « On est passé de 20 noyades suivies de décès de mineurs dans des cours d'eau et plans d'eau, en 2024, à 33 en 2025. Cela peut sembler peu, du point de vue statistique, mais c'est une tendance assez nette pour nous. » Le nombre d'adultes victimes de noyades – principalement en mer – suivies de décès est, lui, resté globalement stable (autour de 350 décès). « Au-delà des chiffres, ces noyades doivent faire l'objet d'une attention particulière aussi parce qu'elles sont généralement évitables », renchérit Agnès Verrier, experte en prévention de SPF. Elles sont la première cause de mortalité par accident de la vie courante – hors accidents de la route et du travail – chez les moins de 25 ans.

Voies navigables de France (VNF), établissement public qui gère 6 700 kilomètres de voies d'eau, a communiqué, dès le 21 mai, sur le sujet. « En dehors des espaces aménagés, les risques liés à la baignade sauvage sont importants, voire mortels, notamment à proximité des écluses, barrages, bateaux ou lors de sauts depuis des ponts », peut-on lire dans le texte diffusé en amont du week-end de Pentecôte. Y sont énumérés, entre autres risques,

Les noyades sont la première cause de mortalité par accident de la vie courante chez les moins de 25 ans

« sauts depuis les ponts », où « se cachent des ouvrages qui, en cas de saut peuvent se révéler mortels : blocs de béton, pieux métalliques, amoncellement de roches ». VNF évoque aussi des « berges difficiles d'accès qui compliquent tout secours ».

« On peut généralement compter, dans ces situations d'urgence, sur une coopération efficace avec les brigades fluviales et les pompiers, observe Agnès Ricard-Hibon, médecin urgentiste au SAMU 95 et porte-parole de SAMU-Urgences de France. Les cas de noyades sont complexes, avec des réanimations cardiaques souvent plus longues et des récupérations plus tardives. » Son équipe a pris en charge, le 26 mai, une victime qui n'a toutefois pas pu être réanimée.

Depuis qu'il supervise un dispositif, inédit en France, de « veille à l'année » des lieux de baignade regroupant une vingtaine de com-

munes des Landes, de Biscarosse à Tarnos, Hervé Bouyrie, président du syndicat mixte de gestion des baignades du département, se félicite d'avoir évité une vingtaine de drames. « Quand la surveillance des plages prend fin, au plus tard en octobre, les communes du réseau peuvent compter sur 25 maîtres-nageurs sauveteurs qui continuent de patrouiller », explique-t-il. Le coût du dispositif, lancé en octobre 2025, atteint 900 000 euros à l'année – dont la moitié financée par le département. « Sans cette aide départementale, on n'y arriverait pas, concède l'ancien maire de Mesanges (Landes). Le pari est coûteux, mais il semble cohérent, en misant sur le contrôle des plages landaises fréquentées à l'année mais aussi sur la sensibilisation des plus jeunes en milieu scolaire. »

C'est aussi là que les progrès se jouent pour Axel Lamotte, de la Fédération française des maîtres-nageurs sauveteurs. Lui plaide pour une « éducation aux risques aquatiques », allant au-delà du test en piscine aujourd'hui passé par les élèves en 6^e : « L'école fait bien passer un brevet de sécurité routière. Dans le contexte actuel, un brevet de sécurité aquatique, qui serait renouvelé à l'adolescence, me semble essentiel. »

MATTEA BATTAGLIA

Soupçonné d'avoir détourné une cagnotte, Jean Messiha en difficulté

Les bénéficiaires d'une collecte ont porté plainte contre le militant d'extrême droite, accusé d'avoir perçu 42 000 euros à leur place

Jean Messiha a dû se résoudre à passer un ordre de virement. Jeudi 28 mai, il a transféré 42 000 euros de l'un de ses comptes bancaires à Mary Garcia, la compagne de l'un des deux agents pénitentiaires tués le 14 mai 2024 lors de l'évasion de Mohamed Amra au péage d'Incarville (Eure). Avec ce geste, promis la veille, le militant d'extrême droite espère étouffer la polémique née des accusations de détournement de fonds portées par Mary Garcia et Sandrine Le Hay Moello, la seconde femme rendue veuve par l'évasion. Toutes deux ont déposé plainte ces derniers jours pour « abus de confiance » contre Jean Messiha, n'ayant jamais perçu l'argent que ce dernier avait récolté dans une cagnotte en ligne.

« Cette reconstitution précipitée des fonds, manifestement intervenue sous la pression de la couverture médiatique très significative de la plainte déposée, achève de signer l'absolu cynisme de cet individu », réagit Matthieu Chirez, l'avocat de Sandrine Le Hay

Moello, qui maintient son action judiciaire – en cours d'analyse au parquet de Paris.

« D'un point de vue juridique, dès l'appropriation par M. Messiha du premier euro issu de dons destinés aux veuves des agents pénitentiaires, l'infraction pénale était consommée », poursuit-il. Dès lors, ce « remboursement tardif » de 42 000 euros n'équivaut en aucun cas à une « régularisation » selon M^e Chirez. De son côté, l'avocate de Mary Garcia, Pauline Ragot, dénonce « l'indécence et les mensonges » de Jean Messiha.

Pour se défendre, le membre du parti Reconquête ! d'Eric Zemmour a redit jeudi, sur le réseau X, être victime d'une « erreur inouïe » de la plateforme GoFundMe, sur laquelle la cagnotte avait été créée – 44 352 euros avaient été collectés auprès de 2 051 donateurs. Le polémiste affirme que l'argent a été « indûment » versé sur son compte bancaire par GoFundMe, qu'il prétend vouloir attaquer en justice, et qu'il s'en est seulement

rendu compte le 15 mai, au terme d'échanges avec les avocats des deux veuves.

Comment cette arrivée consécutive de fonds a-t-elle bien pu lui échapper ? Car la cagnotte lui a été virée au compte-gouttes, assurait-il mercredi sur BFM-TV, par le biais de « micropaiements » de 200, 500 ou 1 000 euros. Face à des officiers de police judiciaire, saisis si le parquet de Paris ouvre une enquête, cette position sera difficile à tenir : selon un courriel de GoFundMe le 5 mai, que Le Monde a pu consulter, Jean Messiha a bien reçu 24 paiements successifs, pour un moment total de 42 541 euros entre mai 2024 et juin 2025.

Mais les quatre premiers d'entre eux, reçus entre le 15 mai et le 19 mai 2024, dans les jours suivant immédiatement l'attaque d'Incarville, ne ressemblent pas aux « micropaiements » décrits par leur destinataire effectif : ils s'élèvent à 8 417, 21 231, 5 279 et 3 090 euros. Sur le compte d'un individu lambda, de telles sommes ne passent normalement pas inaperçues. « Je ne

dis pas que M. Messiha n'a pas été imprudent ou négligent, mais l'infraction pénale ne tient pas », commente l'avocat du polémiste, Gérald Pandelon. Qui avance un autre argument pour faire valoir la bonne foi de son client : il aurait confondu ces rentrées d'argent providentielles avec celles en provenance d'une autre cagnotte créée le 21 novembre 2023 sur GoFundMe (« Soutien à Jean Messiha ») pour l'aider à payer les frais de justice dus, selon lui, à de multiples procédures.

Il s'est désigné lui-même

Jean Messiha, qui a réuni 3,04 % des suffrages à Evreux lors des dernières élections municipales, est un habitué de cette plateforme de financement participatif. C'est sur GoFundMe qu'il avait lancé une cagnotte pour le policier ayant tiré mortellement sur Nahel Merzouk à Nanterre, le 27 juin 2023 : 1,6 million d'euros avaient été récoltés au profit de Florian M. (qui en a bien été destinataire, mais n'y a pas touché, se-

lon l'avocat de ce dernier, Laurent-Franck Liénard).

C'est aussi sur GoFundMe que Jean Messiha a appelé, le 12 avril 2024, à soutenir un commerçant de Strasbourg, qui s'était opposé à ce qu'une intérimaire portant le voile travaille dans sa boutique : la cagnotte, jamais clôturée ni décaissée, est toujours active et les 60 000 euros collectés sont retenus par la plateforme.

Dans ces conditions, il paraît difficile pour l'énarque de plaider sa méconnaissance du fonctionnement de GoFundMe. A la création d'une cagnotte, le site demande à l'utilisateur de s'enregistrer comme bénéficiaire du projet ou de préciser l'identité du tiers prévu pour l'être. Pour celle destinée aux familles des victimes d'Incarville, Jean Messiha affirme s'être présenté en simple organisateur. Ce que dément GoFundMe : il « s'est désigné lui-même comme bénéficiaire du versement lors de la création de cette collecte de fonds ». Le site Internet Archive confirme : le 15 mai 2024, alors que plus de

19 000 euros avaient déjà été récoltés, aucun tiers bénéficiaire n'apparaissait à côté de Jean Messiha.

Les familles des deux agents disent avoir découvert que l'argent avait été extrait de la cagnotte lorsque Mary Garcia s'est rapprochée, il y a quelques semaines, de Jean Messiha pour s'enquérir de la situation. Elle s'est enregistrée comme bénéficiaire le 9 avril et a constaté la disparition des fonds.

Le 20 avril, l'avocat de Sandrine Le Hay Moello, M Chirez, écrivait à Jean Messiha pour obtenir des explications afin de « purger cette difficulté ». Moins d'une heure plus tard, le membre de Reconquête ! répondait en affirmant que « cet argent n'a pas été viré sur un compte inconnu » comme vous l'écrivez imprudemment ». Et de suggérer une autre hypothèse : « Il est possible que le montant non réclamé de la cagnotte ait été intégralement remboursé à ses donateurs ». L'argent avait alors fini d'arriver sur son compte depuis plus de dix mois. ■

JÉRÔME LEFILLIÈRE



Passage de la formation de satellites Starlink de SpaceX, au-dessus de l'Alberta (Canada), le 15 mai 2023.

SCIENCE PHOTO LIBRARY VIA REUTERS CONNECT

Satellites : Bruxelles veut reprendre la main

La Commission veut favoriser les constellations de satellites européennes face à Starlink et à Amazon Leo

La décision était attendue avec anxiété par le secteur européen des télécoms. L'Europe allait-elle continuer à dérouler le tapis rouge aux grands acteurs américains sur son marché des services de communication par satellite ou allait-elle privilégier des acteurs européens ? Mercredi 27 mai, la Commission européenne a donné une première réponse, plus nuancée.

L'exécutif européen propose de réserver, dans le cadre d'un futur appel d'offres, deux tiers des fréquences destinées aux télécoms mobiles par satellite à des groupes européens, alors que, depuis 2009, les licences sont aux mains d'opérateurs américains, Viasat et Echosat. Elles expiraient initialement en 2027. Ce spectre radioélectrique, situé autour de 2 gigahertz, permet d'offrir par le biais de satellites des services de communication voix et vidéo, notamment pour les zones non ou mal desservies par la téléphonie mobile. Il s'avère essentiel au « direct-to-device », une technologie qui permet de se connecter à Internet directement depuis l'espace, sans passer par des relais terrestres.

Ces fréquences sont devenues bien plus stratégiques avec l'essor des constellations de satellites à orbite basse américaines Starlink et Amazon Leo (jusqu'à 2 000 kilomètres de la Terre), face à l'européen OneWeb, propriété d'Eutelsat. Ces services « deviennent la version spatiale des antennes-relais de téléphonie mobile. En bref, cette bande de fréquences est absolument vitale pour nos citoyens, nos entreprises et nos gouvernements », assure Henna Virkkunen, la vice-présidente de la Commission. Or, l'Europe est aujourd'hui à la traîne en matière de « direct-to-device », un segment « large-

« L'Europe est à un carrefour. Nous avons aujourd'hui une occasion rare de choisir ce que nous voulons pour notre avenir »

HENNA VIRKKUNEN
vice-présidente
de la Commission

ment sous domination américaine », insiste Jean-Baptiste Thépaut, spécialiste des communications satellitaires au sein du cabinet d'études Novaspace.

Aujourd'hui, c'est Starlink qui domine le secteur grâce à ses 650 satellites entièrement affectés à cette technologie. En plus des Etats-Unis, la constellation du milliardaire Elon Musk, qui revendique 7,4 millions d'utilisateurs, assure ce service dans plusieurs pays européens, comme le Royaume-Uni, la Suisse ou l'Ukraine. MasOrange, la branche espagnole du géant français des télécoms Orange, teste la solution de Starlink de l'autre côté des Pyrénées.

C'est également pour se développer dans le « direct-to-device » qu'Amazon Leo, la constellation en cours de déploiement du géant américain du commerce en ligne, fondé par Jeff Bezos, a annoncé, le 14 avril, l'acquisition de l'opérateur de satellites américain Globalstar pour 11,6 milliards de dollars (9,8 milliards d'euros). Et si l'Europe dispose, avec OneWeb, d'une constellation de satellites à orbite basse, celle-ci ne propose pas de « direct-to-device », et ne réserve,

en outre, ses services qu'aux entreprises et aux gouvernements.

Dans un contexte d'accroissement de tensions géopolitiques et sécuritaires, Bruxelles n'entend pas dépendre durablement de solutions étrangères dans ce secteur sensible, tant pour les communications civiles que gouvernementales ou militaires. En révisant les règles d'attribution des fréquences, l'exécutif communautaire espère faire émerger des solutions souveraines. « L'Europe est à un carrefour. Nous avons aujourd'hui une occasion rare de choisir ce que nous voulons pour notre avenir », juge M^{me} Virkkunen, qui a néanmoins annoncé le prolongement de deux ans des actuelles licences, le temps d'organiser la nouvelle procédure d'attribution.

Trois lots distincts

Pour ces nouveaux appels d'offres, Bruxelles propose de diviser en trois lots distincts les fréquences remises sur le marché : le premier bloc sera réservé aux services souverains, pour les communications sécurisées des forces armées par exemple, les deux autres blocs le seront pour des services commerciaux plus classiques. Le ministère des armées français se dit satisfait de la décision de la Commission et espère que cela permettra de faire émerger des solutions européennes. Le lot de fréquences destinées aux gouvernements devra être obligatoirement « fourni par un opérateur de l'Union européenne [UE] », assure la Commission. Cet opérateur devra notamment, selon celle-ci, « assurer l'intégration avec les capacités actuelles et futures d'IRIS² », la constellation promise par Bruxelles à l'horizon 2030, avec un consortium porté notamment par Eutelsat, le luxembourgeois SES et l'espagnol

Hispasat. « Eutelsat et ses partenaires explorent activement des opportunités de partenariat liées aux futures attributions de spectre », indique l'opérateur, dont l'Etat français est le premier actionnaire.

Toujours pour soutenir l'émergence de fournisseurs de services européens, la Commission a décidé de leur réserver la moitié des fréquences commerciales. Les entreprises des pays les plus proches de l'UE, comme le Royaume-Uni ou la Norvège, pourraient également accéder à ce marché, précise-t-on à la Commission. Le dernier bloc sera en revanche ouvert à la concurrence non européenne, notamment américaine.

En proposant de laisser un tiers de ses fréquences ouvertes à la candidature d'opérateurs de pays tiers, Bruxelles a plusieurs objectifs. Le premier est d'empêcher la constitution d'un éventuel monopole européen sur ce créneau, sachant qu'il n'existe aujourd'hui aucune offre européenne sur le marché, rappelle une source diplomatique européenne. « Nous souhaitons que ce marché reste ouvert », souligne un porte-parole de la Commission.

La seconde raison est bien sûr de ménager Washington, qui a mul-

tiplié ces derniers mois les pressions et menaces contre le Vieux Continent et le développement de sa souveraineté numérique. Brendan Carr, le président de la Commission fédérale des communications des Etats-Unis, a répété lors de sa visite à Barcelone (Espagne), en mars, sa volonté d'appliquer un « traitement réciproque » aux opérateurs européens, si les fournisseurs américains étaient sortis du marché européen.

« Nous ne fermons pas notre marché sur le « direct-to-device », assure-t-on à la Commission. En revanche, les Etats-Unis ont fait le choix de privilégier, sur leur propre marché, leurs grands acteurs américains. Aujourd'hui, Starlink détient, grâce à différents rachats, 80% de ce spectre de fréquences, ce qui fait peser un risque en matière de concurrence. »

« Autonomie stratégique »

Si ces fréquences attisent tant les convoitises, c'est parce qu'elles permettent aux opérateurs de constellations d'améliorer leurs services, tout en gagnant en autonomie. En disposant de leur propre spectre radioélectrique, ces acteurs ne dépendent dès lors plus nécessairement de celui des opérateurs de téléphonie mobile traditionnels pour servir leurs clients. Voilà pourquoi Starlink et Amazon Leo cherchent tous deux à étoffer leur portefeuille de fréquences.

Si Bercy n'a pas souhaité s'exprimer sur la proposition de la Commission – le texte est « en cours d'analyse », précise le ministère –, une source proche du dossier au sein de l'administration française s'en montre « globalement satisfaite ». « Nous ne pouvions pas conserver des règles d'attribution de ces fréquences aussi ouvertes

qu'auparavant, au regard du caractère sensible de ce spectre pour l'autonomie stratégique de la France et de l'UE », fait-elle valoir.

Alors que beaucoup d'opérateurs mobiles comptent sur les constellations pour étendre leur couverture dans les zones dépourvues d'antennes-relais, la Fédération française des télécoms, le lobby du secteur, ne souhaite pas, pour l'heure, se prononcer sur le projet de la Commission. Orange considère toutefois qu'il va « dans la bonne direction », selon Michaël Trabbia, le directeur exécutif d'Orange Wholesale, la branche du groupe chargée des réseaux internationaux. S'il salue la volonté de faire éclore une constellation européenne, le dirigeant fait valoir que ces fréquences seront partagées entre plusieurs acteurs, ce qui « évite le spectre d'une monopolisation du marché ». M. Trabbia appelle aussi à bannir « toute logique de protectionnisme exacerbé entre l'Europe et les Etats-Unis » car « on ne peut rentabiliser une constellation à orbite basse que si l'on s'adresse au marché mondial ».

La proposition de la Commission doit encore être discutée et validée par les Etats membres et le Parlement européen, dans un contexte d'embouteillage législatif ces prochains mois. Cette proposition s'inscrit dans une politique plus large de l'UE de renforcer sa souveraineté en matière technologique. Mercredi 3 juin, la Commission doit dévoiler d'autres propositions pour favoriser le recours à des fournisseurs européens pour les contrats publics dans les services cloud, les centres de données et l'intelligence artificielle. ■

PHILIPPE JACQUÉ (BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN),
PIERRE MANIÈRE
ET OLIVIER PINAUD

Le ministère des armées français espère que la décision de la Commission permettra de faire émerger des solutions européennes

Réindustrialisation : le bilan contrasté de Macron

Lors de Choose France, lundi, le président ne pourra pas masquer les difficultés du secteur

A trois reprises, Carbon a été invitée au sommet Choose France organisé par l'Élysée, en 2023, 2024 et 2025. Mais l'entreprise française ne participera pas cette fois à la neuvième édition de cet événement censé promouvoir l'attractivité économique de la France, qui se tient lundi 1^{er} juin au château de Versailles en présence, comme chaque année, d'Emmanuel Macron, de plusieurs membres du gouvernement et d'une kyrielle de grands patrons de groupes nationaux et internationaux. La start-up lyonnaise, citée depuis sa création en 2022 comme l'un des exemples de la renaissance industrielle tricolore, a annoncé le 19 mai abandonner son projet d'usine géante de panneaux solaires à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).

En liquidation judiciaire, Carbon jette l'éponge, faute, explique sa direction, de financements suffisants – ses besoins s'élevaient à plus de 1 milliard d'euros – et surtout d'une volonté réelle de la part de l'Union européenne de développer une industrie et un marché intérieur favorables à l'énergie photovoltaïque pour contrer la concurrence chinoise toute-puissante.

L'annonce tombe mal pour le chef de l'Etat, alors que ce sommet Choose France, précédé du 29 au 31 mai d'une opération « usines ouvertes » dans le pays, sera le dernier de son double quinquennat, du moins sous sa forme internationale à Versailles puisqu'une ultime édition, centrée sur les seules entreprises françaises, est prévue à l'automne à Paris.

« Une grande déception »

Depuis 2018, le président se sert de ce rendez-vous dans l'ancienne demeure royale comme d'une vitrine de son action pour réindustrialiser le pays. A l'heure du bilan, à un an de la fin de son mandat, le résultat est contrasté. L'exécutif répète en boucle que 130 000 emplois industriels ont été créés depuis 2017 et 300 usines ouvertes en France. « On a stoppé les douze années de désindustrialisation et c'est en train de repartir », s'est félicité encore M. Macron le 22 avril dans l'Allier. « On a inversé la tendance des décennies précédentes, on a recréé des emplois industriels en France », appuie le ministre de l'Industrie, Sébastien Martin.

Ces résultats témoignent, selon le gouvernement, du dynamisme économique retrouvé du pays, qui est, depuis sept ans, le plus attractif d'Europe pour les investisseurs



Emmanuel Macron et le directeur général de Disney, Josh D'Amaro, lors de l'inauguration du nouveau parc World of Frozen de Disneyland Paris, à Marne-la-Vallée, le 27 mars. THIBAUT CAMUS/AFP

L'annonce de la liquidation de Carbon tombe mal pour le dernier Choose France du chef de l'Etat

étrangers. Cette performance s'est encore répétée en 2025, selon le baromètre du cabinet EY publié le 21 mai, lequel place l'Hexagone devant le Royaume-Uni et l'Allemagne, avec respectivement 852 projets contre 730 et 548. Dans le détail, le tableau est moins clinquant. Depuis 2024, la relance industrielle nationale est stoppée. En 2025, près de 20 000 emplois industriels ont été détruits dans le pays et la tendance s'aggrave. Le chômage repart à la hausse – il dépasse les 8 %, à 8,1 %, une première depuis 2021, selon les chiffres de l'Insee publiés le 13 mai – et la guerre en Iran relance l'inflation.

Le même baromètre EY indique que, si la France fait la course en tête des investissements étran-

gers, sa vitesse ralentit, avec une baisse de 17 % du nombre de projets sur un an, soit plus que ses voisins européens. Le nombre d'emplois induits recule aussi, de 4 % par rapport à 2024, et ceux-ci sont surtout créés dans la logistique ou les data centers et moins dans les secteurs traditionnels (automobile, métallurgie, chimie) en crise.

En neuf éditions, Choose France a ainsi mis en avant 230 projets et 87 milliards d'euros cumulés d'investissements, se félicite l'Élysée qui annonce encore « un nouveau record » pour le 1^{er} juin. Mais, dans le même temps, la balance du commerce extérieur français est toujours déficitaire (à près de 69 milliards d'euros en 2025) et la part de l'industrie manufacturière dans l'économie a glissé, passant de 10 % du produit intérieur brut en 2017 à 9,5 % en 2025, quand l'Italie et l'Allemagne sont proches de la moyenne européenne, à 15 %.

« Le bilan macroniste est une grande déception, il n'y a pas eu de réindustrialisation en termes de valeur ajoutée », juge Olivier Lluansi, enseignant au Conservatoire national des arts et métiers et ancien conseiller industrie à l'Élysée sous

François Hollande. Selon l'expert, « l'industrie française a créé en moyenne 15 000 emplois salariés par an de 2017 à 2023, mais il aurait fallu en créer près de 70 000 par an pour dessiner une vraie trajectoire de réindustrialisation ». Surtout, la présidentielle de 2027 risque de geler toute initiative de relance à moyen terme. « 2026 et 2027 vont être des années d'inaction et, quel que soit le futur exécutif, la politique industrielle décidée après la présidentielle ne produira pas d'effet avant fin 2028, donc le risque est grand que tout le gain accumulé jusqu'en 2024 soit consommé d'ici là », redoute M. Lluansi.

La dissolution de l'Assemblée nationale de juin 2024, décidée par M. Macron, a provoqué une instabilité politique et budgétaire nocive au climat économique, aggravée par les crises géopolitiques mondiales. Pour relancer la confiance, le chef de l'Etat affiche son volontarisme, comme quand il a dénoncé, vendredi 29 mai, la « folie » du « défaitisme qu'on entend sur la France et l'Europe » à l'occasion de la visite de l'usine du groupe allemand Vorwerk à Donnemain-Saint-Mamès (Eure-

et-Loir) où est fabriqué le robot de cuisine Thermomix.

Le 22 avril, dans l'Allier, il a annoncé vouloir appliquer à l'industrie une stratégie dite « Notre-Dame de Paris », en référence à la mobilisation générale déployée pour reconstruire la cathédrale après l'incendie d'avril 2019. Quelque 150 projets industriels ont été définis comme stratégiques et devant bénéficier d'une accélération des autorisations administratives et d'une simplification des normes réglementaires.

Concurrence dans le foncier

Ces projets représentent, selon l'exécutif, 71 milliards d'euros d'investissements cumulés et 32 000 emplois. Mais leur liste complète n'est toujours pas connue et plusieurs des bénéficiaires sont des grands groupes (dans les industries de la défense, de l'extraction minière, des batteries électriques, etc.) et des start-up, en plus de PME et d'entreprises de taille intermédiaire. « La start-up nation » et les multinationales ne suffiront pas à remplacer le tissu industriel français formé aux deux tiers par des petites entreprises qui

L'Élysée annonce un « nouveau record » de projets pour cette édition

souffrent dans les territoires », explique M. Lluansi. Une critique partagée à demi-mot par le Comité de surveillance des investissements d'avenir, qui estime, dans un rapport sur le plan France 2030 publié en avril, que ses financements bénéficient surtout à des grands groupes et à des « acteurs émergents », et insuffisamment à des sites existants.

L'accès au foncier comme le financement par l'épargne demeurent des freins à la réindustrialisation. Les projets d'un livret d'épargne consacré à l'industrie, avancés par les gouvernements de Michel Barnier puis de François Bayrou, ont été enterrés. Le gouvernement souhaite relancer 200 nouveaux « sites clés en main » pour attirer les investisseurs, mais sur le terrain la concurrence entre foncier industriel et foncier résidentiel est toujours forte. La simplification de la loi ZAN (zéro artificialisation nette) concerne les « projets industriels d'intérêt majeur », mais 80 % des besoins locaux sont des petits projets de moins de 2 hectares.

Plan d'électrification des usages industriels, développement d'une filière française d'approvisionnement sécurisé dans les minerais stratégiques et les terres rares, investissements massifs dans l'intelligence artificielle et la défense, la France multiplie les initiatives pour reconquérir une souveraineté industrielle et technologique. A l'échelle européenne aussi, les Vingt-Sept tentent de répondre au « rouleau compresseur chinois » en mettant en place des quotas d'importation d'acier pour protéger l'industrie sidérurgique.

La France réclame la même protection pour la chimie, en grande difficulté, à laquelle elle vient d'accorder 150 millions d'euros d'aides d'urgence. Mais la position défendue par Paris sur la « préférence européenne » n'est pas pour le moment suivie par plusieurs de ses voisins toujours attachés au libre-échange et qui veulent ouvrir le concept aux pays tiers signataires d'accords commerciaux avec l'Union européenne. Du « made in Europe » fabriqué... au Canada ou en Inde. ■

BASTIEN BONNEFOUS

La Suède multiplie les aides aux ménages et aux entreprises

A moins de quatre mois des législatives, la droite libérale conservatrice et l'extrême droite annoncent 1,6 milliard d'euros de mesures de soutien

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

Valfäsk. En français : la politique du « baril de porc », ou comment des responsables politiques, à quelques mois des élections, se mettent à dépenser à tour de bras, dans l'espoir de s'octroyer la sympathie des électeurs. Si la pratique n'est pas inhabituelle en Suède, rarement le terme aura été autant utilisé qu'en ce printemps pour décrire les annonces d'un gouvernement libéral conservateur, pourtant traditionnellement attaché à l'orthodoxie budgétaire.

Au total, les quatre partis de la majorité – conservateurs, chrétiens-démocrates, libéraux et Démocrates de Suède (extrême droite) – ont décidé de débloquer 17,3 milliards de couronnes

(1,6 milliard d'euros) pour soutenir les ménages et les entreprises, face à la crise énergétique provoquée par la guerre au Moyen-Orient et la paralysie du détroit d'Ormuz.

Parmi les mesures qui ont fait le plus réagir : la réduction de 50 % du prix des abonnements mensuels dans les transports en commun, à partir du 1^{er} juillet et jusqu'au 31 décembre, présentée en grande pompe, mardi 26 mai, par les chefs de file des quatre partis, qui se sont retrouvés dans un des dépôts de bus de la compagnie régionale Storstockholms Lokaltrafik, dans l'ouest de Stockholm.

Ce dispositif devrait coûter 6,5 milliards de couronnes à l'Etat. « Nous savons que cette guerre au Moyen-Orient aura des répercussions au moins jusqu'à la fin de l'année, et nous souhaitons donner aux gens la possibilité d'en-

visager d'utiliser les transports en commun à la place au cours du second semestre », a justifié le premier ministre, Ulf Kristersson.

En tête dans les sondages avant les élections législatives du 13 septembre, l'opposition de centre gauche s'est félicitée que le gouvernement décide enfin de soutenir les usagers des transports collectifs, après avoir sponsorisé la voiture depuis son arrivée au pouvoir, en 2022. Ses responsables, cependant, interrogent le calendrier de ces annonces, rappelant que la droite et l'extrême droite ont rejeté toutes les propositions en faveur d'une baisse du prix des transports en commun présentées ces dernières années.

De son côté, l'association suédoise des compagnies de bus a salué le fait que le gouvernement « reconnaisse l'importance des

« Cette guerre au Moyen-Orient aura des répercussions au moins jusqu'à la fin de l'année »

ULF KRISTERSSON
premier ministre

transports publics en y consacrant des efforts ciblés ». Mais sa présidente, Anna Grönlund, a souligné que « des initiatives ponctuelles en période électorale ne permettent pas de construire un système solide pour l'avenir ».

Cheffe de file des chrétiens-démocrates, la ministre de l'énergie et de l'industrie, Ebba Busch, a pris

soin de préciser que la majorité n'avait pas pour objectif d'encourager à prendre le bus ou le métro : « On aurait pu procéder autrement, mais nous pensons que cette méthode est la plus efficace pour garantir que les personnes qui dépendent du bus bénéficient elles aussi d'un soutien », a-t-elle expliqué.

Allègement des taxes

Les automobilistes ne sont pas en reste : à partir du 1^{er} juillet et jusqu'au 30 novembre, ils vont bénéficier d'un allègement des taxes sur les hydrocarbures à hauteur de 2,40 couronnes par litre (alors que le prix de l'essence atteint autour de 18,50 couronnes le litre et celui du diesel dépasse 20,50 couronnes). Combinée à l'aide au paiement des factures d'électricité, la mesure devrait coûter 8,7 milliards de couronnes

à l'Etat, qui va également débours 1,6 milliard de couronnes pour soutenir les pêcheurs et les agriculteurs, et 520 millions de couronnes pour aider le transport aérien intérieur.

Lors d'une conférence de presse, mercredi, la ministre des finances, Elisabeth Svantesson, a justifié ces dépenses par la crise énergétique mondiale qui est « la pire de l'histoire moderne », a-t-elle affirmé. Arguant que la Suède disposait de « finances publiques de première classe », avec une dette publique à 35 % du produit intérieur brut, elle a estimé que le pays nordique avait les moyens de venir en aide aux ménages et aux entreprises, alors que le gouvernement a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026 (de 2,8 % à 2,3 %). ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Rubis, pépite française de l'énergie, secouée par la contestation de son premier actionnaire

L'homme d'affaires Patrick Molis veut étendre son influence au sein du conseil de surveillance

Goldman Sachs, Bredin Prat ou BDGS : banquiers ou avocats, le Tout-Paris des affaires se presse autour de Rubis, le distributeur de bitume ou de gaz de pétrole liquéfié, également producteur d'électricité photovoltaïque. L'entreprise, valorisée à 3,7 milliards d'euros en Bourse, est mise sous pression par son premier actionnaire, l'homme d'affaires Patrick Molis, à la veille de l'assemblée générale du 10 juin. Un dossier brûlant sur lequel plane l'ombre de Vincent Bolloré, qui détient 6 % de Rubis.

Depuis des semaines, Patrick Molis, qui s'est adjugé 9,4 % des droits de vote de la pépite de l'énergie, grâce notamment à des instruments financiers, multiplie les attaques contre des membres du conseil de surveillance. En 2025, le président de la Compagnie nationale de navigation – un ex-poids lourd du transport maritime devenu une holding familiale – avait obtenu, à l'issue d'un premier bras de fer, deux sièges au conseil de surveillance, un pour lui et un pour Anne Lauvergeon, l'ancienne patronne d'Areva.

L'énarque en convoite désormais un de plus. Pour cela, il a déposé un projet de résolution contestataire visant à s'opposer au renouvellement d'un autre membre du conseil. A la place, il propose de désigner Yann Dever, associé de la banque d'affaires Ondra, après avoir suggéré, par le passé, le nom de Nicolas Baverez, son avocat.

L'attaque est frontale. Evoquant des « éléments préoccupants » concernant Alberto Pedrosa, le président du comité d'audit, il pointe des « questionnements incompatibles avec son maintien en fonctions ». En cause, une action en justice menée au Brésil par le membre du conseil de surveillance contre son ancien employeur, Clealco. Après avoir diligencé une « analyse juridique approfondie » qui n'a décelé aucune irrégularité, l'instance a conservé sa confiance au Brésilien, selon des documents publiés sur le site de Rubis.

Un abandon de la commandite
Une passe d'armes parmi d'autres. Selon des sources concordantes, M. Molis accuse Marc-Olivier Laurent, président du conseil de surveillance de Rubis et président de Rothschild & Co, d'être en conflit d'intérêts. La banque de David de Rothschild a été mandatée par Rubis, au côté de Goldman Sachs, sur le projet d'acquisition de Puma Energy, une filiale du géant suisse du négoce, Trafigura, évaluée aux alentours de 2 milliards d'euros.

Une analyse juridique a été menée, concluant que M. Laurent, étiqueté comme indépendant au conseil de Rothschild par le superviseur bancaire, bénéficiait du même statut chez Rubis. « Patrick Molis tire à tout-va. Le conseil passe son temps à lire des notes d'avocat », témoigne un proche de l'entreprise. Contacté, l'entourage de

Un dossier sur lequel plane l'ombre de Vincent Bolloré, qui détient 6 % du capital

M. Molis n'a pas souhaité faire de commentaire, pas plus que Rubis.

Ces tensions s'intensifient alors que cette opération capitalistique, en discussion, s'opérerait à moitié en espèces et à moitié en titres, ce qui aurait pour conséquence de rebattre les cartes au sein du tour de table de Rubis en offrant une place très significative à Trafigura. M. Molis et les autres actionnaires se retrouveraient alors dilués. De quoi expliquer la volonté de l'homme d'affaires de renforcer son influence sur le conseil de surveillance. Alors que Rubis est une société en commandite par actions – une forme juridique où le pouvoir de décision reste concentré au niveau des associés commandités –, le conseil dispose de prérogatives limitées. Il aurait, toutefois, la faculté de s'opposer à une telle transaction.

Le rachat de Puma Energy, s'il allait à son terme, s'accompagnerait d'un abandon de la commandite. Celle-ci avait été mise en place par Gilles Gobin et Jacques Riou, les fondateurs de Rubis, qui assurent la gérance, afin de con-

server le contrôle de l'entreprise quel que soit leur poids en capital. Au 30 avril, ces derniers détenaient 2,3 % de Rubis.

Créé en 1990, le distributeur a grossi sur des marchés de niche par acquisitions successives, de la Compagnie parisienne des asphaltes au producteur d'énergie solaire Photosol. En 2025, l'entreprise a réalisé 50 % de ses 6,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans les Caraïbes. Il est très présent également en Afrique. M. Gobin, 75 ans, et M. Riou, 74 ans, avaient caressé l'idée de transmettre l'entreprise à leurs enfants, mais, en 2024, l'arrivée au capital de M. Molis et de M. Bolloré a éloigné cette perspective. Depuis, les deux patriarches ont annoncé qu'ils comptaient passer la main lors de l'assemblée générale de 2027. Ils ont cherché à vendre Rubis, mais, faute d'offres, la piste d'un accord avec Trafigura semble privilégiée.

Si M. Bolloré se montre étrangement silencieux, ses montées au capital de Rubis ont coïncidé avec des mouvements similaires de M. Molis, ce qui, pour les observateurs, laisse peu de doute sur le fait qu'ils ont le même but : faire sauter la commandite pour s'installer à bord et céder les actifs de Rubis afin d'en obtenir le meilleur prix. Une perspective qui ferait les affaires de la famille Dassault, actionnaire à 5,7 % du capital de Rubis, elle aussi en retrait. Bref, que du beau monde sur le bitume. ■

ISABELLE CHAPERON



MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

Le record de l'or se corrode

Est-ce que tout va bien dans le monde ? On pourrait s'en persuader en regardant la courbe du cours de l'or. Considérée comme la valeur refuge en période de crise, elle s'est pourtant soudainement inversée depuis le déclenchement des hostilités par les États-Unis en Iran, fin février. Un brusque revirement alors que rien ne semblait arrêter son irrésistible ascension.

Depuis l'été 2020, le métal précieux, propulsé par un puissant vent de spéculation, volait, en effet, de record en record. Passant d'abord la barre des 2 000 dollars (environ 1 715 euros) l'once de 31 grammes. Puis, en mars 2025, il se plaçait sur l'orbite des 3 000 dollars. Six mois plus tard, il pulvérisait cette performance en dépassant la ligne des 4 000 dollars. Il finissait d'ailleurs l'année 2025 en décrochant l'une des meilleures performances du tableau des matières premières, avec une hausse de 60 % de sa valeur.

En début d'année, la ruée vers l'or se poursuivait. Avec une performance historique signée lundi 26 janvier, marquée par le franchissement d'un nouveau seuil à plus de 5 000 dollars et quelques jours plus tard celui des 5 500 dollars. Mais brusquement, fin février, le vent a tourné et le soufflé est un peu retombé. Jeudi 28 mai, l'once de métal précieux se négociait, en

séance, à moins de 4 400 dollars. Soit une valeur quasi inchangée à celle de début d'année, effaçant ses gains initiaux. Le record de l'or se corrode.

Toutefois, il regagnait un peu d'éclat vendredi 29 mai. Ce mouvement de yoyo qui anime nombre de matières premières sur les marchés tient au fil des négociations de cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran avec en ligne de mire un éventuel accord signant la fin du conflit au Moyen-Orient. La quasi-fermeture du détroit d'Ormuz fait en effet craindre la propagation d'un choc d'inflation à l'ensemble de l'économie mondiale. Il aurait pour effet d'inciter les banques centrales à augmenter leur taux d'intérêt. Une perspective qui pèse traditionnellement négativement sur le cours de l'or. A l'inverse, l'espoir d'un arrêt des hostilités le fait rebondir.

Reste à savoir si cette légère baisse de forme de l'or va inciter les épargnants français à sortir l'argent de leurs comptes épargne, bien garnis, pour acquérir une version brillante, sonnante et trébuchante. La Monnaie de Paris vient, en effet, de relancer le « bullion », une pièce en or baptisée Marianne Or, frappée quai de Conti. Pour la plus petite pépite, d'un dixième d'once, comptez donc près de 450 euros. De quoi remplir les bas de laine d'un petit magot à défaut de pouvoir s'offrir des lingots. ■

Le pétrolier Shell veut céder son réseau de stations-service en France

Le désengagement du groupe du marché français de la distribution suit celui d'autres majors comme BP et ExxonMobil

Shell continue à réduire sa présence en France. Le groupe pétrolier anglo-néerlandais envisage de céder son réseau de stations-service françaises, une information révélée mi-mai par le quotidien *Les Echos* et confirmée au *Monde* par des représentants du personnel. Une vente marquerait un nouveau désengagement après celui du britannique BP, sorti du marché français en 2023, suivi de l'américain Esso (ExxonMobil) en 2025. Il reste des stations sous la marque Esso, mais elles appartiennent désormais au canadien North Atlantic.

TotalEnergies sera donc peut-être bientôt la dernière grande major active sur le marché hexagonal de la distribution de carburant, aux côtés d'un pétrolier plus petit, l'italien ENI, mais surtout des grandes surfaces et des indépendants. La compagnie française, leader en France avec 3 300 points de vente, se montre d'ailleurs intéressée par le dossier. Son patron, Patrick Pouyanné, indique au *Monde* avoir demandé à ses équipes de l'examiner. Shell souhaiterait identifier rapidement un repreneur pour conclure un accord au troisième trimestre et boucler la cession début 2027.

Cette opération, qui concernerait une quarantaine de salariés sur un total d'environ 300 pour Shell France, ne devrait pas changer grand-chose pour les automobilistes au quotidien. Le réseau de Shell a déjà fondu depuis le début des années 2000, passant de plusieurs centaines de stations à un peu plus de 80 aujourd'hui, dont une soixantaine sur autoroute. Soit une fraction des 10 700 points de vente qui existent en France. En outre, le

groupe ne possède pas directement ces stations, qui opèrent sous licence, et auxquelles il assure l'approvisionnement en carburant et la fourniture de divers services, contre rémunération.

Une demande qui va décliner
Mais cette décision éclaire les enjeux d'un marché en profonde transformation. En quarante ans, le nombre de stations-service en France a été quasiment divisé par quatre. Dans le même temps, les supers et hypermarchés n'ont cessé de gagner du terrain. Ces grandes surfaces, qui font du carburant un produit d'appel pour attirer les clients, s'efforcent de garder leurs tarifs aussi bas que possible. En 2025, deux pleins sur trois étaient réalisés dans leurs points de vente. De quoi exercer une forte pression sur les prix et peser sur la rentabilité des autres opérateurs, y compris les pétroliers traditionnels. Même si la guerre en Iran semble – provisoirement du moins – redistribuer les cartes : depuis le 12 mars, TotalEnergies vend l'essence et le gazole à un prix plafonné dans ses stations, suscitant une affluente inédite dans les sites du groupe.

Sur le long terme, le marché français apparaît de moins en moins attractif pour les grands pétroliers. Notamment parce que la demande d'hydrocarbures est appelée à décliner, sur fond de décarbonation et de progression des ventes des véhicules électriques. La consommation de pétrole a déjà décliné de presque 26 % entre 2005 et 2024.

Ainsi, « les majors pétrolières considèrent que leurs investissements seront plus rentables dans d'autres continents, d'autres pays.

En Asie par exemple, où la demande croît fortement », explique Olivier Gantois, président de l'Union française des industries pétrolières.

Les stations-service ne sont d'ailleurs pas le seul segment marqué par les désinvestissements. Depuis les années 2010, le nombre de raffineries a été divisé par deux, passant de quatorze à six, les grands groupes préférant déplacer leurs activités hors d'Europe, dans des pays jugés moins contraignants en termes de réglementations, de fiscalité ou de coûts salariaux. « On peut se demander quelle sera la prochaine raffinerie, le prochain dépôt, à fermer », souligne Frédéric Plan, conseiller national de la Fédération française des combustibles, carburants et chauffage. « Carsi l'objectif français est de réduire au minimum l'usage de produits pétroliers d'ici à 2035, pourquoi investir ? », interroge le professionnel.

Chez Shell, les salariés interrogés craignent que la cession à venir préfigure la fin de Shell en France. « La rentabilité [de l'activité stations-service] s'est pourtant considérablement améliorée ces derniers temps, comme l'avait réclamé la direction et grâce aux efforts des équipes », insiste l'un d'eux.

Le groupe conserve une activité importante dans les lubrifiants avec son usine de production d'huiles industrielles de Nanterre. Un site qui continue à gagner des parts de marché dans un secteur en déclin, en France comme en Europe. Les élus du personnel alertent contre le projet d'un nouveau plan de sauvegarde de l'emploi. Celui-ci devrait entraîner 27 licenciements. ■

MARIE DE VERGÈS

Le Monde PRÉSENTE

LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE

AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN, FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS

22 JUIN 2026

UNE SOIRÉE AU THÉÂTRE DU ROND-POINT
RETRANSMISE EN DIRECT SUR ATELIERS.LEMONDE.FR
ET DANS LES CINÉMAS PARTENAIRES

RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS
ATELIERS.LEMONDE.FR

AVEC LE SOUTIEN DE COMPTOIR DES VOYAGES

Edgar Morin

Philosophe et sociologue

Jusqu'au bout, son œuvre et sa vie sont restées étroitement imbriquées. Résistant au nazisme, communiste de guerre, dissident du stalinisme, sociologue du temps présent, prophète des temps futurs, métaphysicien de l'ère planétaire, agitateur d'idées et butineur du savoir, Edgar Morin est mort à Paris, vendredi 29 mai, à l'âge de 104 ans. Il n'aura cessé de penser sa vie et de vivre sa pensée. « *Je ne suis pas de ceux qui ont une carrière, mais de ceux qui ont une vie* », écrivait-il dans *Mes démons* (Stock, 1994). Celle-ci s'est constamment nourrie des contradictions et des tensions du monde comme de celles qu'il éprouvait lui-même. Sa propre genèse en témoigne.

Lorsque naît Edgar Nahoum, le 8 juillet 1921, à Paris, dans une famille juive originaire de Salonique, ses premières minutes sont en suspens entre la vie et la mort. Sa mère, Luna, avait caché à son mari, Vidal, que l'enfantement lui était proscrit par la médecine, en raison d'une lésion au cœur causée par la grippe espagnole, contractée en 1917. Mais l'enfant et la mère survécurent, dans une indéfectible adoration mutuelle. Jusqu'à cette déflagration que subit le jeune Edgar : alors qu'il va vers ses 10 ans, Luna meurt d'une crise cardiaque, le 26 juin 1931. Un « *Hiroshima intérieur* », confiera-t-il. Dès lors, il devra, selon une phrase d'Héraclite qu'il fera sienne, « *vivre de mort, mourir de vie* ».

A l'école, qui « [lui] *apprit la France* » et où il devint « *enfant de la patrie* », puis au collège, le jeune Edgar se réfugie dans les romans, qu'il dévore à table, au lit ou même en classe, pendant les cours, abrités par son plumier ou cachés sur ses genoux. Au Ménéil Palace ou au XX^e Siècle, mais plus encore au Phénix, dans son quartier de Ménilmontant qu'il aimait tant, il entre dans « *la grotte des mystères initiatiques* » du cinéma, qui le plonge dans un « *état semi-hypnotique* ».

Plus tard, au Studio 28, l'une des premières salles d'art et d'essai parisiennes, il découvre *Toni* (1935), *A l'Ouest rien de nouveau* (1930) ou *Marius* (1931), cette « *tragédie à l'antique* » dans laquelle un orphelin quitte son père et celle qui l'aime pour « *l'appel absolu de la mer, de la mère, l'infini* », un film qui exprime « *le mythe de [son] destin* ». A l'Européen, il vibre aux airs de Kurt Weill dans *L'Opéra de quat'sous* et aux chansons noires de Prévert et de Kosma. Salle Gaveau, ce sont les premiers mouvements des symphonies de Beethoven qui lui font sentir le « *terrifiant enfatement du monde* » et « *jaillir [son] être des eaux stagnantes, le dotant d'un formidable vouloir* ». Il devient ainsi un « *omnivore culturel* ».

La tempête intime soulevée par la mort de sa mère et cette exposition précoce au tragique de l'existence auront sans doute préparé son éblouissement à la lecture de Hegel. Plaçant la contradiction au fond de l'être et la dialectique au cœur du processus historique, le philosophe allemand fascine le lycéen, puis l'étudiant. Il lui fait apercevoir une logique, celle d'un

possible sens de l'histoire, dans le déchainement des années 1930 : Front populaire, guerre d'Espagne, expansion du communisme, montée du nazisme...

Bien plus tard, dans son grand œuvre théorique, *La Méthode* (Seuil, 1977-2004), Edgar Morin substituera au dépassement des contraires par la dialectique hégélienne « *sur ses pieds* » en privilégiant les conditions matérielles d'existence plutôt que l'Idée, le jeune Edgar se sent intellectuellement armé. Ce n'est pas seulement, pense-t-il, sa conscience qui est chahutée, mais le monde entier qui, entre les exploitants et les exploités, les possédants et les possédés, est pétri d'antagonismes promis à se résoudre dans la lutte finale de la révolution mondiale.

La politique « *envahit* » son adolescence. Il oscille entre réalisme et révolutionnarisme. Et, en 1938-1939, adhère au mouvement des Etudiants frontistes qui contente sa fibre pacifiste. Rien ne le prédisposait à devenir un héros de la Résistance. Sans l'épreuve de la guerre, Edgar Nahoum aurait peut-être été un brillant professeur ou, comme son père, un commerçant du Sentier, à Paris, pétri de la culture populaire du quartier de Ménilmontant, mais certainement pas Edgar Morin, ce nom de clandestinité qui, à la Libération, deviendra le sien. « *Que serions-nous devenus sans la Résistance ?*, se demandait-il parfois. *Nous aurions eu une carrière ? Grâce à la Résistance, nous avons eu une vie.* »

« PENSEUR DU CHAOS »

Juin 1940. Son père est mobilisé, et le jeune homme prépare ses examens. Mais « *l'étrange défaite* » sonne le glas et le tocsin. Edgar prend le dernier train pour Toulouse où, s'occupant pendant deux ans des étudiants réfugiés, il se lie à quelques figures de proue, comme l'écrivaine Clara Malraux (1897-1982), le philosophe Vladimir Jankélévitch (1903-1985) ou le poète Jean Cassou (1897-1986). Il y rencontre aussi Violette Chapel-laubeau (1917-2003), étudiante en philosophie, qui deviendra sa femme en 1945. Il a besoin de vaincre sa peur, car le régime de Vichy se transforme « *en piège* ».

En 1941-1942, il lui faut surmonter « *l'antagonisme aigu* » entre son « *peureux vouloir survivre* » et son « *ardent vouloir vivre* », l'un qui le pousse « *à [se] planquer* », l'autre « *à risquer [sa] vie, ou plutôt à risquer [sa] mort pour [sa] vie* ». L'ouverture du *Vaisseau fantôme*, de Wagner, qui passe à la radio, sonne comme un appel à se lancer « *dans l'aventure inconnue* ». « *Tempêtes du Vaisseau fantôme, emportez-moi !* », écrit-il dans son journal, par mimétisme avec le *René* de Chateaubriand – « *Levez-vous vite, orages désirés...* ». Il commence à distribuer des tracts et à inscrire sur les murs des slogans contre la collaboration.

Juif et apprenti résistant, trop repéré dans la Ville rose, il trouve alors un point de chute à Lyon, à

la Maison des étudiants. Dans un climat de virées nocturnes et d'amitié potache, c'est là qu'avec son camarade Jacques-François Rolland (1922-2008) il devient un « *communiste de guerre* ». Une seule chose importe : la fin de l'oppression. Malgré son aversion pour le stalinisme, il sera incorporé au parti et considère que seul le communisme peut être une alternative au nazisme.

Dans un repaire de réfractaires, il côtoie les écrivains Albert Camus (1913-1960), Jean Prévoost (1901-1944) et Roger Stéphane (1919-1994). Il prend de l'assurance, du galon et revient un temps à Toulouse pour fonder un réseau régional, avec l'aide d'un antifasciste allemand, Jean Kratz, que les partisans appellent simplement « *Jean* ». En 1943, il intègre le Mouvement de résistance des prisonniers et déportés, créé par André Ulmann (1912-1970) et qui sera placé plus tard sous l'autorité de François Mitterrand.

Il est nommé lieutenant des Forces françaises combattantes. A cette période, il y eut beaucoup de « *rendez-vous ratés avec la mort* ». Résistants urbains, lui et ses camarades étaient sans cesse traqués. Un jour, à Paris, fin 1943, alors qu'il a rendez-vous avec « *Jean* » – ce marin de Hambourg dont le dévouement amena sans doute Edgar Morin à réfuter, après-guerre, la thèse d'une culpabilité collective du peuple allemand –, il manque de se faire prendre dans une souricière.

Il ne trouve son camarade au cimetière de Vaugirard comme prévu et se rend à son hôtel. Dans l'escalier, Morin se sent saisi d'une étrange fatigue, d'une incompréhensible paresse et il rebrousse chemin. Dans la chambre de l'hôtel l'attendait la Gestapo qui arrêta, tortura, puis assassina son ami allemand. « *Incontestablement une préméditation* », assure-t-il dans *Mon chemin* (Fayard, 2008). Edgar Nahoum devient « *Morin* » à la suite d'une méprise : une camarade de l'armée des ombres de Toulouse transforma son pseudonyme de « *Manin* », choisi en référence à un personnage de *L'Espoir*, d'André Malraux, en « *Morin* ». « *Je suis ainsi le fils de mes actions, de mes œuvres* », commentera-t-il.

Durant ces années sombres, la peur et la mort sont à ses trousses, mais le sentiment dont il gardera la mémoire la plus vive est l'exaltation que procurent la prise de risques et la solidarité extrême. « *C'est dans la guerre et la résistance que s'est cristallisée la personnalité complexe et vitale d'un penseur du chaos et de la renaissance* », relève Emmanuel Lémieux (*Edgar Morin, Cahiers de L'Herne*, 2016).

L'acmé de cette fraternité, c'est la Libération : Edgar Morin, drapeau tricolore à la main, roule en voiture siglée « *FFI* » sur les Champs-Élysées, avec Violette Chapel-laubeau, Dionys Mascolo (1916-1997), Marguerite Duras (1914-1996) et, au volant, Georges Beauchamp (1917-2004) hurlant de joie. Pourtant, « *après cette apothéose, la Libération fut pour moi un désastre* », se souvenait-il.

SANS LA GUERRE, EDGAR NAHOUM AURAIT PEUT-ÊTRE ÉTÉ UN BRILLANT PROFESSEUR OU, COMME SON PÈRE, UN COMMERÇANT. MAIS PAS EDGAR MORIN, CE NOM DE CLANDESTINITÉ QUI, À LA LIBÉRATION, DEVIENDRA LE SIEN

Écarté des promotions par les apparatchiks communistes, tenu à distance par Mitterrand pour avoir été un « *sous-marin* » du parti durant la Résistance, il se heurte aux mesquineries et aux petites ambitions de la vie normalisée. Déçu, le soldat Morin gagne Lindau, en Bavière. Désormais chef du bureau propagande à la direction de l'information du gouvernement militaire de la zone française, à Baden-Baden, il écrit *L'An zéro de l'Allemagne* (La Cité universelle, 1946). Un essai hérétique où il refuse les clichés en vigueur sur la mauvaise nature germanique et tente de comprendre comment la nation la plus cultivée en Europe, patrie de Goethe et de Beethoven, a pu engendrer la barbarie nazie.

De retour à Paris, il milite au Parti communiste, mais, discret opposant culturel, refuse d'entrer au Conseil national des écrivains et de courtiser Aragon (1897-1982). Il vivote avec sa modeste solde et, de 1947 à 1950, traverse une mauvaise passe, dont il émerge en retrouvant ses amis du groupe de la rue Saint-Benoît : Dionys Mascolo, Robert Antelme (1917-1990) et Marguerite Duras. Quelque part entre *La Belle Equipe* et *Jules et Jim*, Morin découvre une nouvelle expérience de vie. Partage et communauté, discussions enflammées, soirées passées à bistrouter. Comme il aime à le répéter, reprenant le titre d'un film d'Etto Scola retraçant l'histoire d'anciens résistants : « *Nous nous sommes tant aimés...* »

Le tourbillon de la vie séparera le groupe et, insensiblement, il perd sa fratrie sans pour autant cesser d'aimer ses amis. Éternel étudiant et chercheur autodidacte, il trouve aussi un refuge intellectuel au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), en 1950, grâce aux bons offices du sociologue marxiste Georges Friedmann (1902-1977), qu'il connaît à Toulouse, aux recommandations du géographe Pierre George (1909-2006), des philosophes Jankélévitch et Maurice Merleau-Ponty (1908-1961).

Car Morin ne cesse d'apprendre et de travailler. Biologie, paléontologie, psychologie, ethnologie... il arpente déjà tous les territoires, fait son miel de ces savoirs épars, établit des passerelles entre le symbolique et le politique, le poétique et l'économique. La « *pensée complexe* », concept qu'il forgera plus tard en voulant « *relier ce qui est tissé ensemble* », est déjà en marche. Le CNRS restera pour lui, sa vie durant, un havre de paix et le socle de sa liberté, lui permettant de développer sa pensée à l'écart des intrigues. C'est là qu'il achève cet ovni conceptuel qu'est *L'Homme et la mort* (Seuil, 1951). Boudé par l'université, mais salué par des auteurs aussi déterminants que le philosophe Georges Bataille (1897-1962), le critique Maurice Nadeau (1911-2013) ou l'historien Lucien Febvre (1878-1956), cet essai anthropologique développe notamment l'idée que la science pourrait non pas abolir, mais faire reculer la mort (ce qu'il nomme « *amortalité* »).

Parallèlement, les tensions avec le Parti communiste s'accen-

tuent, notamment à l'occasion de l'affaire Kravchenko, ce haut fonctionnaire soviétique réfugié aux États-Unis et auteur d'un fracassant *J'ai choisi la liberté* (Self, 1947), ouvrage qui dénonçait le système totalitaire de l'URSS. En 1949, Victor Kravchenko (1905-1966) intente et gagne un procès en diffamation contre *Les Lettres françaises*, publication qui réunit toute l'intelligentsia communiste. Le spectacle de celle-ci, communiste dans le mensonge, fait vaciller Edgar Morin.

Sans avoir le cran de son ami Claude Lefort (1924-2010) qui, lui, dénonce ouvertement la calomnie, il s'engage en rencontrant Margarete Buber-Neumann (1901-1989), ancienne déportée à Ravensbrück. Celle-ci lui raconte comment, au moment du pacte germano-soviétique, Staline les a livrés à Hitler, elle et son mari, le dirigeant communiste allemand Heinz Neumann (1902-1937).

EXCLU DU PCF

Toujours en privé, Morin se révolte contre le procès, en 1949, du dirigeant hongrois Laszlo Rajk (1909-1949). Il ne renouvelle pas sa carte au parti, mais c'est celui-ci qui prendra l'initiative de l'exclure, en 1951, au terme d'un cérémonial stalinien orchestré par Annie Besse, alors responsable de la fédération de la Seine du PCF, qui deviendra plus tard, sous le nom d'Annie Kriegel (1926-1995), la passionaria anticommuniste du *Figaro*. Le motif : une tribune qu'Edgar Morin signa dans *France-Observateur* dans laquelle il donnait « *quelques petits coups de patte hétérodoxes* ».

Comme il le consignera dans *Autocritique* (Seuil, 1959), l'un de ses livres les plus inspirés, Edgar Morin vit son exclusion comme un « *malheur d'enfant* », mais se sent d'un coup devenu grand. Plus jamais il n'acceptera de contraindre la réalité à la logique d'une idée, plus jamais il ne bridera sa liberté de penser.

Ce qu'il va rapidement mettre en pratique. En 1955, avec Dionys Mascolo, Robert Antelme et l'écrivain Louis-René des Forêts (1918-2000), il crée un Comité des intellectuels contre la guerre en Afrique du Nord, qui réunit des signatures aussi prestigieuses que celles de François Mauriac, Roger Martin du Gard, André Breton, Jean-Paul Sartre, Maurice Merleau-Ponty ou Claude Lefort. Mais le comité connaît vite une crise, au moment de l'intervention soviétique en Hongrie, en 1956, que Morin et ses amis souhaitent condamner.

Autre terrain, autre décalage : avec le marxiste libertaire Daniel Guérin (1904-1988), il défend l'honneur du nationaliste algérien Messali Hadj (1898-1974), qui incarne à ses yeux une voie démocratique de l'insurrection indépendantiste, alors que le FLN, lui, mène une guerre impitoyable. Morin ne signe pas le fameux *Manifeste des 121* (une déclaration sur le droit à l'insoumission), mais rédige, avec Lefort et Merleau-Ponty, un « *appel pour la paix* ». Suspect aux yeux des gaulistes qui le croient communiste, renégat pour les communistes,



Chez lui, à Montpellier, en janvier 2019. OLIMER METZGER POUR «LE MONDE»

traître au regard des sartriens qui tiennent le FLN pour l'avant-garde du prolétariat, le voilà marginalisé. Le respect des «complexités» est à ce prix.

Arguments, la revue qu'il publie, de 1956 à 1960, aux Editions de Minuit, avec Colette Audry (1906-1990), Roland Barthes (1915-1980) et Jean Duvignaud (1921-2007), bientôt rejoints par Kostas Axelos (1924-2010), sera le laboratoire de ce pas de côté à l'égard des orthodoxies de l'esprit, promettant de «réviser, sans limite aucune, les idées reçues et les idéologies courantes». Morin y découvre la critique de la technique du «second»

Heidegger, les percées conceptuelles de Georg Lukacs ou de l'école de Francfort, avec notamment Adorno et Marcuse, qui montrent comment les Lumières se sont retournées en leur contraire. Dans une atmosphère féconde et amicale, il pose les premiers fondements de son analyse de «l'ère planétaire».

Eclectique, il présente, en 1961, à Cannes, le film *Chronique d'un été*, coréalisé avec Jean Rouch (1917-2004): une série d'entretiens émouvants sur la façon dont des Parisiens, employés à la SNCF ou OS chez Renault, se débrouillent avec la vie. La question, posée par

BIOLOGIE, PALÉONTOLOGIE, PSYCHOLOGIE, ETHNOLOGIE... IL ARPENTE TOUS LES TERRITOIRES, FAIT SON MIEL DE CES SAVOIRS ÉPARS

Marceline Loridan (1928-2018), rescapée d'Auschwitz qui se lancera dans un monologue saisissant sur sa déportation au cours du tournage, s'attardant une minute, une heure ou une journée avec des gens croisés au hasard des rues ou des proches invités dans son appartement, est simple, mais poignante: «*Comment vis-tu?*»

«COMMENT VIVEZ-VOUS?»

Serait-elle la même aujourd'hui? Interrogé en 2017, en compagnie de Régis Debray qui fut également l'un des protagonistes de ce film tourné pendant la guerre

d'Algérie, Edgar Morin répondit: «*Je crois qu'elle reste valable aujourd'hui. Le "comment vis-tu" n'est pas seulement une question liée aux émotions et sentiments personnels, c'est une question liée à un contexte historique qui est devenu extrêmement incertain et, je dirais même, encore plus inquiétant. A l'époque, les jeunes gens et les personnes à qui on avait posé la question étaient paumés. Or, ils étaient encore une minorité. J'ai été frappé quand j'ai revu le film récemment, je me suis dit: c'est quand même extraordinaire, d'un côté Chronique d'un été est un film forcément daté, et d'un autre*

8 JUILLET 1921 Naissance à Paris
1941 Il rejoint le PCF et entre dans la Résistance
1946 Publication de «L'An zéro de l'Allemagne», son premier ouvrage
1950 Il entre au CNRS
1951 Il est exclu du PCF
1959 «Autocritique»
1960 «Chronique d'un été», film coréalisé avec Jean Rouch
1968 «Mai 68, la brèche»
1969 «La Rumeur d'Orléans»
1970 «Journal de Californie» et participation à la création du Centre Royaumont pour une science de l'homme
1977 Publication du premier tome de «La Méthode» («La Nature de la nature»)
1982 «Science avec conscience»
1983 «De la nature de l'URSS»
1995 Il est nommé président de l'Agence européenne pour la culture
2004 «Ethique», dernier des six tomes de «La Méthode»
2010 «Pour et contre Marx»
2011 «La Voie, pour l'avenir de l'humanité» et «Le Chemin de l'espérance», avec Stéphane Hessel
2021 «Frères d'âme», entretien avec Pierre Rabhi
29 MAI 2026 Mort à Paris

côté il est plus actuel qu'à l'époque. Parce qu'il y a un malheur, et une difficulté de vivre qui est beaucoup plus répandue aujourd'hui.»

Voici donc, poursuivait-il, ce que serait la question pertinente à poser aujourd'hui: «*Comment vivez-vous et est-ce que parfois vous pouvez dire nous?*» Une préoccupation qui demeurera la sienne jusqu'au bout: «*Le nous se réveille lorsque surgit un désastre, un attentat, une pandémie – la réaction collective après l'assassinat des journalistes de Charlie Hebdo ou du professeur Samuel Paty, celle aussi pendant le confinement, l'attestent. Mais il se rendort aussitôt après. L'enjeu de notre civilisation est de ressusciter le nous*», déclarait-il dans un livre d'entretiens avec l'agroécologiste, fondateur du mouvement des Colibris, Pierre Rabhi (*Frères d'âme*, L'Aube, 2021).

Edgar Morin voyage beaucoup, aussi, et découvre les Amériques. Mais il s'épuise et manque, à San Francisco, d'être foudroyé par une fièvre qui lui vaut de sortir de l'hôpital comme un ressuscité. Curieux de tout, se moquant des chapelles, se défiant des carcans disciplinaires, il occupe d'ores et déjà une position singulière qui va lui permettre de sentir et d'analyser en éclaircisseur la révolution des mentalités en cours dans les années 1950 et 1960.

Enfant de Ménilmontant, des chansons de rue, des westerns et des romans de cape et d'épée, il ne porte pas un regard condescendant sur la culture de masse qui, entre Hollywood et radio-crochets, émerge. Il montre au contraire, dans *Les Stars* (Seuil, 1957),

SUIVE DE LA PAGE 15

comment le phénomène des nouvelles divinités de l'Olympe hollywoodien répond aux besoins de mythes et de légendes tapis au fond de l'humanité et, dans *L'Esprit du temps* (Grasset, 1962), analyse l'essence des mass media qui s'adressent « aussi bien aux cultivés qu'aux incultes, aux bourgeois qu'aux populaires, aux hommes qu'aux femmes, aux jeunes qu'aux adultes ».

Les sociologues Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron lui reprochent alors de « transformer en formules savantes les idées reçues » du moment. Qu'à cela ne tienne : « omnivore culturel », habité par les deux versants de l'art, savant et populaire, Morin est apte à saisir ce qui laisse perplexe à l'époque.

Le 22 juin 1963, un concert de Richard Anthony, Johnny Hallyday et Sylvie Vartan, organisé par Europe 1 et l'émission « Salut les copains », tourne à l'émeute. Après cette « folle nuit de la nation », Edgar Morin livre dans *Le Monde* son point de vue sur la formation d'une « bio-classe adolescente », cette génération yéyé qui cherche autant à consommer qu'à se consumer.

La sociologie du présent est née. Morin en produira quelques pépites, comme *Mai 68. La brèche* (Fayard, 1968), un essai dans lequel, avec les philosophes Cornelius Castoriadis (1922-1997) et Claude Lefort, il met au jour cette sorte de « 1789 socio-juvénile » de la « commune étudiante », ou encore *La Rumeur d'Orléans* (Seuil, 1969), enquête sur la prétendue traite des Blanches, effectuée à partir des cabines d'essayage de magasins de lingerie gérés dans cette ville par des commerçants juifs.

Sollicité pour étudier les effets de la modernisation dans une commune du pays bigouden, Morin y développe une stratégie d'immersion empathique et distanciée. Il en tire le *Journal de Plézévet. Bretagne, 1965* (L'Aube, 2001), une façon originale de comprendre comment une transformation sociale globale s'inscrit dans une situation locale. « Une expérience capitale », note Edgar Morin, qui passe une année « passionnée » dans un penty en terre battue et observe, aidé par des étudiants bretons installés dans différents hameaux de cette commune du Finistère, les effets du remembrement, la métamorphose des adolescents, ou analyse le rôle des femmes comme « agents secrets de la modernité ».

UN MANIFESTE D'HUMILITÉ

Un carnet de terrain d'une sociologie qui, malgré le constat amer du repli sur soi, de l'accélération du temps et de la perte des repères, ne considère pas les sujets étudiés comme des êtres aliénés qu'il faut « objectiver ». Après la revue *Arguments*, il trouve auprès du Laboratoire du changement social et politique, animé par Cornelius Castoriadis et Claude Lefort, de quoi continuer à « cheminer dans le désert ». Car, à l'époque de l'hégémonie du structuralisme et de ses avatars, il ne croit ni aux « stupidités » sur la « mort de l'homme » ou du « sujet » théorisées par Louis Althusser ou Michel Foucault, ni aux pouvoirs des « structures invariantes » de Claude Lévi-Strauss.

Invité en 1969-1970 à l'Institut Salk d'études biologiques de La Jolla, en Californie, il plonge dans un chaudron : cybernétique, biologie moléculaire, thermodynamique, microphysique, sciences de l'information, mathématiques du chaos, physique du désordre... Parallèlement, les derniers feux de la révolution hippie lui font vivre une nouvelle « extase de l'histoire », bien loin de l'orthodoxie marxiste-léniniste prônée par la plupart des sorbonnards.

Edgar Morin analyse « la crête de la civilisation occidentale au moment où elle se retourne contre elle-même ». Car les communes libertaires, dans lesquelles il

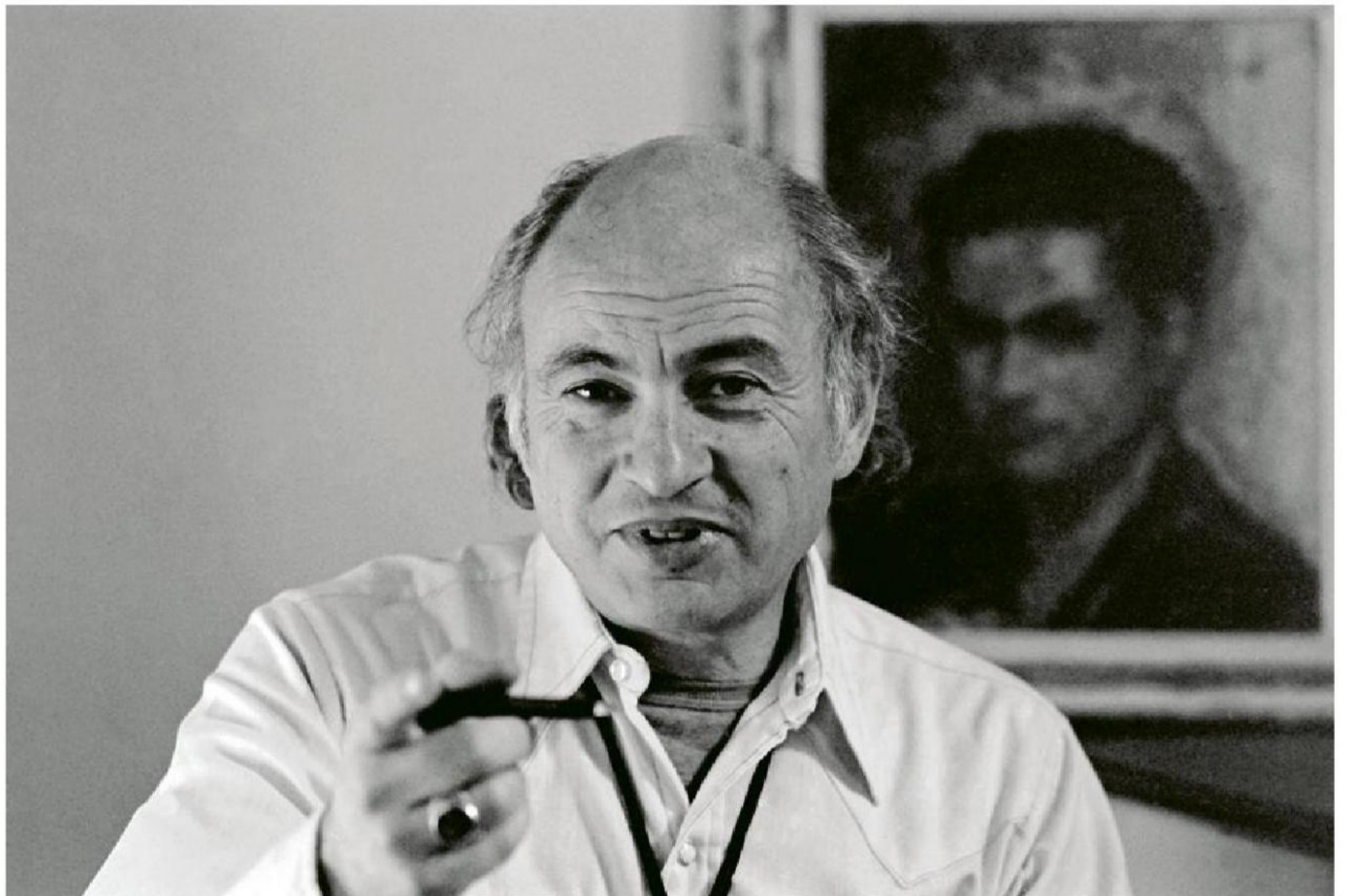
s'insère, rejettent « le pilier des piliers, le fondement même de toute l'organisation sociale – la famille – pour créer, chercher dans l'affinité, l'élection, l'amour, la communauté, un nouveau type de famille ».

Immergé dans une nature océanique et initié à la révolution informatique, Edgar Morin décrit, dans son *Journal de Californie* (1970), cette jeunesse qui invente – entre un visionnage de la série télévisée *Star Trek* et un cocktail d'herbes enivrantes – la nouvelle vie communautaire. Il voit naître une « civilisation robinsonne » sur les débris du monde ancien. Morin trouve là son « oasis », son Arcadie. Davantage qu'à l'occasion de la révolte de mai 1968 en France il vivra une nouvelle « extase de l'histoire », avec ses mouvements « existentiels » qui révolutionnent le mode de vie en puisant aussi bien dans la sagesse orientale que dans le christianisme primitif, dans le bouddhisme zen que dans le « fouririsme sauvage ».

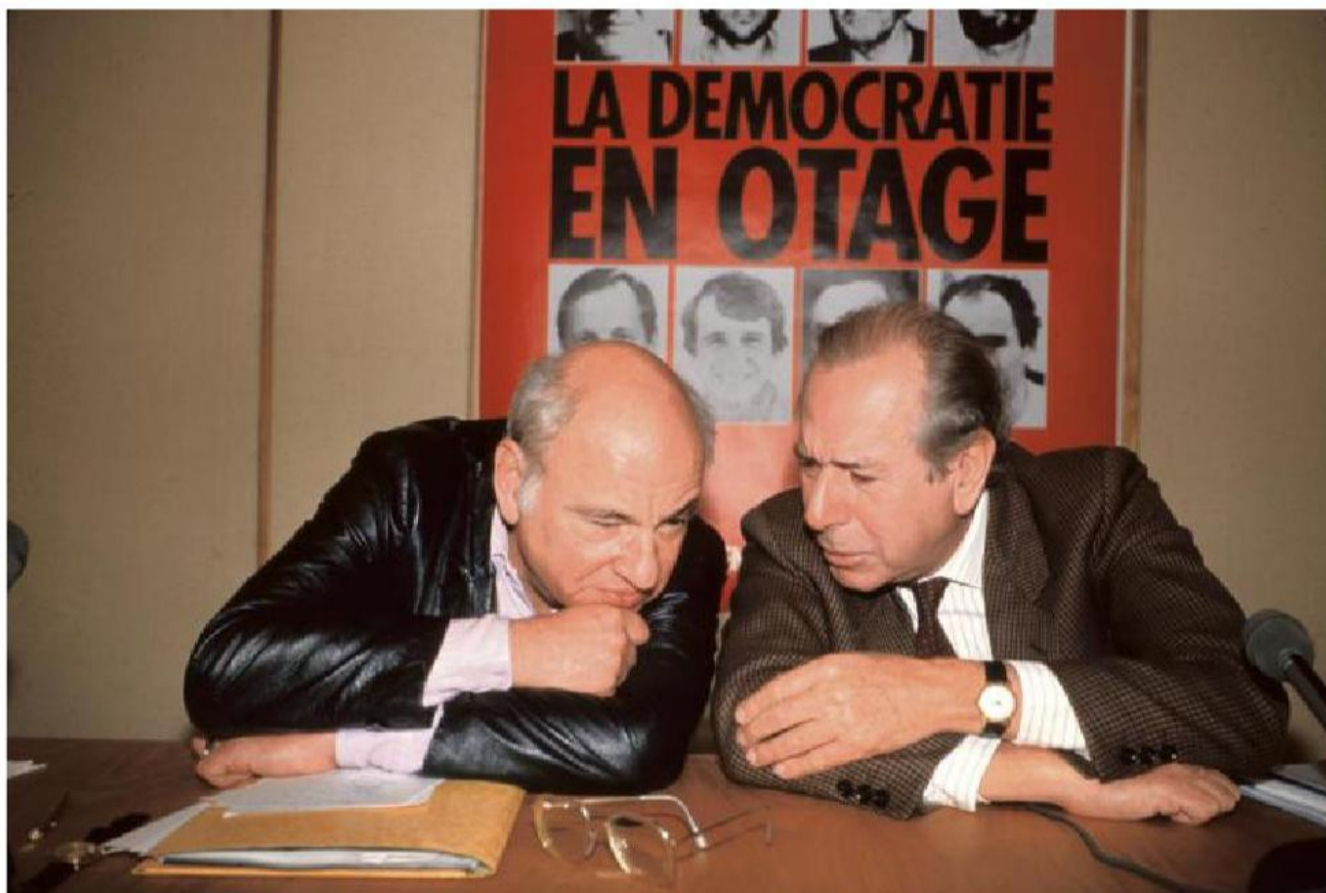
Il rencontre Johanne Harrelle (1930-1994), mannequin et comédienne québécoise qui de-

viendra sa femme, après son divorce d'avec Violette Chapel-laubeau. Dans le prolongement de ces deux années californiennes s'éveille aussi sa conscience écologique. Il rédige, dans le cadre du Club de Rome, en 1972, *L'An I de l'ère écologique*, convaincu qu'un nouvel âge doit s'ouvrir face à la dévastation de la biosphère. Thème à présent répandu, mais qu'ils n'étaient pas nombreux, dans ces années-là, à explorer. C'est sur ce magma de nouvelles cultures et sur les airs d'Angie des Rolling Stones que commence à s'ébaucher *La Méthode*, son *opus magnum*.

Avec cette œuvre colossale, en six volumes, qui s'étend de 1977 à 2006, Edgar Morin ne s'est ni plus ni moins livré qu'à une reconfiguration du savoir humain. Le chercheur élabore une méthode de connaissance capable de « traduire la complexité du réel », une aide à la stratégie de la connaissance que chacun devrait exercer. Contrairement aux apparences, *La Méthode* est tout d'abord un manifeste d'humilité. Loin de l'hégélianisme, Morin assure qu'il n'y a pas de vérité du « Tout ».



A Paris, dans les années 1970. MICHELE BAN CILHON/AFP



Avec le journaliste Jean Daniel, fondateur du « Nouvel Observateur », en novembre 1986. ARNAUD BORREL/GAMMA-RAPHO

EN 1955, SUSPECT AUX YEUX DES GAULLISTES QUI LE CROIENT COMMUNISTE, RENÉGAT POUR LES COMMUNISTES, IL EST MARGINALISÉ

La totalité est toujours inachevée, morcelée, fragmentée. Mais, comme dirait Pascal, « toutes choses étant causées et causantes, aidées et aidantes, il est impossible de connaître les parties sans connaître le tout, non plus que de connaître le tout sans connaître particulièrement les parties ».

Cette maxime permet de comprendre, notamment, le « principe hologrammatique », nommé d'après la technique de reproduction d'une image en trois dimensions par procédé laser, selon lequel chaque être humain, pour le meilleur ou pour le pire, dans

l'abondance ou dans le dénue-ment, « porte en lui la planète tout entière ». Ainsi l'Européen aisé se lève en écoutant une radio de fabrication japonaise, boit son thé de Ceylan, enfiler son jean made in USA, au moment où le miséreux du tiers-monde subit les cours du marché mondial, quitte son village à cause de la monoculture imposée par l'industrie agroalimentaire, danse sur des musiques syncrétiques en buvant du Coca-Cola. Tous les fragments d'humanité se sont déposés en eux.

La Méthode identifie trois principes : le « principe dialogique », qui « unit deux principes ou notions antagonistes, qui apparemment devraient se repousser l'un l'autre, mais qui sont indissociables et indispensables pour comprendre une même réalité » ; le « principe hologrammatique », qui montre que la partie est dans le tout et le tout à l'intérieur de la partie, comme la totalité du patrimoine génétique est contenue dans chaque cellule individuelle ; et enfin le « principe de récur-sion organisationnelle », cette « boucle génératrice dans laquelle les produits et les effets sont eux-mêmes producteurs et causateurs de ce qui les produit ». Ces principes forment les trois piliers de la « pensée complexe ». En conclusion de *La Méthode*, Edgar Morin appelle de ses vœux une « métamorphose », seule à même d'en finir avec la séparation des savoirs, le cloisonnement des consciences, les crises de civilisation.

UN ÉCHO PLANÉTAIRE

Cette pensée humaniste reçoit, depuis une trentaine d'années, un écho planétaire. Edgar Morin est traduit, invité et honoré dans le monde entier. Ses idées ont inspiré des réformes scolaires, comme celle du second degré au Brésil et l'introduction de la « pensée complexe » dans des universités du Mexique, de Colombie, de Bolivie, du Pérou ou de Saint-Domingue. La Multiversidad Mundo Real, une université privée, à Hermosillo, au Mexique, a même été baptisée de son nom.

Car Edgar Morin est une star en Amérique latine. Sans doute parce que « les métissages culturels y favorisent l'ouverture d'esprit », expliquait-il. Célébré à l'étranger, il est resté longtemps marginal en France, du moins à l'université où, avec ses mots à tiroirs, ses phrases récursives, sa volonté de mettre un « accent circulaire » en toute chose, il s'attirait souvent des regards interrogateurs et amusés. Depuis quel-ques temps, les choses ont changé : l'ancien Centre d'études de communication de masse, fondé, en 1960, par Georges Friedmann, s'est transformé en Centre Edgar-Morin, et l'ESSEC a créé, en 2014, une « chaire Edgar Morin de la complexité ». Hébergée par l'Académie du climat, une fondation Edgar Morin a été créée par le philosophe et sa femme, Sabah Abouessalam-Morin, sociologue de l'urbain. En 2021, son centenaire a été célébré par le président de la République, mais aussi dans la Cour d'honneur du Festival d'Avignon, soirée au cours de laquelle Edgar Morin a pu fredonner à distance *L'Opéra de quat'sous* de Bertolt Brecht et Kurt Weill en compagnie de l'ancienne ministre Christiane Taubira et de l'historien Pascal Ory.

Edgar Morin est devenu un nom, synonyme d'un prestige intellectuel qui lui vaut d'être cour-tisé. A tel point que Nicolas Sarkozy et son conseiller Henri Guaino ont voulu, en 2008, re-



Avec Régis Debray, lors du Festival du Monde, à l'Opéra Garnier, à Paris, le 23 septembre 2017. KAMIL ZHINOGLU POUR « LE MONDE »

prendre à leur compte son idée d'une « politique de civilisation » capable de remédier aux maux engendrés par la civilisation elle-même, qui rassemblerait ce qu'il y a de meilleur au Nord et au Sud, en Orient et en Occident. Mais le concept s'est réduit au mot, l'idée au slogan, et l'affaire a tourné court.

Difficile de récupérer un tel personnage, fondamentalement resté un « indiscipliné », comme l'a bien relevé son biographe, Emmanuel Lemieux (*Edgar Morin l'indiscipliné*, Seuil, 2009). Difficile de l'intimider également, même au moyen d'un procès pour « diffamation à caractère racial », qui lui a été intenté, en 2002, pour une phrase cinglante envers la politique israélienne, dans une tribune parue dans *Le Monde*, coécrite avec Danièle Sallenave et Sami Nair (« Israël-Palestine: le cancer », 4 juin 2002). Finalement innocenté, mais considérant ces accusations comme « une offense à toute sa vie », Edgar Morin se saisira de cette épreuve pour écrire *Le Monde moderne et la question juive* (Seuil, 2006).

Plébiscité dans le monde entier, mais franc-tireur de la vie des idées, Edgar Morin se fit quelques ennemis. Ses deux livres de dialogues avec Tariq Ramadan, publiés en 2015 et 2017 avant la mise en examen de ce dernier pour viol, lui ont parfois été reprochés et l'ont conduit à se justifier.

Loin de se réduire à la figure du vieux sage consensuel véhiculée par sa personnalité chaleureuse et fraternelle, Edgar Morin n'a pas hésité à penser à contre-courant et à s'affranchir de l'unanimité ambiante. Alors que les caricatures de Mahomet furent parfois brandies comme le symbole de l'identité française, il soutint qu'il fallait « être attentif aux effets pervers d'actes à intentions salutaires ». Car « l'éthique ne peut se borner aux bonnes intentions » et « doit avoir le sens des conséquences de ses actions, qui souvent sont contraires aux intentions », expliquait-il, fidèle en cela à une conception développée dans le tome V de *La Méthode*.

Alors que des polémistes affirment, après la décapitation du professeur Samuel Paty, que l'« islamogauchisme » armait intellectuellement le terrorisme, Edgar Morin déplora l'amplification de « la pensée manichéenne, unilatérale, réductrice ». Alors que « deux France s'affrontent déjà en paroles, la France identitaire et la France humaniste », poursuivait-il dans un entretien au Monde, le sociologue invitait ses lecteurs « à lutter sur deux fronts » : contre les fanatismes meurtriers et la xénophobie. L'écrasement de Gaza par l'armée israélienne à la suite des attentats terroristes du 7 octobre 2023, fut une de ses plus récentes préoccupations, un de ses ultimes combats. Un tourment

qui conduit cet intellectuel juif proche des positions du philosophe Martin Buber (1878-1965) ou de l'historien Schlomo Sand sur le conflit israélo-palestinien à écrire, dans *Y a-t-il des leçons de l'Histoire?* (Denoël, 2025), qu'« il ne suffit pas d'avoir été persécuté pour ne pas devenir persécuteur ».

Le seul moyen pour éviter que la civilisation retombe dans la barbarie consiste, selon lui, à changer d'orientation. Depuis son texte prophétique et programmatique, *La Voie* (Fayard, 2011), qui demeure son plus grand succès public, Edgar Morin ne cesse de penser qu'il faut « relier les oasis de vie et de pensée » et qu'il convient même de les faire converger, comme il le rappelle dans son livre d'entretiens avec l'agroécologiste Pierre Rabhi. Car les grandes régressions perdureront tant que n'apparaîtra pas « la nouvelle voie politique-écologique-économique-sociale guidée par un humanisme régénéré », explique-t-il.

Une nouvelle voie « dialogique », qui associerait « les termes contradictoires de "mondialisation" (pour tout ce qui est coopération) et de "démondialisation" (pour établir une autonomie vivrière sanitaire et sauver les territoires de la désertification), de "croissance" (de l'économie des besoins essentiels, du durable, de l'agriculture fermière ou bio) et de "décroissance" (de l'économie du frivole, de l'illusoire, du jetable), de

« développement » (de tout ce qui produit bien-être, santé, liberté) et d'« enveloppement » (dans les solidarités communautaires) ».

Appartient-il lui-même à une communauté? Dans *Le Monde moderne et la question juive* (2006), il interroge son identité mêlée. Car la patrie d'Edgar Morin, c'est la France, mais sa « matrice » est la Méditerranée. « Juïdo-gentil », c'est-à-dire descendant des juifs modernes qui ont été formés par la culture humaniste européenne du monde des « gentils » (traduction du mot *goy*, issue du latin *gentiles*), il se décrit également comme un « postmarrane », à l'instar des descendants de ces juifs d'Espagne qui ont été forcés de se convertir au christianisme à la fin du XV^e siècle, comme Montaigne, Cervantès ou Spinoza.

SON ÉPOUSE, « SON ROCHER »

Trait irréductible de son identité, le mot « juif » est pour lui un adjectif, non un substantif. « Je suis étranger à toute idée du peuple élu », ajoute-t-il. Ce qui ne l'empêchera pas de partir sur les traces de ces origines séfarades dans *Vidal et les siens* (Seuil, 1989). Au terme de ce livre « sur et pour » son père, mort en 1984, il se sentit « heureux de trouver, dans le siècle salonicien de [ses] trois générations antérieures, non pas la synagogue, mais une laïcité formée dans le grand-duché de Toscane,

LOIN DE SE RÉDUIRE À LA FIGURE DU VIEUX SAGE CONSENSUEL, EDGAR MORIN N'A PAS HÉSITÉ À ET À S'AFFRANCHIR DE L'UNANIMISME AMBIANT

entretenue et propagée à Salonique par [ses] ancêtres livournaïses ». Ainsi, son « retour de piété aux sources familiales » le rendit « définitivement libre par rapport au judaïsme », écrit-il. A cet hommage à son père s'ajoutera une stèle romanesque pour sa mère, *L'île de Luna* (Actes Sud, 2017).

Un événement maternel. La perte de sa mère tant aimée, dont il n'a cessé de rêver l'éternel retour, fut sans doute à l'origine inconsciente de son engagement dans le Parti communiste, qui était pour lui comme un « placenta », une seconde famille, une enveloppe maternelle et fraternelle à la fois, une manière de surseoir à cette « nappe de néant ».

De ce « trépan du malheur », Edgar Morin a sûrement puisé le courage et l'audace de risquer sa vie dans les combats et les réseaux clandestins de la Résistance, alors qu'il aurait pu fuir, ou se laisser légitimement gagner par la peur panique d'être pourchassé, fait prisonnier, torturé, déporté. De ce « trou noir » sont nés sans conteste son scepticisme, son doute fondamental, sa fréquentation de Montaigne et sa lecture assidue de ceux qu'il appelle les « tragiques », Pascal et Dostoïevski en tête.

« Vivre de mort, mourir de vie » : toute la bibliographie d'Edgar Morin peut être lue à travers le champ de forces de ces antagonismes complémentaires, car il sait bien, depuis sa lecture de Pascal, que « la source de toutes les hérésies est de ne pas concevoir l'accord de deux vérités opposées ». Depuis son plus jeune âge, l'âme de Morin est ainsi agonique, le siège d'un combat intérieur entre la part d'ombre lunaire et la force solaire.

Enfant unique « gâté », puis « gâché », il a oscillé entre désespoir et enchantement, désarroi et ferveur. Le cataclysme psychique de la mort de sa mère sera également la matrice de l'idée de *Terre-Patrie* (Seuil, 1993), qui évoque notre astre errant, perdu dans l'Univers et couvert d'une nature que les hommes ont saccagée. Une identité planétaire dont il met au jour la communauté de destin, devant l'urgence à lui inventer d'autres chemins que ce-

lui, tout tracé, de la rationalité technicienne étriquée dans laquelle elle s'est jusqu'alors embarquée.

Car, après avoir été si brutalement séparé de sa mère, Edgar Morin a cherché par tous les moyens à recréer du lien, à fonder même les bases d'une nouvelle religion, à écrire un « évangile de la perdition », destiné à « civiliser la Terre » et à relier les êtres divisés par les murs et les frontières. Une religion du doute, sans dogme ni excommunication, mais une religion toutefois, car « toute communauté a besoin de communion ».

Dans un des passages les plus lucides d'*Autocritique* (1959), Edgar Morin se demande si « l'attente » du retour de sa mère lors de ses 10 ans n'aurait pas tiré du sommeil un « messianisme » auquel pouvaient le prédisposer ses origines juives et son trauma inaugural. « Car il est certain que, depuis cet âge, écrit Morin, avec mes doutes, mes tristesses et mon nihilisme immédiat, jamais je n'ai cessé d'être ému et consolé par la voix qui me dira qu'un jour la vie changera. »

En pleine crise du Covid-19, il a continué d'indiquer le chemin de l'espérance, dans un livre cosigné avec sa femme, la sociologue Sabah Abouessalam (*Changeons de voie. Leçons du coronavirus*, Denoël, 2020). Face à ce qui détruit (*Thanatos*) et ce qui divise (*Polemos*), il appelait à prendre « le parti d'Eros ». Lui-même n'a cessé d'aimer, comme en atteste *Edwige, l'inséparable* (Fayard, 2009), hommage à Edwige Lannegrace, qui fut, de 1982 à 2008, son épouse, mais aussi son « rocher », sa « citadelle » et son « centre de gravité ».

Sans oublier ses deux filles, nées de son mariage avec Violette Chapellaubeau, Irène Nahoum et l'anthropologue Véronique Nahoum-Grappe, qui contribuèrent à l'écriture de *Vidal et les siens* (Seuil, 1989). C'est auprès de Sabah, avec qui il rédigea également *L'homme est faible devant la femme* (Presses de la Renaissance, 2013), qu'Edgar Morin s'est éteint, à Montpellier, rue Jean-Jacques Rousseau, alors qu'il s'attendait à de nouvelles rêveries d'un promeneur solitaire.

« Caminante, no hay camino, el camino se hace al andar », écrit le poète espagnol Antonio Machado (1875-1939) dans un vers qu'il aimait à réciter. « Toi qui chemines, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant. » Le chemin d'Edgar Morin s'est arrêté, le cheminement de sa pensée, animée par le duel des contraires, continue d'inspirer ceux qui n'ont pas renoncé à espérer en une « insurrection des consciences ». ■

NICOLAS TRUONG

Le réel, cet obscur objet de recherche

La théorie de la complexité a été pensée pour embrasser la réalité dans toute sa richesse. Une pensée transdisciplinaire tout-terrain

L'ennemi de la complexité, ce n'est pas la simplicité, c'est la mutilation», écrit Edgar Morin dans *Messie, mais non* (in *Arguments pour une méthode*, Seuil, 1990). Et de poursuivre : « La mutilation peut prendre la forme de conceptions unidimensionnelles ou de conceptions réductrices. La mutilation vient quand on dénie toute réalité et tout sens à ce qu'on a éliminé... »

Ancien communiste ayant renié après-guerre « *L'évangile selon Saint Marx* », Edgar Morin a été vacciné contre les idéologies et les simplismes. Et de cette révolte contre la pensée réductrice, il a bientôt fait l'œuvre de sa vie, en cherchant à comprendre comment les disciplines scientifiques avancent en déboutant les évidences – en science, « le simple est toujours simplifié », écrit Gaston Bachelard – et se développant en se réfutant, comme l'a montré l'épistémologue Karl Popper.

De ce voyage dans les sciences de son temps, Edgar Morin a dégagé une imposante « méthode », par laquelle il s'attache à enseigner la « complexité » de tout phénomène, qu'il soit physique ou psychique, politique ou humain. Il ne faut pas entendre ici complexe au sens de vulgaire et de « compliqué ». Pour Morin, penser la complexité, c'est savoir que le processus même de connaissance et de réflexion « construit » l'objet dont il parle, en quelque sorte le fabrique et l'interprète par ses outils théoriques – et que donc la réalité de l'objet décrit lui échappe toujours.

Rétroaction

En ce sens, Edgar Morin rejoint l'importante école constructiviste, représentée très tôt en France par Gaston Bachelard, Paul Valéry, ou le psychologue et épistémologue Jean Piaget, pour qui l'enfant élabore son propre univers mental. Mais il se rapproche

LE PROCESSUS MÊME DE CONNAISSANCE ET DE RÉFLEXION « CONSTRUIT » L'OBJET DONT IL PARLE, EN QUELQUE SORTE LE FABRIQUE

aussi des initiateurs des théories modernes fondées sur l'analyse des systèmes et l'interaction de l'information : le mathématicien Norbert Wiener, qui inventa la cybernétique, l'anthropologue Gregory Bateson, le physicien Heinz von Foerster et toute l'école des sciences humaines de Palo Alto.

Une notion revient souvent dans ces disciplines, travaillant sur l'importance des échanges d'information (entre des êtres vivants ou des machines), qui illus-

tre bien la « complexité » : la notion de rétroaction ou *feed-back*. En d'autres termes, il existe généralement des effets-retours qui affectent l'opérateur d'une action visant l'amélioration. Ainsi, une innovation technologique comme la voiture à révolutionné les conditions de vie, accéléré le transport, mais en même temps elle pollue gravement l'atmosphère et conduit à des embouteillages qui annulent les gains de temps.

Edgar Morin a beaucoup étudié les théories de la complexité dans les domaines des sciences humaines, notamment dans les régimes communistes. C'est en voulant faire le bonheur des peuples sans les individus que ces régimes ont fini par se transformer en dictatures. Il a aussi travaillé sur le culte moderne du progrès et de la révolution industrielle et technique, qui nous mène aujourd'hui vers de graves problèmes écologiques et d'épuisement des ressources.

La bonne « méthode », selon Edgar Morin, consiste alors à intégrer que la complexité des phénomènes, comme des comportements des hommes, va toujours nous surprendre, et que des effets-retours, des processus d'engrenage, des cercles vicieux ou des réactions contraires peuvent toujours survenir, qui vont ruiner ou affecter les décisions premières, même les mieux intentionnées.

« Dynamique chaotique »

Pour éviter ces écueils, il nous faut développer une pensée qui s'attend à l'imprévisible, craint l'emballlement, avance à petits pas. En cela, il rejoint des scientifiques de son temps, comme Ilya Prigogine, qui a montré combien des « phénomènes instables », des « périodes de déséquilibre », des « catastrophes » affectent jusqu'aux phénomènes physiques et biochimiques : une feuille d'arbre ne tombe pas comme la pomme de Newton, un tas de sable ne forme pas une

pyramide mais s'écroule, les falaises s'effondrent, l'eau est agitée de tourbillons – sans parler de l'effet papillon en météorologie.

Le même Ilya Prigogine écrivait, dans son *Eloge de l'instabilité* rédigé au lendemain du krach de 1987 qui avait tant surpris les économistes, inaugurant une période de versatilité financière : « Le "lundi noir" sera peut-être une date dans l'histoire des sciences. (...) A partir de ce jour, des notions comme celles de dynamique chaotique, de fluctuations, d'amplification, de bifurcation, se sont frayées un chemin vers le grand public. » Edgar Morin a beaucoup travaillé avec Prigogine, et d'autres, pour populariser ces notions qui nous aident à penser cette réalité « complexe » et dangereuse. Ce faisant, il a voulu donner aux générations à venir quelques clés et une méthode afin de mieux appréhender un monde lancé dans une course sans retour en arrière. ■

FREDÉRIC JOIGNOT



CHISINAU ET UNGHENI (MOLDAVIE) -
envoyée spéciale

C'est un rituel : chaque fois qu'il traverse la frontière entre la Roumanie et la Moldavie, le Prietenia – un train dont le nom signifie « amitié » en roumain – marque une halte de plusieurs heures dans la ville d'Ungheeni, du côté moldave. En cette nuit fraîche du mois d'avril, tandis que les douaniers contrôlent les papiers de voyageurs à moitié endormis, les cheminots s'activent sous les wagons pour en changer les essieux dans un vacarme métallique. L'écartement des rails s'élargit au moment de passer du standard européen au standard russe, toujours en vigueur en Moldavie, pays de l'ancienne Union soviétique situé aux marges de l'espace Schengen.

Cette curiosité ferroviaire, ainsi que l'atmosphère surannée de ce train de nuit, attire de plus en plus de touristes étrangers. Tapis, vieux samovars, moquette rouge et rideaux dorés : le décor n'a quasiment pas changé depuis des décennies. Le « dernier train soviétique d'Europe » est devenu, au fil du temps, un symbole politique. Cette ligne, qui reliait à l'origine la Bulgarie à l'URSS via la Roumanie, a été baptisée « Amitié » après l'indépendance de la Moldavie, en 1991, en référence aux liens culturels, historiques et linguistiques entre ce petit pays et son voisin roumain. Plus récemment, en octobre 2025, elle a été prolongée jusqu'à Kiev, depuis que les aéroports ukrainiens ont fermé à la suite de l'invasion russe, en 2022.

Ce train est si emblématique qu'il a inspiré une chanson folk punk de Zdob si Zdob, groupe moldave populaire des deux côtés de la frontière, qui a représenté le pays à l'Eurovision en 2022. Derrière la mélodie festive de *Trenulețul* (« le petit train »), plébiscitée par le public, les paroles revêtent une tout autre dimension : « [Le train] avance et je ne comprends pas/Quel pays est-ce ?/Où commence-t-il ?/Vieux pays, nouveau pays/C'est comme un seul, c'est comme deux. » Un message volontairement ambigu, qui renvoie à un débat ancien et toujours sensible : celui d'une possible réunification de la Moldavie avec la Roumanie.

LE TEMPS PRESSE

En janvier, la présidente moldave pro-européenne Maia Sandu, élue en 2020 et réélue en 2024, a remis le sujet sur la table lors d'un entretien au podcast britannique « The Rest Is Politics » (« le reste, c'est de la politique »), en affirmant qu'elle voterait oui si un référendum sur la réunification était organisé. Elle a réitéré cette position en avril, dans un entretien au *Monde*, en faisant valoir qu'une réunification permettrait à la Moldavie d'entrer « plus rapidement dans l'Union européenne [UE] ». Cette décision, rappelait-elle toutefois, appartient aux Moldaves : si, pour l'heure, une majorité soutient l'adhésion à l'UE, « environ 40 % d'entre eux sont en faveur de la réunification ». Selon certains observateurs, ses propos s'adressaient à Bruxelles, mais aussi à Moscou, laissant entendre qu'il existe des alternatives à l'adhésion à l'UE – si celle-ci venait à être retardée.

Moldavie Un rêve d'union avec la Roumanie pour s'ancrer dans l'Europe

De part et d'autre de la frontière le désir de réunification se renforce. Pour le petit Etat, elle permettrait de se protéger de la menace russe, tout en adhérant à l'Union européenne, dont sa voisine est déjà membre. Mais cette perspective reste encore lointaine

Dans une cabine de l'Amitié, Elena Bacanaru joue avec sa fille de 4 ans sur une couchette en velours. Comme nombre de Moldaves, elle vit en Roumanie et ne retourne au pays que deux fois par an, à l'occasion de Noël et, au printemps, pour la « Pâque des morts ». Cette mère de famille, qui travaille dans la gestion des fonds européens, ne plaide pourtant pas pour la réunification. Familière des exigences de Bruxelles, elle juge le chemin encore long avant que la Moldavie, candidate à l'entrée dans l'UE depuis 2022, en devienne membre. « Il sera difficile d'entrer dans l'UE avant 2030, nous avons encore beaucoup de choses à apprendre, soutient-elle. Si ceux qui nous gouvernent sont pro-européens, ça ira, mais s'ils changent d'ici là, nous n'aurons plus la voie libre vers l'intégration européenne. »

Le temps presse pour les Moldaves qui veulent ancrer leur pays dans l'espace européen et refusent de le voir revenir dans le giron de la Russie, comme la Géorgie après les élections législatives de 2024. « Pour nous, adhérer à l'UE n'est pas qu'un rêve, c'est aussi une stratégie de survie en tant qu'Etat démocratique », affirmait Maia Sandu dans son récent entretien au *Monde*. Une élection présidentielle, à laquelle elle ne pourra plus se présenter, doit se tenir en 2028, puis des législatives l'année suivante. Le Parti action et solidarité (PAS), qu'elle a fondé, a remporté haut la main le scrutin législatif de septembre 2025. Mais alors que Moscou multiplie menaces hybrides et campagnes de désinformation, tout peut changer d'ici là. Dans ce pays de 2,5 millions d'habitants, le oui au référendum sur l'adhésion à l'UE ne l'a emporté en 2024 que de justesse, en grande partie grâce à une diaspora d'environ 1 million de personnes.

L'idée d'une réunification n'est pas nouvelle, mais ces dernières années le sujet était resté marginal. Qu'il soit ainsi assumé de manière explicite par la cheffe de l'Etat a provoqué de nombreuses réactions, en Moldavie comme à l'étranger. A la presse qui l'interrogeait sur les déclarations de son homologue moldave, le président roumain, Nicusor Dan,

élu en mai 2025, a répondu : « S'il existe une majorité pour ce projet, nous sommes prêts. » Le Parlement a déjà formalisé cette disponibilité en adoptant, en 2018, une déclaration solennelle selon laquelle la Roumanie est prête à « accueillir toute manifestation organique de réunification de la part des citoyens de la République de Moldavie, comme expression de leur volonté souveraine ». D'autres responsables, à l'instar des premiers ministres moldave et roumain, Alexandru Munteanu et Ilie Bolojan, ont également indiqué qu'ils voteraient oui en cas de référendum.

RETROUVAILLES SUR LE PROUT

Ces prises de position peuvent surprendre, car elles sont souvent associées, des deux côtés de la frontière, à des mouvements d'extrême droite nationalistes et hostiles à l'UE. Mais ce désir de réunification est transpartisan, et ce depuis ses débuts : en Roumanie, le président centriste et pro-européen Nicusor Dan est depuis longtemps favorable à une union entre les deux pays, estimant dès 2016 que la Roumanie a « une responsabilité » envers les « Roumains vivant en Moldavie ».

D'après un sondage Inscop publié le 7 mai, 71,9% des Roumains interrogés déclarent qu'ils voteront pour la réunification, avec un soutien plus marqué parmi les électeurs centristes que chez ceux de l'extrême droite. Pour beaucoup, il s'agirait là d'une forme de réparation historique : le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939, qui a placé la Bessarabie – la région correspondant en grande partie à l'actuelle Moldavie – sous contrôle soviétique, « était illégal », selon Maia Sandu, puisqu'« il n'y avait alors ni consultation ni référendum ».

Pour saisir l'histoire complexe de cette région ballottée entre les empires, rendez-vous aux Archives nationales de Moldavie, à Chisinau, la capitale. Dans les rayonnages, des documents, dont certains remontent au XV^e siècle, retracent le destin de la principauté de Moldavie du voïvode Etienne le Grand (1433-1504), d'abord indépendante puis vassale de l'Empire ottoman. Sa partie occidentale se trouve aujourd'hui en Roumanie, sur la rive





droite du Prout, la rivière qui sépare les deux pays. En roumain, on distingue aujourd'hui la *Moldova*, région roumaine, de la *Republica Moldova*, l'Etat actuel.

En 1812, la partie orientale de la principauté de Moldavie, la Bessarabie, située entre le Prout et le Dniestr, est annexée par l'Empire russe. Elle reste sous sa coupe jusqu'à la révolution bolchevique de 1917, date à laquelle elle devient indépendante sous le nom de République démocratique moldave, qui adopte le roumain comme langue officielle. A peine né, le nouvel Etat se sent menacé par les bolcheviques : au printemps 1918, son conseil législatif vote en urgence l'union avec le royaume de Roumanie.

La même année, la Roumanie s'agrandit vers le nord-ouest avec la Transylvanie et d'autres régions issues de l'Empire austro-hongrois en pleine dislocation : c'est la « Grande Roumanie ». « Pour certains analystes contemporains, les parallèles entre aujourd'hui et 1918 sont frappants : une période d'instabilité régionale, d'incertitude sur les frontières et la question de la sécurité pour les petits Etats, observe le directeur des Archives nationales moldaves, l'historien Igor Casu. Dans cette perspective, la réunification de la Moldavie avec la Roumanie est parfois présentée comme un rempart potentiel contre une nouvelle agression russe. »

Avec le pacte germano-soviétique de 1939, la Roumanie perd la Bessarabie et la Bucovine du Nord, annexées par l'URSS, tandis que la Transylvanie est amputée au profit du royaume de Hongrie, allié d'Hitler. Après la chute du roi Carol II, en 1940, le régime qui prend le pouvoir à Bucarest est fasciste et antisémite : il s'allie à l'Allemagne nazie l'année suivante et récupère la Bessarabie. Celle-ci est reprise en 1944 par l'Armée rouge, au cœur de ces « terres de sang » de l'Europe orientale, selon l'expression de l'historien américain Timothy Snyder, marquées par les famines, les massacres de civils et les tueries antisémites lors de la seconde guerre mondiale.

La Moldavie devient ensuite une république soviétique, jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991. Aux Archives nationales, des centaines de dossiers conservent des rapports de victimes des famines et des déportations orchestrées par le régime soviétique dans les années 1940. La langue officielle, qui n'est autre que le roumain, est rebaptisée « moldave » et écrite en alphabet cyrillique, afin d'effacer toute « roumanité ». Même si la Roumanie appartient elle aussi au bloc de l'Est, la frontière qui épouse le cours du Prout demeure presque hermétique.

Après la chute du dictateur roumain Nicolae Ceausescu, en décembre 1989, et les premières élections libres organisées au printemps 1990 en République socialiste soviétique de Moldavie, un nouveau désir de réunification voit le jour. Le 6 mai 1990, lors du *Podul de flori* (« pont des fleurs »), près de 1 million de Moldaves et de Roumains franchissent ou longent la frontière sur le Prout, le temps de quelques heures d'ouverture exceptionnelles. Ces retrouvailles donnent lieu à des scènes de liesse évoquant la chute du mur de Berlin, survenue quelques mois plus tôt.

Malgré la disparition de l'URSS et la proclamation de l'indépendance de la Moldavie, le

27 août 1991, l'espoir de réunification est vite douché. En 1992 éclate la « guerre du Dniestr », entre les forces armées moldaves et les russophones séparatistes de Transnistrie. Ces derniers sont soutenus par la Russie, qui voit d'un mauvais œil l'indépendance du pays et ses velléités de rattachement à la Roumanie. La région séparatiste de Transnistrie, à l'est du Dniestr, échappe toujours au contrôle des autorités moldaves. Environ 1500 soldats russes y sont encore stationnés aujourd'hui, et son indépendance n'est reconnue par aucun Etat membre des Nations unies.

L'historien Anatol Taranu, député du premier Parlement moldave indépendant de 1990 à 1993, se souvient que, au-delà de la question transnistrienne, « la société n'était pas prête pour la réunification » et que « le pourcentage de citoyens moldaves se reconnaissant comme roumains était insignifiant après des décennies de russification ».

Depuis les années 1990, des formations unionistes éphémères ne sont pas parvenues à structurer de véritable mouvement. Fervent défenseur de la réunification, Anatol Taranu fustige ceux qui se prétendent « unionistes » – par opportunisme, selon lui –, comme l'oligarque Vladimir Plahotniuc, qui tenait les rênes du pays jusqu'en 2019, avant la victoire aux élections législatives de l'alliance pro-européenne ACUM (« Maintenant »), formée autour de Maia Sandu. Plus récemment, le parti Democratia Acasa (« démocratie à la maison »), soutenu par l'extrême droite roumaine, est entré au Parlement moldave en 2025, en se revendiquant lui aussi unioniste. « C'est un parti pseudo-unioniste, sans idéologie claire, qui peut au contraire desservir ce mouvement », estime l'historien.

Anatol Taranu rappelle que Iurie Rosca, ex-leader chrétien-démocrate et acteur central du mouvement unioniste dans les années 1990, est accusé de relayer la propagande du Kremlin et d'avoir servi d'agent d'influence au bénéfice de Moscou – ce qu'il nie. « Aujourd'hui, les unionistes se montrent très méfiants envers les responsables qui se disent partisans de la réunification, car certains sont soupçonnés d'empêcher la structuration d'une véritable force unioniste et pro-européenne », souligne l'historien. Selon lui, il n'existe pas encore de volonté politique affirmée en faveur d'un rattachement, malgré les récentes déclarations de Maia Sandu. « La Moldavie n'a aucune chance de stabilité et de sécurité à long terme sous la forme d'un Etat séparé de la Roumanie », tranche-t-il, allant jusqu'à penser qu'elle deviendrait un « cheval de Troie russe » si elle entrait seule au sein de l'UE, « tant qu'existe la possibilité de prise de pouvoir par des forces anti-européennes, comme c'est le cas actuellement ».

Même si le désir de réunification ralliait une majorité de Moldaves, sa mise en œuvre se heurterait à de sérieux obstacles. Les disparités économiques demeurent importantes entre la Moldavie et la Roumanie, qui compte quelque 19 millions d'habitants. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant en Roumanie (17 900 euros en 2024) est trois fois supérieur à celui de la Moldavie (6 400 euros en 2024), l'un des plus faibles d'Europe avec celui de l'Ukraine, selon le

De gauche à droite : le train Amitié, en gare de Chisinau et en partance pour Bucarest. Le bâtiment du Parlement, à Chisinau, et la rivière Prout, qui sépare la Moldavie de la Roumanie. Photos prises les 25 et 26 avril.

ANDREI PUNGOVSKI
POUR « LE MONDE »

**CHISINAU
S'EST AFFRANCHI
DE SA DÉPENDANCE
AU GAZ RUSSE ET
S'EST SYNCHRONISÉ
AVEC LE RÉSEAU
ÉLECTRIQUE
EUROPÉEN EN 2022**

Fonds monétaire international. « Il faudra que l'Etat roumain aligne les retraites et salaires du secteur public, et emprunte pour réduire les écarts », concède Silviu Plopa, président de la Ligue des étudiants de Bessarabie. Cette association estudiantine, implantée en Moldavie comme en Roumanie, milite pour l'intégration européenne et la réunification – un horizon également très présent chez une partie de la jeunesse.

Selon des estimations récentes de la presse économique roumaine, la Roumanie devrait verser entre 60 et 80 milliards d'euros sur quinze ans, alors que le pays traverse une grave crise économique. « Ce n'est pas insurmontable, avance Silviu Plopa. Chisinau, avec ses 700 000 habitants, deviendrait la deuxième ville du pays, et, à long terme, les bénéfices seraient plus importants : davantage d'investissements dans la région, plus d'aides européennes, mais aussi plus de sécurité. Nous entrerions dans l'UE, l'OTAN et l'espace Schengen. »

LE « DROIT À L'AUTODÉTERMINATION »

Silviu Plopa se montre toutefois pragmatique : « La priorité reste l'adhésion à l'UE, mais la réunification ne doit pas être reléguée au second plan. » Pour le directeur des Archives nationales, Igor Casu, l'entrée dans l'UE constituerait déjà une forme de réunification : « De fait, elle résoudrait les problèmes fondamentaux qui nous préoccupent depuis la seconde guerre mondiale, avec l'ouverture de la frontière et la libre circulation des personnes. »

Le rapprochement de la Roumanie avec la Moldavie s'est déjà concrétisé de multiples façons ces dernières années. Selon les estimations, environ 1 million de Moldaves possèdent aujourd'hui la citoyenneté roumaine, à l'instar de leur présidente, Maia Sandu, grâce au processus de « restitution » de la nationalité mis en place en 1991 pour les personnes dont un ancêtre a vécu dans la Grande Roumanie. Beaucoup sont déjà impliqués dans la politique roumaine, y compris au Parlement.

Avec la guerre en Ukraine, ce processus s'est encore accéléré, tandis que la Moldavie s'éloigne de l'influence du Kremlin. Le 2 avril, le Parlement moldave a approuvé le retrait officiel de la Communauté des Etats indépendants, considérée comme un instrument d'influence économique russe. Le pays s'est tourné depuis une décennie vers le marché européen, désormais son premier partenaire commercial, avec la Roumanie en tête.

Chisinau s'est aussi affranchi de sa dépendance au gaz russe et s'est synchronisé avec le réseau électrique européen en 2022. Là encore, la Roumanie joue un rôle crucial, en assurant l'approvisionnement de la Moldavie en électricité et en gaz via de nouvelles connexions construites entre les deux pays avec des fonds européens. Une nouvelle ligne à haute tension, baptisée « Indépendance », doit entrer en service à partir de juin. Contrairement à l'infrastructure actuelle, elle ne passe pas par l'Ukraine ni par la Transnistrie. Deux autres lignes sont en cours de réalisation entre la Roumanie et la Moldavie, ainsi que de nouvelles connexions ferroviaires et routières, dont des ponts au-dessus du Prout, comme le Pont des fleurs à Ungheni, en référence aux retrouvailles du 6 mai 1990. Il est

aussi question d'unifier l'écartement des rails entre les deux pays, afin d'aligner la Moldavie sur le standard européen.

Malgré tout, le directeur des Archives nationales, Igor Casu, se montre sceptique quant à une possible réunification. Le projet unioniste, explique-t-il, repose sur une conception de la nation telle que la définissait l'Allemand Johann Gottfried von Herder à la fin du XVIII^e siècle : « Je suis roumain de naissance, je parle roumain, donc je suis roumain, et par conséquent je suis unioniste et adhère à l'idée qu'il faut un Etat de tous les Roumains. » Il dit lui préférer l'analyse de l'universitaire américain Charles King, spécialiste de la Moldavie. Celui-ci, résume l'historien, « rappelle que nous avons cet héritage tsariste et soviétique. La Bessarabie n'a fait partie de la Roumanie que pendant vingt-cinq ans. Nous, les Moldaves, avons donc une conception particulière de ce que signifie être roumain. »

Igor Casu évoque d'autres obstacles, comme la situation de la région séparatiste et majoritairement russophone de Transnistrie, mais aussi celle de la Gagaouzie, dans le sud du pays, où vit une minorité turcique de religion orthodoxe. Ce territoire d'environ 100 000 habitants a obtenu en 1994 une forme d'autonomie, sur la base de critères ethniques et culturels. Si, pendant la période de la Grande Roumanie, dans l'entre-deux-guerres, les Gagaouzes ont soutenu les autorités roumaines, ils sont aujourd'hui majoritairement russophones et prorusses, et s'informent principalement auprès des médias russes, qui présentent les Roumains comme des « fascistes » prêts à « annexer » la Moldavie.

« Dans la législation spécifique à cette région, une clause prévoit un droit à l'autodétermination si le statut de la Moldavie venait à changer, notamment en cas de perte de souveraineté, par exemple dans l'hypothèse d'une union avec la Roumanie », explique Igor Casu. Et même si cette clause n'était pas appliquée après un éventuel rattachement de la Moldavie à la Roumanie, l'actuelle autonomie de la Gagaouzie – et, le cas échéant, de la Transnistrie si elle était réintégrée – se heurterait à la Constitution roumaine. Celle-ci ne reconnaît pas les régions autonomes. Selon l'historien, cela ouvrirait la voie à des revendications similaires, en particulier de la minorité hongroise sicule en Transylvanie. « En aucun cas Bucarest ne l'accepterait », soutient-il.

Si l'adhésion à l'UE devait tarder et que la Russie devait menacer sérieusement la souveraineté de la Moldavie, la plupart des interlocuteurs pro-européens rencontrés partagent le même avis : le rattachement à la Roumanie serait une « voie de secours » pour écarter le danger russe et préserver la démocratie. Igor Casu insiste sur la manière dont une telle décision devrait être prise : « par le peuple ou les représentants du peuple, et non par les élites », et sur la nécessité qu'elle soit reconnue par les instances internationales. Un ancien ministre pro-européen, qui souhaite rester anonyme, se dit, lui, « très inquiet » vis-à-vis de la menace russe dans les années à venir et n'écarter plus le scénario d'une réunification, qui lui semblait auparavant peu plausible. « Le monde a radicalement changé, conclut-il, tout est désormais possible. » ■



Lior Amihai

« La coalition au pouvoir en Israël veut annexer les territoires et établir un Etat raciste fondé sur la suprématie juive »

Pour le directeur de l'ONG israélienne La Paix maintenant, la violence sans précédent de la colonisation en Cisjordanie menée par le gouvernement de Nétanyahou depuis la fin de 2022 se fait au détriment de la sécurité de l'Etat hébreu

ENTRETIEN

TEL AVIV - envoyé spécial

Lior Amihai est directeur exécutif de La Paix maintenant, une organisation non gouvernementale israélienne qui documente, depuis des décennies, les processus de colonisation juive en Cisjordanie. L'association, régulièrement attaquée par les colons, suit à la fois les opérations sur le terrain et le fonctionnement des rouages politiques et bureaucratiques.

La colonisation de la Cisjordanie est une politique de longue date de l'Etat d'Israël. Quels ont été les changements majeurs depuis l'arrivée, en décembre 2022, du sixième gouvernement de Benjamin Nétanyahou ?

Un changement majeur est intervenu depuis 2022. Cette évolution a été éclipsée par les autres crises en Israël, notamment la guerre à Gaza en riposte à l'attaque du 7 octobre 2023. Tout au long de cette période, pourtant, le gouvernement a mené un programme systématique visant à annexer les territoires. Sans en déclarer officiellement l'annexion, il déploie d'importantes mesures pour la réaliser de facto, notamment par des changements juridiques.

Depuis 1967, le consensus veut que l'occupation soit temporaire et que ce soit l'armée, et non le gouvernement d'Israël, qui administre le territoire occupé. Selon le droit international, la puissance occupante n'est pas autorisée à établir de nouvelles colonies, sauf pour des besoins de sécurité immédiats ou les nécessités de la population locale, à savoir les Palestiniens.

Ces principes ne sont pas respectés depuis longtemps, mais les mesures prises par la coalition actuelle se sont révélées

bien plus significatives que les violations passées. Le gouvernement a retiré des compétences à l'armée pour les transférer à une administration civile dirigée par Bezael Smotrich [extrême droite religieuse], au sein du ministère de la défense, pour laquelle ont été recrutés des conseillers juridiques et des bureaucrates. Cela entraîne trois types de conséquences.

Premièrement, ces conseillers juridiques et fonctionnaires n'ont, par essence et par la loi, aucune obligation de prendre en compte les intérêts palestiniens ou le droit international ; ils doivent en revanche considérer les intérêts israéliens ou, plus précisément, les directives de Bezael Smotrich.

Deuxièmement, le système dual est désormais beaucoup plus flagrant en Cisjordanie : d'un côté, des militaires gèrent la sécurité et les questions palestiniennes, de l'autre, des fonctionnaires civils israéliens s'occupent des colons et des affaires foncières. Troisièmement, cela leur a permis d'accélérer et d'intensifier la mise en œuvre de leur programme.

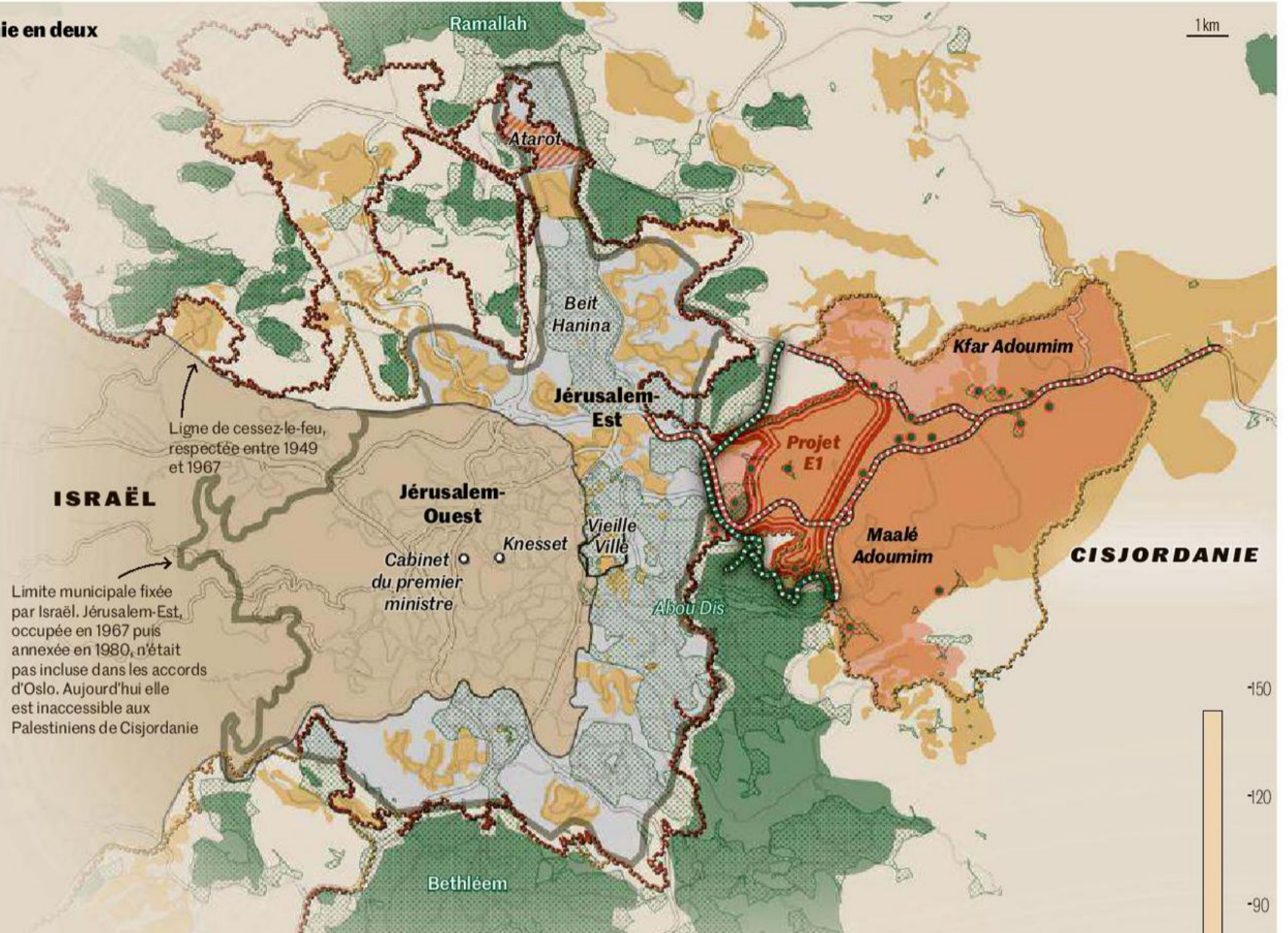
Comment ce gouvernement a-t-il procédé ?

Il n'agit pas de manière dissimulée. Le gouvernement applique le plan de Bezael Smotrich, publié en 2017 sous le nom de « plan décisif ». En résumé, celui-ci dispose : « Nous annexerons les territoires, nous construirons autant de colonies que possible, et nous donnerons trois options aux Palestiniens : être citoyens de seconde zone ; quitter leur terre ; ou mourir, s'ils résistent. » C'est ce programme que le gouvernement met en œuvre depuis qu'il est au pouvoir.

L'Etat a autorisé et légalisé plus d'une centaine de nouvelles colonies, toutes

E1, un projet qui coupe la Cisjordanie en deux

- █ Projet de colonie E1, approuvé en août 2025 par le gouvernement
- █ Projet de route de contournement réservée aux Palestiniens, qui deviendrait leur seule voie de passage autorisée entre le nord et le sud de la Cisjordanie
- █ Route qui serait réservée aux Israéliens
- █ Bloc de colonies qui deviendrait interdit aux Palestiniens
- Communauté palestinienne menacée d'expulsion
- █ Autre projet majeur de colonie
- █ Etat israélien
- █ Territoire occupé sous contrôle israélien (zone C)
- █ Colonie israélienne
- █ Mur de séparation construit █ en projet
- █ Zone de peuplement palestinien
- █ Contrôle théorique de l'Autorité palestinienne (zone A) et contrôle mixte (zone B)

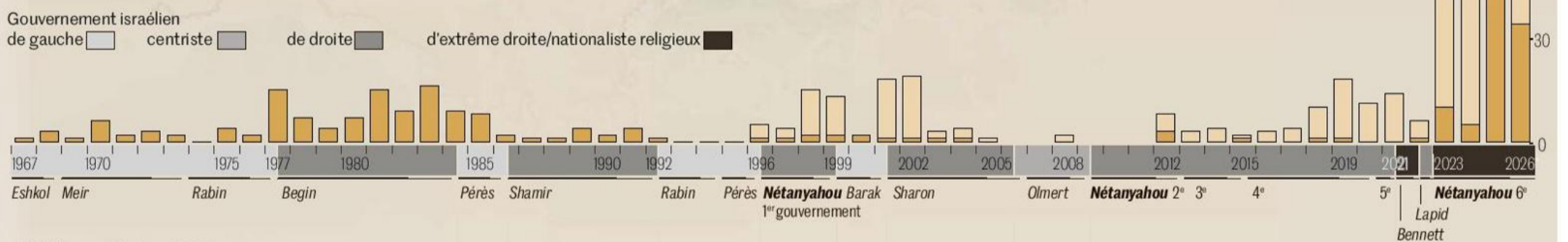


Ligne de cessez-le-feu, respectée entre 1949 et 1967

Limite municipale fixée par Israël. Jérusalem-Est, occupée en 1967 puis annexée en 1980, n'était pas incluse dans les accords d'Oslo. Aujourd'hui elle est inaccessible aux Palestiniens de Cisjordanie

L'accélération de la colonisation, préfiguration de l'annexion

Evolution annuelle du nombre de colonies et d'avant-postes établis en Cisjordanie depuis 1967



* Chiffres arrêtés à mai 2026
Sources : Peace Now ; OCHA ; gouvernement israélien ; D. Papin, G. Paris, Israël-Palestine, Tallandier, 2026 ; Le Monde

Infographie Le Monde : Francesca Fattori et Victor Simonnet

illégales au regard du droit international. Est-ce un tournant ?

Plus de 100 colonies en trois ans et demi! Non seulement elles sont réparties sur l'ensemble de la Cisjordanie, mais certaines d'entre elles occupent des positions très stratégiques. C'est le cas, par exemple, du projet E1 [pour East-1, une zone d'environ 12 kilomètres carrés avec plus de 3 000 logements] près de Jérusalem. Dans le collimateur de la communauté internationale depuis 1990, ce plan a été approuvé [en août 2025] par le gouvernement, qui a lancé des appels d'offres. Il est en cours de développement. Une route est également en construction, qui permettra d'annexer les zones alentour, soit environ 3% de la Cisjordanie.

Le nord de la Cisjordanie constitue une autre zone importante. En 2005, Israël s'était désengagé en évacuant et en démantelant les colonies de la bande de Gaza ainsi que quatre petites implantations de cette région. Depuis 2022, cette coalition a commencé par approuver une colonie, puis trois autres, et vient d'approuver de nombreux projets supplémentaires. Par conséquent, la seule région de Cisjordanie dont on pouvait affirmer qu'elle était exempte de colonies se transforme rapidement.

Une autre implantation stratégique, elle aussi sous surveillance internationale, se situe au nord de Jérusalem : Atarot, près de Ramallah. Le gouvernement prévoit d'y établir une colonie massive d'environ 10 000 ultraorthodoxes, qui créera un bloc entre Ramallah et la partie nord de Jérusalem, brisant ainsi la continuité territoriale palestinienne.

Comment cette politique a-t-elle pu être mise en œuvre alors que, dans le même temps, Israël menait une guerre à Gaza, au Liban et contre l'Iran ?

Depuis les années 1990, chaque étape de l'avancement des colonies nécessitait l'approbation du premier ministre et la signature du ministre de la défense : pour lancer un projet, pour le déposer, pour examiner les objections. Ce mécanisme bureaucratique laissait au gouvernement israélien le pouvoir de décider s'il voulait avancer ou freiner le processus de colonisation.

Cette coalition a tout revu : elle a donné les pleins pouvoirs à Bezael Smotrich et supprimé la nécessité d'obtenir d'autres signatures du ministère de la défense. Aujourd'hui, une fois que Bezael Smotrich a donné son approbation initiale, c'est réglé : le mécanisme bureaucratique s'enclenche automatiquement, sans besoin d'autres accords politiques. C'est un changement structurel colossal.

Cette coalition est une entreprise idéologique, portée par une mission messianique et dotée d'outils bureaucratiques. A ses yeux, toute autre considération est secondaire face à l'objectif d'annexer les territoires. C'est pourquoi, même en pleine guerre contre le Hamas à Gaza ou contre l'Iran, elle a fait progresser la politique de colonisation. Les budgets en témoignent : alors qu'Israël réduit les financements de presque tous les autres ministères, les colonies continuent de recevoir des fonds supplémentaires.

En Cisjordanie, de nouvelles routes sont construites ou prolongées presque chaque semaine. Pourquoi sont-elles si importantes ?

Nous avons dénombré 223 kilomètres de routes illégales construites après le 7 octobre 2023, dont les deux tiers sur des terres privées palestiniennes. Ces routes, financées par l'Etat, auxquelles personne ne s'oppose, ont un double objectif : donner accès aux

avant-postes et bloquer l'accès des Palestiniens, qui ne peuvent pas les franchir.

Mais il y a plus : 30% du budget national israélien pour les routes est investi dans les colonies, alors même que la majeure partie de l'opinion publique juive israélienne ne se préoccupe absolument pas de cette question et ne se rend jamais dans les territoires occupés. L'approche du gouvernement est stratégique : dès que vous construisez une autoroute, vous transformez une colonie en banlieue, en apparence identique à n'importe quelle autre ville israélienne. Pourquoi vivre à Jérusalem ou à Tel-Aviv où la vie est si chère, alors que vous pouvez vivre dans une banlieue à vingt minutes de là grâce à une autoroute ?

Les promoteurs de la colonisation savent que l'idéologie seule n'attirera pas le public israélien. C'est pour cela que les routes sont si importantes pour eux.

Le gouvernement explique souvent que les colonies sont décisives pour la sécurité d'Israël...

Il s'agit d'une idéologie messianique : cette coalition veut annexer les territoires, les contrôler et établir un Etat raciste fondé sur la suprématie juive. Cela n'a rien à voir avec la sécurité, au contraire. D'abord, les colonies empêchent tout accord politique qui constituerait pourtant un acquis sécuritaire pour Israël, comme l'ont été les accords conclus avec l'Egypte et la Jordanie.

Ensuite, au lieu d'avoir une frontière à surveiller, Israël se retrouve avec des centaines de colonies et d'avant-postes à défendre, ce qui mobilise des ressources militaires et crée des conflits. Alors que l'armée a un besoin criant de ressources et de soldats, une grande partie est affectée à la protection de ces implantations.

Plus important encore : conclure un accord avec un Etat palestinien serait tellement plus bénéfique pour sa sécurité que d'avoir une Autorité palestinienne faible, sans avenir et sans espoir pour ses habitants.

Pensez-vous qu'un débat sur la Cisjordanie soit possible en Israël aujourd'hui ?

Selon les sondages d'opinion, Bezael Smotrich, qui est parvenu à mettre en œuvre des changements d'une ampleur inédite, ne franchit pas – ou à peine – le seuil électoral pour être élu à la prochaine Knesset, en septembre ou octobre. Le public ne le soutient pas. Il en va de même pour la violence des colons : elle a atteint un point tel qu'elle est désormais largement qualifiée de terrorisme.

A bien des égards, la population israélienne ne soutient pas cette politique, menée par une minorité radicale. Il existe au sein d'Israël une population bien plus large qui possède des valeurs différentes, même si elle est actuellement aveugle à la souffrance des Palestiniens et à leur absence de droits. Mais elle n'est pas assez mobilisée pour promouvoir une vision différente de l'Etat d'Israël, qui défierait les colons, mettrait fin à l'occupation et parviendrait à une solution politique avec les Palestiniens.

Il manque actuellement du courage parmi les responsables politiques pour regarder le public israélien dans les yeux et lui dire : l'annexion est non seulement immorale et préjudiciable pour les Palestiniens, mais elle constitue également une menace existentielle pour Israël en tant qu'Etat légitime et démocratique. Nous [dans le camp libéral] finirons toutefois par l'emporter. Nous n'avons pas d'autre choix. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUC BRONNER



Lior Amihai.
PEACE NOW

ENTRETIEN

En 2016, le chef d'orchestre Leonardo Garcia-Alarcon faisait ses débuts à l'Opéra de Paris, avec la création française du rare *Eliogabalo*, de Francesco Cavalli, mis en scène par Thomas Jolly, au Palais Garnier. Il a depuis fait équipe en 2019 avec le réalisateur Clément Cogitore et la chorégraphe Bintou Dembélé dans la médiatique version hip-hop des *Indes galantes*, de Jean-Philippe Rameau, montée à l'Opéra Bastille à l'occasion des 350 ans de l'institution. La collaboration se poursuit depuis le 28 mai, avec la première scénique mondiale d'*Ercole amante* (*Hercule amoureux*), un opéra écrit en 1707 par Antonia Bembo (vers 1640-vers 1720), compositrice italienne réfugiée à la cour de France. A la mi-mai, le chef argentin a reçu *Le Monde*, peu avant une première répétition avec son orchestre Cappella Mediterranea.

Le projet de création d'« Ercole amante » était-il depuis longtemps dans un coin de votre tête ?

Depuis plus de dix ans. En 2014, l'Orchestre français des jeunes baroque m'avait appelé pour diriger un récital. C'est une forme que je n'aime pas trop, alors je leur avais fait la contre-proposition d'un spectacle autour de la dernière nuit de Louis XIV. Cela m'a obligé à me pencher sur la chronologie exacte de toute la musique que le monarque avait pu entendre depuis qu'il était enfant. Pendant ces recherches, je suis tombé sur cette commande qu'il a faite en 1707 à la compositrice Antonia Bembo, une élève du grand Francesco Cavalli.

Je connaissais quelques-unes de ses pièces composées à Venise. D'autres, en français, en hommage au roi de France. Mais pas cet opéra. Je ne sais pas comment le rat de bibliothèque et collectionneur d'encyclopédies historiques que je suis avait pu rater ce chef-d'œuvre.

Vous connaissiez bien le livret de Francesco Buti, sur lequel Cavalli avait lui-même écrit un « Ercole amante » pour les noces de Louis XIV...

Oui, je l'avais monté au Festival d'Ambronay [Ain], il y a quelques années. C'était un grand opéra de cour en un prologue et cinq actes, avec un orchestre important, des chœurs, des ballets. En 2014, j'ai demandé à la Bibliothèque nationale de France d'avoir accès à l'*Ercole amante* d'Antonia Bembo. La partition a été très peu consultée, si ce n'est au milieu des années 1930, pour une biographie qui dit en substance – c'était un peu le credo des musicologues au début du XX^e siècle – que cette musique ne vaut pas la peine d'être exhumée. C'est pourtant ce que nous avons fait, par extraits, en 2015, avec les musiciens de l'Orchestre français des jeunes baroque au Théâtre du Jeu-de-Paume, à Aix-en-Provence. Avec grand succès.

Comment avez-vous abordé cette partition ?

Quand j'ai ouvert la copie du manuscrit – nous n'avons pas l'original –, j'ai tout de suite vu la singularité de cette écriture. Ce n'est ni de la musique italienne, ni de la musique française, mais un mélange des genres quasi utopique. La compositrice avait 67 ans. Louis XIV était vieux. Et il est probable que cette commande royale n'avait pas vocation à voir le jour sur scène. Mais Antonia Bembo avait sans doute une relation privilégiée avec son protecteur : elle sera la seule, avec Elisabeth Jacquet de La Guerre, à bénéficier du titre et de la fonction de demoiselle de la musique du roi.

Par quels chemins Antonia Bembo entre-t-elle au répertoire de l'Opéra de Paris ?

J'ai proposé l'opéra à plusieurs directeurs – sans résultat. Jusqu'à ce que [le directeur de l'Opéra de Paris] Alexander Neef me donne rendez-vous pour discuter de la poursuite de ma collaboration avec [l'institution], après *Eliogabalo*,

de Cavalli, et *Les Indes galantes*, de Rameau. Je suis entré dans son bureau avec trois partitions et me suis mis au piano. Il y avait *Le nozze di Peleo e Teti* [1639], de Cavalli – jamais jouées, mais désormais prévues à Genève en 2028 –, et le *Mitridate Eupatore* [1707], d'Alessandro Scarlatti. Quand est venu le tour d'Antonia Bembo, Alexander Neef a demandé à en entendre davantage. Je sentais qu'il était dérouter par l'aspect bel canto de cette musique, qui anticipe l'opéra italien du XIX^e siècle. « *Leonardo, j'aimerais faire ça !* », a-t-il dit.

C'est alors que vous lui avez révélé qu'il s'agissait d'une compositrice, et d'un opéra commandé par le roi pour l'Académie royale de musique...



Au château de Versailles, en janvier.
CLEMENS MANSER/LES ÉTOILES

« Ercole amante » : « C'est un mélange des genres quasi utopique »

Le chef d'orchestre Leonardo Garcia-Alarcon dirige, à l'Opéra de Paris, l'œuvre méconnue de la compositrice Antonia Bembo, écrite en 1707

Alexander Neef a eu une réaction pleine d'humour : « Si c'est la volonté de l'ancien patron de la maison, on doit absolument le faire ! » Contrairement à ce que pourront penser d'éventuels détracteurs, Antonia Bembo n'a pas été choisie pour son genre, mais pour ses talents de musicienne. Lorsque j'en ai informé l'ex-dire-

« Antonia Bembo sera présentée à la cour de France en 1677, l'année suivant la mort de Francesco Cavalli »

cteur musical de la maison Gustavo Dudamel, il m'a parlé de la metteuse en scène Netia Jones, avec qui il travaillait, début 2022, sur *Les Noces de Figaro* [1786], de Mozart. C'est elle qui sera l'autrice de cette création scénique mondiale.

A plus de quarante ans de son maître, Cavalli, Bembo met en musique le même livret. Que la comparaison dit-elle ?

La musique de Cavalli, très italienne, utilise un cantabile entrecoupé de récitatifs, où la voix n'est quasiment pas accompagnée, ce qui ne plut pas aux Français. Antonia Bembo, au contraire, livre une partie orchestrale importante du début à la fin de l'opéra, est à l'aise avec les ouvertures à la française, entrées de ballet, ritournelles. Elle aussi porte cependant la livrée du

style italien avec des passages vocaux virtuoses qui annoncent déjà Bellini. De plus, contrairement à Lully, qui écrit à cinq parties, Bembo utilise six parties réelles – six, nombre royal depuis la Renaissance. Ce qui pourrait attester de sa reconnaissance envers Louis XIV, qui lui a sauvé la vie.

Que sait-on du destin de cette femme issue de la noblesse vénitienne, qui perdit le procès en divorce contre son époux violent, avant de s'exiler ?

Assez peu de choses. Si ce n'est qu'elle est née à Venise vers 1640 et qu'elle a étudié la musique avec Francesco Cavalli, l'une des plus illustres figures de l'opéra du XVII^e siècle, et se fera connaître comme cantatrice et compositrice. A 16 ans, elle épouse Lorenzo

« Louis XIV était vieux. Il est probable que cette commande royale en 1707 n'avait pas vocation à voir le jour sur scène »

Bembo, issu d'une puissante famille vénitienne – son oncle, Pietro Bembo, traducteur de Platon, contribua à faire connaître le philosophe grec. Mais son mari est violent : il la maltraite, tout en dilapidant sa dot. Après l'échec de sa demande de divorce, Antonia Bembo sera présentée à la cour de France en 1677, l'année suivant la mort de Cavalli. Elle a alors une bonne trentaine d'années. On ne sait si elle fit partie des dames qui rejoignaient la chambre du roi. Toujours est-il que Louis XIV lui octroiera une position, et une pension jusqu'à sa mort en 1715.

Comme la plupart des musiciens baroques qui travaillent sur des partitions anciennes, vous avez l'habitude de compléter, voire de recomposer parfois, les parties manquantes des partitions. Qu'en a-t-il été pour cet « Ercole amante » ?

Je n'ai rien changé, si ce n'est corriger de nombreuses erreurs et remettre en phase des parties que le copiste, par ignorance ou par paresse, avait mal notées. Le seul vrai problème qui se posait concernait l'orchestration. C'est là que [le neveu de Louis XIV] Philippe d'Orléans m'a aidé : j'avais monté pour l'Opéra royal de Versailles, en 2023, *La Jérusalem délivrée*, un opéra de 1712 composé par le futur régent. Il avait eu évidemment tous les moyens à sa disposition, un ensemble de flûtes, des trombones, hautbois, cornets, cordes, luths et théorbes – toutes les couleurs instrumentales du XVII^e siècle, combinées à la palette baroque du XVIII^e. Je me suis dit que c'était ce vers quoi il fallait tendre.

Peut-on dire qu'Antonia Bembo est le chaînon manquant entre Jean-Baptiste Lully et Jean-Philippe Rameau ?

C'est très important de savoir que 1707 [année de la composition d'*Ercole amante*], c'est l'arrivée de Georg Friedrich Haendel à Londres, mais aussi la première cantate de Johann Sebastian Bach. Il faudra attendre trente ans pour que Rameau écrive son premier opéra. Il y a à cette période, en France, un vide laissé par la mort de Lully, en 1687, que tout le monde essaie plus ou moins d'imiter. Antonia Bembo est avant tout une personnalité unique, qui va à l'encontre de ce que les autres compositeurs proposent. Cavalli, Rameau ou Haendel, tous organistes, abordent l'opéra avec des cerveaux de bâtisseur d'église. L'inspiration de Bembo, venue de la vocalité, se développe au contraire dans une architecture libre et asymétrique, un peu à la manière du chant grégorien. On a parfois l'impression que son style embrasse plusieurs siècles.

Pensez-vous que cet « Ercole amante », visible sur les sites d'Arte.tv et de l'Opéra de Paris une fois enregistré, ouvrira un avenir à Antonia Bembo ?

Je l'espère. On s'amuse à l'autre jour en répétition de ce qu'une metteuse en scène britannique, Netia Jones, un directeur d'opéra allemand, Alexander Neef, et un chef d'orchestre argentin, nous défendons un opéra franco-italien complètement oublié par les Français et les Italiens ! ■

PROPOS RECCUEILLIS PAR MARIE-AUDE ROUX

« Ercole amante », d'Antonia Bembo, à l'Opéra Bastille, à Paris, jusqu'au 14 juin. Livret : Francesco Buti ; direction musicale : Leonardo Garcia-Alarcon ; mise en scène : Netia Jones. Tarifs : de 15 € à 175 €.



BARBARA HANNIGAN
An American Dream?

Les traits communs aux trois œuvres symphoniques qui balisent ce programme américain font penser au cinéma. Pourtant, la première a pour origine un opéra, le *Porgy and Bess* (1935), de George Gershwin. C'est néanmoins par le

biais d'une suite symphonique à grand effet de Robert Russell Bennett (1894-1981) qu'elle apparaît ici, remarquablement servie par l'Orchestre symphonique de Göteborg et par sa cheffe, Barbara Hannigan, qui sait parfaitement lire entre les lignes d'une partition à vocation lyrique. Les deux morceaux suivants séduisent aussi dans le registre dramatique. Avec ses ambiances fantomatiques et ses jaillissements spectaculaires, le volet central de la *Dance Symphony* (1925) d'Aaron Copland s'écoute les yeux écarquillés. Muette jusque-là, Barbara Hannigan retrouve le statut de *soprano conductor* qu'elle affectionne depuis quinze ans pour boucler cet album par une composition à quatre mains (elle-même et l'arrangeur Bill Elliott), *At the Fair*, qui revisite des songs de Broadway avec une folie contagieuse. La question – posée par le titre du CD semble alors trouver sa réponse : « *An Hannigan Dream* » ! ■ **PIERRE GERVASONI**

Alpha Classics/Outthere Music.

George Gershwin: *Porgy and Bess*. A Symphonic Picture. Aaron Copland: *Dance Symphony*. Richard Rodgers: *The Carousel Waltz*. Barbara Hannigan et Bill Elliott: *At the Fair*. Orchestre symphonique de Göteborg, Barbara Hannigan.



TAMIKREST
Assikel

Deux décennies après avoir été révélé au monde par le groupe Tinariwen, le « blues touareg » a encore des ressources, à en juger par le nombre de ses représentants, comme les guitaristes Bombino et Mdou Moctar au Niger, pour les plus connus.

Originaire du Mali, Tamikrest, devenu un quatuor comptant un guitariste et un percussionniste français, est parvenu à s'affranchir progressivement du modèle grâce à son goût pour le psychédéisme planant de Pink Floyd et atteint sa plénitude avec ce sixième album dès le majestueux *Adagh Oyantid* d'ouverture, dont l'ample guitare slide transporte au Sahara aussi bien que dans le désert texan de Ry Cooder. Si c'est souvent le message de résistance des musiciens *ishumar* (mot dérivé de « chômeur ») qui attire l'attention, Tamikrest séduit d'abord et avant tout pour ses idées musicales : la goutte de synthé dans l'oasis électrique d'*Imanin*, les arpegges secs enveloppés d'un orgue cosmique dans *Adounia*. ■ **BRUNO LESPRIIT**
Glitterbeat/Modulor.



KURT VILE
Philadelphia's Been Good to Me

Originaire de Philadelphie (Pennsylvanie), le guitariste et chanteur Kurt Vile cultive, depuis plus d'une quinzaine d'années, une identité *laid back*, adepte du fait-maison, sans renier un certain confort studio. Ce dixième album sonne comme un retour à ses racines, une lettre d'amour à sa ville natale, où l'ancien membre de The War on Drugs vit et enregistre (en partie) ses albums, dans son sous-sol. Avec sa voix traînante, ce guitariste versatile broche des chansons existentielles teintées d'autodérision, comme sur *Zoom 97* à la mandoline (« *De la fumée sur mes lèvres/J'ai écrit une chanson, ouais/Certains m'ont dit que je m'y prenais mal...* »). Ses vignettes indie rock sont pries de fêlures attachantes : la jangle pop magnétique de *Holiday OKV* ; la country folk flanquée d'un xylophone pour *Every Time I Look at You* ; un synthétiseur boiteux sur *Philly's Been Good to Me* ; le regain de distorsion électrique sur *Chance to Bleed*, au petit air de Tom Petty (1950-2017). ■ **FRANCK COLOMBANI**

Verve Records/Universal.



LINLIN
Disco Inferno

Il y a eu la déferlante Theodora, et maintenant le tsunami LinLin. Cette dernière vient du Val-de-Marne, puise son inspiration autant chez Mylène Farmer que chez Madonna pour sa pop, Azealia Banks pour son attitude de rappeuse butée ou Beyoncé pour son album house music, *Renaissance* (2022). Le deuxième morceau de ce premier album, *Blacc*, pose les fondations de sa musique : beat *old school* hip-hop à la *Planet Rock* (1982) d'Afrika Bambaataa, une turbine électro et des propos « badass » : « *Je ne suis pas là pour être polie, je suis sexy, bring your body*. » Sur une tchatche plus tendre, elle emporte tout autant sur *MML (Make Me Live)*, où elle réclame à ses prétendants « *de la mettre bien* », plus à l'aise dans une belle voiture que dans une citadine, assume-t-elle. Après l'interlude d'un DJ, digne des meilleures annonces de discothèque des années 1980, elle propose un disco irrésistible, *Cœur de pirate*, et une house music des plus rafraîchissantes sur *Crush*. Avis de tempête au cœur de l'été. ■ **STÉPHANIE BINET**

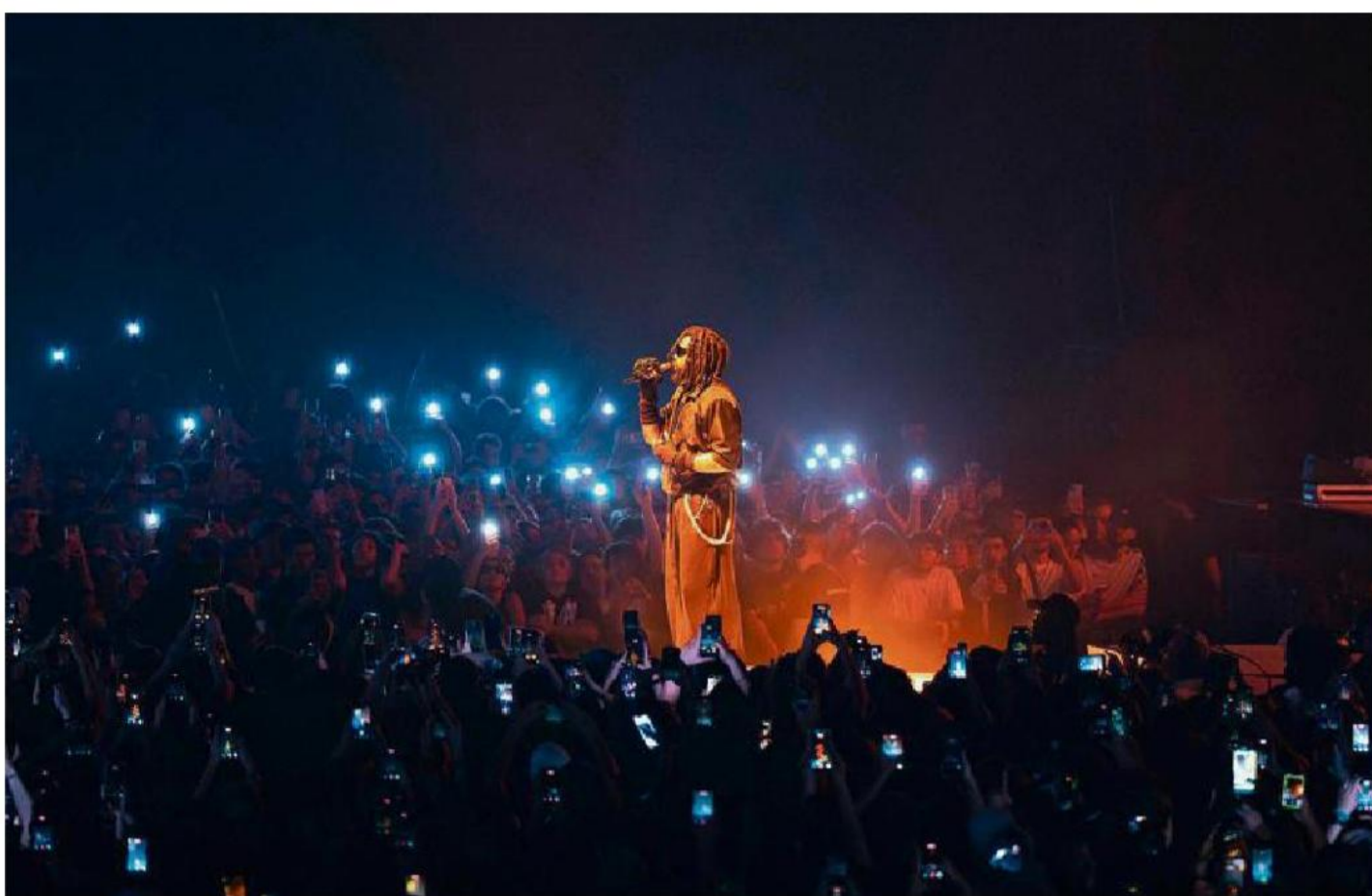
Punk Records.



BOARDS OF CANADA
Inferno

Duo écossais mythique signé sur le label de musique électronique Warp, Boards of Canada a toujours su soigner l'aura mystérieuse qui l'entoure. Après treize ans d'absence depuis leur dernier album, *Tomorrow's Harvest* (2013), les deux frères se

la parole publique rare avaient récemment envoyé des messages cryptiques à leurs fans, laissant présager un retour prochain. Voilà qui est chose faite, avec la sortie d'*Inferno*, un cinquième album où l'on retrouve avec plaisir leur talent pour accumuler les textures complexes, les mélodies accrocheuses et les échantillons vocaux. Moins sombre que leur précédent opus, *Inferno* reste sinueux. La musique de Michael Sandison et Marcus Eoin n'est jamais transparente, capable d'évoquer des atmosphères aussi reposantes qu'inquiétantes, naviguant entre un style proche de l'ambient (*Arena Americanada* ou *You Retreat in Time and Space*) et des sonorités post-rock, voire shoegaze (*Prophecy at 1420 MHz*). S'ils s'avèrent vite magnétiques, ces 18 morceaux nécessiteront de nombreuses écoutes avant qu'on en apprécie toute la finesse. ■ **RO. GE.**



Le rappeur Damso, lors de la première date de ses quatre concerts à Paris La Défense Arena, le 28 mai. MAROUSSIA IVANOFF/IMPR

Damso chasse ses démons à Paris La Défense Arena

Dans la grande salle de Nanterre, le rappeur belge a donné un spectacle sombre avec une dizaine de danseurs aux costumes inquiétants

CONCERT

Sorti il y a tout juste un an, *Beyah* sera peut-être le dernier album de Damso.

C'est en tout cas ce que le rappeur belge répète depuis plusieurs années. A la fin de 2024, déjà, il confiait au *Monde* sa lassitude vis-à-vis de l'industrie musicale : « *J'ai envie de découvrir d'autres passions, de faire du design, du mobilier. J'ai envie de tester des nouvelles choses.* » La fin de sa tournée française se devait donc d'être à la hauteur. Jeudi 28 mai, il commençait une série de quatre concerts, jusqu'au 31 mai, dans la grande salle de Paris La Défense Arena, à Nanterre, pouvant accueillir 40 000 personnes.

Pour cette première soirée, le rappeur repéré par Booba il y a un peu plus de dix ans a partagé ses états d'âme avec son public. Dès le début, le concert se veut théâtral. Des danseurs et danseuses aux costumes de créatures étranges parcourent la scène, créant une ambiance menaçante sur fond de basses assourdissantes. Damso apparaît au milieu, barbe et dreadlocks, tout de noir vêtu.

Fendre la carapace

Sobre mais toujours aussi charismatique, il entonne les premiers couplets d'*Impardonnable*, extrait de son dernier album. « *N'oublie pas qu'un cœur brisé fait que mimer les sentiments* », chantonnet-il, annonçant la couleur d'un spectacle sombre. Il enchaîne avec la bien nommée *Vie Olence*, également issue de *Beyah* (2025). « *Ce monde est cruel, ce monde est méchant, mais ce monde ou rien, mourir en légende* », rappe-t-il, entouré par la présence fantomatique d'une dizaine de danseurs masqués, aux costumes noirs. Est-il en enfer ou sur une autre planète ? La scénographie, aussi impressionnante soit-elle, n'est pas limpide.

Au moment d'interpréter *Pa Pa Paw*, le Belge est rejoint par la jeune chanteuse française Sarah Sey. Seule invitée de son dernier disque, ce sera malheureusement aussi la seule de la soirée. Les fans en feront le constat amer sur *Alpha* et *Mwaka Moon*, titres cosignés avec le rappeur Kalash, qui lui ne se montrera pas. Les morceaux

s'enchaînent vite et l'interprète ne sort pas de son sombre personnage, toujours entouré par ces rôdeurs inquiétants. Immensité de la salle oblige, il n'est pas aisé de voir la scène. Heureusement, des écrans diffusent les acrobaties des danseurs grâce à une captation impeccable.

Contrairement à bon nombre de ses contemporains, Damso, de son vrai nom William Kalubi Mwamba, n'abuse pas de l'autotune. La maîtrise de sa voix suave lui permet de doser l'usage de cet artifice. Il est capable de chantonner avec justesse des mélodies entêtantes autant que de débiter son rap à toute vitesse. Comme dans *Feu de bois*, où l'auditoire peine à suivre la cadence infernale imposée par le rappeur de 34 ans. Les fans explosent quand résonnent les premières notes de *Mosaïque solitaire*, certainement l'un de ses meilleurs titres, avec un changement génial d'instrumental au milieu.

Comme celle-là, les chansons issues du remarquable *Ipséité* (2017) constituent les points forts du concert. Sur *N. J Respect R*, il sort quelques minutes de son personnage, paraissant plus accessible lorsqu'il descend de la scène pour se rapprocher de la fosse. « *J'm'en fous d'être ton boyfriend, c'est ton cul moi que je veux moi/Qu'est-ce tu croyais, viens pas chialer*. » La salle connaît ça par cœur. Chez Damso, les paroles sont crues, souvent misogynes, mais son public féminin (présent en nombre) ne lui en tient pas rigueur.

Aux deux tiers du concert, d'un peu plus de deux heures, le musicien d'origine congolaise fend sa carapace. Dans la touchante *Deux toiles de mer*, il raconte l'intense

émotion provoquée par la naissance de son fils : « *Evidemment que j'suis pas le même qu'hier/Evidemment que j'suis plus le même, j'ai changé.* » On comprend que les danseurs qui rôdaient n'étaient que ses démons personnels. Des créatures en robes blanches chassent ces inquiétantes créatures, la scène se drape d'un blanc immaculé et seul reste Damso, en noir. Débarassé de ses spectres, il se lance dans des titres aux sonorités plus festives, dans lesquels

l'amour prend une place plus importante : *Ya Tengo Sentimientos*, *911* (« *J'me ramollis, j'suis tombé love* ») et *Macarena*, son plus grand tube à ce jour. Libéré de ses tourments, ses sentiments mis à nus, Damso peut se retirer tranquillement. Les chimères blanches l'accompagnent dans un sarcophage. Il y est enfermé. Son micro reste au sol. Plus que la fin de sa carrière de rappeur, on préférera y lire la promesse de sa future renaissance. ■

ROMAIN GEOFFROY

FURIES
FESTIVAL DE CIRQUE ET DE THÉÂTRE DE RUE

2 AU 6 JUIN 2026
CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE - GRAND EST - FURIES.FR

Il est capable de chantonner avec justesse des mélodies entêtantes autant que de débiter son rap à toute vitesse

Nabil Nahas étend ses spirales cosmiques à Venise

Le représentant du Liban à la Biennale a créé une installation méditative qui a été acheminée de Beyrouth

BEYROUTH

Passé la grille, une allée d'oliviers pluricentennaires borde le chemin qui mène à l'ancienne usine de textile, sur les hauteurs du nord de Beyrouth. Nabil Nahas, qui vit depuis près de soixante ans aux États-Unis, a pu racheter, il y a quelques années, ce bâtiment en ruine érigé par ses grands-parents maternels, pour en faire son point d'attache libanais. Ces oliviers aux corps épais et cavernueux, à demi calcinés, sont des déplacés, rapatriés au Liban sud, où ils avaient été incendiés lors d'une opération terrestre israélienne. Désormais, de jeunes branches pointent à leur sommet.

Dans les espaces industriels reconvertis en loft, les tableaux aux airs de vibrants fonds marins ou de lichens protubérants, qui sont l'un des motifs récurrents de l'artiste, cohabitent avec ses collections d'art ancien charriant toute l'histoire antique du Liban : visages aux pupilles noires, céramiques, sculpture de la déesse égyptienne Thout, à tête d'hippopotame.

C'est dans l'espace de l'atelier, à l'étage, que Nabil Nahas, choisi pour représenter le Liban à la Biennale de Venise cette année, a conçu l'intégralité du pavillon, soit une vingtaine de très grands tableaux qui créent une vaste frise. Début mars, les frappes israéliennes contre le Hezbollah au Liban sud, ciblant des quartiers de Beyrouth, venaient percuter son projet. L'artiste a finalement réussi à envoyer ses œuvres par bateau vers l'Italie, différant juste son départ de quelques semaines.

Vision apocalyptique

C'est dès l'enfance que Nabil Nahas, aujourd'hui 76 ans, s'est laissé happer par les mystères archéologiques. Tandis que toute sa famille naviguait, faisant commerce du coton et de la soie, entre Le Caire, le Brésil et Beyrouth, lui a grandi, dès ses 10 ans, dans un austère pensionnat catholique sur une colline voisine. Vers 12 ans, il se passionne pour la proche Byblos, l'une des plus anciennes cités du monde, qui fut un port actif et un centre religieux phénicien qui commerçait avec

La large composition du peintre offre pour la première fois une vision panoramique et tout en contrastes de son travail

l'Égypte. Avec un camarade dont l'oncle était archéologue, ils prennent l'habitude d'aller s'y promener chaque week-end. Le site, construit sur une pointe de terre entre deux baies et alors excavé par le Français Maurice Dunand (1898-1987), avait de quoi fasciner un enfant rêveur, avec ses restes de temples et ses sous-sols emplis de nécropoles royales.

À l'époque, les fouilles ont donné lieu à d'innombrables évacuations de terre sous forme de remblais. « *Après les pluies de l'hiver, plein de choses en tombaient : des fragments de poterie, de la monnaie, des perles...* », se souvient l'artiste, qui se met à collecter ces trésors mis au rebut. À l'époque, il peint aussi les fleurs du jardin de sa grand-mère et aspire déjà à être artiste. En 1969, il part étudier à l'école d'art de l'université Yale, aux États-Unis, par laquelle sont passés de nombreux artistes, de Chuck Close (1940-2021) à Richard Serra (1938-2024), Brice Marden (1938-2023) ou Nancy Graves (1939-1995), puis s'installe à New York avec une poignée d'artistes dans un immeuble du quartier de Tribeca, alors un no man's land accessible, dont il n'a jamais bougé. En parallèle, dès 1975, le Liban s'enfonçait dans une longue guerre civile – l'artiste ne reviendra à Beyrouth que vingt ans plus tard.

En 1991, un ouragan va venir bouleverser son travail, jusque-là minimaliste. Il se trouve alors sur la péninsule des Hamptons, proche de New York, qui se retrouve dévastée. Sur la plage, la vision est apocalyptique, avec des milliers d'étoiles de mer échouées, « *comme tombées du ciel* ». Sa peinture se fait dès lors plus organique et proliférante. Les étoiles de mer (des vraies, puis



Détail de l'installation « Don't Get Me Wrong » (2026), de Nabil Nahas, à la biennale de Venise. FEDERICO VESPIGNANI/CELESTIA STUDIO/DJAA

des moulages) envahissent certaines de ses compositions, ses surfaces deviennent tridimensionnelles. Puis en s'amusant à joindre les pattes des étoiles, il crée des pentagones, qui mutent en fractales. Depuis 2010, le cèdre, emblème de son pays natal, s'invite également sur ses toiles, créant une infinité de lignes horizontales à la limite de la figuration.

« Humain et non pas politique »

Pour son projet vénitien, l'artiste a passé huit mois à Beyrouth, où il a imaginé une large composition enveloppante de 16 mètres de longueur et de 6,50 mètres de hauteur, offrant pour la première fois une vision panoramique et tout en contrastes de son travail : spirales cosmiques, poussières d'étoiles de mer iridescentes et arbres, mi-souverains, mi-scarifiés.

« *On retrouve les cèdres, les oliviers et les palmiers dans L'Épopée de Gilgamesh, ce récit épique*

qui est l'une des œuvres littéraires les plus anciennes de l'humanité », relève l'artiste, qui juxtapose ici espaces et temporalités différents : « *Ce sont comme des fenêtres sur diverses strates de l'univers. Il n'y a pas d'histoire, seulement de l'énergie, tout existe en même temps.* »

Rien de consciemment politique dans ce dialogue hors du temps, qui se prémunit d'ailleurs de toute interprétation par son titre : *Don't Get Me Wrong* (« *ne vous méprenez pas sur ce que je dis* »). Pourtant, l'un des panneaux représente un massacre : une toile blanche recouverte d'étoiles de mer maculées de rouge sang. « *Je ne veux pas en faire un commentaire sur Israël-Palestine-Gaza, confie-t-il. C'est mon côté humain, et non pas politique, qui parle. Je trouve que c'est épouvantable, humainement, ce qui se passe, et je ne pouvais pas faire cet ensemble sans ce pan, qui évoque plus large-*

« Il n'y a pas d'histoire, seulement de l'énergie, tout existe en même temps »

NABIL NAHAS

ment la condition humaine. » Lui s'est tenu à l'écart de la pétition demandant que le pavillon israélien ne participe pas à la Biennale de Venise : « *Je pense que l'art est un forum, et il faut que tout le monde soit là et parle d'art.* »

Au début du mois de mai, on le retrouve à Venise sur le site de l'arsenal lors de la semaine d'ouverture de la Biennale, au côté de la très dynamique Nada Ghandour, commissaire franco-libanaise du pavillon, qui réussit,

depuis trois éditions, à faire exister un pavillon du Liban à Venise sans subventions de l'État, par collecte de fonds et une mobilisation exemplaire des bonnes volontés. « *Il est essentiel pour nous de montrer toute la richesse et la force de la culture au Liban* », tient-elle à souligner dans ce contexte difficile.

Désormais arrimé dans un des bâtiments partagés de l'arsenal jusqu'en novembre, le vaste bandeau de toiles est présenté en hauteur, ce qui donne une dimension encore plus méditative, « *presque soufite* », dit l'artiste, à cet ensemble à la croisée de l'abstraction américaine et de la spiritualité méditerranéenne. Sous les peintures, l'un des murs s'ouvre sur les décombres qui recouvrent l'espace du pavillon voisin, la Slovénie. « *Je me sens à la maison...* », glisse Nabil Nahas face à ce « *hasard tristement heureux* ». ■

EMMANUELLE JARDONNET

« Lorenzaccio » à l'aune des régimes dictatoriaux

Le metteur en scène, David Bobée, avait déjà revisité « Don Juan » à l'ère #MeToo, il s'attaque cette fois au texte de Musset

Des images contemporaines d'émeutes et de répression policière alternent avec des tableaux de la Renaissance, des CRS en tenue de Robocop pour protéger le duc Alexandre de Médicis : dès les premières minutes de *Lorenzaccio*, adapté et mis en scène par David Bobée, l'enjeu est posé. Le directeur du Théâtre du Nord, Centre dramatique national de Lille, s'est emparé de ce classique d'Alfred de Musset (1810-1857) pour établir un parallèle entre les régimes autoritaires d'hier et ceux d'aujourd'hui.

David Bobée ne s'en cache pas, il n'aime rien tant que faire dialoguer grands textes du répertoire et problématiques actuelles. Après avoir revisité *Dom Juan* (2023) à l'ère #MeToo, il s'empare, en ces temps de montée de l'extrême droite, de *Lorenzaccio* pour pousser les spectateurs, insiste-t-il dans sa note d'intention, à s'interroger sur la manière d'« *agir face au risque d'un pouvoir dangereux* ».

Dans un impressionnant décor de colonnes de béton en ruine, qui vont, au fil d'un récit de trois heures, glisser sur le plateau pour évoquer une multitude de lieux (palais, chambre, prison...) et servir de support de projection, l'atmosphère crépusculaire de brume et de fureur est d'emblée spectaculaire.

De brume et de fureur

Nous sommes à Florence, en 1537, où règne en tyran le duc Alexandre de Médicis, soutenu par le pape et protégé par une garde armée. Son jeune cousin Lorenzo joue avec lui un double jeu : à la fois fidèle serviteur et compagnon de débauche, il est mû par une volonté de restaurer la République. Face à l'impuissance des grandes familles républicaines et à la passivité de la population, il va se transformer en un meurtrier solitaire pour en finir avec ce duc sanguinaire.

Pour tenir son axe dramaturgique, David Bobée a choisi de mêler la pièce de Musset à son texte

source, *Une conspiration en 1537*, écrit par sa maîtresse George Sand, contribution essentielle à la construction de cette œuvre. Le metteur en scène a su marier avec précision la dimension politique de la version de Sand au drame romantique de Musset, sans trahir l'histoire. Cette fusion judicieuse rend le spectacle très accessible et fait honneur aux deux auteurs, en agençant de manière limpide un texte d'une grande beauté.

Pour porter ce *Lorenzaccio* audacieux, David Bobée a trouvé le casting idéal. Félix Back, 27 ans, est une révélation. Tout juste diplômé de l'École du Nord, il campe un remarquable Lorenzo. Ce jeune comédien déploie une incroyable palette de jeu montrant toutes les ambiguïtés de son personnage, fragile et déterminé, facétieux et lucide.

Face à lui, Mexianu Medenou, tout en sensualité vénéneuse, incarne un duc d'une arrogance et d'un cynisme bluffants. À ses côtés, son redoutable acolyte Sire

Maurice, interprété par Nicolas Moumbounou, est aussi convaincant quand il joue que quand il chante. Quant à Greg Germain, en chef des républicains, idéaliste mais désespéré et pétri d'humanité, il impressionne par sa présence à fleur de peau.

Energie de la troupe

A travers cette épopée, David Bobée réussit – malgré quelques effets musicaux trop appuyés et, parfois, quelques longueurs – à emporter le spectateur grâce à la qualité et à l'énergie de sa troupe, d'une remarquable diversité, à l'éclat de la scénographie (dont un tableau final rougeoyant particulièrement marquant) et à l'émotion suscitée par certaines scènes de la pièce.

Lui qui se fait fort de vouloir « *réunir le public le plus érudit comme le plus néophyte* » y parvient avec ce *Lorenzaccio* plein de panache qui nous interpelle sur l'impuissance des peuples à s'unir pour résister, et nous met en garde contre la violence de

l'action individuelle. « *Je ne méprise point les hommes, je les conçois, confie Lorenzo dans le dernier acte. Je suis persuadé qu'il y en a très peu de très méchants, beaucoup de lâches et un grand nombre d'indifférents.* » ■

SANDRINE BLANCHARD

« *Lorenzaccio* », d'après George Sand et Alfred de Musset, adaptation et mise en scène David Bobée, jusqu'au 5 juin au Théâtre du Nord, à Lille. Puis en tournée : du 18 au 20 novembre aux Points Communs, scène nationale, à Cergy-Pontoise; les 25 et 26 novembre à la Maison de la culture de Bourges, scène nationale, à Bourges; le 1^{er} décembre à L'Équinoxe, scène nationale, à Châteauroux; les 4 et 5 décembre au Carré, à Sainte-Maxime (Var); les 8 et 9 décembre à La Filature, scène nationale, à Mulhouse (Haut-Rhin); les 16 et 17 décembre au Volcan, scène nationale, au Havre (Seine-Maritime), etc.

Sept jours
sur sept,

à 7h,

la
Matinale
du Monde

www.lemonde.fr/
la-matinale/



A Dijon, la persistante étrangeté de Djamel Tatah

Le Musée des beaux-arts et le Musée national Magnin présentent une rétrospective de l'artiste contemporain

EXPOSITION

Le premier tableau que l'on rencontre en pénétrant dans la rétrospective du peintre Djamel Tatah, au Musée des beaux-arts de Dijon, n'est ni l'un de ses premiers de la fin des années 1980 ni l'un des plus récents. Il date de 2014. Il est grand : 2 mètres et demi de haut, 2 mètres de large. Il est sans titre, comme presque toutes les autres œuvres. La composition est simple. La moitié droite est une surface très sombre qui s'étend aussi sur la totalité du tiers inférieur, jusqu'au bord gauche. Se trouve ainsi délimité un rectangle d'un bleu assez clair. A la limite entre les deux monochromes apparaît une ligne verticale très étroite, d'un blanc ourlé d'un peu de rouge.

Il s'agirait donc d'une abstraction géométrique stricte s'il n'y avait, parfaitement visible, un homme, plutôt jeune, assis sur un banc. Ses contours, les plis de ses vêtements et la forme du banc sont dessinés avec le même blanc teinté de rouge. Les mains et la tête, de profil, sont d'un autre blanc, avec quelques ombres grises. Le menton de l'homme est posé sur son poing gauche. Sa main droite est contre son ventre, serrée elle aussi. Voilà pour une description neutre.

Ensuite peut venir le temps de l'interprétation, aussi incertaine que la composition paraît simple. On peut penser que cet homme est assis dans un musée et s'absorbe dans la contemplation d'un monochrome abstrait, d'un bleu qui n'est ni celui de Barnett Newman (1905-1970), ni celui d'Yves Klein (1928-1962) ; ou que ce bleu est celui du ciel et, dans ce cas, l'homme est assis devant une baie et regarde vers un dehors dont on ne saura rien.

Les deux hypothèses se soutiennent, mais, quelle que soit celle qui est choisie, l'expression de la figure demeure indécidable. La posture est celle qui, depuis des siècles, suggère la mélancolie. Mais on pourrait aussi vraisemblablement y reconnaître les signes de l'interrogation, de l'introspection ou du doute. Si l'homme est face à une peinture, son questionnement porterait

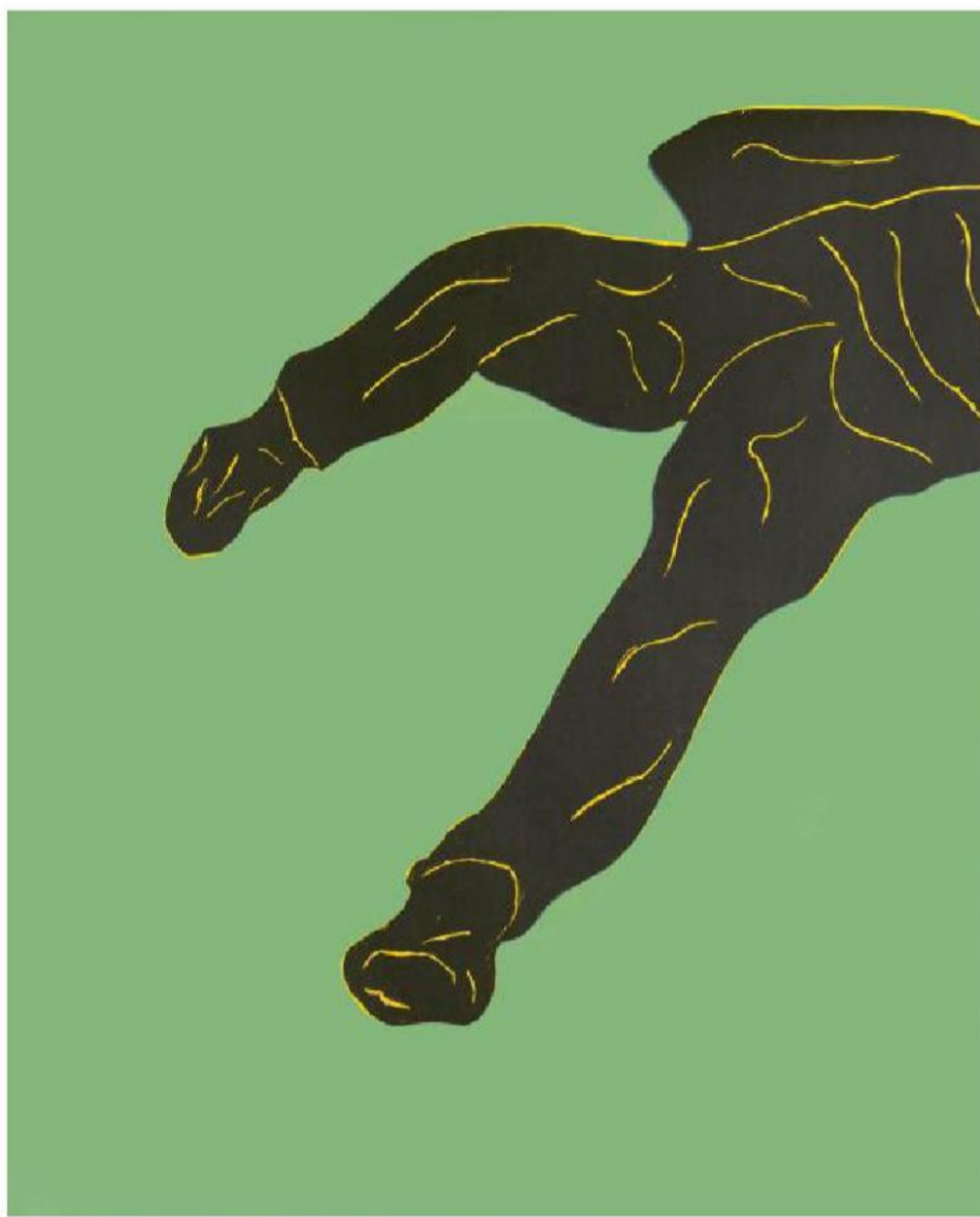
Depuis les débuts de Tatah, sa peinture naît de la conjonction constante d'une composition par plans de couleur et de la figure humaine

peut-être sur celle-ci et, au-delà, sur l'histoire récente de cet art. S'il est face à un paysage, toutes les suggestions sont possibles et aucune n'est vérifiable.

On ne peut douter que la décision de placer cette toile en frontispice de l'exposition soit délibérée, d'autant qu'elle est aussi celle qui ouvre le catalogue. Elle est juste, car il y a dans cette toile l'essentiel des caractéristiques si particulières de la peinture de Tatah. Depuis ses débuts, il y a plus de quarante ans, elle naît de la conjonction constante d'une composition par plans de couleur répartis par lignes et angles droits, de type abstrait, et de la figure humaine, unique ou multiple, féminine et masculine, statique ou en mouvement, debout ou allongée.

Cette figure humaine est peinte à échelle 1, raison pour laquelle les toiles doivent être de grande taille. Depuis ses débuts toujours, les personnages sont vêtus des mêmes tissus gris-brun, brun rougeâtre ou noir qui ne laissent rien voir des corps, hors les têtes aux chevelures sombres et les mains. Ces codes se retrouvent dans les lithographies qui accompagnent régulièrement les peintures, dont elles sont la version épurée et allégée jusqu'au pur dessin. Ces estampes, souvent monumentales, sont présentées, avec quelques toiles, dans les salles du Musée national Magnin, très proche de celui des Beaux-Arts.

Ce langage spécifique, Tatah le détermine à partir de 1986, dans des autoportraits et les premières figures, après ses années d'étude aux Beaux-Arts de Saint-Etienne. On peut énumérer ce qui a participé à sa genèse : l'abs-



« Sans titre » (2020), de Djamel Tatah. FRANÇOIS JAVY/ADAGP, PARIS, 2026

traction américaine et le cinéma de Michelangelo Antonioni, les portraits funéraires du Fayoum et les chorégraphies de Pina Bausch, les statuaux grecque et africaine, les tableaux d'Eugène Delacroix et les photographies d'August Sander, etc.

Œuvre en suspension

En prenant dans les collections dijonnaises, Tatah a du reste composé un mur d'hommages et de références qui donne des indications en la matière. Mais elles ne

répondent pas à la question : comment cela a-t-il été possible, alors ? Dans ces années 1980, la peinture est très peu en faveur auprès des institutions françaises, et Tatah n'en devient pas moins peintre. A plus forte raison, la figuration est-elle tenue pour obsolète et il s'y consacre obstinément. Parce qu'elle a été depuis largement montrée et étudiée, on risquerait de l'oublier : l'énigme de la naissance de cette œuvre demeure.

De même, la question de son interprétation est toujours ouverte.

Ce qui a été observé à propos de *Sans titre* ouvrant le parcours peut l'être de bien d'autres œuvres. Elles sont à la fois d'une parfaite évidence visuelle – on voit tout de suite les figures, et les harmonies chromatiques magnétisent le regard – et d'une non moins persistante étrangeté.

Que s'y passe-t-il ? Qu'a-t-on devant soi ? Que comprendre ? Les expressions des visages sont difficiles à qualifier et, donc, les pensées et les émotions qui habitent ces figures sont celles que leur at-

tribue chaque spectateur. Attente, isolement, ennui, inquiétude, doute ? Tout cela et d'autres sentiments encore.

Les postures elles-mêmes ne sont pas si aisément définissables qu'on le croirait. Suspendus dans le vide, les corps montent-ils ou tombent-ils ? Ascension ou chute ? Selon le choix, le sens sera tout différent. Or, on ne peut choisir. Comme ces corps, Tatah maintient son œuvre en suspension, de sorte que, chaque fois qu'on la revoit, le sens qu'on lui prête change. On a beaucoup parlé de répétition à son propos, mais pour qu'il y ait répétition encore faudrait-il qu'un sens soit fixé et constant. Or, il ne l'est pas.

Font exception les œuvres au caractère politique marqué. Quand Tatah place à proximité des tombeaux somptueux des ducs de Bourgogne trois toiles qui, sur des fonds différents, montrent le même corps masculin allongé au sol et pris dans un sac qui l'enveloppe presque tout entier, on ne peut que penser aux innombrables images de morts civils et militaires, victimes de bombardements et de massacres, ainsi ensachés pour être enterrés ailleurs.

Quand il accumule des corps étendus sous ce qui semble des linéaux au pied de trois pans verticaux d'un bleu froid, la référence aux murs de métal ou de béton dressés contre les migrants et le long de la frontière israélienne ou mexicaine s'affirme immédiatement. Quand une femme enveloppée de voiles se dresse seule, avec des gestes de colère et de douleur, elle est l'allégorie universelle des désastres passés et présents. Tatah fait alors de la peinture d'histoire – celle de notre histoire. ■

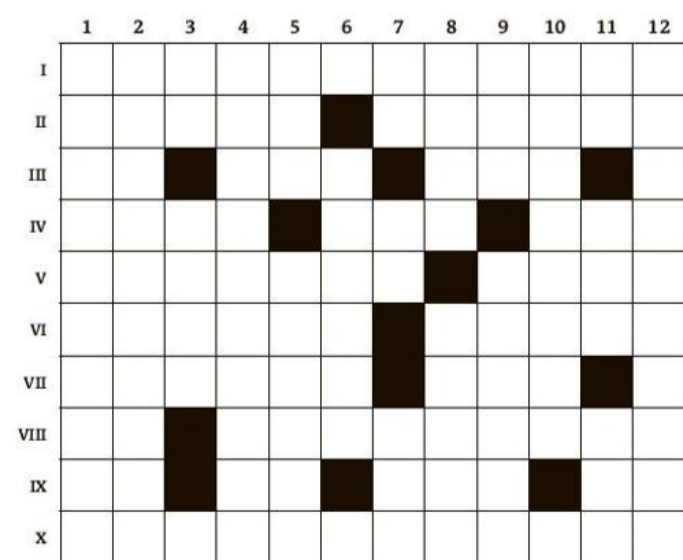
PHILIPPE DAGEN

« *Djamel Tatah. Répéter - Muter* », Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, et Musée national Magnin, 4, rue des Bons-Enfants, à Dijon. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 h 30, et du mardi au dimanche, de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Entrée de 5 € à 9 €. Jusqu'au 20 septembre. [Musees.dijon.fr](http://musees.dijon.fr)

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 124
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 123

HORIZONTALEMENT I. Impérialiste. II. Nautisme. ARN. III. Vlan. Fagotât. IV. Eh. Ah. Laveur. V. Nef. Agate. Me. VI. Duègnes. Sam. VII. Arras. Onetti. VIII. Béotiens. Aïs. IX. Lune. Ut. Esse. X. Extraverties.
VERTICALEMENT 1. Invendable. 2. Malheureux. 3. Pua. Feront. 4. Etna. Gâter. 5. Ri. Hansi. 6. ISF. Gê. Euv (vue). 7. Amalasonte. 8. Lé gat. NS. 9. Ove. Et. 10. Saté. Stasi. 11. Traumatisé. 12. Entremises.

GRILLE DÉJÀ PARUE LE 16/07/2015

HORIZONTALEMENT

I. Risque de se voir lourdement chargé. II. Ses deux bacs le rendent plus pratique. Paisible et tranquille. III. Possessif. Dit tout sur votre compte. Quand le bis ne suffit pas. IV. Dans l'ensemble. Le tombeau d'Homère s'y trouverait. Fait des ronds dans nos mots. V. Partout dans notre alimentation. A fait chanter la belle Lulu. VI. Bon temps à prendre. Employé pour un oui ou pour un non. VII. Dame aux longues oreilles. Se sert. VIII. Au cœur du sonnet. Automatiquement chez les lettrés. IX. Règle plate. Pour les amateurs de toiles venues d'ailleurs. Met tout le monde à l'heure. Dans l'erreur. X. Que l'on retrouvera deux fois dans l'année.

VERTICALEMENT

1. Agréables à côtoyer. 2. Chaleureusement accueillie. 3. Personnage brechtien. S'épanouit comme un champ de blé. 4. Laisse passer beaucoup trop de choses. 5. Le dernier ne dure pas longtemps. Et en plus ils sont frais. 6. Boîtes de conserve. 7. Points en opposition. Pose problème. Cité antique. 8. Impeccables. Homme de lois musulmanes. 9. Espace de culture. Sac avec poches. 10. Pécharmant ou rosette. 11. Mesure à Pékin. Appel à contresens. Pareil. 12. Consomme beaucoup trop.

SUDOKU

N°26-124

			4								3
						9	2	4			
						8					
			5					9			1
			3			2		7	6	5	
			4					7		5	
			5	8				4	6		
			6	1	3				2		7

1	4	3	5	2	7	9	8	6
9	8	5	6	1	4	2	3	7
7	6	2	3	8	9	5	1	4
5	9	1	8	6	2	4	7	3
4	3	7	9	5	1	8	6	2
6	2	8	7	4	3	1	9	5
2	5	9	1	3	6	7	4	8
3	7	4	2	9	8	6	5	1
8	1	4	4	7	5	3	2	9

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



LES DERNIÈRES INNOVATIONS

Un hors-série « Le Monde »
100 pages, 13,50 euros
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 7171 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 7171. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



publité
Directrice générale
Élisabeth Ciadella



PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.

Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

Nora Hamzawi « J'ai été éduquée à ne compter que sur moi-même »

ENTRETIEN

Humoriste, comédienne et chroniqueuse, Nora Hamzawi est devenue, en une dizaine d'années, l'une des meilleures stand-upeuses françaises. De celles qui transforment le rire en thérapie pour tous en partageant avec franchise ses angoisses et son regard sur le monde. A 43 ans, après avoir été remarquée au cinéma, notamment dans des films d'Olivier Assayas (*Doubles vies*, 2019, *Hors du temps*, 2024), elle poursuit la tournée de son troisième spectacle qui se terminera début décembre aux Folies-Bergère, à Paris. Elle vient aussi de lancer sur YouTube un nouveau podcast, « En apparence », sous forme de conversations joyeuses sur le physique.

Je ne serais pas arrivée là si...

Si je n'avais pas eu, très jeune, un désir d'émancipation, une envie pressante de grandir. Ce besoin de devenir indépendante au plus vite est d'abord lié à un cadre familial un peu dysfonctionnel, à une mère veuve, dépressive. J'avais le sentiment que ma vie ne ressemblait pas à celle de mes copains et copines. L'ambiance à la maison n'était pas légère. Je n'avais aucune activité extrascolaire, c'est comme si il n'y avait pas l'espace mental pour le plaisir. J'espérais avec force que le meilleur était à venir. C'était un peu de la pensée magique, une sorte d'énergie vitale.

Votre père, armateur, est mort d'un cancer fulgurant quand vous aviez 1 an et demi. Votre mère s'est retrouvée veuve avec quatre enfants...

Nous vivions à Cannes [*Alpes-Maritimes*]. Se sachant malade et souhaitant nous mettre à l'abri, mon père a acheté un appartement à ma mère quelque temps avant de mourir, dans un immeuble, à Paris, où elle avait d'anciennes connaissances de ses années de pensionnat catholique au Liban. Mes parents sont syriens, mais je ne sais même pas s'ils se sont connus à Damas ou au Liban. Ma mère avait des parents complètement dysfonctionnels, elle a été envoyée en pension dès l'âge de 5 ans, avec sa sœur. Je n'ai jamais rencontré mes grands-parents maternels. Dans ma famille, on a très peu communiqué sur cette période.

Je ne sais pas comment expliquer les choses sans être maladroit vis-à-vis de ma mère... Elle était davantage une femme enfant qu'une femme mère, avec une personnalité assez narcissique. Quand on était petits avec mes frères et sœurs, tout tournait autour de sa peine à elle. Il fallait la consoler, la soutenir. Elle avait cette phrase : « Vous êtes encore jeunes, vous allez vous reconstruire alors que moi j'ai perdu mon mari. » Alors que c'était l'inverse ! Nous, on ne retrouverait plus jamais de père. Je me souviens des années qu'elle a passées au lit, où, à tout moment, elle pouvait piquer une colère. En fait, notre rôle était d'être de bons petits soldats, de ne pas faire de vagues, ne pas l'embêter.

Pourquoi cette tendance familiale à ne pas remuer le passé ?

L'histoire de ma famille reste très floue. Son départ en France est lié à l'instabilité politique. Ainsi, de nombreux cousins de mon père ont émigré aux Etats-Unis. Mes parents ont vécu en Syrie, au Liban, un peu au Koweït, un peu en Californie, à San Diego. C'était lié aux affaires de mon père. Je suis issue d'une famille qui n'a pas arrêté de bouger, de fuir. Mais on n'en a jamais parlé. Ma mère parle arabe et français. Petite, je n'avais pas du tout envie qu'on me parle arabe alors que tout le monde parlait français à l'école. Je me souviens de ces premiers jours de classe avec la fiche à remplir : profession de la mère, profession du père. Ma mère me disait : « Pour ton père, tu barres et tu écris "décédé" en capitales. »

Qu'est-ce que ça change d'être la petite dernière de la famille ?

Beaucoup de choses que je commence à analyser grâce à mes nombreuses années de thérapie ! Je n'ai pas vécu le même drame que mes frères et sœurs et j'ai grandi avec une forme de culpabilité. Quand on me disait « *ah ma pauvre* », à cause de la mort de mon père, je répondais : « *Ah non, mais moi, je n'ai pas souffert, je ne l'ai pas connu.* » C'est une phrase que j'ai répétée en boucle, comme un mantra. Mes frères et sœurs, qui ont quatre, neuf et treize ans de plus que moi, ont connu mon père et ont vécu une peine commune.

Tout en étant un enfant hypersensible, avec un petit fond mélancolique, j'avais le sentiment de devoir apporter un peu de légè-



JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L'humoriste et comédienne évoque son enfance triste, devenue moteur d'émancipation

reté, de joie. J'aimais bien les faire rire. Etre la petite dernière m'a donné un rapport différent au monde. Il fallait que je sois là pour soulager ou apaiser. Quand j'étais jeune, mes frères et sœurs regardaient beaucoup les séries *Seinfeld* et *Dream On* sur Canal Jimmy. J'étais trop petite pour comprendre mais j'adorais les voir rire devant la télé. J'aimais la joie que ça leur procurait.

« L'avantage d'une éducation au jour le jour est que je n'ai eu aucun modèle et n'ai obéi à aucune autorité », avez-vous dit. En quoi est-ce un avantage ?

Ma mère n'étant pas un modèle, je n'avais pas le sentiment de devoir prouver quoi que ce soit à qui que ce soit. J'ai vu beaucoup de mes copines poussées par leurs parents à faire de grandes études, et qui avaient peur de les décevoir. Moi je m'en foutais. Je voulais plaire à mon père, comme s'il était ma bonne étoile, donc pas dans le jugement. C'était comme un accompagnement intérieur positif. Quant à ma mère, comme je trouvais qu'elle-même n'avait pas vraiment de colonne vertébrale, je lui disais : « Je vais faire ce que je veux. » Quand j'étais ado et qu'elle m'interdisait certaines choses, dans une espèce de colère irrationnelle, de lubie, je lui demandais pourquoi. Et elle ne savait pas m'expliquer les choses. Alors je n'obéissais pas. On en rit aujourd'hui parfois.

Quel était votre rapport à l'école ?

J'étais très bonne élève à l'école primaire, j'avais toujours les bonnes réponses, mais je n'osais pas les écrire tant que mon voisin de table n'avait pas écrit les mêmes choses. Je n'avais aucune confiance en mes capacités intellectuelles. Puis à l'adolescence, je n'ai plus rien fait en cours, je ne m'intéressais qu'aux garçons. Ma mère a eu un cancer du foie. Il a été question que je sois orpheline.

Nora Hamzawi, à Paris, le 29 octobre 2024.

AUDOIN DESFORGES/PASCO & CO

la journée, je travaille aux Galeries Lafayette à faire un boulot que je n'aime pas, je commence à essayer de monter sur scène. Le soir, deux fois par semaine, je joue devant 17 personnes dans la salle de La Petite Loge, à Paris. Lors de ma toute première fois en stand-up, je me suis dit : « C'est bon, c'est chez moi, j'ai tout à fait le droit d'être là. »

Mais à quel moment a eu lieu le déclic de devenir humoriste ?

En 2011, au moment du lancement de la série *Brefs* sur Canal+. Je le vis comme une catastrophe, parce que pendant que moi je suis dans mon bureau, toute cette bande d'humoristes est au « Grand Journal » de Michel Denisot. Je me sens vraiment comme une pauvre meuf. Mais cette même année, pendant l'été, je suis contactée par la production de Laurent Ruquier pour participer à l'émission télévisée « On n'demande qu'à en rire ». J'hésite car je déteste cette émission. Mais il faut savoir ce qu'on veut, je ne peux pas rester éternellement planquée. Donc j'y vais.

Et cela va mal finir...

Mon premier passage se passe bien. C'est la chance du débutant. Par la suite arrive la catastrophe : je me fais humilier par l'acteur Jean Benguigui, l'un des membres du jury de l'émission. Il me dit que je ne sais ni jouer ni bouger, bref, que je suis nulle. Le plus dur dans cet épisode, c'est qu'il me juge nulle alors que j'ai essayé de leur plaire sans avoir l'impression d'être moi-même. Cela correspond à ce dont j'ai souffert pratiquement toute mon enfance : on essaye de se plier pour plaire aux gens, pour être une bonne personne, et, à la fin, on s'en prend plein la gueule.

A cette époque, j'ai quitté les Galeries Lafayette, je faisais des chroniques pour le site du magazine *Glamour*. Au lendemain d'« On n'demande qu'à en rire », j'arrive chez *Glamour* en larmes. Tout le monde se fout de ma gueule, me dit : « Ça va, tu ne vas pas faire une crise à cause de Jean Benguigui. » Et je réponds : « Ben si, c'est hyper grave, parce que j'ai été humiliée devant la France entière. » J'en ai marre, j'arrête tout. Je quitte *Glamour*. Je trouve un job alimentaire et je me mets à écrire pour la télévision, notamment pour la série *Scènes de ménage*.

Comment rebondissez-vous ?

Le déclencheur a été de me dire que je devais arrêter d'être dépendante du regard des autres. Tu t'en fous, ça suffit. Je ne pouvais pas passer ma vie à vouloir être indépendante et, en même temps, attendre que quelqu'un me valide. A cette époque, on ne parlait pas de stand-up. Je n'avais pas de modèles dans le paysage humoristique et je crois que ça m'a aidé. Je me suis donnée un été pour écrire un spectacle. Et ça a marché. Trois mois après, Canal+ m'a contactée pour être chroniqueuse, quatre mois après France Inter, et six mois après, j'avais un producteur.

Comment avez-vous vécu ce premier succès ?

J'avais 30 ans, j'étais heureuse d'avoir été choisie par la télé, la radio. Cette visibilité m'a apporté beaucoup de public dans les salles, de la popularité. Mais j'avais besoin d'avoir une sorte de validation intellectuelle. A l'époque, il y avait soit l'humour intelligent de Blanche Gardin, soit c'était la *girl next door*, et, sous prétexte que le ton n'était pas le même, je croyais que c'était moins valorisé. Si j'ai adoré le challenge d'écrire des chroniques télé ou radio, la vraie liberté reste la scène.

D'où vient votre grande liberté de parole sur scène, votre manière cash d'aborder les sujets ?

Peut-être d'un manque d'éducation ! Et du fait de ne pas avoir été assez écoutée. Lors de mes premiers pas sur scène, je parlais à mille à l'heure, encore bien plus que maintenant, par peur qu'on ne m'écoute pas, qu'à tout moment, quelqu'un me dise : « File dans ta chambre. » Quant au côté cash, c'est juste moi. J'ai une obsession de sincérité, et le sentiment qu'il n'y a pas mille façons de dire les choses, c'est peut-être ça qui a l'air cash.

Le choix de monter sur scène, dans une adresse au public, sur des sujets qui vous concernent, est-ce une forme de thérapie ?

C'est en lien avec mon besoin d'indépendance. C'est en cela que c'est une thérapie. Le stand-up est ma meilleure manière de vivre ma vie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRINE BLANCHARD



En kiosque



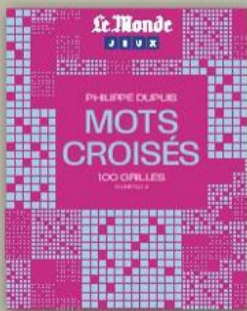
Hors-série



Hors-série



Hors-série



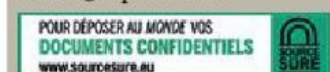
Magazine numéro 14

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Saint-Malo. La Réunion. Nantes. Paris.

Chantal Lefort-Bénéjam, son épouse,
Valérie Bénéjam, sa fille,
Jacqueline Bénéjam, sa sœur,
leurs enfants et petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre BÉNÉJAM,
professeur des Universités,
ancien recteur
des Académies de la Réunion
et de Nantes,
officier
de l'ordre national du Mérite,
chevalier
de l'ordre des Palmes académiques,

survenu le vendredi 22 mai 2026, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La messe sera célébrée le mercredi 3 juin, à 14 h 30, en l'église de Rothéneuf, suivie de l'inhumation le jeudi 4 juin, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

La famille remercie le personnel soignant et médical, ses auxiliaires de vie, Diane en particulier.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Paris. Amsterdam.

Julie Bevort, Hugo Bevort, Clémentine Bevort, ses enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Antoine BEVORT,
militant syndical,
sociologue,
professeur des Universités.

Une cérémonie aura lieu le 1^{er} juin 2026, à 13 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

hugo.bevort@gmail.com

Hélène Roman, sa fille
Et toute sa famille,
en communion avec son épouse,
Gisèle Carrette (†),

ont le chagrin de faire part du décès de

Michel CARETTE,
lecteur assidu du Monde
pendant soixante-cinq ans.

Michel nous a quittés le lundi 25 mai 2026, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

<https://lamaisondesobseques.fr/avis-deces/955270>

Le Pecq (Yvelines).

Véronique, Marie-Laure et Gilles, ses enfants et leurs conjoints,
Elliott, Lola, Léah, Eva, Pauline et Nathan, ses petits-enfants et leurs conjoints,
Ava et Abel, ses arrière-petits-enfants,
Jacqueline, sa sœur,
François, Philippe et Olivier, ses neveux et leurs familles,
Charles, son frère,
Evelyne, sa belle-sœur,
Delphine et Alexandra, ses nièces et leurs familles,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Colette CAYATTE,
née NAWAWI,

survenu le 27 mai 2026, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Nous nous réunirons le lundi 1^{er} juin, à 10 heures, au cimetière parisien de Pantin pour lui dire un dernier adieu.

Ni fleurs ni couronnes.

Pierrette, son épouse,
Xavier et David, Guillaume et Ève, ses enfants,
Pierre, Raphaël et Marc, ses petits-enfants,
Thérèse et Henry,
sa belle-sœur et son beau-frère
Et l'ensemble de sa famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Julien GABAIX,

survenu le 22 mai 2026, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la basilique Notre-Dame de Boulogne, le 2 juin, à 14 h 30.

Le docteur Nacer Harize, son époux,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Josette HARIZE,
née LEYRAT,

survenu le 27 mai 2026, à Toulouse.

L'inhumation aura lieu le lundi 1^{er} juin, à 15 heures, au cimetière de Lardenne.

François Raulin, son fils
et sa compagne, Fanny Ayme,
Ses enfants,
Parents et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Françoise LAFITTE,

survenu à l'âge de quatre-vingt-dix ans, dans la nuit du 24 au 25 mai 2026.

Un dernier hommage pourra lui être rendu le lundi 1^{er} juin, à 11 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, entrée au 55, rue des Rondeaux, Paris 20^e.

Annick Marie, Jean et Dominique du Parc, ses neveux et nièces et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel MORISOT,
conseiller d'État honoraire,

survenu le 26 mai 2026, à Paris.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, le mercredi 3 juin, à 15 heures, au cimetière communal de Montrouge, 18, avenue de la Porte de Montrouge, Paris 14^e.

Bruno, Denis et Laurent Podalydès, leurs compagnes, Anne-Françoise, Leslie et Julie,
Jean, Nino, Georges, Suzanne et Arthur, ses petits-enfants,
Christine Huber, sa sœur,
Olivier Ruat, son frère,
leurs conjoint.e.s et leurs enfants,
Jean-Claude Podalydès, le père de ses enfants
Et toute la famille,

ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 26 mai 2026, de

Francoise PODALYDES,
professeur d'anglais
dans l'Éducation nationale.

Quatre-vingt-douze années de gentillesse, d'écoute et de chansons.

La cérémonie aura lieu en l'église Notre-Dame de Versailles, le mardi 2 juin, à 14 h 30.

Barbara, son épouse,
Paul, Thomas et son épouse, Kathrin, ses enfants,
Janine, sa sœur,
Christian, son frère,
leurs conjoints, Jean-Paul, Isabelle, leurs enfants et petits-enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. André SEPANIAK,

survenu le 7 mai 2026, à l'âge de soixante-dix ans.

André vivra dans nos cœurs.

Marseille.

Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et son frère,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel THIERREE,

survenu le 23 mai 2026, à Marseille, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques sont célébrées ce samedi 30 mai, à 15 h 30, au crématorium Saint-Pierre, à Marseille.

M^{me} Chantal de Truchis, Ses enfants
Ses beaux-enfants
et leurs enfants
Et toute la famille,

font part du décès de

Hervé de TRUCHIS,

survenu le 24 mai 2026, à Toulon (Var).

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Laurent d'Ollioules (Var), le mardi 2 juin, à 10 heures.

La famille remercie très sincèrement toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Souvenir

Il y a dix ans, le 30 mai 2016,

M. Iradj CHAMPS

nous quittait.

Il est décédé à Pékin (Chine).

Zorica, Nathalie et Emilie
Et tant d'autres qui l'ont aimé,
se souviennent.

« He was a man, take him for all in all,
I shall not look upon his like again »
(Shakespeare)
and yet he always remains
with us all.

« Il était un homme, à tous égards,
Jamais je ne reverrai son pareil »
et pourtant il reste toujours
avec nous tous.

Hommage

Déjà quarante jours que nous a quittés

M^e Najet ABED BENSMAIL,
un des premiers avocats
au barreau d'Alger,
mère et épouse exceptionnelle
et chérie.

Sa bonté, sa générosité, son sens de la famille, son érudition, sa classe et son raffinement nous illuminent à jamais.

Pensée, hommage, le mardi 2 juin 2026, en son domicile.

Hocine Abed,
son époux,
Yasmine,
sa fille.

Appel à dons et legs

Soutenez

**Jeunes Talents
Association RUP**

Ses missions : faciliter l'insertion
des jeunes musiciens.

Son ambition : L'élitisme
pour tous les publics
www.jeunes-talents.org

Votre don IFI
à notre Fondation
est fédérateur.

Merci.



Assemblée générale

L'Association
du Mouvement français
pour le Planning familial de Paris

tiendra son Assemblée générale,
le 9 juin 2026, à 18 heures,
au 10, rue Vivienne, 75002 Paris.

Adresser un mail
avant le 5 juin 2026

pour confirmer votre venue à :
mfpsecretariat75@orange.fr

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Directrice adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevaleraud, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lamelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Toivo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenko (Événements), Jérôme Gauthier, Michel Guerin,
Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuelle Laparra
Infographie Delphine Papi
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde

Abonnement

Quotidien + numérique

642€
(prix de vente au numéro) **169€** pour 6 mois

INCLUS DANS L'ABONNEMENT



- ✓ Le journal et ses suppléments livrés chaque jour chez vous
- ✓ Tous les contenus du Monde sur le site et les applications



EN CADEAU

Une invitation à un
petit-déjeuner immersif dans
les coulisses du spectacle
Le Roi Lion au théâtre
Mogador le dimanche 7 juin.

Abonnez-vous en ligne sur : abo.lemonde.fr/quotidien6MRL

BULLETIN D'ABONNEMENT

261EMQAD6MRLON

À compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du Monde pendant **6 mois pour 169€** (au lieu de 642€) et je bénéficie d'une invitation à un petit déjeuner immersif dans les coulisses du spectacle du Roi Lion au théâtre Mogador.
➤ **6 quotidiens**
+ **M le magazine du Monde**
+ **tous les contenus sur le site et les applications**
Je règle par :
 Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde
 Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local), du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
E-mail : _____
@ _____
 Je souhaite être informé par voie numérique des offres du Monde
 Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du Monde
Tél. : _____

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 6389, AVENUE PIERRE MENDES FRANCE - 75707 PARIS CEDEX 13 - 433 891 840 RCS Paris. Offre réservée aux nouveaux abonnés, valable en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2026. Invitation valable pour deux personnes le dimanche 7 juin au théâtre Mogador, situé au 25 rue Mogador, 75008 Paris. Les modalités de participation seront communiquées par e-mail. En remplissant ce formulaire, vous confirmez que vous acceptez les CGV et vous consentez à ce que La Société Éditrice du Monde, responsable de traitement, et ses données collectées ou supportées lors de l'utilisation de ses services, pour les finalités ci-dessus : (i) l'assurance du service ou de l'information demandée, (ii) l'activation et la gestion de votre compte, (iii) l'information sur les avantages associés, (iv) la sauvegarde de l'identité d'un acheteur, gestion de votre contrat, (v) l'analyse, l'amélioration et la personnalisation de ses services et de votre expérience utilisateur, (vi) la personnalisation de communications éditoriales ou de communications sur des offres de produits et services similaires à ceux déjà consultés, (vii) nous réserve de votre consentement collecté via ce formulaire ou précédemment lors de l'usage de ses services ou de ceux d'un tiers, identification unique, actions marketing et ciblage publicitaires en faveur de ses produits et services en vue de ses campagnes, analyses et statistiques (viii) actions marketing par voie postale sur ses produits et services en vue de ses campagnes et (ix) toutes autres actions marketing autorisées par la loi et n'étant pas fait l'objet d'une opposition de votre part. Pour en savoir plus ou exercer vos droits (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité des données, limitation des données) contactez notre DPO via notre formulaire. En cas de réclamation : CNIL. Pour toute réclamation liée à l'abonnement contactez le service clients, vous pouvez recourir au service de médiation du Centre de médiation et de arbitrage de Paris (CMAP), accessible à l'adresse www.cmap.fr ou à l'adresse postale : CMAP - 38, avenue Franklin D. Roosevelt - 75008 Paris.

Pierre Larrouturnou

La justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise

L'économiste estime qu'il faut faire de l'Europe sociale une réalité en lançant un impôt européen sur les sociétés et en reprenant des négociations sur le temps de travail

Les systèmes tiennent souvent plus longtemps qu'on ne le pense, mais ils finissent par s'effondrer beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine. » Comment ne pas penser à cette mise en garde de l'ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI) Kenneth Rogoff, en voyant l'état du système financier mondial aujourd'hui ? Aux Etats-Unis, la dette totale – privée et publique – était de 32 000 milliards de dollars [l'équivalent de 51 360 milliards de dollars actuels, soit 44 000 milliards d'euros] quand a éclaté la crise des subprimes en 2007. Elle dépasse aujourd'hui 80 700 milliards de dollars, soit plus de 250 % du produit intérieur brut (PIB). Pourquoi tous ceux qui nous parlent à longueur d'année du « décrochage de l'Europe par rapport aux Etats-Unis » ne parlent-ils jamais de l'évolution de la dette, en particulier de la dette privée, qui permet ce « dynamisme américain » ?

En Chine, la dette totale dépasse les 300 % du PIB. Les deux moteurs de l'économie mondiale sont totalement accros à la dette ! Les marchés financiers aussi atteignent des niveaux jamais vus : à New York, le Dow Jones culminait à 14 000 points avant la crise des subprimes ; début 2026, il dépassait les 50 000 points.

En 2018 déjà, le FMI alertait sur le risque d'une nouvelle crise mondiale « qui pourrait provoquer dix fois plus de dégâts » que celle de 2008. En ce printemps 2026, beaucoup pensent que l'atterrissage est proche et risque d'être violent pour la planète entière. Côté dette publique, les taux d'intérêt payés à Washington sont plus élevés que ceux qui sont pratiqués à Berlin ou Paris, et les frais financiers payés pour la dette états-unienne dépassent le budget de la défense. Côté dette privée, 13 % des ménages américains ont plus de trois mois de retard pour honorer les crédits liés à leurs cartes de crédit ou leurs emprunts immobiliers. Même en 2007, on était loin d'un tel surendettement.

Donald Trump et Kevin Warsh, qu'il vient de nommer à la tête de la banque centrale, vont tout faire pour que la crise n'éclate pas avant les élections de mi-mandat du 3 novembre. Pour doper l'endettement privé, Trump demande à Warsh de baisser drastiquement les taux d'intérêt. Et la loi One Big Beautiful Bill qu'il a fait voter en 2025 doit stimuler la consommation des ménages... quitte à faire flamber le déficit à 9 % du PIB.

Pour éviter la crise, faut-il toujours plus de dette et repousser le problème jusqu'à

l'effondrement ? « *Damned if you do. Damned if you don't* [On est foutus si on continue mais on est foutus si on s'arrête] », juge l'économiste américain Nouriel Roubini. Il est permis d'être plus optimiste : si on prend un peu de recul et qu'on regarde l'évolution de la dette depuis 1950, on constate qu'il y a clairement deux périodes très différentes : avant et après 1980.

Course à la dette

Entre 1950 et 1980, le ratio dette/PIB est parfaitement constant. L'économie n'a connu aucune crise financière. Elle n'avait pas besoin de dette pour nourrir son dynamisme, tant qu'on respectait les règles édictées à Philadelphie et qu'on maintenait une fiscalité équilibrée sur les grandes entreprises et les très riches. Philadelphie, quésaco ? Avant les réunions de Bretton Woods (trois semaines de travail sur le système financier mondial en juillet 1944), la Conférence de Philadelphie fut le premier acte posé par le président [américain] Franklin D. Roosevelt quand il commença à envisager la victoire contre les nazis.

Le 10 mai 1944, tous les dirigeants qui avaient connu la crise de 1929 et la barbarie qui l'avait suivie signèrent un texte magnifique : « *Il n'y aura pas de paix durable ni de prospérité durable sans justice sociale.* » Ils affirmèrent que, dans chaque pays, il fallait des règles concrètes pour assurer le plein-emploi, un partage équitable de la valeur ajoutée entre salariés et actionnaires, des règles sur le salaire minimum, le temps de travail, le financement des retraites.

Ils refusaient le système soviétique, mais ils ne croyaient pas aux politiques de ruissellement qui ont conduit au krach de 1929. Comme, en France, le Conseil national de la Résistance, ils voulaient fortement réguler le capitalisme. Ces règles sociales ont donné



YANN LEGENDRE



L'ACCUMULATION DE DETTES A PERMIS DE CONCILIER DES DIVIDENDES RECORD ET LE MAINTIEN D'UN CERTAIN NIVEAU DE CROISSANCE, MAIS CETTE FUITE EN AVANT NE PEUT PLUS DURER

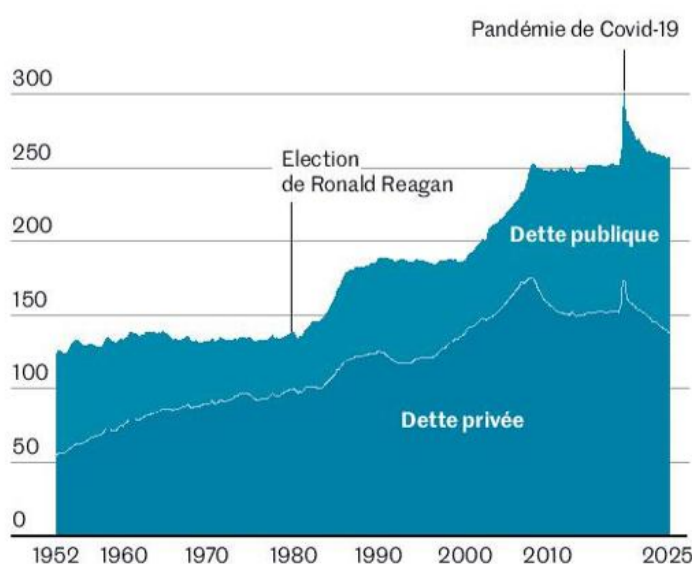
trente années de prospérité, sans augmentation de la dette.

Cette ère s'est achevée en 1981, avec l'arrivée de Ronald Reagan et les politiques de dérégulation qu'il a engagées. L'argent qui va aux salariés comme aux agriculteurs diminue nettement en proportion du PIB. On les pousse à s'endetter pour qu'ils puissent consommer plus : on fournit par le crédit ce qu'on ne leur donne pas par les salaires. Commence alors la course à la dette.

Dans le même temps, le taux marginal d'impôt sur le revenu des plus riches, qui était de 70 % jusqu'en 1980, passe à 28 % en 1988, ce qui diminue très fortement les ressources de l'Etat. Pas grave, on va faire de la dette publique !

L'Europe, hélas, s'est laissé contaminer par le néolibéralisme. En 2007 déjà, dans son livre *Les Incendiaires* [Perrin], Patrick Artus, directeur des études à la Caisse

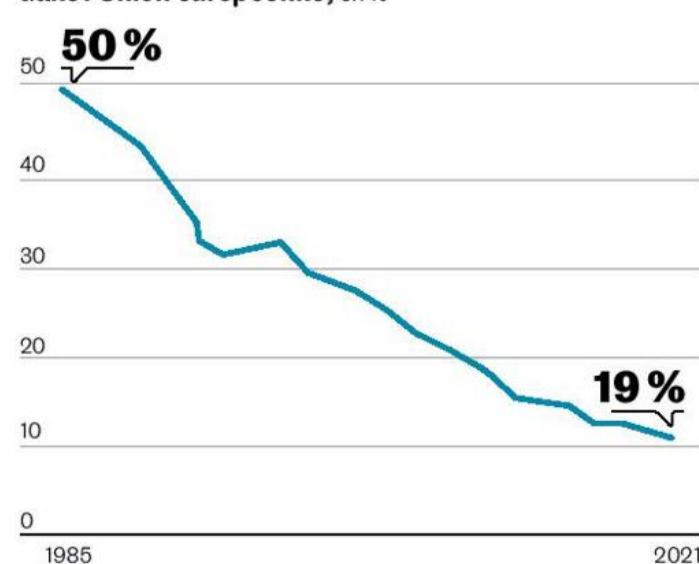
Evolution de la dette totale des Etats-Unis, en % du PIB



Infographie Le Monde

Source : Réserve fédérale des Etats-Unis

Taux moyen de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, dans l'Union européenne, en %



Infographie Le Monde

Sources : KPMG ; Eurostat

des dépôts, regrettaient que, « dans la zone euro, chaque année, les entreprises prennent 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes. Le transfert en faveur des profits est considérable ». Pendant des années, l'économie n'a continué à croître que parce qu'on distribuait par la dette le pouvoir d'achat qu'on ne donnait pas en salaire : « Dans la zone euro, en dix ans, la dette privée est passée de 75 % à 145 % du PIB. Si les ménages n'avaient pas augmenté leur dette, la croissance serait nulle depuis 2002, continuait M. Artus. De 1998 à 2002, c'est l'endettement des entreprises qui nourrissait la croissance. »

Des deux côtés de l'Atlantique, l'accumulation de dettes a permis de concilier des dividendes record pour les plus riches et le maintien d'un certain niveau de croissance, mais cette fuite en avant ne peut plus durer.

Mettre en place des garde-fous

Dans la confusion de ce début de campagne présidentielle française, il faut le dire haut et fort : la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise. Reconstruire une plus grande justice sociale est le seul moyen pour éviter à nos sociétés d'aller de crise en crise, jusqu'à un possible effondrement.

Certains affirment que tous nos problèmes viennent d'un « Etat obèse » et qu'il faudrait mettre au régime notre protection sociale. En regardant le modèle qu'ils vantent, les Etats-Unis, on constate qu'il n'en est rien : le besoin de dette vient avant tout des politiques de dérégulation mises en œuvre depuis quarante ans (ce qui ne signifie pas qu'il ne faille rien changer à l'Etat ou à la protection sociale).

Pour éviter que la prochaine crise ne provoque « dix fois plus de dégâts » qu'en 2008, il faut mettre en place des garde-fous : pour éviter que le tsunami qui se prépare sur les marchés financiers ne déboule violemment dans l'économie réelle, nous avons besoin d'une vraie séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires. Autre protection nécessaire : un bouclier social pour empêcher une flambée du chômage et de la pauvreté en cas de récession.

Au-delà des mesures d'urgence, un changement de cap s'impose pour mettre fin au dumping fiscal et social européen. En quarante ans, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices en Europe est tombé de 50 % à 19 %. En France, la baisse est plus faible – de 50 % à 25 % – mais quand même très nette. Ce dumping fiscal était censé doper la croissance, mais il n'en a rien été, car il a pour effet de limiter très fortement l'investissement public. La seule croissance qu'il a permise, c'est celle de la fortune des milliardaires.

Aucun pays ne peut, tout seul, remonter son impôt. Mais rien n'empêche de créer un impôt européen sur les sociétés ou de décider que, au 1^{er} janvier 2028, tous



DEPUIS LES ANNÉES 1980, ON A TRÈS PEU BAISSÉ LE TEMPS DE TRAVAIL PAR RAPPORT AUX GAINS DE PRODUCTIVITÉ RÉALISÉS DANS L'ÉCONOMIE

nos pays augmentent de 5 % leur impôt sur les bénéficiaires. Pour le budget français, cela représenterait 12 milliards d'euros de plus chaque année. Et 24 milliards d'euros, si on monte une deuxième marche deux ans plus tard.

« Impossible ! Les Allemands ne voudront jamais », diront les habitués résignés. Savent-ils pourtant qu'en 2000 un consensus de tous les chefs d'Etat et de gouvernement avait été trouvé pour créer un impôt européen sur les bénéficiaires, comme me le rappelait récemment Alain Lamassoure, ministre délégué au budget d'Alain Juppé [entre 1995 et 1997] ? Savent-ils qu'en Allemagne aussi on cherche de nouvelles sources de financement, et que c'est le leader de la droite au Bundestag qui a lancé récemment le débat sur une taxation plus juste des très gros héritages ?

Il faut également lutter contre le dumping social européen. Certes, il reste des marges de manœuvre nationales, sinon pourquoi un pays comme l'Espagne, sous la direction du premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, a-t-elle réussi à augmenter le revenu par tête de 8,3 % en quatre ans quand il ne progressait que de 3,3 % en France et de 0,8 % en Allemagne ? Mais il vaudrait nettement mieux que les pays de toute l'Europe, ou au moins un groupe important d'entre eux, décident ensemble de changer de cap pour renouer avec l'esprit de Philadelphie.

En 1983, François Mitterrand expliquait qu'il fallait faire une pause dans les réformes car la France ne pouvait pas avancer seule. Il avait raison, mais il devint urgentissime de donner un contenu réel à l'Europe sociale.

En 2003, avec Michel Rocard et Stéphane Hessel, nous avons rédigé un traité de l'Europe sociale pour compléter les cinq critères financiers de Maastricht avec cinq critères sociaux. Le président de la Commission européenne, Romano Prodi, nous avait reçus à Bruxelles et publiquement demandé que ce traité social soit intégré à la Constitution européenne en cours de rédaction. Ce que Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, a refusé. En 2007, c'est Angela Merkel qui proposait de « compléter les traités européens

avec un protocole social ». Ce à quoi Nicolas Sarkozy s'est opposé.

Il est urgent de relancer ce débat. Oui, il faut retrouver l'esprit de Philadelphie et construire un nouveau contrat social qui permette de revenir vers le plein-emploi. Le plein-emploi ? C'est « la » question-clé. Notre pays en est très loin et, pour y parvenir, il faudra sans doute briser quelques tabous.

Bonne nouvelle, l'arrivée de l'intelligence artificielle pourrait nous aider à le faire. Quand, début avril, *Le Figaro* et *Les Echos* parlent très sereinement de la « semaine de 32 heures sans baisse de salaire », en reprenant l'idée d'OpenAI (la maison mère de ChatGPT), c'est que les esprits évoluent. « La semaine de 32 heures sans baisse de salaire » n'est pas une baguette magique, mais elle a le mérite de relancer un débat fondamental sur le lien entre productivité et emploi.

Professeur d'économie à l'Ecole normale supérieure, Daniel Cohen [1953-2023] expliquait que « la mondialisation n'est responsable que de 10 % à 15 % des destructions d'emplois industriels. 85 % à 90 % des destructions d'emplois sont dus aux gains de productivité ». Au vrai, ce ne sont pas les gains de productivité qui sont fautifs, mais notre incapacité à faire évoluer le contrat social à la mesure de ces gains de productivité.

Partage du travail sauvage

Depuis la fin du XIX^e siècle, c'est en divisant par quatre le temps de travail qu'on a permis que toutes les grandes vagues de productivité débouchent non pas sur du chômage, mais sur du progrès social. Mais, depuis les années 1980, ce mouvement est globalement bloqué : on a très peu baissé le temps de travail par rapport aux gains de productivité réalisés dans l'économie.

Outre-Atlantique, c'est Robert Reich, secrétaire au travail du président Bill Clinton [1993-2001], qui porte ce débat. Il montre que, malgré les délocalisations, la production industrielle réalisée sur le territoire américain a augmenté de 83 % en trente ans. La mondialisation n'a pas provoqué l'« hémorragie » dont parlent certains. Mais, du fait des robots, des ordinateurs et de la formation des salariés, on produit 83 % en plus avec 30 % de travail en moins.

Le besoin de travail a nettement diminué, mais on n'a pas baissé la durée normale du travail. Du coup, c'est un partage du travail sauvage qui s'installe : des millions d'Américains, ayant souvent quitté le marché de l'emploi, travaillent zéro heure par semaine, quand d'autres millions n'ont que des petits boulots avec des petits salaires. Il n'y a eu aucune négociation sur le temps de travail. C'est le marché qui a partagé le travail. Et la situation est la même en France.

Il est crucial de relancer des négociations sur le temps de travail. Le mot « négociation » est fondamental, car la façon dont les 35 heures ont été imposées d'en haut et leur bilan très mitigé (ou franchement catastrophique, comme à l'hôpital) ont bloqué tout débat sur cette question depuis un quart de siècle. La question du temps de travail n'est évidemment pas la seule qu'il faut mettre au cœur des négociations (il faut aussi muscler notre industrie, sortir du travail qui ne paie pas...), mais il serait dramatique qu'elle reste, dans le débat public, aussi radioactive.

« La gauche n'a plus droit à l'erreur. Il faut arrêter les rustines ! », écrivions-nous avec Michel Rocard en 2013. Treize ans plus tard, que ce soit sur le front du climat, de la cohésion sociale ou de la démocratie, inventer du neuf n'a jamais été aussi vital. L'enjeu fondamental, notamment pour la gauche, est de construire un nouveau modèle, pour concilier efficacité économique, bien-être social et protection du vivant, avant que le monde ancien ne s'effondre. Notre pays n'a jamais été aussi riche, humainement et économiquement. Nous avons tout pour vivre heureux. Faut-il renoncer à notre droit au bonheur ? ■

Pierre Larrourou est un ancien membre du Haut Conseil pour le climat et ancien député européen (Nouvelle Donne, groupe social-démocrate, S&D).



LA CHRONIQUE DE PATRICK ARTUS

L'irrationalité économique des guerres

Les guerres en Ukraine, depuis 2022 et au Moyen-Orient en 2026, la guerre civile au Soudan, ainsi que les tensions croissantes autour de Taïwan en témoignent... Sont-elles les signes avant-coureurs d'un nouveau conflit, à l'échelle de la seconde guerre mondiale ? Ces évolutions montrent en tout cas que les relations commerciales ne constituent pas une protection contre la guerre. L'exemple de la Russie et de l'Union européenne est à cet égard éclairant : malgré des échanges économiques très importants avant 2022, l'invasion de l'Ukraine a provoqué une rupture brutale, avec une chute de 61 % des exportations européennes vers la Russie et de 89 % des importations en provenance de ce pays.

Patrick Artus est conseiller économique d'Ossiam et membre du Cercle des économistes

Nous voyons cinq raisons principales pour lesquelles le risque de déclenchement d'une guerre est devenu élevé aujourd'hui. La première est la présence dans certains pays d'une nostalgie de la période où ils étaient des empires. C'est vrai pour la Russie, d'où les menaces sur l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, les pays baltes ; pour la Chine, d'où la revendication sur Taïwan ; et de la Turquie, qui regrette l'époque de l'Empire ottoman, aux XV^e et XVI^e siècles.

La deuxième raison tient à la double fracture, idéologique et religieuse, entre les démocraties et les autres régimes. L'hostilité s'accroît entre les démocraties occidentales (Canada, Europe, Japon, Corée du Sud) et les pays à régime autoritaire (Chine, Russie, Iran) ou à orientation progressiste, comme le Brésil.

Le secteur de l'armement devient central

La position des Etats-Unis sous la présidence de Donald Trump est difficile à cerner. Le fonctionnement démocratique semble s'y affaiblir, avec une concentration accrue des pouvoirs à la Maison Blanche, un rôle réduit du Congrès, des pressions sur le pouvoir judiciaire et sur les universités, notamment concernant certains programmes de recherche (sur le climat ou les études de genre par exemple). Parallèlement, l'opposition entre démocraties et régimes autoritaires se renforce. Ces derniers perçoivent les premières comme affaiblies, en raison de l'instabilité politique, du recul relatif de leur poids économique et de la culture du compromis. La fracture dépasse désormais le seul clivage idéologique et prend également une dimension religieuse, entre pays où la religion structure les choix politiques (notamment certains pays musulmans et les Etats-Unis) et ceux attachés à un modèle laïque, en particulier en Europe.

Les facteurs économiques susceptibles d'accroître le risque de guerre sont au nombre de deux. Le premier tient à la multiplication

UNE SORTIE DE L'ÉCONOMIE DE GUERRE EXPOSERAIT AUJOURD'HUI LA RUSSIE À UNE FORTE RÉCESSION

des rivalités pour l'accès aux minerais critiques. La transition énergétique et l'essor des technologies numériques ont fortement accru la demande en matières premières stratégiques (nickel, graphite, cobalt, lithium, silicium, terres rares), dont la production est concentrée dans un nombre limité de pays. Cette concentration alimente des tensions : les terres rares sont dominées par la Chine, les Etats-Unis et la Birmanie ; le nickel par l'Indonésie, la Russie et les Philippines ; le lithium par l'Australie, le Chili et la Chine ; le cobalt par la République démocratique du Congo et l'Indonésie ; le cuivre par le Chili et le Pérou.

Dans ce contexte, les grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Russie) cherchent à sécuriser leur approvisionnement en renforçant leur contrôle sur ces ressources, ce qui se traduit par des politiques plus agressives, en particulier en Afrique ou dans leur voisinage stratégique. Par ailleurs, les Etats-Unis ont affiché, notamment sous l'administration Trump, l'ambition de dominer le marché des énergies fossiles, une stratégie susceptible d'alimenter des tensions, voire des conflits, avec d'autres pays producteurs comme le Venezuela.

Le second facteur économique faisant craindre le retour des guerres tient à l'irréversibilité du passage à l'économie de guerre. Les dépenses militaires augmentent fortement : en 2025, elles atteignent 7,3 % du PIB en Russie, 4 % à 7 % dans les pays du Golfe, 4,2 % en Pologne et 3,4 % aux Etats-Unis. Or, lorsque le secteur de l'armement devient central et capte investissements et emplois, il est difficile de revenir en arrière.

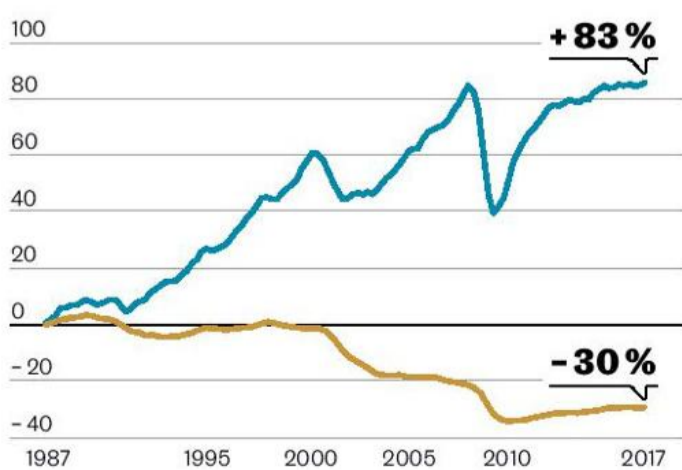
Réduire fortement ces dépenses impliquerait des capacités de production inutilisées, la reconversion des travailleurs et le redéploiement de l'appareil productif vers d'autres secteurs, au risque de provoquer une récession. L'exemple américain de 1946, avec une chute du PIB de 11,6 %, illustre ce coût d'ajustement. De même, une sortie de l'économie de guerre exposerait aujourd'hui la Russie à une forte récession, ce qui l'incite à prolonger cet état.

Il y a enfin une cinquième raison institutionnelle à la présence aujourd'hui d'un risque accru de guerre : la perte totale d'influence des Nations unies ou de l'Organisation mondiale du commerce, qui assurent le maintien de la paix ou la résolution des conflits commerciaux.

Les guerres sont économiquement irrationnelles : elles détruisent capital matériel et humain, désorganisent les échanges mondiaux et orientent la production vers l'armement au détriment des autres biens. Pourtant, le risque de nouveaux conflits est élevé. Il tient à la nostalgie impériale de certains Etats, aux fractures idéologiques et religieuses, à la compétition pour les ressources stratégiques, à la volonté des Etats-Unis de dominer le marché des énergies fossiles, à l'irréversibilité de l'économie de guerre et à l'affaiblissement des institutions internationales. Le désir de domination à l'origine des conflits reste irrationnel, mais il n'en est pas moins puissant. ■

Impact des gains de productivité sur l'emploi aux Etats-Unis, en % par rapport au premier trimestre 1987

— Production industrielle sur le territoire national — Besoin de main-d'œuvre dans l'industrie



Anne Alombert « A partir de l'IA, Léon XIV se livre à un véritable plaidoyer pour l'action publique »

La philosophe analyse l'encyclique « Magnifica humanitas », où le pape se focalise sur l'enjeu de l'IA. Selon elle, si ce texte souligne les dangers de cette industrie, il évite la facilité de considérer les technologies numériques comme un mal en soi

ENTRETIEN

Dans un débat public déjà riche sur l'intelligence artificielle (IA), quelle peut être la contribution d'une encyclique ? La philosophe Anne Alombert, maîtresse de conférences à l'université Paris-VIII et autrice de *De la bêtise artificielle* (Allia, 2025), a lu *Magnifica humanitas*, la première encyclique du pape Léon XIV, publiée le 25 mai. Elle trouve son propos singulier et engagé, en ce qu'il évite le double écueil de l'idéalisme éthéré et du cynisme résigné.

Au regard de la quantité de travaux consacrés à l'intelligence artificielle, comment l'encyclique « Magnifica humanitas » aborde-t-elle la question ?

Ce texte me semble original à plusieurs titres. Pour commencer, il reconnaît l'ambivalence de toute technologie, en affirmant qu'elle ne constitue ni une solution ni un mal en soi. Il refuse l'alternative simpliste entre technophilie naïve et technophobie réactive. Il insiste ensuite sur la non-neutralité de la technologie, qui « prend le visage de ceux qui la conçoivent, la financent, la régulent et l'utilisent ». Léon XIV ne réduit donc pas l'IA à

un problème moral ou éthique, comme le font ceux qui estiment qu'il suffirait d'« aligner » les modèles d'IA sur nos valeurs. Il en fait une question politique, en invitant à se demander qui développe ces systèmes, selon quels modèles économiques, quels projets politiques, et pour quels usages. Mais, surtout, le texte insiste sur le fait que ce sont aujourd'hui des acteurs privés, et non plus publics, qui sont les moteurs de l'innovation technologique, et ce avec des moyens colossaux. Léon XIV se livre à un véritable plaidoyer pour l'action publique : il invite à se doter « d'instruments réglementaires adaptés », il affirme la nécessité de « s'opposer, par des choix publics à long terme, aux intérêts immédiats des plateformes », notamment quand ils contreviennent au bien-être des mineurs, mais aussi des citoyens désinformés, des travailleurs exploités ou remplacés. La notion de « bien commun » est ainsi replacée au cœur du développement de l'IA, y compris pour justifier d'y mettre des limites.

Le texte s'ouvre sur la comparaison entre deux épisodes tirés de la Bible, chacun évocateur d'un certain rapport à la technologie : la construction

de la tour de Babel, dans le Livre de la Genèse, d'une part, et la reconstruction des murs de Jérusalem, dans le Livre de Néhémie, d'autre part. En quoi ces récits résonnent-ils avec la situation contemporaine ?

L'intérêt de cette mise en regard est de poser une nouvelle alternative, par-delà le « pour ou contre l'IA », entre deux projets technopolitiques : bâtir Babel ou reconstruire Jérusalem. Babel est l'archétype du projet fondé sur l'uniformisation (des savoirs, des langues) et la toute-puissance de quelques-uns. L'entreprise de reconstruction des murs de Jérusalem mobilise au contraire la diversité des compétences, les solidarités collectives et les contributions du plus grand nombre. C'est très parlant au regard de ce qui se passe aujourd'hui : les grandes entreprises technologiques se livrent à une compétition acharnée, mais développent en réalité les mêmes modèles, qui uniformisent les usages. Une autre politique industrielle

est pourtant possible, qui partirait des besoins locaux des populations, en matière d'éducation, de santé, d'alimentation ou de transport. Le texte appelle ainsi à envisager des dispositifs coconstruits avec les citoyens et non imposés de manière homogène et hégémonique.

Le chapitre 4, intitulé « Préserver l'humain dans la transformation », aborde ce qui est menacé par le développement incontrôlé de l'IA. Sont évoqués en particulier la vérité, le travail et la liberté. Au regard des débats actuels, qu'apportent ces réflexions ?

Au début du texte, plusieurs risques sont évoqués : délégation des capacités de raisonnement, influences idéologiques sur la vie démocratique, mais aussi dépendance émotionnelle et désocialisation. Dans le chapitre 4, l'IA est abordée de manière très lucide, du point de vue de son mode de production (exploitation des travailleurs du clic, épuisement des ressources matérielles) et de ses effets psychiques, sociaux et politiques.

Mais le texte évite toujours l'écueil technophobe. Il met en avant les infrastructures techno-économiques actuelles comme étant la source du problème : la gestion centralisée de la production et de la circulation de l'information, ou le pouvoir d'influence exorbitant donné à ceux qui possèdent les moyens de communication. Sur notre rapport à la vérité, par exemple, il n'en reste pas à l'idée qu'il faut faire la chasse aux fausses informations. Il appelle à remettre en question l'architecture algorithmique qui les favorise. De la même manière, sur la ques-

tion du travail, les risques de précarisation, de déqualification, de remplacement, ou même de surveillance sont évoqués, mais des propositions sont faites. Le travail est envisagé comme un lieu de contribution, dans lequel chacun doit pouvoir s'épanouir et participer au collectif. Le texte invite à penser le travail au-delà de l'emploi, à valoriser les métiers du soin et du social, à questionner les indicateurs économiques : pour faire face aux défis de l'IA, il semble nécessaire d'interroger nos modèles de société.

Qu'est-ce qui vous paraît éventuellement manquer à ce texte ?

Le point sur lequel le texte n'insiste peut-être pas assez est l'existence d'alternatives technologiques aux modèles dominants. Ces alternatives existent, mais sont peu médiatisées. Il y a bien sûr Wikipédia, mais je pense aussi à l'application française Tournesol, pour la recommandation collaborative, ou à la plateforme américaine de démocratie participative Pol.is. Tous ces outils montrent qu'il est possible d'utiliser les technologies numériques selon d'autres logiques que celles de l'exploitation des données et des ressources. Mais ce texte reste très bienvenu, parce qu'il invite à l'engagement, en proposant un « sain réalisme ». Il conclut sur une exhortation, qui concerne à la fois les entreprises, les laboratoires de recherche, les médias, les éducateurs et tous les citoyens, à « relever ce qui s'est écroulé et protéger ce qui est exposé ». C'est une contribution très importante dans le débat public actuel. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE DUJIN



LE TEXTE REFUSE L'ALTERNATIVE SIMPLISTE ENTRE TECHNOPHILIE NAÏVE ET TECHNOPHOBIE RÉACTIVE

Philippe Portier Le pape refuse la relégation de la foi dans la sphère de l'intime, en en appelant à une Eglise modeste et visible

C'est une réflexion globale sur le monde contemporain que propose le pape Léon XIV dans son encyclique *Magnifica humanitas* [« Magnifique humanité »]. L'intelligence artificielle, qu'il place au centre de son analyse, n'a rien d'un « thème annexe » : son expansion détermine une « transformation qui interpelle de l'intérieur les catégories de la doctrine sociale de l'Eglise ». Le défi est inédit, la réplique l'est moins : dans le sillage de ses devanciers, le pontife entend faire face aux dérèglements venus de la technique en leur opposant les protections d'une éthique substantielle, fondée sur les catégories du droit naturel classique.

Les Lumières marquent une césure décisive dans l'histoire de la société européenne. Elles inaugurent le moment de l'autonomie des réalités terrestres : la politique, la science, l'art, l'économie, qui s'agençaient hier sur le fondement de la loi de Dieu, ne relèvent plus désormais que du seul artifice humain. L'institution romaine refuse les décrets du nouveau monde : elle se présente au nom d'une foi « intégrale », à laquelle elle donne mission de réguler, à partir de ses principes normatifs, la totalité des registres de la vie sociale.

Au XIX^e siècle, ce discours dessine un catholicisme d'opposition : à l'instar de Pie IX dans son *Syllabus* de 1864, les pontifes dénoncent les « erreurs de notre temps », au nombre desquelles se trouvent pointées les idées de liberté de conscience et de souveraineté de l'Etat. Le XX^e siècle inaugure un autre mode de présence au monde : tout en maintenant, au moins jusqu'au concile Vati-

can II (1962-1965), les condamnations d'hier, Rome développe un catholicisme de proposition.

Léon XIV insiste dans son encyclique sur le rôle essentiel de Léon XIII dans cette mutation. Ses grands textes politiques, comme *Immortale Dei* [« Dieu immortel »] (1885), et sociaux, comme *Rerum novarum* [« Des choses nouvelles »] (1891), présentent en effet, contre les idéologies libérale et socialiste issues de la modernité, un projet englobant : sa « doctrine » dessine les traits d'une « société de justice », régie par un Etat soumis à la loi de Dieu. Ce projet a gagné en substance au fil du temps. Les successeurs de Léon XIII ont ajouté leur pierre à l'édifice en voulant – tels Pie XI confronté aux puissances totalitaires ou François affecté par les crises environnementales – répondre aux questions saillantes de leur temps.

Au cours du siècle et demi qui vient de s'écouler, l'appesantissement du « machinisme industriel » a suscité une réaction ambivalente de la part du magistère romain : il fallait accepter le progrès technique, sous réserve qu'il n'abîme pas l'ordre finalisé du

monde. Léon XIV va dans le même sens à propos de l'intelligence artificielle. S'il faut reconnaître la valeur, il faut aussi en mesurer les possibles dérives. Superfluité des travailleurs, surveillance des conduites, pillage des ressources, incontrôlabilité des armes : le spectacle du monde laisse apparaître « de nouvelles formes de violence ».

Cette catastrophe annoncée procède de « l'idéologie contemporaine ». Reprenant une icône de l'écriture, Léon XIV estime que l'époque se laisse happer par le modèle de Babel : « L'œuvre qu'elle

porte est conçue sans référence à Dieu » ; seule compte désormais la puissance de l'humain. Saint Augustin avait évoqué déjà cette tentation pérenne de l'humanité. Les temps modernes ont donné à cette inclination, qui trouve une expression dans le posthumanisme de la Silicon Valley, une légitimation philosophique en posant que « l'homme est le seul auteur de lui-même ».

Dans la ligne de Vatican II

Au rêve tragique de Babel il faut préférer la voie vertueuse de Néhémie. Dans cet épisode biblique, le juif Néhémie, après un exil à Babylone, a reconstruit Jérusalem. Là réside le modèle : « Comme Néhémie, travaillons avec persévérance en replaçant Dieu à l'horizon de notre action. » Léon XIV veut rappeler à que chacun, dans son existence concrète, doit répondre aux finalités que Dieu, en le créant, lui a imposé de respecter. Un moderne dirait volontiers qu'en convoquant de la sorte « l'idée d'une vérité universelle » le pape fait obstacle au bonheur du sujet. Léon XIV tient un autre langage : cette éthique de la limite, à

rebours de l'éthique de la puissance, interdit que l'homme soit réduit au « statut d'objet ».

Paul VI évoquait la « civilisation de l'amour », projet qui supposait que le monde social fasse droit à l'ethos de la solidarité. Léon XIV en reprend l'épure en mobilisant à son service l'Eglise tout entière.

La marque du pontife américain est, dans la ligne de Vatican II et de sa Constitution *Gaudium et spes* [« La joie et l'Espérance »] (1965), de défendre une Eglise et un magistère à la fois modestes et visibles. Modestes : la communauté ecclésiale, explique-t-il, est appelée à « reconnaître l'autonomie des réalités terrestres », en laissant aux institutions sociales la liberté de déterminer, en fonction du contexte local, les principes pratiques de la coexistence collective. Visible : la modernité a décrété l'excommunication politique du religieux. Léon XIV refuse la relégation de la foi dans la sphère de l'intime. Les chrétiens ont vocation, dans tous les domaines, à publier leur parole, pour cette raison que l'on devient plus humain, et même « plus qu'humain », en suivant l'exemple du Christ.

De cette présence « irradiante » de l'Eglise, on attend donc une société réconciliée, tendue vers le « bien commun ». Cette société nouvelle, explique le pape, repose sur un refus : celui du relativisme. Sans doute faut-il préserver le droit du sujet à déterminer, y compris, comme le souhaitait Vatican II, sur le terrain des choix religieux, son propre chemin. Mais il s'agit d'appeler de ses vœux un monde où, sous la régulation du pouvoir politique, lui-même limité par les règles de la démocratie et de la subsidiarité, chacun pourrait vivre suivant sa dignité, en plaçant celle d'autrui dans son propre horizon de sens. C'est ce qui permettra de « désarmer l'intelligence artificielle ».

Le questionnement pontifical sur l'intelligence artificielle ouvre ainsi sur l'idée d'un réaménagement personneliste du monde. Le texte de Léon XIV trouvera-t-il le même écho que l'encyclique de François *Laudato si'* [« Loué sois-tu »] (2015) consacrée au défi écologique ? Il articule en tout cas deux demandes de notre modernité tardive : il répond aux angoisses d'une époque qui s'est soustraite à l'idéologie enchantée du progrès, tout en adhérant, dans certaines limites, au droit à la liberté subjective. ■

Philippe Portier est politiste, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études et à Sciences Po Paris. Il a notamment publié, avec Jean-Paul Willaime, « La Religion dans la France contemporaine » (Armand Colin, 2021)



LES LUMIÈRES INAUGURENT LE MOMENT DE L'AUTONOMIE DES RÉALITÉS TERRESTRES



PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOU CART

Contre le cancer, le gaullisme visionnaire

Le gaullisme a autant de définitions qu'il y a de gaullistes, et personne ne sait exactement ce que recouvre ce terme. Le dictionnaire Le Robert n'est pas d'un grand secours, puisqu'il se contente d'y voir l'« attitude politique des gaullistes ». Or, ces temps-ci, parmi eux, bon nombre se rapprochent de manière asymptotique des héritiers de la droite la plus extrême – précisément celle que le général de Gaulle a combattue. Avant que ce renversement ne soit accompli et que le gaullisme ne devienne tout à fait un vieux fétiche délabré dont plus personne ne sait à quoi il fait référence, les 60 ans du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) – célébrés par un colloque tenu à Lyon le 19 au 21 mai – offrent l'occasion d'en éclairer une facette méconnue.

Car c'est au premier président de la V^e République que le monde doit l'existence de ce centre de recherche à nul autre pareil. Et chacun, en France et ailleurs, sans le savoir, en tire encore aujourd'hui bénéfice pour lui et les siens. L'idée prend corps dans une tribune, publiée le 8 novembre 1963 par *Le Monde*, appelant le Général à soutenir la création d'une « institution internationale de recherche pour la vie », en réalité destinée à lutter contre le cancer.

En pleine guerre froide, les 13 signataires – parmi lesquels l'écrivain François Mauriac, l'architecte Charles Le Corbusier, le biologiste Jean Rostand, le cancérologue Antoine Lacassagne et le journaliste et résistant Emmanuel d'Astier de La Vigerie – suggèrent un prélèvement d'un demi pour cent sur les budgets militaires des Etats-Unis, de l'URSS, de la France et du Royaume-Uni, pour financer un centre de recherche susceptible de « tout mettre en œuvre (...) contre un des plus grands fléaux qui pèsent sur l'humanité : le cancer ».

Le lendemain, *Le Monde* publie la réponse du chef de l'Etat : « L'idée de promouvoir la recherche sur le cancer au sein d'une institution internationale procède d'une inspiration généreuse, et je considère comme souhaitable que la France s'y intéresse. Il me paraît en effet conforme à ses traditions qu'elle s'engage dans une œuvre où se retrouve une triple vocation : la coopération entre les peuples, le progrès de la condition humaine et l'avancement des sciences. » Trois ans plus tard, cet engagement de la France sera déterminant dans la création du CIRC, placé dans l'orbite de l'Organisation mondiale de la santé mais formellement indépendant d'elle. L'installation de son quartier général à Lyon témoigne de cette histoire française. Aujourd'hui, l'organisation compte 30 Etats membres, dont les Etats-Unis, qui n'ont pas quitté son tour de table.

Soixante ans après sa création, la plus gaullienne des institutions scientifiques apparaît plus nécessaire que jamais. Non seulement parce que le fardeau du cancer ne cesse de s'alourdir, mais aussi et surtout parce que la vague réactionnaire qui déferle sur le monde, propulsée par des pouvoirs économiques et industriels

L'INSTITUTION EST PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS, DANS UN CONTEXTE DE REcul DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE

C'EST À DE GAULLE QUE LE MONDE DOIT L'EXISTENCE DU CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LE CANCER

qui souhaitent s'affranchir de toute entrave réglementaire, n'épargne ni les scientifiques ni leurs institutions nationales, soumis à toujours plus de pressions et d'intimidations. Il ne faut jamais oublier, comme le dit en substance l'un des protagonistes du roman de Norbert Guilde *Les Chiens du cancer* (Elytis, 2002) que, s'agissant du cancer, il y a ceux qui en meurent et ceux, nombreux, qui en vivent.

Dans un contexte de recul général de la liberté académique et de l'indépendance de l'expertise, le CIRC risque d'être de plus en plus seul à produire des évaluations d'agents cancérigènes pleinement transparentes et indépendantes. Parmi les meilleures preuves empiriques de cette liberté figure, en 2015, la classification du glyphosate (le pesticide le plus utilisé au monde) comme « cancérigène probable ». Cet avis a valu au CIRC d'affronter une campagne de dénigrement d'une ampleur inouïe, qui a bien failli l'emporter.

« Union des chercheurs »

Pour les agences réglementaires, toutes connectées, d'une manière ou d'une autre, au pouvoir politique, une telle classification est impensable, au regard des intérêts économiques en jeu. Pour débarrasser le glyphosate de tout soupçon de cancérigénicité, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, par exemple, est allée jusqu'à interrompre une expertise qui risquait de « mal » tourner, et son homologue américaine a dérogé à ses propres règles d'analyse, comme la justice fédérale l'a établi en 2022. Dans l'une de ses correspondances, le général de Gaulle dit de l'institution dont il souhaitait la création qu'elle devait être une « union des chercheurs par-delà les frontières », suggérant par là la nécessité de son autonomie vis-à-vis des pouvoirs et des intérêts particuliers.

En bref, on ne sait toujours pas exactement ce qu'est le gaullisme, mais il est probable que travailler à l'« avancement des sciences » grâce à l'« union des chercheurs par-delà les frontières » et pour le « progrès de la condition humaine » en fait partie. En ce sens, le général de Gaulle apparaît singulièrement visionnaire, puisque, outre le CIRC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques fonctionneront, bien plus tard, sur ces principes.

Cette facette méconnue du gaullisme dit aussi quelque chose de la trajectoire de la famille politique qui s'en réclame. Aujourd'hui, au Parlement et ailleurs, les élus du parti Les Républicains sont parmi les plus enclins à fouler aux pieds les avis scientifiques pour leur opposer le « bon sens » – on le voit dans une diversité de situations, et notamment avec l'examen en cours du projet de loi d'urgence agricole. De la lutte contre les cancérigènes à la création des conditions réglementaires de leur dissémination : en soixante ans, le retournement aura été parfait. ■

LA LEÇON DE RÉSILIENCE DE L'UKRAÏNE

ÉDITORIAL III

La chute en Roumanie d'un drone identifié comme russe par les autorités du pays, vendredi 29 mai, comme auparavant les frappes meurtrières qui ont touché Kiev les 23 et 24 mai, a rappelé que la guerre d'agression lancée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine ne faiblit pas. Eclipsée par l'attaque conduite par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, le 28 février, et par ses répercussions sur l'économie mondiale, cette guerre est entrée dans sa cinquième année, et son unique responsable continue de miser sur l'épuisement de l'armée et de la population ukrainiennes, soumise à des bombardements indiscriminés permanents, comme sur la lassitude de leurs alliés européens.

Le maître du Kremlin avait sans doute pensé que le retour de Donald Trump à la

Maison Blanche, il y a plus d'un an, allait accélérer le cours de l'histoire en sa faveur. Non sans bonnes raisons. Le président des Etats-Unis a en effet abandonné en rase campagne l'Ukraine après avoir humilié son président devant les caméras du monde entier. Et il n'a eu de cesse de fragiliser l'OTAN, une autre cible de la Russie.

Incapable de désigner Moscou comme fauteur de guerre, son administration, dont les principaux émissaires ne se sont jamais rendus à Kiev, pensait sans doute que, privé de l'aide militaire américaine, le président Volodymyr Zelensky finirait par plier et se soumettre aux conditions léonines édictées Vladimir Poutine. L'inéductibilité de cette capitulation ukrainienne est pourtant remise en cause depuis plusieurs semaines.

La défaite aux élections législatives du 12 avril du premier ministre hongrois sortant, Viktor Orban, prorusse notoire, a évidemment levé l'obstacle qui bloquait un prêt européen vital de 90 milliards d'euros à destination de l'Ukraine. Mais ce sont surtout les progrès considérables enregistrés par l'armée ukrainienne dans le recours aux drones armés qui redonnent des marges de manœuvre à Kiev.

Ces progrès restent évidemment fragiles, mais cette capacité de nuisance retrouvée place ponctuellement le Kremlin sur la défensive. En témoignent la version dégradée de la parade célébrant la victoire de

1945, le 9 mai à Moscou, par crainte de raids ukrainiens, comme les frappes en profondeur dont le territoire russe fait désormais l'expérience.

Pendant les premières années de cette guerre, les responsables de l'Ukraine ont trop souvent été tributaires des attermoissements des Etats-Unis et de l'Union européenne. Ces derniers ont notamment bridé leur capacité d'action en refusant de mettre à leur disposition des missiles à longue portée, abandonnant ainsi l'avantage de l'escalade à Moscou. Ce frein a en partie sauté du fait de la supériorité technologique affichée désormais par les Ukrainiens. Leurs progrès ont privé en outre Vladimir Poutine de l'argument selon lequel la guerre qu'il a déclenchée se prolongerait uniquement du fait du soutien militaire occidental à Kiev, comme le rabâchent sans faiblir les propagandistes du Kremlin, qui ont antenne ouverte en France.

Cette impressionnante capacité d'adaptation de l'Ukraine, qui lui permet de faire mieux que se défendre face à un ennemi pourtant bien plus puissant, rappelle une évidence. Contrairement à ce que pense Donald Trump, c'est bien son renforcement et non son attrition qui forcera Vladimir Poutine à mettre fin à la guerre. Et il en va de même pour l'OTAN, à l'heure où Washington envisage de retirer des troupes du continent européen. ■

LITTÉRAIRE

Le Monde | **Nouvel Obs** | Télérama'

KAOUTHER ADIMI MATHILDE BEAUSSAULT **DOMINIQUE BLANC** DANIEL BOURRION
JULIETTE BROCAL CAMILLE BROUTIN ROLAND BUTI **CHARLOTTE CASIRAGHI**
AGATHE CHARNET **CÉCILE COULON** NADIA DAAM PAULINE DELABROY-ALLARD
BAPTISTE DELENGAIGNE JEAN-CHRISTOPHE DEVENY **BENJAMIN DIERSTEIN**
FLORENCE DUPRÉ LA TOUR **JÉRÔME FERRARI ALAIN FINKIELKRAUT**
SAMUEL GALLET **PAUL GASNIER** FRANÇOISE GILLARD **JUDITH GODRÈCHE**
THÉO GROSJEAN EMMANUEL GUIBERT **PHILIPPE JAENADA**

ENTRÉE GRATUITE

MOTS

6-7 JUIN

FESTIVAL

POUR MOTS

PARRAINÉ PAR RIAD SATTOUF

RAMSÈS KEFI HÉLÈNE LAURAIN NATACHA LEVET VICTOR MALZAC
CHOWRA MAKAREMI BERNARD MINIER **ANNA MOUGLALIS** SAWAKO NATORI
SAMIRA NEGROUCHE JULES NIANG SARAH OROKIETA **OVIDIE DANIEL PENNAC**
SÉPHORA PONDY VICTORIA QUESNEL ÉRIC REINHARDT DIANE RICHARD
MANAL SALAMÉ **RYŌKO SEKIGUCHI** ABDELLAH TAÏA **CHANTAL THOMAS**
GABRIELLE DE TOURNEMIRE **ÉMILIE TRONCHE LAURA VAZQUEZ**
ADÉLIE VERNHES **ÉRIC VUILLARD VANESSA WAGNER REBEKA WARRIOR**

LA VILLETTE

RENCONTRES SUR RÉSERVATION MOT-POUR-MOTS.FR



CHANEL



Spotify

Région Île-de-France

CNL

CFC

Paris

La Villette

Paris

Paris

uzou

LaScam

inter



FAST FOOD.

Nous acheminons nos salades françaises
en 24H chrono pour qu'elles gardent leur fraîcheur.*

*Sauf le dimanche, car les producteurs ont eux aussi le droit de se reposer.

PROSOL GESTION - SAS AU CAPITAL DE 993 226 euros - SIÈGE SOCIAL : 375 RUE JULIETTE RÉCAMIER 69970 CHAPONNAY - 378 100 416 RCS LYON - ROSA PARIS



La religion de la clairière

2

ENQUÊTE

Des autels pour célébrer des divinités celtiques, des cérémonies dans la forêt, des parcours initiatiques : en quête d'une reconnexion spirituelle avec la nature, les adeptes du néodruidisme revivifient une tradition qui fait écho à nos préoccupations écologiques

4

MA VIE D'ADO
L'ascendant
cancer

A tout juste 15 ans, Priam vient de passer trois ans à lutter contre la maladie. Une expérience qui l'a fait mûrir

6

AU BESTIAIRE !
Un palmarès
de wouf

Au Festival de Cannes, la Palme Dog récompense des toutous qui ne se contentent plus de jouer les faire-valoir

7

FIGURE(S)
Militante de
la pêche verte

Sur son étal de marché, la poissonnière Alexane Goulet de Ruy refuse de vendre des espèces importées



Des membres du collège druidique Parisii lors de la fête de Beltaine, dans le bois de Vincennes, à Paris, le 11 mai. CYRIL ZANNETTACCI/NU POUR « LE MONDE »



Par Anne-Lise Carlo

Ploemeur [Morbihan], envoyée spéciale

Sur la côte morbihannaise, le soleil du 1^{er} mai est au rendez-vous. Les reliefs de l'île de Groix se dessinent à l'horizon. Rassemblés à Kerham, dans la commune de Ploemeur, près d'une grande sépulture mégalithique héritée du néolithique, six femmes et un homme vêtus de blanc, arborant une couronne de verdure et de fleurs dans les cheveux, forment un cercle, au milieu de ce paysage que les ajoncs teintent de jaune.

Certains portent une saie, la longue « robe » traditionnelle des druides. Au sol, aux quatre points cardinaux du site, sont disposées des offrandes aux divinités et aux ancêtres, et des *regalia*, objets symboliques tels qu'une épée, un chaudron et des cornes d'abondance. Après une purification par l'eau appliquée sur le visage et sur les mains, complétée au moyen d'odorantes fumées de sauge, le rituel commence. Une jeune barde entame un très beau chant s'accompagnant de sa lyre ancienne. Sur le green en surplomb – le site des tertres tumulaires de Kerham est inclus dans un

parcours de golf –, deux joueurs, debout dans leur voiturette, sont au spectacle.

La clairière, terme utilisé pour désigner une communauté druidique, célèbre ce jour-là Beltaine, l'une des huit fêtes du calendrier celtique. Celle-ci symbolise la fin de la saison sombre et l'entrée dans la saison lumineuse, à mi-chemin entre l'équinoxe de printemps et le solstice d'été. Trois braseros symbolisent les trois feux de Beltaine, ceux du soleil, de la parole et de la guérison. Le groupe druidique se déplace autour de ces sources lumineuses en file indienne, en un mouvement qui reproduit la lemniscate, une courbe en forme de « 8 » couché, symbole mathématique de l'infini.

Dans cette déambulation synchronisée, chacun jette à son passage des poignées de gros sel dans les flammes, les faisant crépiter encore plus. « Un geste symbolique pour offrir au feu le sel du passé », explique la druidesse Mona Braz, 70 ans, qui porte, par-dessus ses longs cheveux blancs ramassés en chignon, un bandeau orné du *tribann*, un motif de trois rayons convergents représentant l'amour, la sagesse et la vérité.

Druidesse depuis 1985, cette ancienne conseillère municipale de Guingamp (Côtes-d'Armor), conseillère régionale et

syndicaliste bretonne, est une figure très médiatique du druidisme français. Son livre *Les Secrets d'une druidesse* (Robert Laffont, 2023), vendu à plus de 4 000 exemplaires, démontre un certain intérêt du public pour cette spiritualité contemporaine. Le rituel de Beltaine s'achève par une petite gorgée de chouchen, sorte d'hydromel que l'on buvait déjà au temps des anciens druides. D'ailleurs, ici on ne dit pas « Beltaine », mais plutôt « *kala-Mae* », son équivalent en langue bretonne, dans laquelle s'effectue une partie des échanges de savoirs.

Si pratique du druidisme contemporain et Bretagne semblent encore si étroitement mêlées, c'est avant tout pour des raisons historiques. Durant l'Antiquité, les druides occupaient une place centrale au sein des sociétés celtes installées dans une vaste partie de l'Europe occidentale et centrale. La conquête romaine, à partir du 1^{er} siècle avant notre ère, puis la christianisation entraînent progressivement la disparition des druides. L'Armorique demeure toutefois l'un des derniers territoires d'Europe occidentale où perdurèrent durablement langues et traditions celtiques, en raison des migrations, entre le III^e et le V^e siècle, de populations brittoniques venues de l'île

de Bretagne, actuels Pays de Galles et Cornouailles. C'est bien plus tard, au XVIII^e siècle, qu'apparaît la déclinaison moderne du druidisme. Ainsi, le poète gallois Edward Williams (1747-1826), connu sous son nom de barde, Iolo Morganwg, fonde, en 1792, la Gorsedd (« assemblée », en gallois) des druides du Pays de Galles. Le barde collecte et fixe par écrit une partie des rites, symboles et cérémonies qui structurent encore le néodruidisme contemporain. En juillet 1899, à Cardiff, une délégation bretonne est officiellement reconnue par la Gorsedd galloise. En 1900, à Guingamp, la Gorsedd de Bretagne voit le jour.

« Gorsedd », « fraternité », « collège », « clairière » ou « bosquet », le vocabulaire varie pour qualifier les multiples structures du néodruidisme contemporain. En France, si l'on recense les clairières existantes, les « druidisants » seraient au moins 2 000, dont près de 800 en Bretagne, où ce courant constitue l'une des principales spiritualités alternatives. Ce paysage demeure toutefois mouvant et fragmenté, traversé par des rivalités internes et fragilisé par l'émergence de groupes ou d'« ordres » se réclamant du druidisme tout en proposant, contre rémunération, stages, pseudo-thérapies ou promesses

ENQUÊTE

Le retour des druides

Inspiré de la religion pratiquée par les Celtes dans l'Antiquité, le néodruidisme, qui compte quelques milliers d'adeptes en France, propose une reconnexion sensible à la nature, afin de trouver une autre manière d'habiter le monde



Le druide Deruos avec une stèle à l'effigie de Cernunnos, le dieu cerf symbolisant le renouveau de la vie.
CYRIL ZANNETTACCI / WU POUR LE MONDE

de pouvoirs surnaturels, au risque de dérives charlatanesques ou sectaires.

Si certains druides marginaux ont pu entretenir, par le passé, des affinités avec des milieux d'extrême droite, la majorité du mouvement néodruidique s'efforce désormais d'échapper à toute instrumentalisation. En 2011, puis en 2024, de nombreux collègues druidiques de France, de Belgique, d'Italie et du Portugal ont élaboré une « charte éthique des druides », qui affirme le refus de toute exploitation financière ou promesse de guérison miraculeuse, comme de tout sexisme ou racisme. Ces textes entendent fournir des repères pour distinguer un néodruidisme structuré et déontologique des usages les plus douteux.

Religion non révélée, sans prophète, sans dogme et sans structure centralisée ou pyramidale, le néodruidisme laisse beaucoup de libertés d'interprétation. L'engagement de Mona Braz, par exemple, s'est construit au fil de déceptions, puis de découvertes successives. « J'ai toujours été interpellée par les questions religieuses et philosophiques. Enfant, je baignais dans un catholicisme breton rural, assez joyeux et coloré », se remémore-t-elle. Adolescente, elle demande au prêtre de sa paroisse comment devenir, elle aussi, « curé ». Elle comprend que, en tant que femme, elle ne pourra jamais l'être. « Il s'est ensuivi une grande colère », se souvient celle qui ira jusqu'à réfléchir à un noviciat chez les religieuses. Sa rencontre, en 1972, avec l'écologiste René Dumont (1904-2001) achève de convaincre la jeune Bretonne que les crises écologiques et sociales nécessitent aussi une autre manière d'habiter le monde.

« Attention, le druidisme contemporain n'est ni du new age, ni du chamanisme, ni un club de guérisseurs », insiste la druidesse. Pour moi, c'est autant une religion cosmique traditionnelle âgée de 4000 ans qu'une inspiration philosophique répondant aux enjeux de notre monde en crise. C'est un art sacerdotal et une éthique quotidienne », estime celle qui a été initiée au druidisme au sein de la Gorsedd de Bretagne. « Dans ce long apprentissage des croyances et rituels druidiques que je commence au milieu des années 1980, il y a dès le départ une envie forte de retrouver la religion de mes ancêtres autochtones, les Celtes. Je pressens vite que cela va prendre du temps, mais je suis avide de savoirs, car j'ai l'impression d'avoir enfin trouvé la voie spirituelle qui me correspond », affirme-t-elle.

En effet, on ne devient pas druide en un coup de serpe. Cet apprentissage d'au moins une décennie suit des étapes précises de progression. Le disciple doit d'abord s'initier à l'histoire, aux rites et aux valeurs fondamentales du néodruidisme. Il est soutenu par des tuteurs, accompagné par des enseignements transmis oralement ou par des livrets d'apprentissage qui parlent de la connaissance des dieux et des déesses celtiques, de la signification des rituels et des fêtes, de l'analyse des rêves ou des douze catégories d'arbres répertoriées par les druides et de leur symbolique sacrée. Des sorties collectives en pleine nature permettent de mettre en pratique ces savoirs. Peu à peu, la perception du monde évolue chez le disciple, qui peut recevoir, durant cette période d'initiation, un nom celtique, symbole de son entrée dans la communauté druidique, perçue comme une « renaissance ».

Selon ses affinités, son métier et ses savoirs, celui-ci peut ensuite devenir barde (gardien de la mémoire et des arts chargés de transmettre récits, chants, mythes et poésie) ou vate (tourné vers l'étude du vivant, des plantes et des soins traditionnels), avant, éventuellement, d'accéder au statut de druide. « Devenir druide à tout prix n'est pas un objectif de carrière et, surtout, une fois qu'on y est parvenu, on n'est qu'au début du chemin... », souligne Sandrine Maurice, de

On ne devient pas druide en un coup de serpe, c'est un apprentissage d'au moins une décennie

son nom celtique Uesalia. Ancienne directrice d'école dans l'Yonne, elle découvre le druidisme à la fin des années 2010, après un parcours spirituel passé par la communauté chrétienne oecuménique de Taizé (Saône-et-Loire) et par le bouddhisme tibétain.

Au quotidien, cet apprentissage didactique se conjugue à une pratique spirituelle régulière : célébration des huit fêtes du calendrier celtique, méditations dans la nature, engagements associatifs ou écologistes... « Pour moi, une spiritualité qui ne se traduit pas dans la vie de tous les jours est stérile, car elle reste bloquée dans le registre des spéculations intellectuelles. Le druidisme est une tradition toujours vivante. Ce n'est pas un tas de cendres pieusement gardées sous cloche dans un musée, mais une braise sur laquelle il suffit de souffler pour raviver un feu éternel », ajoute Mona Braz.

Chez elle, pas de petit autel sacré, mais un oursin fossile, qu'elle chérit du regard, duquel a germé le monde, selon la cosmogonie druidique. Dans le silence du matin, elle ne rate pas non plus quelques petits rituels : « J'ouvre grand ma fenêtre chaque jour, je nourris les oiseaux et autres petits animaux en leur laissant des graines, des bouts de pomme et des raisins secs. Et, croyez-moi, il y a du passage... Ce geste me rappelle que je suis encore vivante et il me remplit de gratitude pour cette nouvelle journée », raconte-t-elle en souriant.

Depuis 2024, après son passage à la Gorsedd de Bretagne, Mona Braz a fondé sa propre clairière, l'Assemblée du sanctuaire du pommier, en adéquation avec ses valeurs et à forte prédominance féminine. Un acte qui n'est pas anodin dans un néodruidisme où la place des femmes est régulièrement questionnée. La Gorsedd de Bretagne est, de fait, uniquement dirigée par des hommes depuis sa création, en 1900. Dans ses recherches sur les traditions celtiques, la druidesse et autrice Sylvie Verchère, alias Syd, affirme pourtant que, dès l'époque antique, une place importante était accordée aux femmes. Dans les textes romains, on trouve notamment les figures de ces neuf druidesses de l'île de Sein (Finistère), dont la célébrité était si grande qu'on venait les consulter de toutes parts. Plus près de nous, le néodruidisme anglo-saxon, dans lequel Sylvie Ver-

chère a aussi évolué, « possède des figures importantes de femmes druides depuis longtemps, comme Emma Restall Orr ».

Ce que Sandrine Maurice aime particulièrement dans le druidisme, c'est justement de pouvoir officier, en tant que femme barde et chevalier, pour des rites familiaux tels que les mariages, appelés « unions druidiques ». Le 1^{er} mai, durant la célébration de Beltaine, elle a ainsi uni Sarah et Christophe Delhalle, dans le village du Mesnil-Durdent, en Seine-Maritime. Le couple reste très marqué par cette cérémonie spirituelle, célébrée en pleine nature autour de symboles celtiques, de bénédictions et du traditionnel « nouage des mains », où les poignets des époux sont liés par des rubans pour sceller leur engagement. « En faisant des recherches sur Internet, j'avais découvert les unions druidiques. J'ai toujours été attirée par le côté féerique des légendes bretonnes et la tradition celtique me parlait », confie Sarah Delhalle, qui enseigne les sciences de l'environnement. Très vite, j'ai trouvé que tout résonnait aussi avec nos préoccupations environnementales, notre attention aux saisons et à la moindre vie animale autour de nous. »

Ce 1^{er} mai, le barde Philippe Legond-Hunt accompagnait aussi le jeune couple dans son rituel d'union. Au début des années 1980, dans sa jeunesse, il découvre le Pays de Galles. « J'étais fasciné par les landes, les cercles de pierres comme le cromlech néolithique du village d'Avebury [en Angleterre], et j'ai ressenti comme un "appel" au contact de ces paysages », retrace-t-il. Dans le pub de ce village, il rencontre des druides gallois avec lesquels il échange pendant des heures. « J'ai commencé à comprendre les liens entre Gallois, Bretons, Cornouaillais... Toute cette culture celtique m'intriguait beaucoup », se souvient-il. Sa quête spirituelle reste alors au second plan d'une carrière intense menée dans l'hôtellerie de luxe britannique. Mais tout bascule au début des années 2000, à la suite d'une série de problèmes personnels et financiers.

Revenu en France, Philippe Legond-Hunt enchaîne les petits boulots, jusqu'à faire un arrêt cardio-respiratoire dans l'abattoir porcin où il travaille. « Cette épreuve m'a transformé. J'ai arrêté de me regarder le nombril pour m'intéresser aux autres. Je me suis reconverti dans l'insertion professionnelle des publics précaires », indique le sexagénaire, qui renoue, dans le même temps, avec le druidisme en Bretagne. Au quotidien, le barde vit cette spiritualité moins comme une religion que comme une quête intérieure. « Le matin, je regarde le ciel, j'observe ce qui fleurit, j'écoute les animaux. Cela paraît peut-être simple à faire, pourtant beaucoup se sont coupés de ce qui les entoure », ajoute le barde, qui fait partie de la clairière Le Chant de vie.

Au-delà d'une quête spirituelle, nombre d'adeptes arrivent en effet au néodruidisme par le biais de leurs préoccupations environnementales. Dans la cosmologie celtique, les forêts, les rivières et les montagnes abritent des divinités et des esprits, et les animaux sauvages sont vus comme des messagers de ces forces invisibles. Ainsi, dans l'Oise, Cyril Blancart, producteur trentenaire de gemmothérapie (une branche de la phytothérapie qui utilise les bourgeons et les jeunes pousses des végétaux), raconte comment sa découverte du druidisme, il y a quatre ans, a changé sa relation au monde. « Je prends des temps d'attention pour l'infiniment petit, l'invisible », explique-t-il. Les taupinières sont devenues pour lui le symbole de cette nouvelle façon de percevoir le vivant. « Toute ma vie, j'ai entendu dire qu'il fallait se débarrasser des taupes. Mais je vois qu'elles remontent des graines du cœur de la terre. Grâce à elles, les pâtures changent : il y a des pâquerettes, du trèfle, des pissenlits qui reviennent. Maintenant, je les remercie », confie Cyril Blancart, qui estime que le druidisme lui permet de « faire un pas de côté par rapport au monde matériel dans lequel on vit ».

En marchant sur les traces de cette spiritualité ancienne qui entretenait une relation intime et sacrée avec son environnement, le néodruidisme propose ainsi une connexion sensible à la nature, différente d'une écologie strictement politique. « Nous sommes de plus en plus nombreux à chercher, même en ville, le repos des arbres, afin d'y retrouver notre enracinement intérieur, de pacifier notre esprit. Pour les Celtes et leurs druides, les forêts sont le nemeton, qui désigne à la fois le centre du monde, le sanctuaire et le bois sacré. Nous sommes loin des simples "câlins d'arbres" », assure la druidesse Mona Braz.

DOUBLE VIE

Deruos, syndicaliste en robe blanche

À l'heure du déjeuner, l'esplanade Johnny-Hallyday, dans le 13^e arrondissement de Paris, vibre d'un flux continu de cadres pressés. Hervé Papin, secrétaire général de la fédération UNSA Finances à la direction générale des finances publiques, enchaîne les rendez-vous au Bercy Café, à l'ombre massive du ministère de l'économie et des finances. En ce jour d'avril, le syndicaliste garde son téléphone à portée de main, l'œil sur un agenda chargé.

Difficile d'imaginer que, dans quelques heures, il sera en « robe » blanche sur la Glastonbury Tor, dans le sud-ouest de l'Angleterre, pour célébrer la fête druidique de Beltaine. Une colline sacrée, liée à la mythologie celtique et aux légendes du roi Arthur. « Je travaille à la résurgence du paganisme et à l'essor du druidisme contemporain. De mes 20 ans à mes 40 ans, j'ai pratiqué le bouddhisme zen japonais. Mais plus les années passaient, plus je ressentais un décalage culturel. On me parlait de traditions qui m'étaient trop lointaines. J'avais besoin de trouver une spiritualité reliée aux paysages dans lesquels je vivais, plus enracinée en Europe », confie-t-il.

À Paris, il fréquente les réunions de la Fédération païenne internationale. Dans un café, les adeptes de religions comme la wicca ou l'asatru et les tenants de la tradition celtique discutent de leurs rituels et croyances. « Là, on m'a parlé pour la première fois du druidisme », se rappelle-t-il. C'est dans les Vosges qu'il part vivre sa première expérience. Le druide qu'il a repéré sur Internet l'invite à participer à la célébration d'Imbolc, fête celtique marquant la sortie de l'hiver. « Nous sommes montés jusqu'au Donon, un sommet où se trouvent les vestiges d'un sanctuaire gallo-romain. Il faisait très froid et j'avais avec de la neige jusqu'aux genoux... J'ai eu pour la première fois cette sensation d'être relié à un lieu. Cela a été une révélation. Je comprenais que j'appartenais à quelque chose d'ancien, enraciné ici avant le christianisme », raconte Hervé Papin. Consacré druide en 2015, il officie désormais sous le nom de Deruos.

Ce nom, il le porte dès lors comme une seconde peau. Et, avec lui, la conviction qu'il doit transmettre sa spiritualité. En 2009, il fonde le collège Sequana en Bourgogne, région où il vit la moitié du temps. « Le druidisme s'inscrit dans un travail d'enracinement. On ne peut pas le pratiquer de manière abstraite. Il est donc logique de chercher, à partir de son lieu de vie, des résonances locales. C'est d'ailleurs ce qui rend difficile toute homogénéisation de nos pratiques », estime-t-il. Dans sa région, Deruos se met en quête d'endroits chargés d'histoire et de sacralité. Et vient s'installer en famille non loin de Source-Seine (Côte-d'Or), lieu de naissance du fleuve.

« Au départ, c'était un endroit où l'on allait se promener et participer aux fêtes locales. Puis je me suis intéressé à l'histoire de la déesse Sequana », précise Deruos. Dans ce vallon boisé, propriété de la Ville de Paris, des fouilles archéologiques ont mis au jour les vestiges d'un sanctuaire gallo-romain consacré à cette déesse guérisseuse : bassins, ex-voto, statues et restes d'offrandes déposées par les pèlerins antiques... « On ressent une continuité émanant de ce sanctuaire qui reste porteur d'énergies fortes », ajoute le druide, qui y célèbre des rituels réguliers.

En 2019, Deruos franchit une nouvelle étape : il fonde l'assemblée druidique Cildara (« assemblée des chênes », en irlandais), qu'il anime aujourd'hui avec le druide Artos. Le mouvement fédère une centaine de membres,

en France et en Belgique, devenant l'un des plus importants après la branche hexagonale de l'Ordre des bardes, ovates et druides. Cildara se veut communauté spirituelle et école de formation, qui « travaille à rallumer les feux de la tradition des anciens druides, tout en s'inscrivant dans une dynamique d'ouverture contemporaine ». Dans ses livrets d'enseignement, Deruos décrit le druidisme comme une « religion naturelle ». « La nature est sacrée. Elle nous nourrit, nous inspire, nous porte », résume-t-il. Là où les religions monothéistes auraient, selon lui, placé l'homme au sommet, le druidisme propose une spiritualité polythéiste, où les forces de la nature prennent un visage divin issu du panthéon celtico-gaulois, comme Belenos, associé au Soleil, ou Cernunnos, dieu cerf symbolisant la fertilité et le renouveau de la vie.

Au cœur du bois de Vincennes, à Paris, en ce début du mois de mai, Deruos porte d'ailleurs à bout de bras deux stèles, l'une en bois et l'autre en pierre, à l'effigie de ces deux divinités. Avec les membres du collège druidique Parisii, il est venu y célébrer, en soirée, la fête de Beltaine. Au milieu des grands chênes, un très bel autel est dressé, fait de torches lumineuses, de fleurs et d'offrandes aux dieux et aux ancêtres. Une femme s'avance dans le cercle dessiné par des branchages posés au sol. Deruos lui remet une saie brune, couleur de la terre : elle débute son mabinog, première étape de l'apprentissage druidique.

Pendant deux ans, les novices travaillent avec un tuteur. Ils apprennent ainsi à construire un autel domestique, à pratiquer la méditation, à observer les cycles de la Lune et du Soleil ou à reconnaître certaines plantes utilisées dans la symbolique celtique. « Merci de m'accueillir sur ce chemin », souffle la jeune femme, très émue. Plus tard, le groupe se rassemble autour d'un grand chêne. Chacun noue un ruban coloré au tronc avant de tourner lentement autour de l'arbre. Dans l'obscurité, les mains, les étoffes et les couleurs se mêlent. Mais la pluie s'invite. Il est temps de quitter le bois.

Tout en rangeant ses affaires, la petite communauté évoque déjà le prochain rassemblement des différents collèges de Cildara à Bibracte, sur les pentes du mont Beuvray, en Saône-et-Loire. Ancienne capitale du peuple éduen, Bibracte est aussi la ville où Vercingétorix fut reconnu chef de la coalition contre Jules César, en 52 avant notre ère. « Ces endroits où nous nous réunissons portent toujours une histoire, un sens, un esprit que l'on cherche à ressentir. Avant de nous réunir, les vates viennent purifier Bibracte des énergies toxiques et sombres, et ils appellent aussi les divinités », explique le druide, en désignant un petit autel où sont présentées des offrandes faites d'eau et de fruits. Il y a posé aussi une représentation de Cernunnos en position de méditation. Ce dieu celtique représente, pour lui, la condition humaine.

« En avançant dans le druidisme, la perception du monde s'affine. Notre façon de nous nourrir se modifie, on essaie de manger le plus naturel et le plus local possible, d'utiliser les plantes à travers la fabrication de teintures mères [des extraits de plantes], de sirops ou de baumes. Ce sont de longs apprentissages », détaille Deruos. À 63 ans, ce père de cinq enfants voit la retraite comme une nouvelle étape : « Je vais pouvoir me consacrer à l'enseignement, à l'organisation de stages, à l'écriture d'un livre sur le druidisme. » Sans doute Deruos le druide prendra-t-il alors le pas sur Hervé le syndicaliste.

A.-L. C.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Mickaël, 182 kilos, va pédaler sur 10 000 kilomètres

Frédéric Potet

Souffrant d'obésité, le Niortais de 39 ans va tenter de reprendre sa vie en main en sillonnant 32 pays d'Europe. Départ début juin pour cette aventure en triporteur électrique aussi sportive qu'introspective

De quoi peut-on faire le tour à vélo? De la France, du monde, de son pâté de maisons... De soi, aussi. Mickaël Hardouin Duparc pèse 182 kilos, et il s'apprête à partir vadrouiller en Europe au guidon d'un triporteur à assistance électrique. Soit 32 pays visités, de la Finlande à la Macédoine du Nord. Départ de Niort début juin, retour à Niort dix-huit mois plus tard. Soit, aussi, 10 000 kilomètres à la force presque exclusive des cuisses, en dormant le soir dans l'habitacle de 1,90 mètre de long aménagé à l'arrière de sa bécanne. Avec une pointe d'autodérision, cet informaticien de 39 ans a baptisé son périple «Le Tour de moi!», en référence à son obésité et à sa quête d'introspection. «C'est peut-être enfantin, mais ce que je voulais, c'était vivre une aventure», confie celui qui, il y a trois ans, accusait 252 kilos sur la balance.

Le point de départ de son défi est une rupture amoureuse, il y a une quinzaine d'années. Sa petite amie – «la femme de ma vie» – décide de le quitter. L'impact émotionnel provoque chez lui un phénomène de transfert, «de la tête vers l'estomac», dit-il, avec une obsession pour les fast-foods. «J'ai grandement participé au chiffre d'affaires d'Uber Eats et de McDo localement, en commandant quatre portions au lieu d'une à chaque repas, pendant des années, raconte-t-il. La nourriture grasse et saturée a été un refuge. Je suis passé en quelques mois de 70 à 110 kilos. Comme je n'accorde pas d'importance à l'apparence physique, je ne me suis pas inquiété. J'aurais dû.»

Son médecin va s'inquiéter pour lui en scrutant sa courbe pondérale. «Si vous continuez comme ça, il y a peu de chances que vous dépassiez les 50 ans», le tance-t-il, courant 2023. «Disparaître à l'âge qu'avaient dépassé mes parents n'était pas concevable», poursuit-il en évoquant également Charles et Jules, les jumeaux de son frère, nés à la même période: «Les ondes d'amour qui émanaient d'eux quand je les prenais dans mes bras m'ont transporté, et ont nourri ma réflexion.»

Haro sur la malbouffe! Le jeune homme avale son dernier cheeseburger fin 2024, se convertit aux carottes râpées et s'astreint à une pratique sportive quotidienne, marche nordique en tête. Les kilos commencent à refluer, mais il manque quelque chose à son cheminement, de l'ordre du dépassement de soi. «Un accomplissement qui me rende fier de moi», explique-t-il. Le souvenir d'un correspondant scolaire à Bratislava, la fascination pour un trois-mâts du XVII^e siècle, le Vasa, accosté à Stockholm, l'attrance pour les paysages de Transylvanie dessinent dans sa tête un parcours européen idéal. Reste à trouver, pour lui qui n'avait «pas fait de vélo depuis quinze ans», un destrier à propulsion mécanique. Son père, garagiste, l'aidera à aménager un vélo-cargo électrique acheté à un fabricant d'extincteurs.

Développeur au service informatique de la Macif, Mickaël quitte son job au moyen d'une rupture conventionnelle, se sent pousser des ailes grâce à son psy et met en vente sa voiture et sa collection de 700 figurines pop à grosse tête afin de financer son projet, d'un budget de 35 000 euros. En quelques mois, ses réseaux sociaux recrutent plus de 100 000 abonnés. Une vidéo le montrant grimper à pied la dune du Pilat (Gironde) sera vue 2 millions de fois. Un entraînement en triporteur, jusqu'à Nantes, tournera court cependant, en raison d'un bris de rayons, dû au surpoids du conducteur.

Descendre sous les 100 kilos à son retour, d'ici à un an et demi, le rendrait «très heureux». Viendra alors le temps de prendre la plume pour écrire, non pas un livre sur son voyage à la vitesse de pointe de 30 kilomètres-heure, mais un court texte autour des ravages de la malbouffe, en prenant pour modèle *Matin brun* (Cheyne, 1998), la nouvelle de Franck Pavloff sur la montée du totalitarisme. D'un fléau à l'autre: «L'Unicef a récemment indiqué que l'obésité était devenue la première forme de malnutrition chez les enfants dans le monde, devant la sous-alimentation», compte bien rappeler, à ceux qui l'interpellent chemin faisant, le héraut en triporteur.



ALE GIORGINI

Mickaël quitte son job, se sent pousser des ailes grâce à son psy et met en vente sa voiture et sa collection de 700 figurines à grosse tête afin de financer son projet, d'un budget de 35 000 euros

MA VIE D'ADO

«Face à la maladie, on est toujours seul à lutter, même en étant très entouré»

«Le Monde» donne la parole à des jeunes gens qui évoquent leurs états d'âme, leurs envies, leurs difficultés. Priam, 15 ans, vient de livrer trois ans de combat contre le cancer. Une épreuve qui l'a fait mûrir

Propos recueillis par Anaïs Coignac



ZOE VADIM

Depuis hier, je fais un pas de plus vers la normalité. Je vivais avec un PAC [Port-à-cath], un boîtier en métal de 5 centimètres de diamètre sous la peau, dans lequel on pique pour injecter des médicaments. Je viens d'être opéré pour qu'on me le retire, sept mois après la fin de ma dernière chimiothérapie. C'est un traitement qui vise à éliminer les cellules cancéreuses grâce à une poche de liquide qui passe par les veines. Aujourd'hui, je suis en rémission d'un lymphome de Hodgkin, un cancer des ganglions.

J'étais en 5^e quand on l'a découvert, en mars-avril 2023. J'avais 12 ans. À l'époque, je faisais beaucoup de sport: volley, rugby, plongée. Je rentrais d'un cours et, en prenant ma douche, je me suis rendu compte que mon cou avait grossi. J'ai vu un premier médecin qui nous a dit que ce n'était rien et qui m'a prescrit un scanner trois mois plus tard. Ma mère s'inquiétait parce que mon cou était énorme. Elle a trouvé un autre médecin et, là, j'ai enchaîné les prises de sang pour éliminer toutes les pistes infectieuses ou virales, mais ça n'a rien donné. J'ai été dirigé vers un service d'oncologie pédiatrique et puis tout est allé très vite. Je ne comprenais pas trop ce qui se passait. Je subissais. En dix jours, on m'a posé un PICC-line, c'est un tuyau qui passe dans le corps et qu'on met par le bras, avec un pansement. Et j'ai commencé les chimiothérapies.

Ça a duré sept mois. J'alternais entre l'hôpital et la maison. Je ne pouvais plus sortir, plus aller en cours, plus faire de sport parce que chaque mouvement pouvait arracher le tuyau. Même prendre des douches, c'était compliqué. Je devais porter un brassard pour ne pas mouiller le pansement.

Mes amis ont toujours été là. Ça n'a jamais vraiment changé notre relation. Mais quand ils venaient chez moi, ils devaient mettre un masque parce que mon système immunitaire était tellement faible que je pouvais tomber malade assez gravement avec le

moindre virus. On arrivait à passer des bons moments. On jouait, on parlait, on rigolait, même s'il y avait toujours quelque chose qui nous rappelait que j'étais malade.

Mes parents ont été là le plus possible. C'était dur pour eux de me voir dans cet état. Ils s'organisaient pour faire les allers-retours entre chez nous et l'hôpital de Montpellier. On habite un petit village près de Béziers [Hérault] et je suis fils unique. Ma grand-mère maternelle est venue de Vendée habiter chez nous pour les aider avec le travail et me «gérer». Elle est restée tout le temps où j'ai été malade. Elle aussi a souffert d'un cancer et elle voulait me soutenir. Ça nous a pas mal rapprochés.

Elle a toujours été présente, dès que j'avais besoin de quelque chose, de parler. Les émotions, j'arrivais à les exprimer. J'ai toujours gardé le sourire. Si t'as pas le mental, tu vas pas y arriver. Un des trucs les plus durs à vivre a été de perdre mes cheveux, parce que le regard des gens change. J'avais une casquette, mais je redoutais le moment où je sortais. Je me demandais surtout: «Pourquoi ça m'arrive à moi?» J'ai jamais eu de réponse. C'est que ça devait arriver, c'est comme ça. En tout cas, ce n'est pas héréditaire, les médecins ne savent pas trop d'où ça vient. Face à la maladie, on est toujours seul à lutter, même en étant très entouré.

Je me suis aussi rapproché de mes profs. Ils venaient me faire cours dès qu'ils avaient un trou dans leur planning. On se mettait dans le salon. Ils étaient payés par l'Etat dans le cadre d'un

programme spécial sur la base du volontariat. Grâce à eux, j'ai réussi à suivre le programme scolaire et à garder le niveau.

En septembre 2023, je suis rentré en 4^e. Pour moi, la vie reprend enfin. J'ai pu suivre une année complète, même si je devais faire des examens médicaux tous les trimestres. En juillet, on m'a annoncé que je faisais une rechute, en me disant que ça serait plus dur parce qu'il fallait éliminer le cancer pour de bon. Ça a été un gros coup, je me suis revu vivre tout ce que j'avais vécu. Ma grand-mère est revenue s'installer à la maison et les traitements ont repris. En avril 2025, j'ai pu reprendre les cours, en 3^e, et une vie à peu près normale, avec des chimios toutes les trois semaines.

Un des trucs qui m'ont fait tenir, c'est le projet d'avoir

«Ma grand-mère maternelle est venue habiter chez nous. Elle est restée tout le temps où j'ai été malade. Elle aussi a souffert d'un cancer et elle voulait me soutenir. Ça nous a rapprochés»

ma moto. Je vis limite pour ça. J'ai passé le BSR [brevet de sécurité routière] et, l'an dernier, j'ai pu acheter une Fantic XM Competition 2024. Dans mon malheur, j'ai pu vivre des choses extraordinaires grâce à des associations comme Petits Princes, qui permet aux enfants malades de réaliser leur rêve. Le mien, c'est d'assister à un Grand Prix de formule 1 dans un paddock, l'endroit derrière le décor où les équipes s'occupent du pilote et de sa voiture.

Le projet est assez compliqué à organiser mais, en attendant, l'association m'a invité une journée avec d'autres jeunes pour expérimenter un simulateur de course au E-Motion de Paris. C'était génial, on a toutes les sensations avec le retour de force, le siège qui bouge. Et ils nous ont fait la surprise de faire venir Squeezie, le vidéaste. On a parlé de GP Explorer, une course de formule 4 qu'il organise avec d'autres youtubeurs. Il est super gentil. J'ai aussi passé une journée avec la Patrouille de France à Salon-de-Provence [Bouches-du-Rhône], où on a rencontré des pilotes et vu des avions. J'ai adoré parce que, petit, je voulais être pilote dans l'armée. À Béziers, il y a une base et, souvent, je les vois passer dans le ciel.

Grâce à l'association Sourire à la vie, j'ai aussi pu aller en Laponie une dizaine de jours, traverser le pays à traîneau tiré par des chiens, me baigner dans des lacs gelés. Avec les autres participants, on montait le camp, on coupait le bois pour se chauffer. On a vécu une expérience incroyable. En trois ans, je me suis fait beaucoup de nouveaux potes partout en France, j'ai appris à relativiser et j'ai gagné en maturité. Désormais, je profite dès que je peux. Je vois mes amis, je vais à des soirées. Ce soir, je vais à la Feria Off de Béziers, parce que, malgré mon opération d'hier, je me sens bien. Et, cet été, j'irai à la vraie feria, pour la première fois. Aujourd'hui, je ne veux plus qu'on me voie comme un enfant malade, mais comme quelqu'un de normal.



Asli Ustok, au parc du Thabor, à Rennes, le 12 juin 2025. JEREMIAS ESCUDERO POUR « LE MONDE »

EXILS

« Arrivée à Roissy avec 250 euros, je pensais pouvoir vivre des mois avec ça »

C'est l'amour qui a poussé Asli Ustok à quitter Istanbul pour Rennes, en 2005. Mal du pays, barrière de la langue... elle a surmonté ces obstacles pour tracer son chemin

Propos recueillis par Anaïs Coignac

Entre la Turquie et la France, j'ai vécu un changement d'échelle, comme si tout avait rétréci. Mon compagnon m'avait dit que Rennes était une grande ville, mais j'ai eu l'impression d'en avoir fait le tour en trois jours. Il me parlait de la « grande maison » de ses parents, à Retiers [Ille-et-Vilaine], où nous allions loger au début, et j'ai découvert une petite maison dans un village de la taille d'une noix. En Turquie, tout est plus grand : les appartements, les maisons, la circulation, la pollution sonore et visuelle. Istanbul, où je vivais, c'est une fourmilière, une capitale surhumaine.

J'avais 21 ans quand j'ai connu Anthony. On travaillait ensemble au Club Med. J'étais en quatrième année d'études en français langue étrangère et, en 2004, je suis venue à Foça, sur la côte égéenne [dans l'ouest de la Turquie] comme monitrice de plongée. Je l'ai vu passer torse nu, en maillot de bain, comme dans *Alerte à Malibu*, et j'ai flashé sur lui. Lui était là pour la saison, sinon il travaillait comme décorateur de théâtre. Après trois mois d'été passés ensemble, connectés, complices, passionnés, il était évident que notre relation devait continuer et il est venu vivre avec moi à Istanbul. On a vécu un an en colocation avec ma sœur. Tous les trois, on formait un bon trio. Mais Anthony ne trouvait pas de travail, à cause des coupes budgétaires. On a donc décidé d'essayer en France. Je me suis inscrite en master à Rennes en français langue étrangère, et j'ai annoncé à ma famille que je partais. Pour ma sœur, ça a été difficile. On est hyperproches. C'était un vrai déchirement. Après mon départ, on s'est écrit de longues lettres avec des déclarations d'amour, de manque.

Je suis partie pour une expérience de vie, avec l'insouciance et le courage de la jeunesse. Il y avait un peu de romantisme aussi : j'avais étudié Flaubert, Montesquieu, Duras. Je n'avais aucune conscience de ce qui m'attendait. Tout était possible, rien ne me faisait peur. Un matin d'août 2005,

j'ai pris l'avion seule. Je n'étais jamais sortie de la Turquie. Je suis arrivée à Paris-Charles-de-Gaulle avec 250 euros en poche. Je pensais naïvement pouvoir vivre des mois avec ça. A l'aéroport, j'ai acheté une bouteille de San Pellegrino à 2 euros et j'ai compris que mon pactole allait fondre très vite. Dans le TGV vers Rennes, j'ai été impressionnée par la vitesse, c'était sensationnel de rouler si vite et de voir le paysage défilier. Anthony m'attendait à la gare avec sa Citroën AX. Lui qui est si grand paraissait minuscule dans ce petit scarabée. Je m'attendais à plus fière allure !

On a pris des petites routes de campagne très étroites, j'avais peur d'atterrir dans le fossé. Ses parents nous attendaient sur le pas de la porte. Ils m'ont fait un câlin, je me suis sentie accueillie. Nous étions en été, le ciel était magnifique, avec beaucoup d'étoiles. Je n'avais pas l'occasion d'en voir à Istanbul. J'étais tellement émerveillée qu'Anthony m'a proposé de dormir à la belle étoile dans le jardin pour ma première nuit en France. J'ai évidemment accepté. On a vécu chez ses parents quelques semaines et on a vite pris un appart à Rennes.

Les premières semaines ont été difficiles, je parlais français, mais pas assez pour avoir des conversations poussées. Cela me rendait triste de ne pas pouvoir dire ce que j'avais exactement en tête. Cela créait des quiproquos, je me sentais inférieure aux autres. Les cours aussi étaient très difficiles à suivre, les gens très individualistes. Le plus raide a été l'administration, en particulier la préfecture, avec les agents qui ne faisaient pas l'effort de me

comprendre. C'était très procédurier, avec plein de jargon et des dossiers interminables à remplir. Je me sentais découragée et, pendant longtemps, je n'ai pas voulu appeler moi-même l'administration.

Au début, j'ai beaucoup pleuré à cause du mal du pays. Au lieu de rester à déprimer à la maison, je sortais me perdre dans les rues de Rennes. Un jour, j'ai découvert cinq séquoias géants, majestueux, dans le parc Thabor. Ils sont devenus mon « Pentagone », l'endroit où je rechargeais mes batteries, quand j'étais en quête d'apaisement. L'odeur me rappelait la Méditerranée. Je venais m'asseoir sur la pelouse, devant les arbres, pour écouter de la musique, lire, ne rien faire. Juste être dans ma bulle.

Je n'ai pas passé mes examens et, à la fin de mon visa étudiant, il a fallu prendre une décision. Je ne savais pas si j'allais m'installer ici pour toujours, ni comment. Avec Anthony, nous n'étions pas promariés mais on s'aimait et nous marier réglait pas mal de problèmes. Quelques mois plus tard, on l'a

fêté avec les copains, nous étions très nombreux, c'était un très beau mariage champêtre.

J'avais un bac + 4, je parlais plusieurs langues, je pensais mon chemin tout tracé. A Istanbul, je rêvais de travailler dans une galerie d'art branchée, ou dans le secteur de la culture. Mais la conseillère de Pôle emploi [aujourd'hui France Travail] m'a fait comprendre qu'avec mon diplôme je ne pouvais pas prétendre à grand-chose. J'ai dû faire une croix sur mes ambitions. C'était douloureux mais ça m'a permis de travailler sur mon ego. J'ai été femme de ménage, serveuse, vendeuse. Au bout de deux ans, j'ai commencé à donner des cours particuliers de langues et je suis finalement devenue interprète. Aujourd'hui, je suis formatrice et coordinatrice pédagogique pour une association d'éducation populaire.

Avec Anthony, nous avons eu deux filles, qui sont mes rayons de soleil. Nous sommes partis vivre à la campagne. Nous sommes restés dix-huit ans ensemble. On a divorcé mais on s'entend toujours très bien. Aujourd'hui, j'ai un nouveau conjoint et, pour mon plus grand bonheur, ma sœur s'est installée dans mon village. J'ai désormais la double nationalité et je chéris mon parcours. Il m'a fallu cet exil pour devenir la femme que je suis. La double culture est une aubaine, ce n'est pas toujours simple mais, si on s'adapte, on peut se créer un microcosme multiculturel merveilleux.

Cet article a été publié sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) le 20 août 2025.

La semaine prochaine Les premiers jours en France de Sas L Rhodes, venue de Nouvelle-Zélande : « Je voyais des maisons graffées, très loin de ces bâtiments haussmanniens qui m'avaient fait rêver »

« CELA ME RENDAIT TRISTE DE NE PAS POUVOIR DIRE CE QUE J'AVAIS EXACTEMENT EN TÊTE. CELA CRÉAIT DES QUIPROQUOS, JE ME SENTAIS INFÉRIEURE »

ZINZIN

Charge mentale



Vendredi 22 mai, c'est l'effervescence sur la plage du Festival de Cannes. Devant une assemblée de professionnels du cinéma et de membres de la presse internationale, le journaliste britannique Toby Rose remet la Palme Dog à Yuri, la chienne qui joue dans *La Chienne*, le long-métrage de la réalisatrice chilienne Dominga Sotomayor. Yuri incarne un chiot qui, en faisant irruption dans la vie d'une femme, va l'inciter à se replonger dans les traumatismes de son passé. La cérémonie de cette année a consacré les vingt-cinq ans de ce qui est devenu un rendez-vous incontournable de la Croisette. Car la Palme Dog a beau se tenir en marge du Festival de Cannes, elle y occupe une place grandissante, grâce à son fondateur, Toby Rose, et à Anthony Pruvost, à la tête de Woopets, un portail consacré aux animaux de compagnie, qui organise l'événement.

Installé à une terrasse avec, au poignet, un bracelet siglé «Woof», Toby Rose ne passe pas inaperçu. Il nous explique que les jurés de la Palme Dog effectuent leur choix à partir des films de la Sélection officielle, mais aussi des sections parallèles (la Semaine de la critique et la Quinzaine des cinéastes). Et ils ne manquent pas de candidats : «Chaque année, on nous demande comment nous faisons pour trouver suffisamment de chiens dans les films. Or, on constate qu'il y en a de plus en plus au cinéma, avec des rôles de plus en plus importants. J'aime à croire que nous avons joué un rôle dans cette tendance, grâce à une saine émulation.» Uggie, le terrier jack russell de *The Artist*, avait, en 2011, presque volé la vedette à Jean Dujardin. Son degré de notoriété était tel que sa mort, en 2015, avait donné lieu à une nécrologie dans *Le Monde*. Ce sera bientôt au tour d'un autre personnage canin, Krypto le superchien, compagnon de Superman, de briller. Il est l'un des protagonistes du film *Supergirl*, sur les écrans le 1^{er} juillet.

Les chiens acteurs se trouvent souvent à l'autre bout du monde, ce sont des doublures qui reçoivent les prix

Cette année, pas moins de 15 chiens étaient en compétition pour remporter la Palme Dog et ses prix secondaires. Si Yuri est la grande gagnante, Lola, une irrésistible croisée terrier, est repartie avec le Grand Prix du jury pour son rôle dans le film de la réalisatrice britannique Clio Barnard *I See Buildings Fall Like Lightning*. Dans ce long-métrage, qui suit l'évolution d'un groupe d'amis d'enfance issus d'un quartier ouvrier de Birmingham, en Angleterre, Lola fait figure de trait d'union dans la petite bande, en incarnant le dernier lien qui rattache ses membres à leur jeunesse.

On le voit, ces récompenses canines sont loin d'être un simple clin d'œil humoristique ou une parodie du respectable Festival de Cannes. Même si, bien sûr, un humour typiquement british est à l'œuvre dans l'organisation de l'événement. Ainsi, une fois que les jurés se sont mis d'accord sur les lauréats, un casting est organisé afin de trouver les doublures qui viendront recevoir les prix le jour de la cérémonie, les chiens acteurs se trouvant souvent à l'autre bout du monde. Toby Rose explique : «La

première année de la Palme Dog, les chiens primés étaient présents en visio, mais nous trouvions que ce n'était pas satisfaisant. Les doublures permettent de créer une vraie émotion.» C'est donc une chienne cannoise nommée Apocalypse qui est venue recevoir la récompense à la place de Yuri, restée au Chili. Les organisateurs s'assurent toutefois que le prix parvienne bien au gagnant, y compris dans des circonstances extrêmes. En 2022, le terrier jack russell ukrainien Patron, spécialisé dans le déminage lors du conflit russo-ukrainien, avait reçu des jurés la Palme Dog-Manitarian, pour son action humanitaire. Remis à sa doublure, le collier avait été acheminé par la suite jusqu'en

Messi, par exemple, dressé par Laura Martin Contini, sa propriétaire, a réussi à simuler une overdose de médicaments dans *Anatomie d'une chute*, puis un empoisonnement au chocolat dans la série *Bref*. Un jeu d'acteur qui lui vaut d'être l'un des toutous les plus demandés du show-business. «Il y a un engouement inédit du public pour les animaux dans les séries», explique Pierre Langlais. Dans *Ripley* (2024), il y a une scène où le personnage de Ripley tue quelqu'un et descend le corps dans l'escalier sous le regard d'un chat particulièrement inquiétant. Sur les réseaux, cette présence animale a été abondamment commentée, certains demandant même un Oscar pour le chat. » Bientôt une Palme Cat sur la Croisette ?

AU BESTIAIRE !

La Palme Dog ou le star-system animal

Après avoir été longtemps cantonnés au rôle de fidèle compagnon, les chiens sont devenus de vraies vedettes de cinéma, avec leur propre prix au Festival de Cannes

Marjorie Philibert



ROBIN LOPVET POUR «LE MONDE»



NICOLAS POLLI POUR «LE MONDE»

LE PRÉNOM

Victoria

Par Djaïd Yamak

Victoria est née à Buenos Aires le 25 décembre 1976. Neuf mois, jour pour jour, après le coup d'Etat qui a fait basculer l'Argentine dans une dictature militaire – qui tombera en 1983. Deux ans avant le coup d'Etat, ses parents se rencontrent dans un centre social de la périphérie de Buenos Aires. Son père, Guillermo, milite au sein de la Jeunesse péroniste (du nom du général Peron, qui a présidé le pays de 1946 à 1955 et fondé le justicialisme, un populisme à tendance autoritaire). Sa mère apprend à lire et à écrire à des personnes habitant dans des

bidonvilles. Le militantisme de gauche infuse des deux côtés de sa famille. «Je n'ai pas beaucoup de détails sur les actions qu'ils ont menées. Je sais que ma tante est entrée dans un stade déguisée en femme enceinte pour cacher une banderole péroniste, qui a été déployée pendant un match de foot.» Après le coup d'Etat, sa famille bascule dans la clandestinité. «Une logique de répression faite d'enlèvements, de détentions arbitraires, d'exécutions et de disparitions se met en place», explique Victoria. Des personnes disparaissent

de jour au lendemain. Pour échapper à la junte militaire, ses parents vivent sous une fausse identité. Auprès de ses camarades des Montoneros – une organisation péroniste qui a pratiqué la lutte armée de 1970 à 1979 –, Guillermo se fait appeler Gustavo. «Se présenter sous un prénom militant était une technique pour éviter la délation, car il était connu que les militaires utilisaient la torture comme méthode d'interrogatoire.» Il meurt six mois après la naissance de Victoria, dans des circonstances qu'elle préfère taire. Un de ses oncles a été assassiné avec sa femme. Un autre est porté disparu depuis cette époque. Victoria, 2 ans, se trouve avec sa mère dans un taxi de Buenos Aires quand des voitures encerclent le véhicule. «On nous a sorties de force, ma mère a été conduite vers un camp de détention.» Victoria est confiée à sa grand-mère. Après huit mois, sa mère la retrouve. Elles partent s'exiler en Suisse. En 1994, elles retournent s'installer en Argentine. Pour Victoria, le besoin de connaître son histoire devient vital. Un jour, elle rentre de la fac et trouve sa mère assise dans le salon, prête à rompre le silence. «Elle m'a parlé de leur vie avant

ma naissance et m'a livré des anecdotes : leurs difficultés financières, les plats que mon père aimait, etc.» Elle aborde ensuite des sujets plus graves : la mort du père de Victoria, la disparition des frères de celui-ci, son propre emprisonnement. Puis elle lui explique, à la première personne du pluriel, la signification de son prénom : «Nous avons choisi de t'appeler Victoria, car nous croyions en la victoire.» La victoire des idées pour lesquelles sa famille s'est battue : «La justice sociale, l'égalité, la lutte contre la pauvreté, le modèle social communiste inspiré par les révolutions latino-américaines.» Ce prénom révolutionnaire, clin d'œil à la célèbre maxime du leader révolutionnaire argentin Ernesto Guevara, «Hasta la victoria siempre» («jusqu'à la victoire, toujours»), concentre les espérances politiques de ses parents et de sa famille telles qu'elles subsistaient en 1976. Si l'arrivée au pouvoir du président Javier Milei, d'extrême droite, en 2023, a remis en cause le consensus historique sur la mémoire des crimes de la dictature, Victoria veut croire à la portée symbolique de son prénom. Ce mot d'espoir porte la voix de ceux qui ont été réduits au silence.



Alexane Goulet de Rugy, devant son stand de poissons, au marché d'Acigné (Ille-et-Vilaine), le 20 mai. JEAN-MATHIEU GAUTIER POUR «LE MONDE»

Alexane Goulet de Rugy, poissonnière militante de la pêche durable

Après des études d'ingénieure en sciences halieutiques, l'écologiste vend du poisson sur le marché. Sur son stand: espèces locales et pédagogie pour le respect des ressources

FIGURE[s]

Par Pascale Krémer

L'air de rien, Alexane Goulet de Rugy sait faire passer le message en tranchant des têtes de poisson. Sous l'auvent de sa remorque, en ce matin de marché pluvieux, place des Lices, à Rennes, les clients qui patientent, tandis qu'elle gratte, vide, découpe le bar, le chinchard ou la plie, l'entendent aussi glisser sur un ton jovial: «La plie, l'avantage, c'est qu'elle n'a pas d'œufs en ce moment, ça évite de consommer un poisson en train de se reproduire. Celle-là, elle a été pêchée au filet maillant. Elle vient de la criée d'Audierne [Finistère]. Il n'y a pas de chalutiers, là-bas, le port n'a pas assez de fond, alors on est tranquilles...»

Une fois le chaland édifié, vient la rituelle question finale: «Vous avez un petit sac pour mettre le poisson?» La distribution de pochons en plastique n'a rien d'un geste réflexe, dans cette poissonnerie ambulante Sea Rennes. Et, contrairement à ceux des commerces voisins, l'étal n'expose ni ces amoncellements de langoustines ni ces gros pavés de saumon orangés qui ouvrent l'appétit des passants.

Sur la glace reposent des poissons moins rutilants (raie, chinchard, lieu jaune, saint-pierre...), mais pêchés à la ligne, des coquilles Saint-Jacques cueillies en plongée, le tout surmonté d'un grand tableau pédagogique sur les zones de pêche. Il y a quatre ans, en se lançant, la poissonnière s'est fixé pour objectif de préserver les ressources marines. Elle les connaît bien. Alexane Goulet de Rugy est ingénieure en sciences halieutiques et aquacoles.

Regard océanique, chevelure ensoleillée, la causante commerçante de 29 ans explique avoir viré de bord il y a quatre ans. Jusque-là, sa trajectoire d'excellente élève portée par l'amour de la mer n'avait connu aucune embardée: un père médecin qui compensait ses absences en l'embarquant sur son voilier, au large des côtes bretonnes; une formation en génie biologique dans un institut universitaire de technologie; puis l'école d'ingénieurs agronomes de Rennes, spécialité halieutique, option marketing des produits de la mer...

Deux semaines de stage sur un chalutier, au sud de l'Angleterre, où elle observe «le peu de sélectivité dans les prises», influent moins sur son avenir que la venue à l'école d'Hervé Thomas, tout à la fois poissonnier et futur skippeur de la Route du rhum. L'étudiante cherche un petit boulot, le temps de rédiger son mémoire de fin d'études: «Il m'a dit: "Viens samedi matin avec tes bottes et ton ciré." Et j'ai eu un coup de cœur pour le métier dès la première journée. L'ambiance du marché, savoir reconnaître un poisson de qualité, le vendre, la personnalité d'Hervé aussi, ses valeurs, sa générosité...»

Il arrive que le poissonnier lui tende, du bout du couteau, un morceau de thon rouge de 200 kilogrammes qu'il découpe à 4 heures du matin, le tablier ensanglanté. Elle, bien qu'«au sortir du lit», n'envisage évidemment pas de se «dégonfler»: «Je l'ai mangé! J'étais les deux bottes dedans, au contact le plus étroit possible avec les produits de la mer. Je me suis dit que ça allait être compliqué de retourner au bureau...» Elle ne saisit pas la perche, pourtant, lorsque, à l'issue de la pandémie de Covid-19, il lui propose de racheter sa poissonnerie – il entend se consacrer à sa passion, la navigation.

Sanglée dans un long tablier vert, elle l'avoue aujourd'hui: «Sur le moment, j'ai pensé: "Je n'ai pas fait cinq ans d'études, je n'ai pas décroché le diplôme d'ingénieure pour être poissonnière!" Je savais que

c'était précaire, très physique, masculin, et l'odeur ne me plaisait pas beaucoup...» Mais six mois à travailler dans un institut technique sur la valorisation des coproduits de la mer (coquilles, arêtes, écailles...) et «six mois à brasser de l'air derrière l'ordinateur, sur fonds publics» l'amènent à reconsidérer l'offre. En quête de «concret», elle bifurque, rachète en 2022 l'une des tournées de marchés et l'un des camions-remorques d'Hervé Thomas, qui la forme, une année durant, et l'épaule dans ses rendez-vous bancaires.

La voilà endettée sur sept ans, levée cinq jours par semaine à 5 heures du matin pour ses marchés, du mardi au samedi, à Rennes et alentour. Les débuts sont «folkloriques», à l'en croire. Trop de poissons achetés, ou pas assez, des contrôles sanitaires à répétition, des mareyeurs qui testent la petite jeune en lui expédiant du second choix, une vingtaine de concurrents qui l'attendent au tournant, sur le marché rennais, et des clients qui se méfient. Saura-t-elle les conseiller? «Je n'avais pas vraiment le profil habituel du poissonnier quinquagénaire gouailleur», s'amuse-t-elle.

Suivent quatre années de bataille pour tisser la confiance, imposer l'exigence, nouer des relations directes avec les petits pêcheurs dont elle approuve les méthodes. Et surtout – Graal! –, pour être admise à la criée d'Audierne en décrochant la garantie bancaire nécessaire.

«SUR LE MOMENT, J'AI PENSÉ: "JE N'AI PAS FAIT CINQ ANS D'ÉTUDES POUR ÊTRE POISSONNIÈRE!" JE SAVAIS QUE C'ÉTAIT PRÉCAIRE, TRÈS PHYSIQUE, MASCULIN»

Bref, une longue traversée dans l'espoir de s'approcher de «l'étal idéal». S'en approcher seulement. «Cette partie, là, c'est un peu la honte, à un moment elle partira», lâche-t-elle, lors d'un tour du propriétaire du stand. L'objet de sa culpabilité? Des crevettes d'élevage, roses et grises. «Je ne peux pas tout enlever sans faire paniquer mon comptable», dit-elle.

Déjà que, depuis le 1^{er} janvier, elle a renoncé au saumon, donc à 15% de son chiffre d'affaires... «Le saumon sauvage a été surpêché en Europe, celui d'élevage provoque d'immenses dégâts sur l'équilibre de l'écosystème marin, justifie-t-elle. Et la question du saumon permet d'ouvrir le débat, de faire de la pédagogie sur ma démarche raisonnée.» En même temps que «les joies de l'entrepreneuriat», l'ingénieure écologiste a découvert l'art du compromis. Certes, elle privilégie les «espèces moches» pêchées à la ligne par des bateaux côtiers bretons, elle refuse les importations, l'élevage (hors crevettes), et elle est intraitable sur la taille des poissons et leur période de reproduction. Mais elle s'est résolue à proposer quelques espèces pêchées par des «petits chalutiers», parfois seuls capables de la fournir en lottes, en ailes de raie, en grondins ou en encornets.

Les banquiers sont rassérénés. La poissonnerie éthique se révèle rentable, sa patronne se rémunère 2 000 euros net par mois, tout en employant des extras. Elle fait même, désormais, la fierté de son père qui, à l'annonce de sa conversion poissonnière, ne lui avait plus adressé la parole pendant un an. Belle revanche! Marraine d'une promotion de l'Institut Agro Rennes, trois années après la sienne, Alexane s'est adressée sur scène aux parents: «Je leur ai dit: "Faites-leur confiance! S'ils bifurquent après six ans d'études, ce n'est pas sur un coup de tête, mais pour un vrai projet."» L'un des jeunes pêcheurs fileyeurs de la baie de Cancale (Ille-et-Vilaine), auquel elle achète ses araignées et ses seiches, est sorti il y a peu de la même école d'ingénieurs.

Toutes ces fantaisies écologues agacent un brin Franck (il a souhaité rester anonyme), le roi des langoustines et des dames de saumon installé pile-poil face à Sea Rennes. Au moment venu du café de 8 heures, entre confrères, ce poissonnier fort de trois décennies d'expérience lance, peu amène: «Ce que j'ai à dire sur sa démarche, je le dirai à elle seule.» Avant de s'éclipser. François Seradin, lui, continue de siroter son breuvage. Le trentenaire barbu en bottes marine, à la tête de la société De père en fish, pense

que, «globalement, Alexane a raison». Et de poursuivre: «Ce qu'il faudrait, c'est arrêter ces bateaux qui pêchent des tonnes et des tonnes. Moi, j'ai un gros crédit sur le dos. Sans le saumon, je suis mort. Mais j'essaie de stopper mes ventes de bar en période de reproduction. Pas un mois comme elle, mais une semaine... Elle m'a mis un peu des trucs dans la tête. J'en parle aussi autour de moi.»

Alexane sourit, en revenant à son stand. Elle «sème des petites graines». Sous l'auvent de Sea Rennes défilent des clients en imperméable de tous âges qui partagent une sensibilité écologique et un pouvoir d'achat permettant de tester les coquilles Saint-Jacques de plongée (à 79 euros le kilogramme) ou les gambas bio issues de l'aquaponie en milieu salé (à 69 euros le kilogramme). D'un coup de jet d'eau au sol, la poissonnière balaie néanmoins quelques préjugés: «Ici, on se tourne vers des poissons moins connus et moins chers que le saumon, le cabillaud ou la sole. On consomme de la qualité, et l'on consomme moins. Pour décarboner notre alimentation, il faut réduire les protéines animales.» Le lieu jaune est un peu gros? «On pèse, on voit, on ajuste», promet-elle, sans se faire prier pour n'en vendre qu'une moitié.

Dans la file d'attente, Alain (qui n'a pas donné son nom, comme d'autres personnes interrogées), un septuagénaire qui fut professeur de breton à l'université, jure qu'il ne mangera plus de poissons d'élevage: «Quand on voit la tête des saumons à la sortie, ce qu'ils bouffent comme saloperies!» Derrière la poussette de leur bébé, Antoine, 38 ans, et Lison, 29 ans, tous deux dans l'informatique, tendent sans qu'on leur demande le sachet en plastique qui renfermera leur chinchard. «On vient ici sans culpabilité», explique le premier. On s'informe énormément, on essaie de prêter attention à tout ce que l'on met dans l'assiette. On sait qu'avec la surpêche, on ne prend pas la bonne direction. C'est dément de racler le fond de la mer!»

Nicolas, un directeur commercial dans la cinquantaine, lunettes sous capuche imperméable, tente une négociation sur le ton de l'humour: «Il y aura quand même du saumon à Noël? Non? Allez... Pas sur l'étal, on fera ça derrière le camion...» Une fois qu'il s'éloigne, Alexane précise: «Tous les ans, pour les fêtes, il m'en prenait pour 300 à 400 euros. Ma conviction est mise à rude épreuve...» Ni le saumon ni la crevette n'en auront raison, pressent-on à observer sa sérénité.



GIORGIO ARMANI